

La « démission » d'une centaine de membres ou suppléants du comité central M. Gorbatchev a remporté une nouvelle victoire sur le camp des conservateurs

En première
ligne

Une fois de plus, M. Gorbatchev se tire à son avantage d'une crise dangereuse pour lui-même et la perestroïka. N'avait-on pas le sentiment, depuis les tragiques événements du 9 avril à Tbilissi, qu'une tentative de déstabilisation était en cours ?

A la différence de ce qui s'était passé à l'automne dernier, où des têtes étaient tombées au bureau politique, c'est au sein du comité central que le nettoyage vient d'avoir lieu. L'opération, d'une ampleur sans précédent, est décisive pour l'avenir. Sans doute des hommes qui ne partagent pas les vues de M. Gorbatchev ou, à tout le moins, que ses audaces inquiètent demeurent-ils à la direction du PC. Mais leurs positions sont gravement fragilisées par le départ du comité central de personnalités qui se rangeaient pour la plupart dans les rangs des conservateurs. Inversement, la promotion de quelques réformateurs notables donne au secrétaire général de nouveaux atouts. En bref, ce comité central, largement hérité des années dites « de stagnation », devait cesser d'être un frein pour la glasnost et la perestroïka, et de constituer un danger pour leur initiateur.

Cette purge a l'avantage d'avoir été menée dans des formes qui mettent M. Gorbatchev à l'abri de l'accusation d'avoir recouru à un coup d'Etat déguisé. Si la demande collective et « volontaire » de mise à la retraite peut laisser sceptique, il reste en effet que les partisans avertis, en général, déjà perdus les fonctions — M. Gromyko, par exemple, à la tête de l'Etat — qui justifient leur présence au comité central, où ils faisaient figure de survivants. Et l'on n'est pas au terme de l'opération, puisqu'il appartient désormais aux organisations régionales et locales du parti de tirer de leur côté les conséquences des échecs subis aux élections du mois dernier par certains de leurs représentants.

On ne peut encore une fois qu'admirer la virtuosité politique d'un homme qui, d'étape en étape, ne cesse de renforcer son emprise sur la citadelle du pouvoir. Modeste — ou réaliste — dans sa victoire, M. Gorbatchev s'est pourtant lui-même défendu de vouloir « peindre en rose » une situation qui demeure préoccupante. Comment ne pas être frappé en effet par le contraste entre des réformes politiques réalisées à marche forcée et avec un incontestable succès, d'une part, l'absence patente de résultats, d'autre part, dans la relance, la rénovation d'une économie dont dépend à terme la réussite ou l'échec de l'expérience Gorbatchev ? Pour ne rien dire de la montée des nationalismes, jusqu'ici tant bien que mal contrôlés, mais qui reste lourde de menaces.

De plus en plus fermement maître à bord, M. Gorbatchev pourra de moins en moins désigner au mécontentement populaire des « conservateurs » hostiles à ses réformes. Les mains à peu près libres, il est plus que jamais en première ligne.

M 0147 - 0427 0 - 4,50 F



3790147004500 04270



M. Gorbatchev a annoncé, le 25 avril, le départ de plus de cent membres ou suppléants du comité central ou de la commission de révision du PC soviétique et la promotion de vingt-quatre personnes considérées comme favorables aux réformes. Ce mouvement renforce la position du chef du Kremlin face aux conservateurs.

MOSCOU
de notre correspondant

Comment s'y est-il pris ? Comment M. Gorbatchev a-t-il réussi à faire signer cette lettre de démission collective par 110 membres du comité central et de la commission de révision ? De quels moyens disposait-il pour convaincre ces hommes qu'ils n'avaient plus qu'à se retirer — dans un coup de tonnerre, mais sans règlement de comptes

public ? Mémoires et confidences donneront un jour la réponse, mais, pour l'instant, l'important est que M. Gorbatchev vient non pas d'éliminer quelques puissantes célébrités conservatrices, comme il l'avait fait en septembre, mais d'éliminer tout simplement la base sur laquelle les conservateurs pouvaient s'appuyer pour le freiner et éventuellement le renverser.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 3.)

Sénégalais contre Mauritanien

Conflit fratricide au Sahel

Le couvre-feu a été décrété à Nouakchott et à Nouadhibou, en Mauritanie, après les manifestations contre la population sénégalaise qui ont fait de nombreux morts et blessés, mardi 25 avril. Ces manifestations constituaient une riposte au pillage des boutiques de commerçants mauritaniens établis au Sénégal. Le roi Hassan II et le ministre tunisien des affaires étrangères ont lancé un appel au calme.

ALGER
de notre correspondant

Les autorités mauritaniennes, débordées pendant trente-six

heures par les violentes réactions populaires aux événements de Dakar, ont réagi avec fermeté, mardi après-midi 25 avril.

Le ministre de l'intérieur, le colonel Jibril Ould Abdallahi, a annoncé l'instauration d'un couvre-feu, de 20 heures à 6 heures, à Nouakchott et à Nouadhibou, où sont concentrées les principales activités économiques et industrielles. Dans un message radiodiffusé, il a affirmé que des ordres avaient été donnés « à tous les niveaux » pour « sévir vigoureusement contre tous les fauteurs de troubles » et « neutraliser les agitateurs ».

L'armée a pris position dans les artères principales de la capitale,

en renfort des troupes de police et de gendarmerie. Selon une source médicale française, vingt personnes sont décédées à l'hôpital de Nouakchott et une vingtaine d'autres sont encore dans le coma.

Au total, plus de six cents blessés ont été conduits dans les services hospitaliers, lundi et mardi. Selon cette même source, les victimes n'ont pas toutes été identifiées, et il n'est pas encore possible de savoir de quelle nationalité elles sont. Un coopérant français nous a toutefois indiqué, par téléphone, que le nombre des morts dépasserait la centaine.

FREDERIC FRITSCHER.
(Lire la suite page 9.)

Une présidence commune pour A2 et FR3

Le gouvernement a examiné, mercredi 26 avril, en conseil des ministres, l'avenir de l'audiovisuel. M. Lang et M. Tasca ont défini les orientations du service public qui seront soumises au Parlement le 9 mai. Un projet de loi « technique » donnera à Antenne 2 et FR3 une présidence commune. La redevance sera augmentée en 1990 et 1991. Parallèlement, M. Quilès a confirmé le lancement du satellite TDF2.

PAGE 18

M. Rocard au Kenya

La première visite d'un chef de gouvernement français.

PAGE 9

La Chine malade de ses réformes

III - Le défi de la rue.

PAGE 10

L'ENQUETE :

Trafics en tout genre à Panama

PAGE 12

Les «rénovateurs» de l'opposition reprennent l'offensive

Face à la contre-attaque des appareils, les « jeunes » députés et sénateurs s'organisent.

PAGE 13

Le déclin du communisme municipal

Le PCF a perdu une commune sur quatre parmi les municipalités qu'il contrôlait.

PAGE 14

Les états généraux des langues

Le multilinguisme fait partie des droits des Européens.

PAGE 17

PARIS ILE-DE-FRANCE

Deux nouveaux parcs de loisirs

Aquaboulevard à Paris, Astérix à Plailly.

PAGE 20

Enfant martyrisé

Les assises de Nanterre ont condamné à huit ans de réclusion un informaticien qui maltraitait le fils de sa maîtresse.

PAGE 16

Le sommaire complet se trouve page 36

Salaires, modernisation, carrière

Les policiers amers

A l'appel de la Fédération autonome des syndicats de police, plusieurs milliers de policiers ont exprimé leurs doléances, mardi 25 avril, à Saint-Ouen, aux portes de Paris. Cette manifestation illustre avec d'autres un mouvement de revendication qui n'est pas limité aux questions salariales.

Les policiers ne pouvaient échapper à la contagion de l'exemple. A l'image des autres catégories de fonctionnaires, il fallait bien qu'un jour ils fassent connaître leur mécontentement. Voilà qui est fait : depuis maintenant plusieurs semaines, ils expriment sur la voie publique leurs revendications.

Les inspecteurs des premiers avaient occupé la rue le 23 mars. La FASP continue en convoquant en banlieue parisienne — mais dans une enceinte close, par crainte des débordements — l'un des plus importants rassemblements de la corporation. La CGT, dont l'influence dans la police nationale est réduite, mais pas inexistante pour autant, notamment parmi le personnel du stationnement où la centrale de M. Krasucki constitue

la principale force syndicale, devait manifester jeudi 27 avril. Jusqu'aux commissaires qui, alliés aux organisations regroupées dans l'Union syndicale et catégorielle de la police (USC-Police), ont entrepris de déposer leurs doléances dans les préfectures.

Au même titre que les autres fonctionnaires, les policiers demandent que leurs salaires soient revu. Vingt-cinq points d'indice pour la FASP (soit environ 600 francs par mois), trente-cinq points pour l'USC (environ 850 francs), 1 500 francs pour la CGT. Chaque syndicat a avancé son chiffre. Sans trop d'illusions. Les directions syndicales savent bien que lorsqu'un gouvernement résiste avec la dernière énergie pour refuser aux fonctionnaires cotés plus de 300 francs il est assez vain de penser qu'il puisse céder lorsque d'autres fonctionnaires, même s'ils sont policiers, en réclament au moins le double.

Même si elles sont souvent fortement poussées par leurs bases à revendiquer des hausses de traitement, les directions syndicales de la police sont aussi très conscientes de l'existence d'un malaise qui déborde largement les strictes

revendications salariales. Certes, comme les autres fonctionnaires, les policiers ont payé leur tribut à la politique d'austérité. Ils constatent en outre que le traditionnel avantage pécuniaire qui leur était accordé, par rapport aux autres fonctionnaires, a été peu à peu érodé par le temps et les effets de la combativité des autres travailleurs de l'Etat. Beaucoup aspirent à rétablir ce privilège, contrepartie à l'origine de contraintes que ne connaissent pas leurs autres camarades de la fonction publique.

Pourtant, le fond du problème n'est vraisemblablement pas là. Les policiers sont victimes de leurs espérances déçues. Depuis des années, ils entendent parler de modernisation.

GEORGES MARION.
(Lire la suite page 16.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 26 à 28

Rencontre inopinée de la politique et du plaisir.

SERGE JULY
Le salon des artistes

GRASSET

LIBERTÉS

Une gauche décevante

par ADELIN HAZAN (*)

La réflexion de M. François Mitterrand à la présidence de la République et la nomination de M. Arpaillange aux lieux et places de M. Chalandon sont apparus aux yeux de bien des citoyens attachés à une certaine conception de l'Etat de droit comme la fin de lourdes menaces pesant sur les libertés. Personne ne peut écarter l'hypothèse que cette considération, au même titre que d'autres, a joué de façon déterminante sur le vote des électeurs. La gauche s'est identifiée à un projet global de défense des droits des gens. Ses actes doivent être mesurés à l'aune des espérances soulevées en des matières pour lesquelles elle soumet aujourd'hui ses projets à l'adoption du corps législatif : liberté individuelle, droits des étrangers, droit au logement.

● **LIBERTÉ INDIVIDUELLE.** — Le projet de loi modifiant le code de procédure pénale et relatif à la détention provisoire présentait des avancées : nécessité d'une enquête sociale pour les jeunes majeurs de vingt et un ans avant tout placement en détention, énoncé des considérations de droit et de fait fondant une décision de détention ; limitation de la détention en matière correctionnelle à six mois lorsque la peine encourue n'est pas supérieure à

cinq ans ; limitation de la détention des mineurs.

Le projet ne prenait cependant pas en considération certaines réformes essentielles au bon fonctionnement de la justice : d'insécurité et nécessaires au respect des libertés. Ainsi, le garde des sceaux s'est opposé devant les deux Assemblées à la désignation des juges d'instruction au tour de service ; or la France est en cette matière le dernier pays d'Europe occidentale avec la Belgique à admettre l'intervention des pouvoirs hiérarchique et politique. Les anomalies constatées dans plusieurs « affaires » entre 1986 et 1988 n'ont, sans doute, pas convaincu le garde des sceaux d'une indispensable réforme.

Plus grave, le ministre s'est opposé avec succès à des amendements permettant la désignation d'un avocat dès l'enquête de police, limitant à deux et à trois ans les durées maximales de détention provisoire en matière correctionnelle (lorsque la peine encourue est supérieure à cinq ans) et criminelle, autorisant la publicité des débats devant la chambre d'accusation à la demande de l'accusé (hors les cas de danger pour l'ordre ou les mœurs). L'aberration a été atteinte lorsque M. Arpaillange n'a pas osé soutenir un amendement reprenant son propre projet sur la limitation de la durée de détention correctionnelle.

● **RÉFORME DU CODE PÉNAL.** — Qu'il s'agisse de l'incrimination de l'« instigateur » de la responsabilité pénale des personnes morales ou de celle du chef d'entreprise, de l'instauration d'une peine de réclusion criminelle de trente ans, ce projet n'est pas admissible.

La jurisprudence a abouti, depuis deux siècles, à un équilibre utile dans l'incrimination et la répression des auteurs et complices d'une infraction.

La commission de révision mise en place le 8 décembre 1974 par MM. Giscard d'Estaing et Lecanuet avait conclu à la création de l'« instigateur », « auteur moral » de l'infraction. Contraire au principe de légalité, cette notion avait suscité les plus vives réserves. Le présent projet la reprend avec quelques modifications. Le Syndicat de la magistrature ne peut y souscrire.

Le principe de la responsabilité pénale des personnes morales avait été admis par cette même

commission mais limitée aux personnes à objet économique, commercial ou financier, excluant donc les syndicats et associations au motif que « l'extension à tous les groupements quelle qu'en soit la nature risquerait de porter atteinte à certains droits inscrits dans la Constitution même ». Le projet actuel écarte cette limitation et ouvre la voie aux menaces les plus graves pour les libertés syndicales et associatives. Il est difficile d'admettre qu'un gouvernement de gauche propose ce que les gouvernements de MM. Chirac et Barre n'ont pas jugé convenable. La commission de révision avait également prévu de retenir comme auteur d'une infraction « celui qui, par omission ou incurie, laisse enfreindre par des personnes placées sous son autorité des prescriptions légales ou réglementaires pénalmente sanctionnées ». Selon les rédacteurs de l'avant-projet, le texte visait à rechercher l'auteur réel et non apparent, si haut fit-il dans la hiérarchie de l'entreprise. Rien de tel dans le projet soumis aujourd'hui aux Assemblées.

La loi, mais pas la loi, l'indivisible concession à l'idéologie sécuritaire avec l'instauration d'une peine de réclusion de trente ans, en plus de la réclusion à perpétuité maintenue pour les crimes graves. Alors que toutes les réflexions criminologiques depuis l'école de la Nouvelle Défense sociale jusqu'au rapport Bonnamy ont recherché les meilleures voies possibles pour la réinsertion, le projet de code pénal propose l'enfermement pour trente ans, lequel, combiné avec la période de sûreté de la loi Chalandon du 9 septembre 1986, aboutit à une réclusion effective de vingt ans.

(*) Président du Syndicat de la magistrature.

Si ce projet était adopté sans modification, il constituerait un grave recul pour les libertés en France.

● **DROIT AU LOGEMENT.** — Un autre texte a suscité les vives critiques de la société civile. Il s'agit de la loi Méhaignerie, gendarme de nombreux conflits entre bailleurs et locataires et dont le Syndicat de la magistrature a dénoncé les effets pervers. Depuis bientôt un an, nous avons demandé que des modifications en profondeur — et non pas de légères retouches — soient apportées à ce texte.

Les juges d'instance saisis de ces conflits n'ont cessé de faire part des difficultés d'application de cette loi, dont la logique conduit à l'augmentation des loyers dans quelques zones d'évolution spéculative, en particulier à Paris. L'urgence d'une refonte législative reste entière. Le gouvernement y est-il enfin décidé ?

● **DROIT DES IMMIGRÉS.** — Depuis deux ans, le Syndicat de la magistrature ainsi que de très nombreuses organisations demandant l'abrogation de la loi Pasqua. Le 31 décembre 1988, le président de la République dans ses vœux à la nation allait dans ce sens.

Le ministre de l'intérieur vient d'élaborer un avant-projet qui, loin de revenir au système de la loi de 1981, contient certaines dispositions plus restrictives des libertés individuelles que la loi Pasqua, qualifiée à l'époque de « loi liberticide » : la pratique des visas, notamment, est légalisée ; la notion d'ordre public est élargie ; l'arrêté de reconduite à la frontière peut être contesté devant l'autorité judiciaire mais cette avancée est réduite à néant par l'absence de caractère suspensif de l'appel ; enfin, la notion d'urgence absolue en matière d'expulsion n'est pas remise en cause.

Vous avez dit : gouvernement de gauche ?

RENCONTRE MITTERRAND-ARAFAT

Offense et châtiement

par PAUL GINIEWSKI (*)

Le véritable châtiement d'un coupable, écrit naguère la moraliste Simone Weil, c'est la modification produite par son geste en nous.

Cette pensée exprime la réaction apparemment modérée de la grande majorité des juifs de France devant la rencontre amicale de Yasser Arafat et de François Mitterrand. Nul n'aurait pu s'imaginer qu'ils approuvent. Leur protestation n'est pas pour l'instant ni véhémente ni exaspérée. Mais ils subissent, en profondeur, une invasion du mépris de leur perception de François Mitterrand.

François Mitterrand et la France d'une certaine politique ont basculé ? Irréversiblement ? Les juifs de France ont basculé aussi.

Ce basculement se traduira-t-il sur le plan de la politique française ? Même s'il s'agit d'un vote-sanction, ils le feraient sans illusions. Ils savent que Raymond Barre ou Jacques Chirac présidents de la République seraient aussi reçus par Yasser Arafat à l'Élysée. C'est la politique de la France à l'égard de l'OLP qui est en jeu, et elle est commune à l'opposition et à la majorité. Les juifs de France ont basculé dans la certitude que les ennemis des juifs et de l'État juif ne seront jamais jugés à l'aune de leur crime par les démocrates. Les juifs de France sont en train de muter.

Comment cette modification se manifestera-t-elle ? Il y a des précédents. A la veille de la guerre de six jours, en 1967, le colonel Nassim annonçait qu'il allait rayer Israël de la carte. Le général de Gaulle avait décrété l'embargo sur les armes françaises, conseillé aux Israéliens de ne pas bouger, et bientôt décréta les juifs « sans droits nationaux et dominés ».

Raymond Aron réagit dans le *Figaro littéraire* : « Je suis sûr qu'on appelle un juif assassin. Enfant, j'ai pleuré aux malheurs ».

de la France à Waterloo et à Sedan, non en écoutant le récit de la destruction du Temple. Aucun drapeau que la tricolore, aucun hymne que la Marseillaise ne m'ont jamais mes yeux. » Mais, ajoutait Aron, « je souffre (...) non parce que nous sommes devenus sionistes ou israéliens, mais parce que nous sommes devenus juifs. Peu importe d'où il vient. Si les grandes puissances, selon le calcul froid de leurs intérêts, laissent détruire le petit État qui n'est pas le mien, le crime m'atteint par la force de vivre et je crois que des millions et des millions d'hommes auraient honte de l'humanité. »

Raymond Aron avait été modifié par de Gaulle.

Un autre grand juif, André Néher, le maître à penser incontesté du judaïsme de France, déclarait douze heures avant le 6 juin fatidique : « Jusqu'à ce jour, j'ai mené de concert avec les hommes de bonne foi le combat pour toutes les causes justes dans le monde. Hier encore, j'ai l'avoue, je le regrette, une partie seulement de mon être lutait pour Israël. Aujourd'hui, tout mon être se voue au combat juif. »

André Néher aussi avait été modifié. Abandonnant honneurs et carrière, il s'installa à Jérusalem. Il y est mort, en Israélien, il y a quelques mois.

Mieux que les protestations du CRIF et des organisations juives, André Néher et Raymond Aron avaient exprimé la réaction profonde des juifs de France. De Gaulle avait reçu son juste châtiement. Il avait modifié ceux qu'il avait offensés.

Ainsi en sera-t-il de François Mitterrand. Il aura remis de nombreux juifs de France dans le droit chemin. La garde qui veille aux portes d'Israël en sera renforcée. Peut-être faudra-t-il le remercier ?

(*) Journaliste et écrivain.

HYBRIS
Mauvaise note

Dans l'article de M. Philippe Burin sur Chaplin et Hitler (*Le Monde* du 20 avril), vous ajoutez une note qui prétend expliquer l'expression « l'hybris meurtrière du nazisme » employée par l'auteur. Cette note me paraît tout à fait fautive. Qu'est-ce que cette référence à l'omphologie, même tirée du Grand Larousse ? Voulez-vous dire que Hitler poussait des cris d'effraie (ou d'effraie) ? Nous sommes plutôt ici dans le domaine de la mythologie et de la tragédie grecques, et le mot « hybris », communément traduit par « démesure », désigne ces pulsions d'orgueil et de violence qui entraînent les grands criminels à violer les lois les plus sacrées.

Rien à voir avec les noms d'oiseaux.

G. ALESI
(Remerci.)

ALLEMAGNE

Réponse à Ute Lemper

par ANDRÉ GRJEBINE (*)

Le malaise qu'avoue ressentir Ute Lemper à propos du centenaire de la naissance de Hitler (*Le Monde* du 20 avril), il est difficile de ne pas le partager à la lecture de son article. Il serait effectivement absurde de reprocher aux jeunes Allemands les crimes de leurs parents ou grands-parents. Chacun de nous ne peut être tenu responsable que de ses propres actes. Mais chacun de nous est également peu ou prou façonné par le passé de la société dans laquelle il vit, même s'il le condamne.

On ne peut tirer un trait sur le nazisme en le considérant comme une manifestation passagère, pluri-accidentelle sur l'his-

toire allemande. De surcroît, faut-il rappeler que c'est la défaite de l'Allemagne et non la volonté spontanée de sa population qui a conduit à l'abandon de l'idéologie hitlérienne ? Les Allemands d'aujourd'hui ne sont certes pas coupables, mais ils ont la charge d'une société convalescente dont on ne peut ignorer la fragilité. Il s'agit de leur aider, non d'oublier le passé de leur pays, mais d'extirper définitivement les racines du mal.

On conçoit que les jeunes Allemands souhaitent être traités sans égard à leur héritage historique national, mais peut-on ne pas

s'interroger encore et encore sur les facteurs qui ont permis cette dégradation de la société allemande ? Contrairement à ce que croit la jeune artiste allemande, si on est tenté de lui parler de Hitler, ce n'est pas tant en raison de « préjugés contre les Allemands solidement ancrés » dans la « province » française, mais bien parce que cette volonté de comprendre reste toujours justifiée, surtout quand Ute Lemper

(*) Chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études et de recherches internationales.

nous explique elle-même qu'« aussi longtemps que l'on vit à l'intérieur des frontières allemandes, cette confrontation avec le passé n'est que rarement une question brûlante » et qu'un récent sondage indique que 14 % des Allemands gardent de Hitler une image « plutôt, ou très positive ».

Ute Lemper paraît espérer que l'extinction progressive des « personnes directement touchées » par le nazisme donnera à cette époque une « place dépourvue de passion dans l'histoire ». Ne faut-il pas au contraire craindre que les hommes oublient un jour les « possibilités monstrueuses » qu'a pu receler une société apparemment civilisée ?

POUVOIRS
1989 49

la V^e République
— 30 ans —

la revanche du droit pierre avril
bouleversements électoraux jérôme jaffré
le système de partis jean chariot
le Parlement méconnu guy carcassonne
le Conseil constitutionnel bruno genevois
le retour des partis hugues portelli
la cohabitation jean gicquel
décentralisation à rebours catherine grémion
la révolution locale albert mabilleau

TEXTES DE LA CONSTITUTION - CHRONIQUE INSTITUTIONNELLE
RÉSULTATS ÉLECTORAUX - ENQUÊTES AU POUVOIR
J.-L. PARODI : LE RÉFÉRENDUM DEVANT L'OPINION

Publié avec le concours du C.N.R.S. puf

LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Édité par la SARL le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Woots.
Rédacteur en chef : Daniel Vermet.
Correspondant en chef : Claude Salas.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	MONDIAUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
PORTAGE : pour tous renseignements tél : 05-04-03-21 (numéro vert)
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire les noms propres en capitales d'imprimerie.

URSS : la « démission » d'une centaine de membres ou suppléants du comité central

M. Mikhaïl Gorbatchev a remporté une nouvelle victoire sur le camp des conservateurs

(Suite de la première page.)

Il lui reste des adversaires conservateurs au bureau politique, mais outre qu'ils avaient déjà été éliminés, ils n'ont plus de troupes à faire manœuvrer. Ils ont bien sûr encore une masse de partisans, mais loin, très loin du sommet, dans les appareils intermédiaires et locaux, et non plus dans le comité central qu'on peut tenter de réunir par surprise, au sein d'un quelconque complot éphémère, et qui, surtout, est seul habilité à modifier la composition de la direction puisqu'elle est statutairement élue par ses membres.

La purge est massive. Elle modifie profondément tous les rapports de forces, mais l'élégance de l'opération, précise, propre et rapide, est si parfaite que le spectacle en devient franchement comique. Car ces 110 hommes qui se sont réunis, mardi 25 avril, à courtoisement évincer n'ont même pas eu besoin d'inventer un mauvais prétexte à leur « démission ». Il y en avait un, tout trouvé et bien réel, puisqu'ils n'étaient déjà plus rien, plus rien que des « âmes mortes », comme on les appelle à Moscou (1).

Plus de procès contre M. Eltsine

D'après les chiffres donnés mardi par M. Gorbatchev, on en était arrivé ainsi à compter 83 « âmes mortes » sur 301 membres du comité central, 27 sur ses 157 membres suppléants, et 12 sur 62 membres de la commission de révision — 122 au total. Les règles implicites du fonctionnement du parti étaient de fait violées puisque les vrais responsables du pays, les successeurs de ces hommes, ne siégeaient pas au comité central et, politiquement parlant, la situation était totalement malsaine.

Car, pour la plupart âgées et d'un autre temps, pleines de rancœur aussi, pour beaucoup d'entre elles, contre M. Gorbatchev, les « âmes mortes » étaient par définition conservatrices. Leur nombre croissait avec leur âge et à la première occasion... Seulement voilà, deux semaines après la très mystérieuse affaire géorgienne, quelques jours après l'annonce plus mystérieuse double tentative d'attentat dans le métro de Moscou, à l'heure où les trois quarts des intellectuels libéraux voyaient déjà la perestroïka défaire, ce sont les conservateurs qui sont en déroute — et comme chez Guignol.

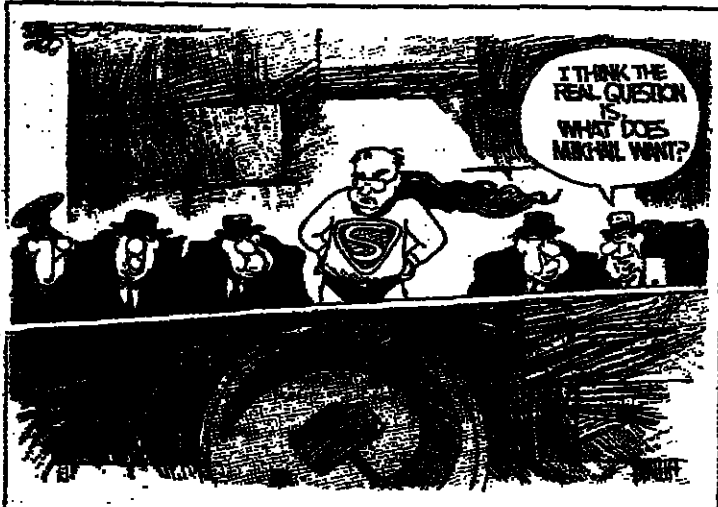
Cette lettre collective adressée au comité central, lue par M. Gorbatchev dans sa courte intervention liminaire et publiée mercredi matin 26 avril à la une des quotidiens, leur fait en effet boire le calice jusqu'à la lie. « Nous sommes allés à la retraite pour des raisons soit d'âge soit de santé. Nous considérons (donc) qu'à un moment où il revient à tous les camarades membres du comité central et de la commission

de révision de déployer une activité intense en faveur de la perestroïka, il nous faut, dans l'intérêt de la cause commune, renoncer à nos pouvoirs. » « Nous exprimons, pour finir, nos vœux de succès à nos collègues du parti et de notre cœur de nouveaux succès au renouveau révolutionnaire de la société et à la réalisation des objectifs de la perestroïka. »

M. Gorbatchev a lu cela, rendu un sobre hommage au « courage politique » et à la « hauteur de vue » qu'il avait fallu à ce comité central pour « emprunter le chemin du

pour avoir pu se joindre au mouvement » mais il a renforcé les rangs de ses partisans.

Non seulement le rapport de forces en est numériquement modifié, mais, dans une période où le traumatisme des élections a fait souffler un vent de fronde dans tout l'appareil, le succès de ce coup politique va donner à réfléchir à tous les conservateurs. Ce que M. Gorbatchev (il s'est offert le luxe de le rappeler) n'avait pas même pu tenter en juin dernier lors de la XIX^e conférence, il l'a maintenant réalisé. Dans un mois, le nouveau Congrès des députés du peuple se réunira pour l'élection du chef de l'Etat.



« Je pense que la vraie question est : que veut Mikhaïl ? » (International Herald Tribune du 26 avril.)

changement », puis expliqué qu'il fallait acquiescer à cette demande car « la vie évolue » et « la perestroïka s'accompagne aussi de changements de personnes » rendus nécessaires « par le très sérieux réaménagement de forces en cours dans le parti et l'ensemble de la société ».

Point n'est besoin de vote à bulletin secret, a benoîtement ajouté le secrétaire général, puisqu'il s'agit d'accepter des démissions et non pas d'écarter qui que ce soit. Le vote, a indiqué ensuite au cours d'une conférence de presse M. Vadim Medvedev, le secrétaire à l'idéologie, a été « unanime ». Le tour était joué, même si certaines des interventions (celles seront publiées dans les prochains jours) ont été « franches ».

Le tour était joué et il a été ensuite parfait par la promotion (les statuts donnent ce pouvoir au comité central) de vingt-quatre membres suppléants à la dignité de membres tout court. On remarque parmi eux plusieurs partisans connus des réformes, comme M. Faline, responsable de la politique étrangère de l'appareil du comité central, les académiciens Evgeni Primakov et Konstantin Fiolov et le vice-premier ministre de la Fédération de Russie, M. Babienko. Non seulement le secrétaire général a écarté 110 adversaires (les 12 autres « âmes mortes » étaient « trop malades »

Les nouvelles institutions se mettent ainsi en place. Le surplus d'autorité et de prestige qu'a gagné mardi M. Gorbatchev va lui servir à modifier un peu radicaux et opposants. Ensuite, s'ouvre la campagne pour les élections locales — qui pourraient être repoussées de l'automne à janvier. L'amplification du cours réformateur devrait aider le parti à ne pas y perdre totalement la face.

Signe des temps, au cours de sa conférence de presse de mardi soir, M. Medvedev a fait comprendre que le procès politique que les conservateurs avaient réussi à faire ouvrir contre M. Eltsine lors du précédent plénum n'était plus d'actualité. Interrogé sur le pluripartisme, il ne s'est certes pas prononcé pour, mais

on l'a entendu rappeler que les socialistes-révolutionnaires avaient un temps gouverné avec les bolcheviks, que le pluripartisme avait donc existé dans les premiers mois de la révolution, et que ces temps signifiaient qu'il n'y avait pas héraie, mais simple question de priorités et d'opportunités politiques.

Ironique, défendu et soutenu de n'acquiescer aucune question, le secrétaire à l'idéologie (qu'accompagnait M. Razumovski) s'est attaché deux heures durant à montrer à quel point ce plénum avait été un « événement considérable » pour la perestroïka.

Si le comité central ne s'est pas prononcé, a-t-il expliqué, sur le cas des dirigeants du parti qui ont échoué au cours des élections parlementaires, c'est que le problème doit être examiné par les organisations qui les avaient désignés, et que « c'est à elles de décider », après avoir analysé les causes de leur échec.

Autrement dit, si la base veut renouveler les cadres locaux, qu'elle agisse, avec la bénédiction du sommet mais sans circulaires centrales à appliquer. M. Gorbatchev n'aime décidément pas procéder aux exécutions capitales, il préfère jouer aux échecs, éliminer les pions l'un après l'autre, frapper quand il n'y a même plus besoin de mener bataille et féliciter à chaque étape les conservateurs du dévouement avec lequel ils se sont sacrifiés à la cause des réformes.

En septembre dernier, M. Gromyko avait déjà eu droit à un tel hommage après son éviction. Il s'est répété pour les partisans d'Eltsine, et tant M. Medvedev que M. Razumovski se sont évertués à convaincre mardi qu'il n'y avait aucun responsable de la répression des manifestations de Tbilissi à chercher à Moscou. Toutes les décisions, ont-ils dit, avaient été prises par la direction géorgienne. Il n'y a donc pas de coupables à chercher plus haut et cette nouvelle aura certainement fait plaisir à beaucoup de gens.

BERNARD GUETTA.

(1) L'expression « âmes mortes » est tirée du célèbre roman-poème de Nicolas Gogol, où un aventurier, Tchichikov, avait en l'idée pour s'enrichir de racheter à bas prix les propriétés des « âmes » (c'est-à-dire les seuls milles) mortes entre deux recensements, qui avaient lieu tous les dix ans.

La nouvelle composition du « parlement du parti »

	Comité central		Commiss. centrale de révision	Total
	membres	suppléants		
Efficacité en 1986	307	171	82	560
Efficacité le 20-4-1989	301	157	82	540
dont « âmes mortes » (selon M. Medvedev)	83	27	12	122
Démisionnement le 25 avril	- 74	- 24	- 12	- 110
Sont promus	+ 24	+ 24		
Total des « restants »	227	109	70	406
dont « âmes mortes »	8	3		12

PORTUGAL

Le 15^e anniversaire de la « révolution aux œillets » a été célébré avec une relative discrétion

La traditionnelle parade militaire, suivie d'un grand rassemblement populaire sur la place du Rossio, a marqué mardi 25 avril à Lisbonne le quinzième anniversaire de la démission populaire de la Guinée-Bissau. M. Carmo Pereira, représentant les cinq anciennes colonies portugaises d'Afrique auxquelles la Révolution a accordé l'indépendance.

Rendant hommage au soulèvement des jeunes officiers, le 25 avril 1974, M. Mario Soares a salué dans son discours « tous ceux qui ont rendu possible que le Portugal d'aujourd'hui soit un Portugal libre et démocratique ». Il a également demandé à ses concitoyens de redoubler d'efforts maintenant pour la cause de l'unité européenne. « Ne demandez pas ce que l'Europe peut faire pour nous, mais ce que nous, Portugais, pouvons faire pour contribuer à bâtir une Europe toujours plus à l'avant-garde de la liberté et du progrès », a-t-il dit en paraphrasant un discours célèbre du président Kennedy.

Du côté officiel, cet anniversaire a été célébré au Parlement, réuni en séance extraordinaire, par le discours du président de la République et celui de la présidente de l'Assemblée populaire de la Guinée-Bissau, M^{me} Carmo Pereira, représentant les cinq anciennes colonies portugaises d'Afrique auxquelles la Révolution a accordé l'indépendance.

Rendant hommage au soulèvement des jeunes officiers, le 25 avril 1974, M. Mario Soares a salué dans son discours « tous ceux qui ont rendu possible que le Portugal d'aujourd'hui soit un Portugal libre et démocratique ». Il a également demandé à ses concitoyens de redoubler d'efforts maintenant pour la cause de l'unité européenne. « Ne demandez pas ce que l'Europe peut faire pour nous, mais ce que nous, Portugais, pouvons faire pour contribuer à bâtir une Europe toujours plus à l'avant-garde de la liberté et du progrès », a-t-il dit en paraphrasant un discours célèbre du président Kennedy.

Un appel en faveur d'Otelo de Carvalho

Cet anniversaire a également été l'occasion, nous indique notre cor-

respondant à Lisbonne, pour les amis du commandant Otelo de Carvalho, de demander une nouvelle fois aux autorités une amnistie pour les anciens membres du mouvement des Forces armées révolutionnaires du 25 avril. Ancien héros de la « révolution aux œillets », Otelo de Carvalho purge une peine de quinze ans de prison. Il est accusé, avec ses amis, d'être responsable de plusieurs actes terroristes commis au nom de son groupe dans les années 80.

Pratiquement tombée dans l'indifférence générale, cette question est revenue à l'ordre du jour à la suite de l'initiative d'un député du Parti social-démocrate, majoritaire à la chambre, qui, le 18 avril dernier, a déposé un projet d'amnistie dont l'éventuelle approbation entraînerait la mise en liberté d'Otelo de Carvalho et de la plupart de ses amis. Selon l'auteur du projet, qui ne paraît pas cependant bénéficier de l'appui du PSD, « le climat d'accord existant au Portugal justifie amplement une mesure de clémence ». De nombreux appels dans le même sens ont été adressés, à l'occasion du 25 avril, aux autorités portugaises, à l'intérieur et à l'extérieur du pays. En France, un disque a été édité en faveur du commandant.

Plusieurs « anciens » ont refusé de se retirer

C'est un grand coup de balai, ce n'est pas encore tout à fait un coup de jeune. Des limites étaient en effet inévitables dès l'instant que l'on décidait de rester dans le cadre des statuts du parti *stricto sensu*, sans procéder à une nouvelle élection du comité central : la chose n'est possible qu'à l'occasion d'un congrès du parti, et le prochain (le vingt-huitième) n'est prévu qu'au printemps 1991, donc dans deux ans.

En fait, la conférence du parti tenue en juin dernier aurait pu choisir de procéder à cette élection, comme le parti frère hongrois l'avait fait au cours d'une conférence analogue quelques semaines plus tôt. Mais M. Gorbatchev avait été alors contraint d'en rester au *status quo*. Le plénum de mardi aurait pu aussi décider de convoquer le congrès de manière anticipée, par exemple pour l'automne. Il n'en a rien été, malgré des rumeurs en ce sens ces derniers jours.

Dans ces conditions, la seule chose possible était de solliciter les démissions de toutes les « âmes mortes », ceux qui avaient perdu depuis leur élection il y a trois ans les fonctions qui justifiaient leur siège au « parlement du parti », et de remplacer les membres titulaires du comité central en puisant dans la seule réserve possible : les 157 suppléants. Même les membres de la commission centrale de révision — une seconde instance, moins nombreuse, chargée en principe de surveiller le fonctionnement interne du parti, et dont les membres siègent aux plénums sans droit de vote, au côté de leurs collègues du comité central — n'étaient pas éligibles pour une promotion au rang de titulaires du CC, les seuls qui disposent d'un droit de vote.

Cela explique que les partants (110 au total) soient beaucoup plus nombreux que les nouveaux promus (24) : les suppléants qui pouvaient les remplacer sont en nombre limité, et tous n'ont pas le profil. Les départs de MM. Gromyko, Solomentsiev, Aliev, Tikhonov, autrement dit tous les anciens membres du Politburo, sont les plus spectaculaires, mais l'on notera aussi la discipline dont ont fait preuve les militaires. Tous les maréchaux (ceux-ci se sont en principe jamais mis à la retraite, mais sont versés dans le corps des inspecteurs des forces armées) ont quitté le comité central. A l'exception d'un seul, le maréchal Akhromeev, ancien chef d'état-major, mais qui assume depuis l'automne dernier les fonctions plus prestigieuses de conseiller militaire de M. Gorbatchev.

Partent également pour une retraite définitive les membres dont l'élection en 1986 avait déjà été une anomalie (ainsi M. Baïbakov, ancien président du plan, qui avait été mis à la retraite dès l'année précédente), ou encore MM. Tchervonko, ancien ambassadeur à Paris, Iouri Joukov, un vieux journaliste stalinien qui continuait encore récemment d'écrire dans la *Pravda*, etc.

Tous n'ont pas fait preuve d'une telle discipline. La liste des partants publiée mercredi par la *Pravda* fait apparaître quelques « oublis », sur lesquels M. Gorbatchev a sans doute voulu attirer l'attention lorsqu'il a cité le nombre de 83 « âmes mortes » parmi les titulaires actuels de CC, soit neuf de plus que le nombre réel de partants. Autrement dit, quelques retraités qu'il n'a pas nommés ont refusé de

démisionner, car il est bien difficile de croire, comme l'a suggéré M. Medvedev, qu'ils aient été « trop malades » pour le faire. Citons parmi ceux-ci MM. Dobrynine, l'ancien ambassadeur aux Etats-Unis, récemment responsable des affaires internationales (le seul ancien secrétaire du parti dans ce cas), Gusev Markov, président de l'Union des écrivains jusqu'à sa mise à la retraite l'an dernier, Tchakovski, ancien rédacteur de la *Gazette littéraire*, Tolkomov, président jusqu'à l'an dernier du Soviet de l'Union, et trois anciens premiers secrétaires de région.

Toujours membre à quatre-vingt-trois ans

Mais le cas le plus flagrant est celui de M. Efim Slavski, le seul membre du comité central qui soit né au siècle dernier, un homme qui fut vice-ministre sous Staline et responsable de la construction de la bombe atomique jusqu'à sa mise à la retraite en novembre 1986 seulement : M. Slavski ne figure pas sur la liste des démissionnaires et continuera donc, si tout va bien, de siéger au comité central jusqu'à ses quatre-vingt-trois ans.

Egalement étonnant est le maintien à leur siège de deux suppléants qui avaient pourtant été limogés et critiqués publiquement : M. Lazkovski, ancien chef de l'Etat du Turkménistan, qui avait été exclu en septembre dernier du comité central de cette république pour malversation, et M. Mechkov, un responsable de l'industrie nucléaire limogé il y a trois ans à la suite de la catastrophe de Tchernobyl. La seule autre personnalité dans ce cas est M. Boris Eltsine, le plus illustre des limogés récents, mais qui, lui, n'avait aucune raison de démissionner après son triomphe devant les électeurs de Moscou.

Le cas de la Géorgie constitue également une anomalie. M. Grigalashvili, qui avait abandonné juste avant les récents événements de Tbilissi sa fonction de chef d'Etat de la république, a renoncé à son mandat de membre de la commission de révision du parti. Mais M. Patachvili, le premier secrétaire, démissionnaire pour avoir assumé la responsabilité de la répression, garde son siège au comité central.

Bref, la limitation, signalée plus haut au recrutement de remplaçants perpétue d'autres anomalies parmi les « nouvelles âmes », les dignitaires récemment promus à d'importantes fonctions et qui continueront de piétiner dans l'antichambre du comité central. Avec le nouveau cas de la Géorgie, ce sont maintenant sept premiers secrétaires de république, soit la moitié du total, qui n'ont aucun siège au CC, notamment les premiers responsables des trois républiques baltes et des trois républiques de Transcaucasie, les plus troublées. Il en va de même de M. Tolstykh, vice-président du gouvernement et ministre de la science et de la technique, de 25 titulaires de portefeuilles ministériels sur 75 et de 81 premiers secrétaires de régions, territoires et républiques autonomes sur 139. Sans doute toutes ces personnalités participent-elles aux sessions du comité central, mais leur droit de vote ne viendra qu'avec la prochaine étape de la « normalisation », le prochain congrès du parti.

MICHEL TATU.

Force 10

Bout au vent - Face au soleil

Lunettes Force 10 hommes et dames, en câble marin d'acier et plaqué or. Solaires (verres Zeiss ou photochromiques).

Prix 3 800 F.

Existent également en verres optiques.

FRED

6, rue Royale, Paris 8^e 42.60.30.65

La Clarté, 74, Champs-Élysées, Hôtel Ritz.

Hôtel Méridien • Espace "Galeries Lafayette" Paris.

Aéroport d'Orly • 92, rue Eugène Coles, Deauville.

21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Louvre, Monte-Carlo.

20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • New York.

Europe

Pour faciliter la mobilité des étudiants

Les crédits du programme Erasmus seraient doublés d'ici à 1993

Les crédits affectés au programme Erasmus, dont l'objet est de faciliter la mobilité des étudiants à l'intérieur de la Communauté, pourraient être plus que doublés, passant de 85 millions d'ECU (595 millions de francs) pour la période 1987 à 1990, à 192 millions d'ECU (1 344 millions de francs) pour les trois années suivantes. C'est ce que la Commission

européenne, constatant le succès du programme, mais aussi ses insuffisances, vient de proposer aux gouvernements des Douze. L'équipe de M^{me} Vasso Papandréou, le commissaire compétent, espère que les décisions pourront être prises lors d'un conseil des ministres de l'éducation qui se tiendra le 15 décembre sous la présidence française.

BRUXELLES

Communautés européennes
de notre correspondant

Le programme Erasmus a été lancé, non sans mal et dans un climat de scepticisme général, en 1987. L'argent lui était alors chichement compté : 10 millions d'ECU (70 millions de francs) pour la première année (1987-1988), 30 millions d'ECU (210 millions de francs) pour la seconde et 45 millions d'ECU (315 millions de francs) pour la troisième (1989-1990) : montant porté en fait à 52,5 millions d'ECU (367 millions de francs) grâce à une initiative du Parlement, qui, dès le début, a fermement soutenu l'entreprise.

Ces ressources - limitées - ont permis au cours des deux premières années de fonctionnement d'Erasmus (1987-1989) d'envoyer quelque 16 000 étudiants de la Communauté effectuer des périodes de cours allant de trois mois à un an dans un autre Etat membre, dans le cadre d'un millier de programmes inter-universitaires de coopération (PIC). C'est peu au regard des 6 500 000 étudiants et des 3 500 établissements d'enseignement supérieur que compte la Communauté, surtout si l'on se

souvient que l'objectif de la Commission européenne, réaffirmé en début d'année par M. Jacques Delors, est qu'environ 10 % de la population étudiante profite en 1993 du programme Erasmus. Sa mise à jour a pour but d'améliorer son fonctionnement en vue d'augmenter significativement le nombre d'étudiants participants de tous les Etats membres et aussi d'améliorer la qualité du programme Erasmus.

Une aide
complémentaire

La Commission « reconnaît le besoin de garantir l'engagement à long terme des universités participantes et estime donc nécessaire de prendre des mesures pour que les universités sélectionnées soient informées de l'intention de la Commission (...) d'accorder des aides financières pour une période pluriannuelle... »

La mise en œuvre d'Erasmus s'est heurtée à l'insuffisante connaissance linguistique des professeurs comme des étudiants. Certes, la Commission a soumis voici quelques semaines au conseil un programme Lingua dont l'objet est d'encourager l'enseignement des langues de la Communauté. Mais ici, dans le cadre d'Erasmus, elle suggère de com-

pléter les programmes d'échanges en prévoyant une « période intégrée de préparation linguistique ».

L'attribution et la répartition des bourses de mobilité, opérées par le truchement d'organismes nationaux, n'ont pas toujours donné satisfaction. La tendance trop fréquente, dénoncée par les étudiants comme par leurs professeurs, a été de trop diviser la manne communautaire. Résultat : des bourses souvent très insuffisantes et qui, de ce fait, pouvaient risquer d'exclure du programme les étudiants les moins nantis. Le système de répartition sera révisé, et, surtout, la Commission demande aux Etats membres de « fournir en cas de besoin une aide complémentaire aux étudiants bénéficiaires d'une bourse de mobilité ».

C'est d'autant plus nécessaire que la Commission, par souci d'efficacité, ne veut pas réduire le handicap linguistique, suggère maintenant d'accroître la durée moyenne de la période d'étude dans un autre Etat membre et de porter à six mois la durée normale minimale avec l'idée d'arriver progressivement à l'acceptation de périodes d'étude d'une durée normale d'un an.

PHILIPPE LEMAITRE.

La controverse sur les missiles

La polémique qui oppose Bonn à Washington et à Londres s'accroît

La polémique qui oppose Bonn aux Américains et aux Britanniques sur les missiles à courte portée est montée d'un cran. De retour de Washington, les ministres ouest-allemands des affaires étrangères et de la défense ont estimé, mardi 25 avril, que l'importance de sa contribution à l'alliance atlantique doit donner à la République fédérale « un poids particulier dans l'élaboration du concept global de l'OTAN ».

Mais le premier ministre britannique, M^{me} Thatcher, qui doit rencontrer le chancelier Kohl samedi en RFA, a rétorqué en affirmant qu'« aucun pays ne peut déterminer à lui seul la politique de l'OTAN ».

Le département d'Etat a reconnu, de son côté, que la question passerait sur le prochain sommet de l'alliance, fin mai. Son porte-parole, M^{me} Tutwiler, n'en a pas moins réaffirmé l'opposition de Washington à l'ouverture dans l'immédiat de négociations sur les missiles à très courte portée.

Cette ligne serait naturellement celle d'un gouvernement de coalition du SPD et des Verts, qui a pour le moment la faveur des sondages, mais aussi celle d'un gouvernement conservateur, dans la mesure où, selon toute vraisemblance, il ne pourra pas se constituer sans l'appui des libéraux de M. Genscher, lui aussi persuadé qu'il faut aller à marche forcée vers le désarmement.

La seule différence pourrait résider dans le degré d'explicitation des objectifs poursuivis : alors que les sociaux-démocrates préchent pour une troisième option zéro - celle qui consiste à écarter d'Europe les missiles à courte portée comme on a écarté les missiles nucléaires à moyenne portée - l'actuel gouvernement refuse de se prononcer sur cette question tant que les négociations de Vienne sur la réduction des armes conventionnelles n'auront pas abouti à des résultats notables.

Consensus

Le chef du parti social-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel, a donc tout à fait raison de parler d'un « consensus national » sur la question des missiles. Il n'est d'ailleurs pas contredit par ses adversaires politiques. Les voix qui peuvent s'élever dans la presse et au Parlement contre la « ligne Genscher », qui s'est imposée dans la coalition, restent marginales. Il est significatif qu'un Alfred Dregger, président du groupe parlementaire CDU-CSU et naguère « atlantiste » pur et dur, ait apporté de manière ostensible son soutien aux conceptions élaborées par M. Genscher. Cet homme au nationalisme ombrageux, qui avait combattu le retrait des missiles à portée intermédiaire, est aujourd'hui déçu par le comportement des Etats-Unis et mise, comme la plupart de ses compatriotes, sur la poursuite et l'approfondissement du dialogue avec l'URSS de M. Gorbatchev.

Le voyage éclair de M. Genscher à Washington le 24 avril a révélé un autre aspect de cette nouvelle attitude ouest-allemande sur la scène internatio-

nale : celui de l'affirmation sans détour d'une prétention à participer aux décisions avec un poids correspondant aux efforts consentis par la République fédérale dans la défense commune.

Les deux hommes ont expliqué qu'aujourd'hui, seule parmi les puissances non nucléaires en Europe, la RFA porte le poids et est exposée aux risques d'une éventuelle guerre nucléaire au centre de l'Europe. Ils ont également fait valoir qu'en matière de défense conventionnelle l'effort ouest-allemand est de loin le plus important. Cela leur permet de rejeter, avec l'air offensif qui s'impose, le soupçon de non-fidélité de la RFA, les accusations de dérive vers l'Est qui s'expriment de plus en plus fréquemment aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France.

Dans ce domaine aussi s'établit un autre consensus : l'ère de la souveraineté limitée de la République fédérale doit prendre fin au plus vite, et ce pays doit définitivement être admis comme un partenaire à part entière de l'alliance avec une voix au chapitre correspondant à sa puissance réelle, économique et militaire. Ces accents sont tout aussi bien ceux d'un Oskar Lafontaine, héraut de la nouvelle génération social-démocrate, que ceux d'un Helmut Kohl, qui ne perd pas une occasion d'affirmer qu'il n'a « de cours de rattrapage à recevoir de personne » sur la question de l'exercice par son pays de la solidarité occidentale.

LUC ROSENZWEIG.

Proche-Orient

LIBAN

Beyrouth attend d'éventuelles décisions de la Ligue arabe

Le comité de la Ligue arabe chargé du Liban devait se réunir, mercredi 26 avril, à Tunis pour adopter un plan visant à mettre fin aux affrontements à Beyrouth.

Le principal élément de ce plan est la mise sur pied d'un corps de deux cents à trois cents obser-

vateurs arabes, dont la mission consistera à surveiller le cessez-le-feu que les six membres du comité voudraient voir respecter au Liban. Par ailleurs, Paris a pris contact avec ses partenaires européens en vue d'effectuer un second ravitaillement pétrolier du Liban.

BEYROUTH
de notre correspondant

A l'heure où se tiennent à Tunis des assises cruciales pour son sort, le Liban retient son souffle : y aura-t-il ou non une nouvelle explosion ? Les bombardements, qui avaient repris dans la nuit du lundi 24 au mardi 25 avril, n'ont pas atteint l'ampleur de ceux qui avaient précédé la trêve de facto, qui aura finalement duré du 17 au 24 avril. Après s'être faits assez violents, les duels d'artillerie se sont terminés par l'échange de quelques obus d'« entretien », comme on les désigne ici.

Plus que jamais, chacun des deux camps accuse l'autre d'avoir mis le feu aux poudres pour empêcher le comité arabe de réussir sa mission. En fait, chaque côté a, dans la nuit de lundi à mardi, bombardé tout autant qu'il était bombardé. Cependant, après avoir constaté, une fois de plus, qu'au Liban une trêve n'est

jamais totalement acquise, la population a repris le chemin du travail pour tenter d'assurer le peu d'activité qui peut l'être, sans pratiquement d'électricité et malgré le fuel français finalement débarqué lundi (le Monde du 26 avril).

Les quantités livrées ne permettent, en effet, à la centrale de Zouk (en secteur chrétien, mais qui abrite 80 % des Libanais) que d'assurer deux heures de courant par jour.

Des bombardements ou du blocus - particulièrement en secteur chrétien - les Libanais ne savent pas ce qu'ils doivent redouter le plus, car l'insécurité est également de mise en ce qui concerne le mazzou (il y en a pratiquement plus) et l'essence. Alors que les filières mises en place pour tenter de détourner le blocus sont de moins en moins sûres, la liaison avec Chypre, grâce à une navette maritime quotidienne, a été interrompue.

Pour entretenir l'espoir, il ne reste que la perspective de voir la réunion

de la Ligue arabe de ce mercredi à Tunis (qui dispose d'un vrai d'un aval international exceptionnellement fort) aboutir à des résultats tangibles. Mais on se rend bien compte qu'il ne sera facile ni à Damas de se résoudre à accepter cette intrusion arabe dans sa chasse gardée libanaise - surtout assortie de deux cent officiers - ni au général Aoun d'accepter le retour au statu quo ante.

Au cas où la situation évoluerait positivement, il est intéressant de noter que les députés du secteur musulman ont répondu positivement à la « proclamation de Hekke » (le Monde du 25 avril) dont leurs collègues chrétiens et le patriarche maronite ont pris l'initiative, au risque de remous dans leur propre camp. Un comité parlementaire conjoint islam-chrétien est envisagé, pour coopérer avec le comité pour le Liban de la Ligue arabe.

LUCIEN GEORGE.

Fausses rumeurs

L'armée israélienne n'a pas expulsé de fermiers

Le porte-parole de la FINUL a catégoriquement démenti que l'armée israélienne ait expulsé « trois cents Libanais » de leurs fermes à la frontière israélo-libanaise, comme l'avaient indiqué des informations en provenance de Beyrouth (le Monde daté 23-24 avril). Il a qualifié de « fiction totale, dénuée de la moindre parcelle de réalité » les propos prêtés à la « police libanaise » selon laquelle l'armée israélienne aurait donné un ultimatum de vingt jours aux villageois, les sommant de vendre leurs terrains à l'Armée du Liban sud (milice pro-israélienne) sous la menace de se voir purement et simplement expulsés.

Les porte-parole de l'armée israélienne ont également démenti ces informations. — (Corresp.)

● ISRAËL : trois morts dans les territoires occupés. — Un manifestant palestinien a été tué, le mardi 25 avril, par l'armée israélienne dans la bande de Gaza, tandis que deux autres Palestiniens, soupçonnés de collaboration avec Israël, ont été tués par la population en Cisjordanie, selon des sources médicales et palestiniennes. Vingt-quatre personnes ont en outre été blessées par balles. — (Reuters.)

ÉGYPTE

Arrestation de 1 500 islamistes en deux semaines

LE CAIRE
de notre correspondant

Le général Zaki Badr, ministre égyptien de l'intérieur, a annoncé l'arrestation de 1 500 islamistes au cours des deux dernières semaines. Tout a commencé à la suite de l'interpellation il y a une quinzaine de jours à Fayoum (110 kilomètres au sud du Caire), pour incitation à la violence, du cheikh Omar Abdel Rahman. Figure de proue des islamistes, le prédicateur aveugle avait été accusé, après l'assassinat du président Sadate, d'avoir émis des fatwas (décrets religieux) autorisant les membres de l'organisation extrémiste Al Djihad (guerre sainte) à verser le sang du raïs. C'est lui qui, selon la police, avait jugé licite le vol des conservateurs optés pour financer l'action de l'organisation.

Des manifestations demandant la libération du cheikh Abdel Rahman avaient éclaté au lendemain de son arrestation à Fayoum. Les forces de l'ordre avaient appréhendé des centaines de manifestants. Le lendemain, deux engins explosifs de fabrication artisanale éclataient au centre de Fayoum faisant deux blessés légers et entraînant de nouvelles arrestations.

A. B.

Diplomatie

Hostilité ou soutien

La prochaine visite de M. Arafat en France suscite de nouvelles réactions

La visite de M. Yasser Arafat à Paris, prévue pour le mardi 2 mai, a continué, mardi 25 avril, à susciter diverses réactions, tant d'hostilité que de soutien. Alors que les milieux politiques paraissent partagés sur l'opportunité d'une telle visite, un collectif regroupant des associations françaises ainsi qu'immigrés ont décidé d'organiser, le 2 mai, une manifestation visant à « soutenir l'initiative du président François Mitterrand et à souhaiter la bienvenue au président Arafat ». Cette manifestation, qui doit se dérouler à 18 h 30 place du Trocadéro, coïncidera avec un rassemblement - le même jour à la même heure, rue Copernic - organisé par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) pour protester contre la venue du chef de l'OLP et « à la mémoire de toutes les victimes du terrorisme ». Un rassemblement identique doit également avoir lieu à Strasbourg.

De son côté, le représentant à Paris de la Ligue arabe, M. Hamadi Essid, accuse - à la suite des réactions publiées lundi par plusieurs organisations juives

(le Monde du 26 avril) - « certains responsables de la communauté juive en France » d'« attiser les passions et d'insulter leurs concitoyens » et de se montrer « bien en deçà d'une bonne partie de l'opinion publique israélienne ». L'Union internationale juive pour la paix se déclare, quant à elle, favorable à l'initiative du président Mitterrand, estimant que « si l'on souhaite parler aux Palestiniens, avec les Palestiniens, il n'existe simplement personne d'autre [que M. Arafat] à qui parler ». Or, poursuit cette organisation, il est urgent que le dialogue s'engage entre les belligérants.

Pour sa part, M. Laurent Fabius, qui avait indiqué dimanche qu'il n'avait « pas prévu » de recevoir M. Arafat lors de son séjour à Paris, ne le rencontrera pas car, a indiqué la présidence de l'Assemblée nationale, il se trouvera, ce jour-là, à Marbella, où il assistera au dixième symposium des « pionniers de Marbella », y intervenant sur le thème de « l'Europe dans le monde de demain ».

Détérioration des relations entre l'Iran et la RFA

Les relations entre l'Iran et la République fédérale allemande traversent une phase délicate. Lundi 24 avril, Téhéran accusait la RFA d'aider l'Irak à se doter de missiles à moyenne portée ainsi que d'armes chimiques et menaçait Bonn de représailles commerciales. Le chargé d'affaires ouest-allemand, M. Thomas Trunel, était convoqué au ministère des affaires étrangères pour se voir notifier la protestation de Téhéran. La justice ouest-allemande avait indiqué, le 10 avril à Munich, avoir saisi des documents auprès d'une firme bavaroise soupçonnée d'être impliquée dans la construction d'une usine de missiles de moyenne portée en Irak, sans toutefois identifier cette firme.

Mardi, le premier ministre iranien, M. Mir-Hossein Mousavi, allait encore plus loin en affirmant le démantèlement d'un réseau d'espions américains, annoncé vendredi par le président du Parlement.

M. Rafsanjani avait apporté la preuve que les ambassades de la RFA en Europe coopéraient avec la CIA américaine. Selon M. Mousavi, l'enquête a révélé que les « espions » en question entretenaient des contacts suivis

avec certaines ambassades européennes, en particulier celle de l'Allemagne fédérale. « Le peuple d'Allemagne de l'Ouest doit savoir que ses ambassades sont au service de la machine d'espionnage américaine », a affirmé M. Mousavi.

La RFA était, l'an dernier, le deuxième partenaire commercial de l'Iran. Toutefois, les relations bilatérales avaient commencé de se détériorer en février à la suite de l'affaire des *Versets saïmi*. Les négociations avec l'Iran pour l'ouverture d'une importante ligne de crédit et annulation plusieurs réunions prévues au niveau ministériel. Les diplomates ouest-allemands - à l'exception de l'ambassadeur, souffrant - regagnaient cependant Téhéran, il y a deux semaines, à la suite d'une décision de la CEE.

D'autre part, l'Iran a expulsé, mardi, dix-huit ressortissants britanniques, en riposte à l'expulsion de Grande-Bretagne de dix-huit Iraniens en mars dernier, à la suite de l'affaire Salman Rushdie, qui avait entraîné la rupture de relations diplomatiques entre Londres et Téhéran. — (AFP, AP.)

L.T.S. Langues

FORMATION EN LANGUES

PRÉPARATION DE CADRES A L'EXPIATRIATION
LES PROFESSEURS ENSEIGNENT LEUR LANGUE MATERNELLE

NOUS OBJECTIFS : donner de nouvelles bases solides de la langue ainsi que des codes propres au pays vers lequel l'élève se rend.

Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

Jeudi 27 avril 1989

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO89

N° 12 MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 89 sur quatre pages achetées au Quotidien Le Monde

JEUDI 27 AVRIL 1989

L'ÉVÉNEMENT

Les Maires de France aujourd'hui à Paris

En avant-première de MAIRIE-EXPO 89, plusieurs centaines de Maires de France devaient, en fin d'après-midi, répondre à l'invitation du Commissaire Général de MAIRIE-EXPO, Alain TRAMPOGLIERI, et assister Place du Palais Bourbon (face à l'Assemblée Nationale) à une grande réception à laquelle étaient aussi conviés les grands chefs d'entreprises, partenaires des Collectivités Locales.

De nombreux Membres du Gouvernement, Maires de villes, des Députés-Maires (venus en voisins), des Sénateurs-Maires, mais aussi de nombreux Elus de communes rurales connaissant et appréciant le dynamisme de l'initiateur de MAIRIE-EXPO, devaient découvrir les magnifiques salons de réception de RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE, ainsi qu'une exposition originale de bustes de Marianne.

Cette invitation risque d'être fort appréciée car elle a été adressée aux Elus de tous bords, en dehors de tout clivage politique.



Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE-EXPO

Tous les Elus Locaux et décideurs de France connaissent maintenant le Salon MAIRIE-EXPO qui leur permet de rencontrer chaque année la plupart de leurs fournisseurs et partenaires en matière de gestion, d'équipements et d'animation, un marché de plus de 50 milliards de francs.

Après Lyon, Toulouse et Marseille, MAIRIE-EXPO 89 aura lieu dans le cadre du nouveau C.N.I.T. de PARIS-LA DEFENSE. Si c'est sur la Commune de Puteaux, administrée par Charles CECALDI-REYNAUD, qu'aura lieu cet événement, c'est à LA DEFENSE que plus de 300 exposants utiliseront pour la première fois le nouveau C.N.I.T. (cf page 6 : entretien avec Christian Pellerin) vers lequel convergeront cette année plus de 80.000 décideurs des Collectivités Locales.

Le vrai Salon des Villes et des villages

On sait d'ores et déjà que chaque année ce véritable rendez-vous professionnel accueille les 4.000 décideurs des

villes de plus de 2.000 habitants qui regroupent plus de 75 % de la population française et représentent plus de 80 % du budget global de fonctionnement et d'investissements des Collectivités Territoriales.

MAIRIE-EXPO consacre aussi une attention toute particulière aux Maires des communes rurales très souvent gérées en SIVOM. Aussi se retrouvent et se côtoient chaque année, sur les stands des exposants et dans les colloques et séminaires, les Maires des villes et les Maires des champs.

Les Elus ont des idées

Une nouvelle génération d'Elus Locaux est maintenant aux affaires pour 6 années. Ils ont tous, expérience, savoir-faire et faire savoir.

Face au grand marché européen de 93, les grandes villes françaises s'organisent avec leurs homologues européennes, c'est EUROCTES, nos villes moyennes s'unissent face aux enjeux économiques. Les villes nouvelles échangent leurs expériences et les communes rurales, hier en-

core isolées, jouent la différence et s'affirment comme un atout.

Les Elus Locaux français ont une préoccupation commune : la vie quotidienne des habitants.

Afin de répondre à cette attente, les grandes entreprises françaises, mais aussi les P.M.E. sont chaque année présentes et exposent à ce véritable Salon des Communes de France, plus en véritables partenaires qu'en simples fournisseurs.

Les Maires de France sont des "politiciens du concret" plus que des hommes politiques investis par des Etats-Majors, leur parti c'est "l'entreprise-Mairie".

Quel meilleur cadre pour accueillir les Elus Locaux français, leurs Adjoints et leurs Conseillers, en cette année du bi-centenaire, que le C.N.I.T., ce nouveau "Beaubourg des Affaires", au cœur du département le plus dynamique de France, les Hauts de Seine.

Rendez-vous du 24 au 27 Octobre prochain, une date que les Secrétaires de Mairies ont inscrite sur l'agenda de leur Maire.

CONCOURS NATIONAL

15 MARIANNES D'OR POUR 15 COMMUNES PERFORMANTES

Le monde du cinéma s'est fait une raison, contrairement aux "Oscars" et autres "Césars", les "Marianne d'Or" signées Cartier ne lui sont pas destinées. En Octobre prochain, quinze MARIANNES D'OR seront décernées à quinze Communes de France. Ces distinctions récompenseront, pour la 6^{ème} année consécutive, les Maires et leur équipe qui, par leur intelligence, leur initiative, leur clairvoyance, leur dynamisme, auront réalisé une action ou un ensemble d'équipements collectifs à la fois novateur, original et exemplaire.

Ce concours s'adresse à toutes les Communes, grandes ou petites, qui méritent que leurs innovations soient connues ou reconnues, dans les domaines de la gestion, de l'équipement ou de l'animation. Un partenariat exemplaire Mairies/Entreprises, exemple la réhabilitation d'un centre ville ou d'une Z.U.P. dégradée, l'adaptation des villes aux personnes handicapées, la lutte contre la pollution, les infrastructures sportives, les initiatives en matière de protection civile, l'adaptation culturelle au tissu local et à la vie associative, l'amélioration des transports publics, la lutte contre la solitude des personnes

âgées, etc., autant de thèmes qui peuvent être développés et dont la liste n'est bien entendu pas exhaustive.

Le Jury des MARIANNES D'OR, chargé d'étudier les dossiers de candidatures, est composé de personnalités du monde politique, des arts et des lettres, du sport et de chefs d'entreprises. La remise des MARIANNES D'OR aura lieu dans le cadre de MAIRIE-EXPO, au cours d'une grande manifestation à laquelle sont associés chaque année de nombreux médias de la presse écrite et audiovisuelle.

C'est Alain-Dominique Perrin, P.D.G. de CARTIER International, le célèbre joaillier de la Place Vendôme, qui fait réaliser chaque année les 15 "MARIANNE D'OR".

Les dossiers de candidature devront parvenir avant le 1^{er} Octobre 1989 à l'adresse suivante :

Concours des "MARIANNES D'OR"
MAIRIE-EXPO 89
7 bis, Place du Palais Bourbon
75007 PARIS



Mireille MATHIEU et Jean-Pierre FOUCAULT aux Marianne d'Or de Marseille avec Monsieur le Maire Henri SANNIER.

HÔTEL DE VILLE

"Marianne" chez le Maire de Paris

Le 21 Avril dernier, Brigitte BARDOT est venue voir le Maire de Paris, à l'Hôtel de Ville, pour lui demander son aide afin de sensibiliser le public au problème de l'adoption des animaux. A l'issue de cet entretien il a été décidé d'organiser une grande manifestation parisienne le week-end du 30 Septembre.

Cette manifestation, qui se déroulera pendant quarante-huit heures, prendra l'allure d'une grande fête à laquelle participeront bénévolement de nombreux artistes et permettra à tous les petits refuges de France d'amener des animaux pour les proposer à l'adoption. M. CHIRAC a indiqué que cette manifestation aurait lieu dorénavant tous les ans à Paris.

Marianne/Bardot a 20 ans

Le buste de MARIANNE/Brigitte BARDOT a aujourd'hui 20 ans. C'est en 1969 que le sculpteur ASLAN décida de réaliser un buste de MARIANNE à l'effigie de B.B. Brigitte BARDOT ne fut pas mise au courant et déclara, lorsqu'elle apprit la nouvelle "C'est la plus grande joie de ma vie avec mon entrée dans le dictionnaire Larousse aux côtés de Georges BRASSENS."

Le premier Maire à avoir choisi Brigitte BARDOT comme buste officiel fut Philippe LAMIRAULT pour la Mairie de Thiron-Gardais (Eure et Loire), suivi quelques mois plus tard par le Maire de Chamalières qui n'était autre que Valéry GISCARD D'ESTAING.

On peut estimer aujourd'hui à plus de 8.000 le nombre de bustes de "MARIANNE" Brigitte BARDOT dans les Mairies de France que réalisent les Ateliers de Moulage du Louvre.

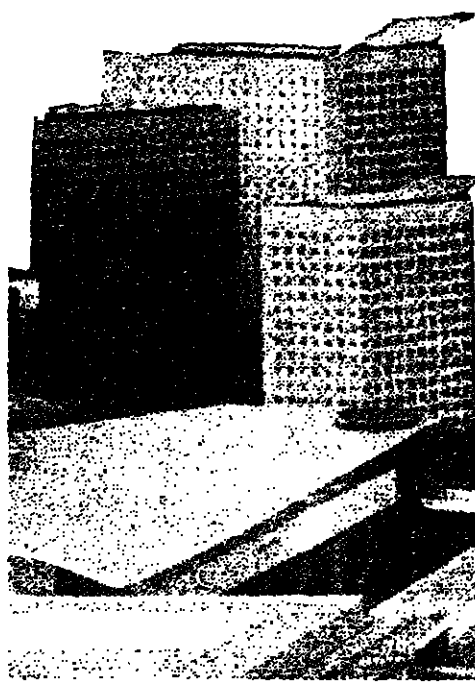


Brigitte BARDOT et Jacques CHIRAC sous les lambris de l'Hôtel de Ville.

MAIRIES DE FRANCE
MAIRIE EXPO89

Au C.N.I.T. de Paris-La Défense

Christian PELLERIN
accueillera tous
les Maires de France



La première grande manifestation du nouveau C.N.I.T. de Paris-La Défense sera la 6^e édition de MAIRIE-EXPO, du 24 au 27 octobre prochain, le Grand Rendez-vous Annuel des Maires de France avec leurs fournisseurs.

Le C.N.I.T. avait été édifié pour être "au service de l'industrie française et de sa productivité", aujourd'hui ce nouveau Beauvoir des Affaires accueillera les 36.577 Maires de France nouvellement élus ou réélus et sera donc "au service de leur gestion et de leur expansion."

Christian PELLERIN, Président de SARI-SEERI, a voulu doter La Défense d'un équipement ambitieux et fonctionnel, ouvert 365 jours par an. Le Centre d'Exposition, entièrement modulable, sera réparti sur deux niveaux avec 19 000 m² de surface utile.

L'objectif de la SARI est de proposer un complexe "site-services", unique en son genre, dont la conception originale est fondée sur la notion d'échanges. De très nombreux services "à la carte" en feront un lieu privilégié tant pour les exposants que pour les visiteurs. Le câblage du C.N.I.T. lui permettra d'être en liaison immédiate et permanente avec tous les points du monde.

La Cité des Affaires est déjà la tête de pont d'un réseau en France, dont le premier maillon est l'ATRIA de Nîmes.

Dans l'interview qu'il accorde ici à MAIRIES DE FRANCE, Christian PELLERIN confirme la vocation de SARI-SEERI : "Être un partenaire actif et privilégié des Collectivités Locales."

"Notre métier c'est créer la vie"

nous déclare Christian PELLERIN

Pourquoi un partenariat aussi avancé entre le Groupe SARI-SEERI et les villes ou Collectivités Locales ?

Christian Pellerin : Nous sommes des aménageurs. Finies les vieilles notions de promoteur, et même de constructeur. Les besoins des villes ont évolué, leurs demandes en terme d'urbanisme et de développement urbain ont changé. Tout est devenu plus complexe et les réalités urbaines se sont enrichies.

La ville est maintenant au centre des préoccupations des habitants... et des élus. Tous veulent vivre bien, dans des villes bien pensées. Notre métier c'est : créer la vie, chercher l'aménagement urbain qui favorisera le contact entre les hommes, l'échange d'information et de richesse. Sur cette idée, notre Groupe SARI-SEERI est devenu le partenaire privilégié des villes et des collectivités locales.

Comment développer plus encore cet échange ?

Christian Pellerin : En matière de collectivités publiques, traiter d'innovation, de performance et de démarches partenariales avec le secteur privé n'a plus rien de choquant. Les exigences économiques contemporaines sont en train de se modifier considérablement, en fonction des nouvelles technologies de communication, d'échange et de traitement de l'information.

L'Europe de 93, les profonds changements dans les infrastructures de transports de notre pays, tout fait qu'aucun savoir, qu'aucune énergie, qu'aucune volonté d'entreprendre ne doit être écarté de la création dans la ville. Pour enrichir ces échanges, pour dynamiser le tissu urbain, notre Groupe amène son savoir-faire en matière d'ingénierie et de haute technologie. Par exemple, notre réseau ATRIA devra être l'écho du CNIT dans les grandes métropoles économiques de France. Reliés au CNIT, les

capitales régionales pourront développer leurs contacts et fournir aux acteurs économiques de leur région un nouveau concept de services. Le CNIT permettra aux municipalités, à l'heure où elles entretiennent à grands frais des Palais des Congrès, de disposer d'un équipement adapté à leurs besoins.

On parle aussi des Techno-forum, qu'est-ce exactement ?

Christian Pellerin : Techno-forum, est une organisation qui repose sur un besoin très actuel, de rapprocher le monde de l'innovation technologique et de la recherche de celui du développement industriel régional. Notre vocation d'aménageur nous a conduit, dans une quinzaine de villes en France et en Europe, à créer ces Techno-forum, lieux dans lesquels tout est conçu pour favoriser la communication entre l'industrie locale et la recherche européenne. Nous avons choisi, avec les villes concernées, des thèmes de valorisation. A Saint-Etienne, l'imagerie numérique, sur l'ancien site de Manufrance ; nous réunirons autour de ce thème, un Centre de Congrès, un Centre d'Affaires, des équipements technologiques, un centre de vie et d'animation. A Chatelleraud, nous traiterons des technologies de sécurité et de traitement du risque ; à Roubaix, des télécommunications et à La Rochelle, de l'homme et de la Mer.

Le nouveau CNIT reliera-t-il les métropoles régionales ?

Christian Pellerin : Par le réseau ATRIA. Mais il est bien évident aussi que l'ensemble de nos interlocuteurs dans les collectivités locales profitera de notre savoir-faire et des techniques développées au cours du chantier. Je dois dire aussi que la SEERI continuera son travail dans la domotique et dans les techniques de pointe en matière d'habitat. Nous avons fait une véritable spécialité de ce dialogue avec les élus : ils

exposent leurs besoins, nous apportons notre imagination constructive, la puissance de notre Groupe, et les fruits de nos recherches. Pour en revenir au CNIT, cet outil reflète la mutation de l'économie et deviendra la vitrine de la technologie et de la communication. Ce sera une des plus spectaculaires concentrations européennes de services voués au secteur tertiaire.

Qu'entendez-vous par Cité des Affaires du troisième millénaire ?

Christian Pellerin : Je ne crains pas en effet de dire que le CNIT accueillera la cité des affaires du troisième millénaire, le nouveau cœur de La Défense, un lieu d'information privilégié en matière d'information et de télécommunication, un lieu d'échanges entre les firmes françaises et internationales les plus performantes, un lieu de rencontre entre les hommes d'affaires, les responsables d'entreprises les plus dynamiques. Le câblage de cette cité-via satellite, fibres optiques et réseaux spécialisés lui permettra d'être en liaison permanente avec tous les points de l'Europe et du monde. On voit bien tout le bénéfice que peuvent tirer les villes de France d'un tel réseau dont le premier maillon, l'ATRIA de Nîmes, a été créé en mai dernier. Les dix principales métropoles économiques françaises seront bientôt branchées sur ce réseau.

A terme, l'interconnexion avec les grandes agglomérations européennes et leur World Trade Center est envisagée. Aménageurs, nous avons la responsabilité d'apporter des réponses de haute tenue. Sur ce principe des ATRIA, nous travaillons avec les villes de Toulouse, Marseille, Lyon, Roubaix, Saint-Etienne, Antibes, Charenton, Marne la Vallée, Rueil et Anancy. Dans chaque cas, nous apporterons des solutions spécifiques aux problèmes d'aménagement des villes partenaires.

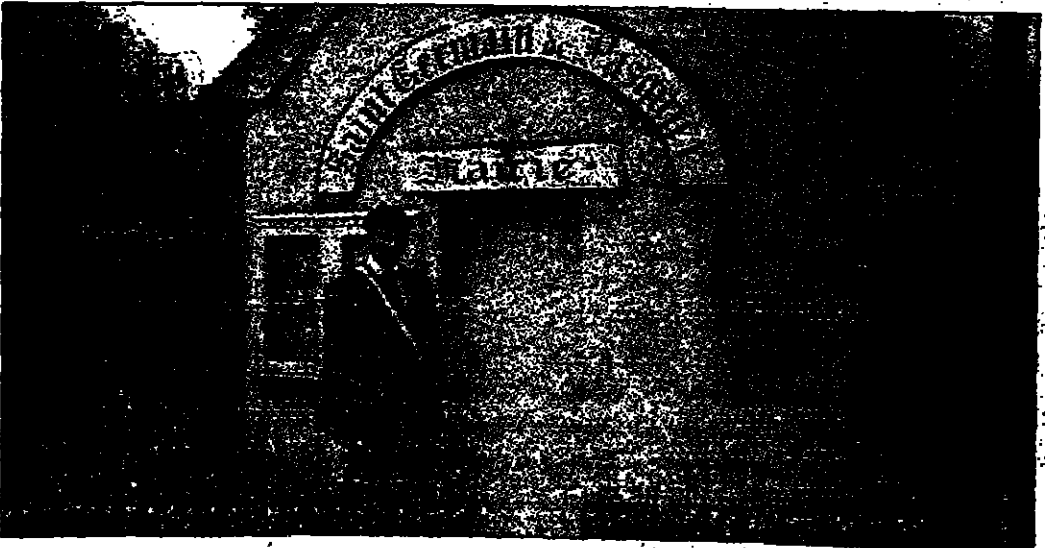
Puteaux accueillera Mairie-Expo 89



C'est Monsieur Charles CECCALDI-REYNAUD, Maire de Puteaux, qui aura le privilège d'accueillir sur sa Commune les 80.000 décideurs des Collectivités Locales venus visiter MAIRIE-EXPO.

En effet, le nouveau C.N.I.T. est situé sur sa Commune. Charles CECCALDI-REYNAUD a confié à Alain TRAMOGGLIERI, Commissaire Général, venu lui présenter la nouvelle affiche de ce Rendez-vous des Maires, qu'il ne ménagera pas ses efforts pour que cette manifestation soit une réussite.

Les élus au coude à coude



Les 133 habitants de Saint-Germain de Pasquier (Eure) ont élu un chef d'entreprise pour gérer leur commune rurale.

Le nouveau Maire, Eric DRANSART, 26 ans, Ingénieur T.P. à l'Entreprise Jean LEFEBVRE, devra faire preuve d'imagination pour gérer son budget que seuls les Impôts Locaux alimentent. Pour siéger au Conseil Municipal, les 11 élus devront continuer à se serrer les coudes, car la plus petite Mairie de France ne mesure que 3 m de long sur 2,70 m de large. Comme le veut la loi, les séances du Conseil Municipal sont publiques mais rares sont ceux qui poussent la porte pour assister aux débats... heureusement !

27/11/89

(Publicité)

MAIRIES DE FRANCE
MAIRIE EXPO89

Un constat de la Fondation Nationale pour la Prévention des Risques Naturels 10.000 COMMUNES A RISQUES EN FRANCE

On recense en France plus de 10.000 communes directement menacées par un risque naturel parmi lesquels inondations, raz de marée, tempêtes, grêle, poids de la neige, avalanches, glissements de terrains, effondrements, séismes, et feux de forêts...

Pourtant de nombreuses catastrophes et sinistres pourraient être évités par une prise de conscience des Elus au niveau local et la mise en œuvre de mesures de prévention allant de la signalétique la plus simple au P.O.S. le plus rigoureux, des initiatives de bon sens aux solutions technologiques les plus avancées.

C'est cette démarche que la Fondation Nationale pour la Prévention des Risques Naturels auscite chaque année, depuis 1987, par un concours destiné aux Collectivités Locales ayant fait preuve d'initiatives exemplaires en matière de prévention des risques naturels.

La Fondation Nationale pour la Prévention des Risques Naturels, créée à l'initiative de la Caisse Centrale de Réassurance et de son Président Jacques BONNOT, a pour

but de favoriser l'organisation de la prévention des catastrophes naturelles en décernant un prix à une Collectivité Locale ayant fait preuve d'initiative en la matière, par le biais d'un concours ouvert annuellement :

- aux Communes de moins de 20.000 habitants, doté d'un prix de 250 000 F versé par la Caisse Centrale de Réassurance ;
 - aux grandes villes, doté de la Marianne d'Or de la Prévention des Risques Naturels.
- Les objectifs de la Fondation visent à :
- Associer les élus et le grand public à l'effort de prévention mené par les Pouvoirs Publics et les entreprises d'assurance ;
 - Faire connaître les initiatives locales et récompenser celles qui peuvent aider la collectivité au travers d'une action générale de sensibilisation ;
 - Participer à la collecte et à la diffusion de l'information, sensibiliser les médias, dresser un inventaire des initiatives prises dans l'ensemble du pays et faire le point des diverses expériences de prévention en cours.



Jacques BONNOT, Président de la Caisse Centrale de Réassurance, remet à Michel COUILLET, Maire d'AULNAY, le chèque de la Fondation dans le cadre de MAIRIE-EXPO 89. A ses côtés : Gérard RENON, Secrétaire d'Etat, Robert P. VIGOUROUX, Maire de Marseille, Jean-Claude GAUDIN, Président du Conseil Régional et Jean BOUSQUET, Maire de Nîmes.

Les communes font preuve d'initiative

- LA ROQUETTE SUR VAR (Alpes Maritimes) 565 habitants a su, par des travaux de confortement de falaise et une gestion sociale parfaitement maîtrisée, faire face au risque d'éboulements rocheux provoqués par des orages à la suite d'un incendie de forêt (Prix de la Fondation 1987).
- SAINT SAULVE (Nord), a su trouver une solution au risque que constitue la présence de cavités souterraines dans son sous-sol (mention spéciale 1987).
- LAMBESC (Bouches du Rhône) a achevé, en 1979, la construction du premier collège antisismique français (mention spéciale 1987).

• SAINT EGREVE (Isère) où la démarche des responsables a conduit à l'élaboration d'un plan de sauvegarde prenant en compte l'ensemble des risques auxquels cette commune se trouve confrontée (mention spéciale 1987).

• GIVORS (Rhône) et MONTPELLIER (Hérault) qui ont su mettre en œuvre des solutions urbanistiques originales pour lutter contre les inondations (mentions spéciales 1987).

• NANCY (Meurthe et Moselle) pour la mise en œuvre d'un vaste programme d'aménagement hydraulique de la Meurthe et l'élaboration d'un système d'information sur l'évolution des crues de très haut niveau technologique qui a montré son efficacité préventive lors des dernières inondations (Marianne d'Or de la Fondation 1987).

• AULNAY (Somme) qui, établie en bordure de mer sur le sommet d'une falaise crayeuse, confrontée aux assauts de la mer et au recul progressif du rivage, a su engager d'importants travaux de confortement qui s'inscrivent dans un programme de défense du littoral et de préservation de son unité urbaine (Prix de la Fondation 1988).

• SAINT HILAIRE DU TOUVEY (Isère) qui dans un souci per-

manent de lutte contre les avalanches associée, depuis plusieurs années, la mise en œuvre de techniques les plus récentes à la mise en place d'un système d'alerte exemplaire en France (mention spéciale 1988).

• VALLIGUIERES (Gard) dont l'action de protection contre les incendies se poursuit à travers une expérience de revalorisation de l'élevage en forêt menée avec l'INRA (mention spéciale 1988).

• LILLE (Nord) qui, confrontée à des risques de mouvements de terrain liés à la présence de carrières souterraines abandonnées sous les voies publiques, a mis en œuvre un système de télésurveillance très élaboré techniquement, permettant d'intervenir ponctuellement en fonction de l'évolution du risque (mention spéciale 1988).

• AUCH (Gers), dont les travaux d'aménagement et de calibrage réalisés entre 1977 et 1987 pour prévenir les crues du Gers témoignent du choix courageux d'une ville qui a accepté de s'endetter lourdement en consacrant depuis 10 ans la plus grande partie de ses investissements à la recherche d'une solution définitive contre un risque naturel majeur (Marianne d'Or 1988).

LE CONCOURS 89

• Chaque commune concurrente présentera un dossier indiquant le risque naturel auquel elle est exposée, son nombre d'habitants ainsi qu'une note décrivant la réalisation ou le projet de réalisation déjà engagé en matière de prévention des risques naturels.

• La Fondation ne prime que les investissements déjà réalisés ou engagés. Sont exclus du concours de la Fondation, les dépenses ordinaires de fonctionnement des organismes demandeurs.

• Les dossiers peuvent être remis sur place AVANT LE 15 AOUT 1989 :

- aux Bureaux Régionaux de la Garantie Mutuelle des Fonctionnaires,
- aux Agents Généraux d'Assurances ou à leurs Chambres Régionales,
- aux représentants des Caisses Régionales des Assurances Mutuelles Agricoles,
- au Secréariat de la Fondation, 31 Rue Henri Rochefort - 75017 PARIS

• Un jury de spécialistes désignés par le Haut Comité de la Fondation procédera à une sélection des dossiers susceptibles d'être primés.

• Les résultats du concours seront proclamés dans le courant du quatrième trimestre 1989.

RENSEIGNEMENTS :
FONDATION NATIONALE
POUR LA PREVENTION DES RISQUES NATURELS
31, Rue Henri Rochefort - 75017 PARIS -
Tél. 40.54.28.09

Elus et responsables municipaux

Pour envisager autrement votre restauration scolaire, les solutions Sogeres

DE PLUS en plus nombreuses sont les municipalités qui confient leur restauration scolaire à des sociétés spécialisées. Différentes formules leur sont proposées : assistance technique, repas livrés, conseil en formation, concession du service public de restauration.

La concession du service public : 3 avantages principaux.

- **Le mieux qualité :** La concession permet à la municipalité de moderniser ses équipements de cuisine. Ce qui est indispensable aussi bien sur le plan hygiène que sur le plan diététique.
- **L'aspect social :** Le personnel a toujours réagi favorablement à la concession dans la mesure où il reste sous la tutelle municipale dans le cadre de la position de détachement prévu par le code des communes. La détermination des traitements, avantages et notations demeure sous l'autorité communale.
- **Le mieux financier :** La concession non seulement permet à la municipalité des économies d'échelle indéniables, mais la décharge également du financement des équipements. Pas d'endettement pour la commune qui règle l'entreprise con-

cessionnaire au couvert selon un prix forfaitaire.

Parmi les nombreuses formules que propose la Sogeres, la concession de la restauration scolaire s'avère certainement celle qui a le plus d'avenir. Ne mérite-t-elle donc pas un examen attentif ?

Sogeres, un précurseur de la restauration scolaire

Filiale de Perrier, 2^e groupe agro-alimentaire français, Sogeres a toujours innové. On lui doit notamment la création de l'Ecole de l'Equilibre (programme de pédagogie nutritionnelle), la mise en œuvre de nouvelles technologies (sous-vide...), la réalisation de cuisines centrales clés en main.

Dirigée et animée par Antoine de Galembert, Sogeres fait partie des premières sociétés de restauration collective. Son chiffre d'affaires s'est élevé à 650 millions de francs en 1988.

Assurant au total quelque 150.000 repas par jour, Sogeres est présente dans toutes les régions de France. Parmi les municipalités qui lui ont confié leur restauration scolaire, on peut citer Nice, Sarcelles, Poissy, Villepinte, Noisy-le-Grand, Le Cannet, Louviers, Verdun, Saint-Leu-la-Forêt, Rueil-Malmaison, etc.



Contact : (1) 46 05 44 44, François Pallot
Sogeres Développement Collectivités locales, B.P. 96 - 92105 Boulogne Cedex



Avec la Sogeres, l'équilibre alimentaire fait son entrée à l'école.

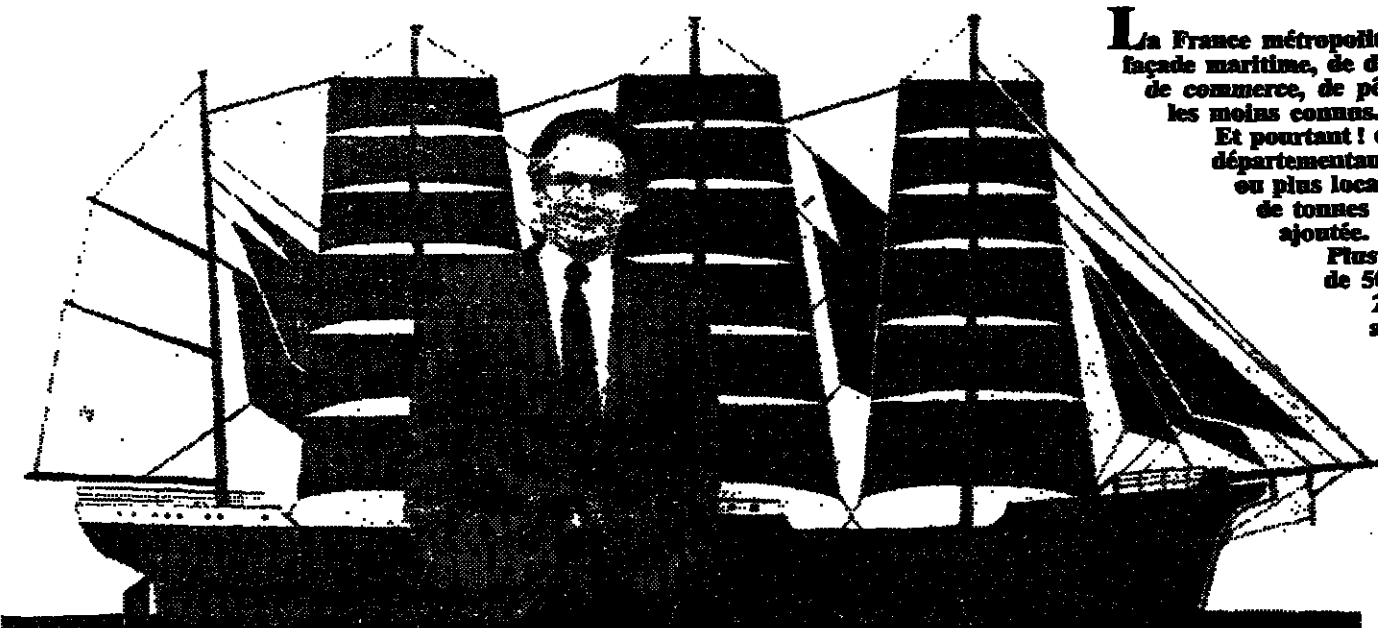
MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO89

L'INVITÉ

Jacques MELLICK, Ministre Délégué Chargé de la Mer :

"Le port dans la ville et la ville dans le port"



Jacques MELLICK

Les Maires des villes portuaires ne doivent pas rester indifférents nous déclare Jacques MELLICK, Ministre délégué chargé de la mer

Mairies de France : Quels sont les grands axes de votre politique portuaire ?

Jacques Mellick : Poursuivre bien sûr l'équipement de nos ports, faire porter tous nos efforts sur l'amélioration de la manutention portuaire et celle de leur desserte terrestre, par route, par eau et par fer, mobiliser les hommes et les rassembler au niveau de chaque place portuaire, rapprocher la ville et le port pour qu'ils se "fertilisent" mutuellement.

Mairies de France : Nos handicaps français ne sont-ils pas : une manutention trop chère, des dockers trop nombreux, des rapports sociaux compliqués ?

Jacques Mellick : N'exagérons rien et ne nous focalisons pas à l'excès sur la manutention. Nous avons de bons ports, même si, dans certains domaines, ils sont moins bons que les meilleurs. Il est vrai que le secteur de la manutention doit évoluer, s'adapter aux évolutions technologiques rapides, moderniser son ap-

proche des rapports sociaux : compétitivité et qualité sont pour lui une nécessité. Des progrès constants ont été enregistrés. Il faut poursuivre. Tout ceci se fera progressivement, sans rupture, en faisant appel avant tout à la qualité des partenaires, à la confiance, à l'initiative, dans le cadre de règles du jeu claires et équitables.

Mairies de France : Vous insistez beaucoup sur la mobilisation des hommes.

Jacques Mellick : Oui. Les ports sont des milieux complexes mais passionnants, à la croisée d'échanges physiques entre le navire et la terre, mais aussi de réseaux informatiques, financiers et commerciaux. Des spécialistes de toutes disciplines y travaillent et le service offert dépend de l'apport de chacun. Chaque place portuaire est donc le cadre naturel où les hommes doivent se rassembler et préparer l'avenir.

Mairies de France : Vous avez évoqué l'importance de

la desserte terrestre de nos ports. Pourquoi ?

Jacques Mellick : Pour deux raisons. D'abord, le transport maritime est très bon marché et "efface" les océans ; le parcours terrestre, de part et d'autre, a donc en lui-même un poids très important. En outre, on va de plus en plus vers la logique de transport de bout en bout, où l'optimisation se fait sur l'ensemble des chaînes de transport. Il faut donc, par exemple, un excellent réseau autoroutier pour desservir nos ports - c'est l'objet du nouveau schéma directeur - il faut, plus généralement, que les transports d'acheminement vers nos ports soient aussi performants que les transports internationaux empruntant les frontières terrestres.

Mairies de France : Vous voulez désenclaver les ports, mais aussi rapprocher le port de la ville.

Jacques Mellick : La France est depuis longtemps un grand pays maritime, mais les Français le savent peu. Les

La France métropolitaine a la chance d'avoir 6 500 km de côtes et, sur cette vaste façade maritime, de disposer de nombreux ports, très divers en taille et en activités, de commerce, de pêche et de plaisance. Les ports de commerce sont sans doute les moins connus.

Et pourtant ! 6 grands ports autonomes, 17 ports d'intérêt national, 17 ports départementaux, avec chacun sa place et ses atouts, une vocation internationale ou plus locale, chargent ou déchargent sur leurs quais près de 300 millions de tonnes de marchandises, d'importance stratégique ou de haute valeur ajoutée.

Plus de la moitié de notre commerce extérieur, représentant un flux de 500 milliards de francs, passe par nos ports.

21 millions de voyageurs les empruntent. Leurs vastes espaces aménagés accueillent les grandes industries de base : pétrole, pétrochimie, sidérurgie, engrais, etc... mais aussi des activités diversifiées. Nos villes portuaires comptent à elles seules 250.000 emplois liés au port.

Les enjeux

Des ports de commerce au service du commerce extérieur, au service des villes et des régions qu'ils irriguent, des ports toujours plus compétitifs, toujours plus efficaces, tels sont les enjeux. L'Europe, l'international, constituent pour eux comme pour nous tous à la fois une chance et un défi : espoir d'étendre leur hinterland et de développer leurs parts de marché - obligation de faire aussi bien que les meilleurs.

Demain plus encore qu'aujourd'hui, la France devra exporter, valoriser ses produits sur les marchés internationaux, au moindre coût, au meilleur service. Les chargeurs et les armateurs auront un vaste choix de ports sur le littoral européen. Nos ports doivent donc viser l'excellence.

Les Collectivités Locales, avec à leur tête les Maires, connaissent les enjeux économiques, de ports attractifs et compétitifs pour leurs Villes.

Les Elus Locaux s'investissent de plus en plus pour défendre l'agressivité de leurs ports, qu'ils soient de commerce ou de plaisance. Il en va de leur avenir car la compétition n'est plus nationale mais européenne, voire mondiale.

Une volonté politique

Conscient de nos atouts maritimes et du formidable enjeu économique, Michel DELEBARRE, Ministre du Logement, de l'Équipement, des Transports et de la Mer (et nouveau Maire de Dunkerque) et Jacques MELLICK, Ministre Délégué Chargé de la Mer (il est aussi Maire de Béthune), ont décidé de relever le défi. Ils souhaitent une meilleure coopération Villes-Ports. Pour lui, les Maires des villes portuaires ne doivent pas rester indifférents : "Les ports et les villes doivent mieux se connaître."

L'avenir du port de Marseille

Jacques MELLICK et Robert P. VIGOUROUX étaient le 8 Avril dernier à New-York les invités d'honneur de l'EXPLORERS CLUB.

Au cours de cette réunion qui s'est tenue au Waldorf-Astoria ont été évoqués les grands défis des hommes avec la nature ainsi que les grands maux dont souffre la planète en matière d'environnement.

Un Maire à la barre

Aussi bien lors du voyage à bord de Concorde que lors du déjeuner officiel, Robert P. VIGOUROUX et Jacques MELLICK ont évoqué l'avenir du Port de Marseille.

Les deux hommes souhaitent qu'un grand projet soit mis rapidement à l'étude avec l'ensemble des acteurs et partenaires économiques. Ce projet devra être ambitieux afin qu'il conforte Marseille (à la veille du marché européen) dans sa vocation de premier grand port de la Méditerranée.



Robert P. VIGOUROUX et Jacques MELLICK sur les quais de New York.

Le Ministre de la Mer s'est félicité de voir Robert P. VIGOUROUX s'investir personnellement en siégeant au Conseil d'Administration du Port, imitant de nombreux Maires de grands ports d'Europe du Nord.

« Ceci est un exemple que d'autres Maires de villes portuaires françaises devraient suivre » a affirmé le Ministre.

A l'issue de ces entretiens, le Maire de Marseille devait déclarer "Jacques MELLICK est pour notre devenir économique portuaire un Ministre sur lequel Marseille peut compter. L'avenir du Port Autonome sera, avec celui de l'emploi, ma priorité pour Marseille."

QUELQUES CHIFFRES

Trafic 1988

Ports métropolitains : 286,5 Mt - Ports d'Outre-Mer : 6,9 Mt

Commerce Extérieur (1987)

Tonnage import 149,8 Mt 61 % du commerce extérieur

Tonnage export 52,7 Mt 36,5 %

Valeur import 260,2 milliards de F 25 %

Valeur export 253,6 milliards de F 26,6 %

Passagers : 21,5 millions de passagers

dont : 2,8 millions échanges intérieurs - 17,3 millions transmanche - 1,4 million échange internationaux

Prestations pour le compte des pays voisins... au moins 35 Mt

Emploi et développement régional et local

52 000 emplois directs des professions portuaires

76 000 emplois industriels sur les zones portuaires

Près de 250 000 emplois directs, indirects et induits dans les places portuaires.

Chiffre d'affaires des grandes places portuaires (hors industrie) :

Marseille

Rouen et Dunkerque : 2,8 milliards de F - Le Havre : 2,0 milliards de F - Rouen et

Dunkerque : 1,2 milliard de F

Valeur ajoutée des activités portuaires : 9 milliards de F

Dépenses d'acheminement du commerce extérieur (1984)

Maillon maritime : 31,9 milliards de F - Passage portuaire : 10 milliards de F - Acheminement terrestre : 5,1 milliards de F

MAIRIES DE FRANCE

Rédaction, Réalisation : Christian HOYOS

Photocomposition : Flash-Compo

RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE

7 Bis, Place du Palais Bourbon - 75007 PARIS Tél. (1) 47.53.93.16

Prochaine parution : 17 mai 1989

24/11/89 1550

Amériques

ARGENTINE : à moins d'un mois de l'élection présidentielle

La crise économique prend des proportions dramatiques

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

L'Argentine a beau être habituée aux émotions fortes, cette fois la panique l'a prise. La crise économique qui larve depuis plusieurs mois s'est soudain déchaînée. Conséquence d'une spéculation sans précédent, le dollar libre atteignant, le lundi 24 avril, 83 australes au lieu de 51 il y a une quinzaine de jours, quand le président Alfonsín avait dû se résoudre à remplacer son fidèle ministre de l'économie Juan Sourrouille, à cause, précisément, d'une brutale hausse du dollar qui venait alors de passer de 28 à 51 australes.

Aujourd'hui le nouveau ministre, M. Juan Carlos Pugliese, semble lui aussi à bout de ressources. Le vieux renard, comme on l'appelle ici, réputé justement pour ses qualités politiques et techniques, n'a pas réussi à rétablir la confiance. Les taux d'intérêt sont passés - dans ce même temps - de 25 % à 80 % par mois, sans que cela décide les Argentins à placer leurs économies. Au contraire, ils continuent de se ruier sur le billet vert, ce qui donne dans la « city » de Buenos-Aires des scènes d'hystérie lorsque, sur les panneaux d'affichage, apparaît la cotation du moment.

Les commerçants, prudents, augmentent leurs prix en anticipant l'inflation à un rythme infernal. Les épiceries changent d'un jour à l'autre, parfois même du matin au soir. Lundi, les médicaments ont augmenté de 80 %. Les consommateurs, alarmés, se jettent sur les produits de première nécessité, dont certains commencent à faire défaut. Les estimations prévoient la semaine dernière une inflation record de 40 % pour le mois d'avril mais, vu la rapidité de la détérioration du marché, elle sera certainement supérieure.

A moins d'un mois de l'élection présidentielle, les deux principaux candidats, M. Eduardo Angeloz pour le Parti radical au pouvoir, et M. Carlos Menem pour les péronistes - sont inquiets. Le premier, gouverneur de la florissante province de Córdoba, ne veut pas être associé à l'image d'incapacité du chef de l'Etat, et tente de prendre ses distances. Le second, donné gagnant par les sondages, craint que le chaos n'incite les indécis à voter

pour la sécurité, l'image du péronisme étant souvent associée à la violence. Tous les deux ne cessent de mettre en garde les autorités contre une possible explosion sociale. Certains supermarchés ont déjà renforcé leurs services de sécurité, tirant en cela la leçon des derniers débordements à Caracas.

Les principaux responsables de cette situation restent les exportateurs, qui se refusent toujours à liquider leurs devises : peu de dollars, dollar cher. Ils considèrent que le gouvernement les a trompés, en maintenant, pour eux seulement, un dollar de référence à 36 australes. La différence avec le dollar « libre » est un impôt qu'ils se refusent à assumer. En effet, il leur faudrait le payer au moment de la vente alors qu'ils ne toucheront le prix de cette vente que six mois plus tard.

« Il ne nous reste qu'à prier »

Le président de la Chambre des exportateurs vient de déclarer que tant que le gouvernement ne cédera pas, eux ne vendront pas leurs dollars. Ils réclament la suppression de ce dollar de référence et suggèrent qu'il lui soit substitué une taxe (qui ne dépasse pas les 8 %) sur les entrées et les sorties de devises. Le nouveau ministre de l'économie, M. Pugliese, a déjà répondu qu'il « ne mollirait pas ». « Je ne suis pas venu pour me rendre sans lutter », a-t-il déclaré.

A Buenos-Aires, tous se demandent comment il va pouvoir faire autrement. Pour l'instant, le candidat péroniste, soucieux de son image, et la Confédération générale du travail (CGT, centrale ouvrière unique péroniste), se sont mis d'accord pour apaiser les passions. La CGT a, en effet, affirmé qu'il n'y aurait pas de grève générale avant l'élection du 14 mai. Mais les augmentations de salaires accordées par le gouvernement, entre 17 % et 35 % selon les secteurs, ne suffiront pas à rattrapper l'inflation prévue pour le mois d'avril. Selon une récente enquête, six des trente millions d'Argentins souffriraient de dépression nerveuse. Comme le déclarait récemment à la radio l'excellent ministre de l'Intérieur, M. Antonio Troccoli, « il ne nous reste qu'à prier ».

CATHERINE DERIVERY.

PÉROU : le scrutin de 1990

Les obstacles à la candidature de M. Vargas Llosa ont été levés

LIMA
de notre correspondant

L'écrivain Mario Vargas Llosa, fondateur du mouvement Libertad, sera le candidat désigné du Front démocratique FREDEMO (une coalition de droite qui réunit autour de Libertad, le parti libéral Acción popular (AP), et le Parti populaire chrétien (PPC), conservateur, aux prochaines élections prévues en mars 1990.

Cette nomination a été approuvée au cours du congrès de l'AP qui s'est tenu à Cuzco le 22 et 23 avril. Bien que les délégués aient unanimement soutenu la candidature de leur leader, M. Fernando Belaunde Terry, soixante-dix ans, qui fut chef de l'Etat de 1963 à 1968 et de 1980 à 1985, mais celui-ci s'est désisté en

faveur du romancier. A la foule qui scandait « Un, deux, trois, Belaunde encore une fois ! », le dirigeant a répondu : « Ma décision est irrévocable. Je pense le relais à la nouvelle génération. Je ne prends pas ma retraite, je revendique un poste de simple militant. »

Le congrès du PPC doit se tenir à la fin de la semaine. Son chef, M. Luis Bedoya Reyes, adoptera sans aucun doute la même attitude que M. Belaunde et demandera aux délégués de son parti d'appuyer la candidature du fondateur de Libertad.

La liste présidentielle du FREDEMO doit être proclamée officiellement le 28 mai, à Arequipa, la deuxième ville du pays, qui est aussi la ville natale de l'écrivain.

NICOLE BONNET.

ÉTATS-UNIS

Le Pentagone va devoir économiser 10 milliards de dollars en 1990

M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense, a présenté, mardi 25 avril, devant la commission des forces armées de la Chambre des représentants, un budget de la défense en peau de chagrin qui prévoit des réductions de l'ordre de 10 milliards de dollars pour l'année fiscale 1990 et de 110 milliards de dollars à l'horizon 1994.

Le développement du bombardier stratégique B-2, (stealth « furtif »), qui (à plus de 500 millions de dollars l'unité) est l'avion le plus cher jamais construit, sera retardé. Cependant, le report ne sera que d'un an, alors que l'US Air Force craignait qu'il n'atteigne deux ans.

En outre, l'initiative de défense stratégique (IDS), dite « guerre des étoiles », va également passer sous le couperet. Son budget doit se réduire de 40 à 33 milliards au cours des

cinq prochaines années, et a été fixé à 4,6 milliards pour le prochain exercice budgétaire (le Monde du 25 avril).

L'US Navy, l'armée la plus importante du système de défense américain, sera la plus touchée : elle va perdre l'un de ses porte-avions, sept destroyers et dix frégates. En outre, elle a reçu l'ordre de remettre à plus tard ses achats prévus de chasseurs embarqués F/A-18 Hornet et d'annuler sa commande d'un sous-marin nucléaire d'attaque (SNA).

Enfin, un compromis est intervenu sur les missiles stratégiques, qui prévoyaient le déploiement de missiles MX (actuellement installés dans des silos) sur rails pour un coût de 5,4 milliards de dollars. Les nouveaux missiles à une seule tête nucléaire Midgeman seront montés sur des camions.

Afrique

Les affrontements entre Sénégalais et Mauritaniens

Dakar : l'expression anarchique d'un mécontentement

Les événements en cours sont pénalisés pour les autorités sénégalaises à cause des difficultés supplémentaires qu'ils créent dans leurs relations officielles avec Nouakchott, et parce qu'ils révèlent d'inquiétantes tensions d'ordre intérieur à quelques semaines du sommet francophone de Dakar.

Depuis longtemps, le président Diouf s'efforce de ne pas attiser la colère suscitée dans son pays par la répression qui a frappé une partie des élites noires de la Mauritanie. Malgré la diffusion à Dakar de tracts émanant des FLAM (Forces de libération africaine de Mauritanie), appelant au combat contre les Beydanes - les Arabo-Berbers qui dominent dans le gouvernement de Nouakchott, - il nous a affirmé n'avoir aucune hostilité personnelle à l'égard du président Taya. Le départ probable des populations émigrées dans les deux pays risque d'accroître les pressions de l'opposition sénégalaise pour l'adoption d'une attitude « ferme ».

Après les heurts récents entre paysans sénégalais et éleveurs mauritaniens, Sopi, l'hebdomadaire de M. Wade, principal adversaire de M. Diouf, avait jeté de l'huile sur le feu d'une façon quelque peu irres-

ponsable : « Au nord, des bruits de bottes inquiétantes se sont entendus de l'autre côté du fleuve. De Saint-Louis à Matam, en passant par Dagana, les populations sont sur le pied de guerre et ne dorment plus que d'un œil, par crainte d'être surprises dans leur sommeil par les belliqueux Beydanes. »

Le mot « sopi » (le changement), slogan de M. Wade, a été écrit sur les murs de plusieurs magasins mauritaniens pillés, preuve que les manifestations d'hostilité à l'égard du pays voisin sont aussi une expression anarchique du mécontentement contre le régime. Les victimes de ces exactions sont des Beydanes mais aussi des Mauritaniens de race noire. Parmi les quelque trois cent mille voisins du nord installés au Sénégal, il y avait beaucoup de petits commerçants, travaillant non pas dans le centre de Dakar, épargné par les troubles, mais dans les quartiers périphériques et en brousse. Ouverts tous les jours, alors que les Sénégalais observent avec un bel écœurnisme à la fois les fêtes chrétiennes et musulmanes, les commerçants mauritaniens avaient pu aller par la contrebande certaines pénuries et ils acceptaient de vendre

au détail les produits les plus coûteux. Ils pratiquaient aussi une politique de crédit facile, et certains des pillards ont trouvé un moyen d'éponger facilement leurs dettes à la faveur des événements.

Après cette aubaine passagère, la population risque d'être durablement affectée par la désorganisation du commerce de détail. Également présents dans ce secteur économique plus ou moins informel, les Libanais ont de bonnes raisons d'être inquiets. Tous ne sont pas des grossistes. Certains d'entre eux, marchands d'étoffe dans l'avenue Lamine-Guèye, ont été pillés comme les Mauritaniens.

L'armée réquisitionnée

« Y a-t-il seulement un capitaine à bord du navire Sénégal ? », demandait encore Sopi pour dénoncer la « passivité » de M. Diouf face à Nouakchott. Et si tous ces feux isolés se conjuguèrent par la force du vent soufflant de Mauritanie en un gigantesque brasier qui dévorait tout sur son passage. Devant un tel discours, les autorités ont décidé d'employer les grands moyens non pas contre le gouverne-

ment mauritanien, mais contre les fauteurs de troubles sénégalais, pour enrayer le processus insurrectionnel souhaité par l'hebdomadaire.

Aussi bien en Mauritanie qu'à Dakar, l'agitation s'explique en partie par la nervosité que suscite toujours le jeûne du ramadan. Mais il y a aussi l'exaspération de populations souffrant, dans un cas comme dans l'autre, des rigueurs des programmes d'ajustement structurel, du chômage et de la désertification croissante du Sahel. Sachant que la situation pouvait déraiser, malgré de tardifs appels au calme d'une partie de l'opposition, les autorités ont réquisitionné l'armée pour assurer le maintien de l'ordre.

Quelques jours après l'annonce de sanctions contre trois de leurs chefs (le Monde du 22 avril), les militaires se trouvent de nouveau en première ligne pour la sauvegarde de la paix civile, alors qu'un climat malsain règne entre le gouvernement et eux. De source officielle, on affirme que les mesures disciplinaires annoncées récemment s'expliquent par la découverte d'un complot militaire qui aurait pu avoir lieu en avril 1988.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Conflit fratricide au Sahel

(Suite de la première page.)

Selon lui, des affrontements ont eu lieu au centre-ville, et de nombreux règlements de compte ont été perpétrés dans les quartiers périphériques, notamment dans les cinquième et sixième arrondissements de Nouakchott, immenses bidonvilles où s'entassent plusieurs centaines de milliers de personnes, dans de rudimentaires baraquements de planches.

Plutôt que de grands mouvements de masse homogènes, nos interlocuteurs nous ont décrit des groupes incontrôlés de cinquante à soixante personnes, armées de bâtons et de barres de fer, qui s'arrogent le droit d'interpeller

les Noirs, exigeant leurs papiers d'identité et mettant parfois en doute leur nationalité mauritanienne, avant de les frapper violemment.

Cependant, l'appel au calme lancé par le colonel Jibril Ould Abdallahi, l'entrée en scène de l'armée et le couvre-feu semblent avoir un peu apaisé l'atmosphère. Des témoins ont constaté qu'ici et là des militaires incitaient les groupuscules à se débarrasser de leurs « armes » et à se disperser, la plupart du temps avec succès.

Aucune information n'a pu être obtenue sur la situation dans les autres villes de Mauritanie, où,

pourant, des troubles nous ont été signalés, et particulièrement à Nouadhibou et à Rosso, ville frontalière sur le fleuve Sénégal, à 200 kilomètres au sud de Nouakchott.

C'est accompagné d'un sentiment de vengeance, de juste retour des choses, que le processus de violence s'est enclenché à Nouakchott, nous ont expliqué plusieurs témoins. C'est la première fois que des incidents frontaliers débouchent sur une telle escalade, mais les différends sont fréquents entre Mauritaniens et Sénégalais. En novembre, des problèmes posés par la transhumance vers le Sénégal de troupeaux de chameaux appartenant à des nomades mauris avaient déjà tendu quelque peu les relations entre les deux pays.

D'une manière générale, les Sénégalais voient d'un mauvais œil arriver les nomades et leurs troupeaux, qu'ils accusent de causer d'irréparables dommages à l'environnement. Ils voudraient pouvoir contrôler strictement le passage du bétail, alors que les tribus nomades ne s'attachent pas aux tracés des frontières mais plutôt aux aires de mouvement traditionnelles. En janvier, la frontière entre les deux pays avait été fermée pendant plusieurs jours à la circulation des biens, et au cours de la dernière semaine de mars, il était absolument impossible d'obtenir Dakar au téléphone à partir de Nouakchott.

Intérêts communs

Les bisbilles envenimées sont des rapports bilatéraux pourtant entretenus à grands soins. Car Nouakchott et Dakar ont des intérêts communs. Ils sont membres de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) et associés avec Bamako dans l'Office de mise en

valeur de la vallée du fleuve Sénégal (OMVS). La mise en eau des barrages de Diama et de Manantali a permis l'irrigation de terres et des récoltes de riz particulièrement abondantes en Mauritanie, cette année, où des Maures, nouveaux propriétaires fonciers, sont en train de faire fortune sur des parcelles autrefois cultivées traditionnellement par des tribus noires du fleuve. Pour rétablir leur activité agricole, beaucoup de ces « nouveaux paysans » ont exporté officiellement leur production au Sénégal, où ils ont été payés en francs CFA, à un taux supérieur au prix d'achat offert par le monopole de commercialisation mauritanien.

Les dirigeants mauritaniens reprochent à Dakar d'offrir l'hospitalité aux dirigeants du Front de libération africain de Mauritanie (FLAM), un parti politique qui conteste le pouvoir maur et prône l'instauration d'un régime noir à Nouakchott. C'est un sujet tabou dans un pays où le clivage racial Blanc-Noir le dispute aux clivages sociaux riches-pauvres et croyants-laïques. D'autant que le président de la République, le colonel Masouya Ould sid Ahmed Taya, n'a pas gracié les trois militaires noirs condamnés à mort le 2 décembre 1987 - et exécutés le 6 - pour avoir participé à un complot du FLAM qui aurait dû déboucher sur un coup d'Etat.

En outre, quatre prisonniers politiques noirs, dont l'écrivain Tene Youssouf Gueye, sont morts l'été dernier dans la prison de Oualata, à 800 kilomètres à l'est de Nouakchott, à la suite de mauvais traitements. La population négro-africaine mauritanienne dans son ensemble, qu'elle soit d'origine wolof, soninké ou hal pular, vit de plus en plus difficilement ce qu'elle tient pour une ségrégation.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

KENYA : M. Rocard à Nairobi

Première visite d'un chef de gouvernement français depuis l'indépendance

NAIROBI
correspondance

Depuis la proclamation de l'indépendance en 1963, aucun chef d'Etat ou premier ministre français ne s'est rendu en visite officielle au Kenya. L'arrivée de M. Michel Rocard, attendu à Nairobi jeudi 27 avril, fait donc figure d'événement, quoique un peu tardif. Depuis son arrivée au pouvoir, en 1976, le président Daniel Arap Moi n'a, en effet, jamais ménagé ses efforts en direction de l'Europe et a su réserver un accueil chaleureux aux dirigeants européens. La France, aujourd'hui, rattrape son retard.

La présence française dans l'ancienne colonie britannique n'a jamais, il est vrai, été très importante. Une bonne vingtaine d'entreprises sont actuellement implantées au Kenya, le nombre des Français résidents ne dépassant pas sept cents personnes, soit douze fois moins que les ressortissants du Royaume-Uni.

Les échanges commerciaux, de l'ordre du milliard de francs, auraient d'ailleurs plutôt tendance à stagner, exception faite de deux gros contrats signés en 1986. Cette année-là, la vente de deux Airbus avait fait brutalement grimper la France de la sixième à la deuxième place parmi les fournisseurs du Kenya. L'autre contrat concerne la construction du barrage de Turkwell, dans le nord du pays. La France s'est engagée à débiter un total de 1,5 milliard de francs - sous forme de prêts et de garanties - pour soutenir ce projet. Le barrage de Turkwell, qui fournira environ 20 % de la production kenyanne, sera mis en service en 1991.

Remise de dette

Dans le domaine de la coopération, la France occupe une place modeste mais active, notamment au sein des organismes kenyan et régionaux de télécommunication. L'utilisation des données, fournies par le satellite Sport, permet d'établir des prévisions en ce qui concerne l'agriculture et la météorologie, de préciser les connaissances cartographiques ou encore d'étudier les populations animales, sauvages ou domestiques. D'un point de vue technologique, ce projet est aujourd'hui considéré comme un des plus avancés du continent africain.

Cinq experts français y travaillent à plein temps.

Un possible effacement d'une partie de la dette kenyane serait à l'ordre du jour de la visite de M. Rocard. La France, à laquelle Nairobi doit environ 420 millions de dollars, est la troisième créancière du Kenya, derrière le Japon et la Grande-Bretagne. La dette est l'un des fardeaux de l'économie kenyane. Le ratio du service de cette dette frôle actuellement les 40 %. Les difficultés grandissantes que connaît le Kenya - l'inflation est passée de 7,1 % en 1987 à près de 10 % en 1988 - ont d'ailleurs poussé la RFA et la Grande-Bretagne à se montrer conciliantes : la première a soulagé l'aridité kenyane de près de 400 millions de dollars, la seconde a accordé 20 millions de livres sterling afin d'aider les efforts de redressement de la balance des paiements.

On estime, avec beaucoup plus de certitude, que l'école du premier ministre devrait être marquée par la signature d'un nouveau protocole financier (aéronautique) d'environ 180 millions de francs.

CATHERINE SIMON.

2 nuits à Londres

400F

En mai, changez de gazon avec Sealink !
Mai est un mois plein de ponts, de soleil et de longs week-ends. Jusqu'au 31 mai, Sealink vous propose l'Angleterre à des prix fous ! Ex : avec votre voiture, 125F/pers.* la traversée A.R., ou 400F/pers.* 2 nuits à Londres en B&B.
Le printemps sera très britannique. Fiez à l'anglais !
* Prix spécial "G.B. en mai", base 1 voiture + 4 personnes, séjour 3 jours.

CHEZ VOTRE AGENT DE VOYAGE

Asie

La Chine malade de ses réformes

III. — Le défi de la rue

La crise sociale et économique qui secoue la Chine oblige le pouvoir à réfléchir à l'avenir au moment où se pose avec acuité le problème de la succession de M. Deng Xiaoping (le Monde du 25 et du 26 avril).

PEKIN
de notre correspondant

Un homme d'affaires occidental travaillant fréquemment avec l'armée chinoise entre récemment dans un des plus luxueux hôtels édifiés ces derniers temps à Pékin avec des capitaux étrangers. On lui présente un des directeurs chinois associés à la chaîne internationale chargée de la gestion. « Monsieur Li, que faites-vous ici, vous n'êtes pas à l'état-major ? » Réponse de l'intéressé : « Si, si... Nous avons mis un peu d'argent dans cet hôtel. » Au club disco d'en bas, on se croirait à Hongkong ou à Taipei. Pas seulement à cause de la musique qu'on y entend, mais aussi du gipso des serveuses, la robe fendue jusqu'à la hanche, à la mode du Shanghai des années 30, jadis tant décriée. La libéralisation — de par les critères chinois, on est bien obligé d'appeler cela comme ça — aura donc mis dix ans, sous la pression financière, à remonter du sud jusqu'au nord, au cœur même du commandement de l'armée de la Longue Marche.

L'année où la Chine célèbre le quarantième anniversaire de sa conversion au communisme et le soixante-dixième de sa révolte contre le joug des grandes puissances, on croit rêver. Comme on a besoin de se pincer quand on voit, lors du Nouvel An chinois, au moment où les couples se marient et songent à se meubler, des salles entières du Musée de la révolution, en plein cœur de Pékin, envahies par des dizaines de menuisiers privés proposant le mobilier de la chambre et du salon au visiteur qui n'a cure du culte qu'on a pu célébrer en ce temple provisoirement désacralisé du communisme de guerre.

Le fait est, pourtant, que c'est parce que l'armée peut prendre part à la gestion d'un hôtel ruisselant de ce « luxe décadent bourgeois » autrefois honni que le petit entrepreneur privé peut espérer, lui, pouvoir envahir à intervalles de plus en plus fréquents le Lieu saint de la révolution. Le triomphe du boutiquier de base, « petit capitaliste » et fier de l'être, sur l'idéologue passe par l'implication de plus en plus profonde dans les affaires de cette « grande muette » qui, pour ne plus parler haut et fort comme auparavant, ne s'en porte pas plus mal. En témoigneraient facilement ces militaires qu'on devine derrière les fenêtres fumées de puissantes limousines importées, aux plaques blanches à chiffres noirs qui les distinguent des civils, et qui sillonnent les principales villes, entre les immeubles d'affaires où se concentre l'import-export et les casernes bien tenues, dans les banlieues fleuries.

La pérennité de ce curieux système semble pour le moment assurée par le fait que l'ensemble de la

direction chinoise est dominée par des hommes qui se laissent aller, dans ostentation excessive mais sans complexe non plus, au doux sentiment de la revanche. Revanche sur l'Histoire et revanche sur le maoïsme, qui les avait jetés dans un trou à rats pendant la révolution culturelle, ces fidèles membres du parti, auquel ils avaient donné leur vie en croyant de ce fait la donner à la patrie, tent les deux combats se sont confondus dans les esprits du fait de l'invasion japonaise. Dans la plupart des cas, on remonte par cette filiation aux souches militaires du régime, né beaucoup plus de la victoire d'une structure étatique sur une autre que d'une révolution.

Le « complexe militaro-industriel »

Il a toujours été impossible de mesurer l'étendue exacte de ce « complexe militaro-industriel » chinois. Mais depuis qu'il se montre en force sur le marché international des armes, on en discerne mieux certains aspects.

Il ne fait guère de doute que, s'il était dirigé par un PDG tenu de publier ses comptes, on découvrirait en lui le patron d'un empire industriel, voire financier, colossal, dont les activités vont de l'exportation des armements à la fabrication effrénée de téléviseurs pour le marché intérieur. Au point que les usines d'armes, jadis implantées dans des régions reculées pour des raisons stratégiques, commencent à se rapprocher des grandes villes, de manière à se faire plus présentes dans les affaires qui y sont traitées. Ce complexe commence même à réagir comme certains grands groupes industriels capitalistes, avec des branches qui ne sont plus toujours disposées à se mettre au garde-à-vous, petit doigt sur la couture du pantalon — aujourd'hui bien moins fripé que du temps de Mao — face au conseil d'administration : la concurrence économique remplace progressivement les querelles de chapelles et les rivalités personnelles entre services de l'Armée populaire de libération.

Mais, si l'on met de côté la police politique, toujours aussi puissante, l'armée reste le corps social le plus cohérent et le plus efficace de Chine, face à une bureaucratie qui démontre régulièrement son incompetence, et à une population dont le goût prononcé pour l'anarchie se réaffirme quotidiennement. Dans les autres secteurs du pouvoir, on voit en revanche se préparer, à la faveur de l'ouverture, quantité de personnages douteux qu'on croirait tout droit sortis de la légende pré-communiste, intermédiaires véreux et hommes d'affaires enclins au coup de poker, face à des firmes étrangères à qui on se garde bien de livrer toutes les règles du jeu. Un de ces personnages dans la meilleure tradition cosmopolite shanghaienne, un certain M. Liu Chang, est en train de faire frissonner d'espoir et de frayeur la communauté financière de Hongkong en laissant flotter toutes sortes de rumeurs à son sujet

tendant à faire croire qu'il est très proche de M. Deng Xiaoping. La version chinoise de la revue *Elle*, distribuée depuis l'automne dernier à Shanghai, est menacée dans son existence par suite d'une ambiguïté financière savamment entretenue par l'intermédiaire de Hongkong qui avait négocié son contrat avec ses partenaires chinois.

Autant d'accrocs typiques dans cette ouverture qui s'est faite sur un pays bien loin de disposer des instruments de contrôle socio-économique sophistiqués des pays modernes. Les impôts sont encore négociés politiquement entre échelons de la bureaucratie, et le Bureau des statistiques, totalement démantelé sous Mao, en est à tenter d'imposer l'autorité des chiffres face à l'auto-satisfaction et à la fraude.

A voir la Chine de 1989, on pense, par moments, à la révolution industrielle européenne. Ce n'est donc pas un hasard si la contestation se fait sentir pour la première fois spontanément dans le monde intellectuel, en cette année de célébration du mouvement du 4 mai 1919, première grande tentative des intellectuels chinois pour prendre en mains le sort du pays. Chacun, aujourd'hui, le sent : la Chine, pour s'en sortir économiquement, doit franchir une étape politique à

laquelle ne sont guère préparés, à quelques exceptions près, les hommes portés au pouvoir il y a quelques années après leur Longue Marche vers les plateaux de loess de la boucle du fleuve Jaune, monde refermé sur lui-même, fruste, puis leur retour sur les villes, en chaussons de coton, en vainqueurs plus nationalistes que les nationalistes.

Le défi taiwanais

Ce n'est pas un hasard non plus si l'attention s'est fixée sur le jeune dissident Wei Jingsheng, dont les contestataires réclament la libération, dix ans après son embailllement. La preuve, s'il en fallait une, le régime l'a donnée en laissant germer ces derniers temps cette idée de « néo-autoritarisme » dont personne ne sait au juste ce qu'entend par là ses auteurs, mais qui traduit le besoin, confusément ressenti dans

les cercles dirigeants, d'une solution de rechange. M. Deng lui-même, qui, au soir de sa vie, se répand en constats d'échec sur le socialisme tel qu'il l'avait rêvé dans les années 10-20 en France, passe pour avoir trouvé intéressante — à condition de ne pas lui donner ce nom barbare — l'idée de faire subir au pouvoir une cure de jeunesse. Il s'agit d'évoquer, dans les esprits, les pays les plus florissants de la région : Corée du Sud, Singapour et, naturellement, la « province » de Taïwan.

Car le défi auquel est confronté le régime de Pékin est rendu, d'une certaine manière, plus délicat encore par l'existence du bastion nationaliste des héritiers de Tchiang Kai-shek et ses succès d'aujourd'hui. Le Parti communiste peut se dire, pour se rassurer, qu'il vient de remporter un point dans la bataille symbolique qu'il livre à Taïwan, avec la décision de Taipei de participer à des réunions internationales sur le continent. Il n'empêche que l'identité des émissaires du régime nationaliste pour la conférence annuelle de la Banque asiatique de développement, début mai, montre bien lequel des deux se sent fort : il s'agit tout simplement de certains des plus grands patrons de l'économie de Taïwan, dont le ministre des finances, M. Shirley Kuo.

Ce début de retour des nationalistes sur le continent se fait aux conditions du portefeuille le plus rempli, et non pas à celles, caduques, du maître du terrain.

On voit ainsi se dessiner les premiers contours d'une évolution inéluctable : une association progressive entre ce pouvoir nationaliste autrefois exilé par le pays profond, et ce PC privé de ressorts internes propres à le faire se ressaisir sans apport de l'extérieur. Ce qui, dans le meilleur des cas, peut avoir pour effet de contraindre les autorités à moderniser les rapports entre pouvoir central et pouvoirs locaux, en faveur d'un système fédératif plus souple que le carcan administratif centralisé en cours d'éclosion. M. Mikhaïl Gorbatchev, arrivant dans la foulée à Pékin, pourra méditer des avantages et inconvénients de cette dualité chinoise, lui qui n'a pas de contrepois extérieur

à manipuler pour tenter de réformer le système soviétique de l'intérieur. Taïwan n'est peut-être pas pour Pékin une source d'inspiration, sans doute est-elle même, pour le pouvoir actuel, un sujet de frustration. Mais le fait demeure, pour le continental de la rue (ou des champs), qu'un espoir existe pour lui puisque, libas, au moins, certains d'entre eux ont réussi.

Que faire ?

Or ce dont la Chine a probablement le plus besoin aujourd'hui, un siècle après le premier contact — désastreux et dont elle ne s'est toujours pas relevée — avec la supériorité militaire et technologique de l'Occident, c'est d'une confiance en elle-même qui soit pondérée par un réel souci de se mettre à l'école du monde moderne. A cet égard, une de ses meilleures chances — quoique encore minime — réside dans les quelques cinquante mille jeunes Chinois qui ont effectué, depuis le début de l'ouverture, des études à l'étranger. Jamais, depuis l'époque où les Zhou Enlai et Deng Xiaoping s'étaient rendus en Europe pour y suivre des études bien peu assidues, autant de Chinois n'avaient en la chance de sortir ainsi du moule. Encore le régime doit-il apprendre à respecter les convictions qu'ils ont

le général Jaruzelski comme un exemple de fermeté face à l'opposition en régime socialiste doit aujourd'hui se faire à l'idée que le pouvoir polonais en est arrivé à reconnaître dans cette opposition une donnée du jeu politique impossible à ignorer.

M. Deng passe pour vouloir finir de régler sa succession, à l'automne prochain, en faisant nommer le secrétaire général actuel du parti, M. Zhao Ziyang, à la tête de la commission militaire — c'est encore là que le pouvoir se trouve — qu'il dirige toujours. La disparition brutale de M. Hu Yaobang, l'ancien chef du parti remercié sans façon pour excès de libéralisme en 1986, apparaît comme un premier avertissement de la Faubourg à la génération de la Longue Marche, qui peut décider le patriarcat à ne plus tergiverser. Ce projet explique grandement les rumeurs et contre-rumeurs qui recommencent à circuler sur la santé politique de M. Zhao : la poursuite chinoise est à nouveau en campagne. Probablement est-il aussi en crise après le défi que viennent de lui lancer, dans la rue, quelques dizaines de milliers d'étudiants d'une métropole parfois étonnante. Ce ne serait là, pour lui, que renouer avec son mode de fonctionnement habituel, tant il est vrai que le régime n'a jamais réussi à exister comme une entité politique permanente.

Cet état d'esprit se dénote également par la présence plus affirmée ces derniers temps d'un homme qui reste encore un mystère à son poste de numéro trois de la hiérarchie du parti, M. Qiao Shi, devenu chef de l'école du comité central il y a peu. Aux futurs cadres dirigeants de cette énorme machine de quarante-cinq millions de membres, ce dernier a tenu un discours sur la confiance fondée sur leur capacité collective à « reconnaître leurs erreurs ». Mais son silence quant aux véritables perspectives d'évolution du régime en dit long sur le désarroi des héritiers de M. Deng face aux défis nouveaux qui s'annoncent. D'une certaine manière, le régime s'est montré, ces derniers temps, incapable de répondre aux besoins profonds du pays. Ses méthodes de gouvernement sont incompréhensibles par le plus grand nombre et contestées par une minorité agissante qui se sent portée par un courant historique au regard duquel le pouvoir actuel n'apparaît que comme un épiphénomène.

Après s'être effectivement conduit comme le plus grand réformateur de la nation chinoise depuis les auteurs de tentatives avortées de la fin de l'empire, M. Deng, mis en cause implicitement par la rue au cours de l'hommage populaire rendu à son ancien bras droit, est condamné à se poser la question du choix fondamental que la Chine doit effectuer à nouveau, quarante ans après avoir lassé dans le monde socialiste, en laissant, selon toute vraisemblance, à ses successeurs le soin de trouver une réponse.

FRANCIS DERON.
FIN



CAPITAL!

AVEC 2 FOIS PLUS DE VOLS POUR L'ESPAGNE EN "89", LYON, NICE, ET MARSEILLE DEVIENNENT CAPITALES.

NICE/MADRID	1 vol quotidien sauf Dimanche	LYON/MADRID	1 vol quotidien sauf Jeudi et Samedi
NICE/BARCELONE	1 vol les : Lundi, Mercredi, Vendredi, Dimanche	LYON/BARCELONE	1 vol quotidien sauf Jeudi et Samedi
NICE/PALMA	1 vol les : Lundi, Mercredi, Vendredi, Dimanche	MARSEILLE/MADRID	1 vol quotidien sauf Dimanche

Pour IBERIA il n'y a pas que les Capitales qui soient Capitales. C'est pour cette raison que nous doublons la fréquence de nos vols entre Lyon, Nice, Marseille et l'Espagne. Enfin Paris n'est plus le point de départ stratégique vers les destinations intercontinentales. Vous apprécierez la haute qualité de nos services et vous serez libres de choisir entre la classe "économique" et la classe "préférence" de nos avions.

Chaque vol à 150

Asie

CHINE

«Le Quotidien du peuple» lance une mise en garde aux étudiants

PÉKIN
de notre correspondant

Entre le portrait de Mao Zedong et celui, qui lui fait face, de l'ancien secrétaire général du parti, Hu Yaobang, accroché la semaine dernière par les étudiants contestataires, la place Tiananmen, au centre de Pékin, s'appropriait mercredi 26 avril à recevoir pour quelques jours une troisième effigie de fondateur de la République, Sun Yat-sen, pour la première fois appelé à présider à la célébration du 1^{er} mai et de l'anniversaire du mouvement contestataire du 4 mai 1919, qui fit le lit du PC chinois.

Cette confrontation traduit le désarroi du régime, qui s'est efforcé de mettre le holà à la contestation dans un éditorial du *Quotidien du peuple* la à la télévision par une présentatrice à l'air revêche et reproduit par toute la presse météorologique. L'organe du PCC assimile le mouvement contestataire étudiant à « une conspiration préméditée revenant dans son essence, à nier la direction du Parti communiste et le système socialiste ».

L'éditorial s'insurge en particulier contre les « actions inadmissibles » des contestataires consistant à « fonder des organisations illégales, tenir des manifestations illégales, se rendre en visite auprès des usines, dans les campagnes ou dans les écoles afin d'inciter la population à protester contre le gouvernement ».

Sans mettre en cause clairement l'ensemble du mouvement étudiant, il reproche à « une petite clique

d'individus de Pékin [d'avoir] concocté des rumeurs contre les dirigeants du parti et de l'Etat », de s'être présentés « sans autorisation sous l'étiquette d'organisations ouvrières afin de distribuer des tracts réactionnaires et [de] continuer à recourir à la démagogie afin de susciter encore plus de troubles ».

Un soutien populaire

Les termes de cette mise en garde montrent la crainte du pouvoir de voir le mouvement étudiant s'étendre à d'autres couches de la société, en particulier les ouvriers, sous l'effet de la campagne entreprise par les agitateurs pour susciter le soutien de la population. On a, en effet, pu constater à de nombreuses reprises au cours des derniers jours que, contrairement aux mouvements étudiants passés, l'agitation en cours bénéficie d'un soutien populaire prononcé.

Le quinquagénaire vêtu d'un bleu de chauffe d'ouvrier qui suivait l'autre soir, en poussant son vélo, un cortège d'étudiants, le sourire aux lèvres, n'a pas hésité une seconde quand nous lui avons demandé ce qu'il pensait de toute cette effervescence : « C'est bien ! C'est parfait ! », a-t-il lancé. Des cadres du parti, et même des vétérans de l'armée, dans des conversations privées, ont jugé utile l'agitation étudiante « afin de faire progresser les choses ».

Cela explique que l'appel à la discipline lancé par le *Quotidien du*

peuple soit adressé « à l'ensemble du parti et de la nation » pour qu'ils « reconnaissent la gravité de la situation et s'unissent fermement contre les désordres publics afin de préserver la stabilité politique ». L'organe du PCC reconnaît cependant aux étudiants la « sincérité » de leurs revendications en ce qui concerne la lutte contre la corruption et pour la démocratisation du régime.

Mais ces exigences, s'empresse-t-il de souligner, « ne peuvent être satisfaites que sous la direction du parti ». L'éditorial a été lu par quelque cinq mille étudiants réunis dans la soirée à l'université de Pékin. « Fadaises ! », a répondu sans tergiverser un étudiant, avant de concéder que cette énergie mise en garde risquait d'en effrayer plus d'un.

FRANCIS DERON.

Pékin élève une protestation après la visite à Paris du dalaï-lama

Au lendemain de la visite à Paris du dalaï-lama, le ministère chinois des affaires étrangères a exprimé, lundi 24 avril, par voie diplomatique et de presse, son « regret qu'une personnalité ayant un statut aussi élevé » que M^{me} Danielle Mitterrand, « dans un pays ami de la Chine, soit allée jusqu'à recevoir le dalaï-lama et ait fait des remarques qui constituent une ingérence dans les affaires intérieures chinoises », nous câble notre correspondant à Pékin, Francis Deron. Cette prise de position intervient après l'appel de M^{me} Mitterrand, qui avait reçu le chef spirituel tibétain en tant que présidente de l'association France liberté, à mettre sur pied une mission internationale d'enquête sur les droits de l'homme au Tibet.

La Chine « est résolument opposée à toute tentative d'envoyer une telle mission d'enquête au Tibet », a ajouté Pékin, qui a également manifesté son « indignation » envers les propos tenus par M. Robert Badinter au cours de l'émission « Apostrophes » du 21 avril. A Paris, l'ambassadeur de Chine, M. Zhou Jue, a donné mardi une conférence de presse au cours de laquelle il a déploré les propos « inamicaux et irresponsables » de personnalités françaises et accusé le président du Conseil constitutionnel d'avoir « sciemment déformé la réalité et attaqué la Chine d'une façon rarement vue dans les relations internationales ».

« Nous ne sommes pas contents de ce qu'a fait la partie française », a ajouté l'ambassadeur. « Nous espérons que dorénavant la France sera plus prudente, que dans ce qu'elle a fait et que les gestes et les actes inamicaux ne se renouvelleront plus ». Il a cependant écarté l'idée de représailles de la part de son gouvernement.

JAPON : également impliqué dans le scandale Recruit

L'ancien secrétaire particulier de M. Takeshita s'est donné la mort

L'ancien secrétaire particulier de M. Takeshita, le premier ministre japonais qui a présenté mardi sa démission, s'est suicidé mercredi 26 avril en se coupant les veines des bras et des jambes avant de se pendre. M. Ihei Aoki était impliqué dans le scandale Recruit. Il avait été accusé d'avoir reçu en 1987 un prêt de 50 millions de yens (1 yen vaut 4,8 centimes) en faveur de son patron.

M. Takeshita a déclaré « regretter profondément » la disparition de M. Aoki. L'annonce par le premier ministre de sa prochaine démission a, quant à elle, suscité des commentaires favorables ou soulagés dans l'opinion japonaise. « Sa démission aidera à apaiser les ressentiments de l'opinion publique », a estimé l'ancien premier ministre Takeo Fukuda, pour qui, « quoi qu'il arrive, cette crise est une bonne occasion pour une renaissance du Parti libéral-démocrate (PLD) ».

« C'est la victoire de l'opinion publique », a déclaré la présidente du Parti socialiste, M^{me} Takako Doi, qui a redemandé que le prédécesseur de M. Takeshita, M. Nakasone, vienne témoigner devant le Parle-

ment sur son implication dans l'affaire Recruit. Le président de la fédération patronale, le Keidanren, M. Eishiro Sato, a pour sa part exprimé le souhait que le PLD poursuive les « réformes économiques », c'est-à-dire l'assainissement d'un climat politique empoisonné par les scandales. Le président du conglomérat Mitsubishi a estimé que le Japon devra faire « de plus grands efforts pour restaurer sa crédibilité en tant que superpuissance économique ».

Enfin, à Washington, le porte-parole du département d'Etat a déclaré que la démission de M. Takeshita n'affectera en rien les relations entre le Japon et les Etats-Unis. « Nos relations avec le gouvernement du Japon demeurent inchangées. Le Japon est un allié proche. D'un point de vue personnel, a-t-il ajouté, le secrétaire d'Etat est désolé d'apprendre cette nouvelle. Son ami le premier ministre lui manquera. » Les deux hommes s'étaient connus alors que M. Baker était secrétaire au Trésor et M. Takeshita ministre des finances. — (AFP, Reuter.)

CAMBODGE

M. Hun Sen annonce l'organisation d'élections après le retrait vietnamien

Le chef du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh a annoncé, le mardi 25 avril, l'organisation d'élections générales au Cambodge peu après le retrait des troupes vietnamiennes, prévu avant la fin de septembre. M. Hun Sen a pris cette initiative à quelques jours de la rencontre qu'il doit avoir à Djakarta, les 2 et 3 mai prochain, avec le prince Sihanouk, chef de la résistance anticomuniste.

Le chef d'une des trois composantes de la résistance, M. Son Sam, a déclaré que l'organisation d'élections si peu de temps après le retrait vietnamien « n'est pas possible » pratiquement. La Chine a salué mercredi cette proposition, tout en rappelant que ces élections devraient se dérouler sous contrôle international.

Le même jour, le Quai d'Orsay a annoncé la visite qu'effectuera actuellement M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée aux affaires étrangères, dans la capitale cambodgienne, où elle doit s'entretenir avec le prince Sihanouk. M^{me} Avice a été chargée de remettre au prince un message du président Mitterrand relatif au « processus de réunion d'une table ronde préparatoire à la conférence internationale sur le Cambodge ». Cette proposition, avancée par le prince, avait été acceptée en janvier par la France, qui avait également donné son accord à l'organisation d'une conférence internationale sur le Cambodge à Paris.

Au cours de sa visite à Pékin, M^{me} Avice remettra par ailleurs une lettre de M. Rocard adressée à son homologue chinois, M. Li Peng, l'invitant à se rendre officiellement en France à l'automne prochain.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

Mise en garde soviétique à la résistance

Les troupes postées autour de la capitale afghane ont été renforcées pour empêcher les maquisards de perturber les cérémonies célébrant, le 27 avril, le onzième anniversaire de la prise du pouvoir par les communistes, a annoncé, mardi 25 avril, dans une conférence de presse, le maire de Kaboul. Par ailleurs, l'ambassadeur soviétique, M. Youli Vorontsov, a averti que son pays pratiquerait des représailles contre les moudjahidins, au cas où ceux-ci attaqueraient de nouveau à la roquette son ambassade à Kaboul. On a appris, de plus, de source diplomatique soviétique, que les forces gouvernementales afghanes, assésées depuis bientôt deux mois dans la ville de Jalalabad (est du pays), seraient à court de munitions, la route menant à Kaboul étant coupée par la résistance. — (AFP, Reuter.)

Burkina

Remaniement ministériel

Le président Compaoré a procédé, mardi 25 avril, à un remaniement ministériel marqué par la nomination à un poste-clé de M. Clément Ouédraogo, secrétaire général de l'Union des communistes burkinabés (UCB), qui devient ainsi l'un des hommes forts du régime. Il quitte l'enseignement secondaire et supérieur pour le nouveau et important ministère de la coordination du Front populaire, l'instance politique suprême du pays.

Le remaniement est également marqué par le départ de cinq personnalités : MM. Jean-Marc Palm (relations extérieures), Serge Théophile Balima (information et culture), Alain Zoubga (santé), Youssouf Ouédraogo (plan et coopération) et Dominique Issa Konaté (transport et communication). Le nouveau chef de la diplomatie est M. Issouf Go. — (AFP.)

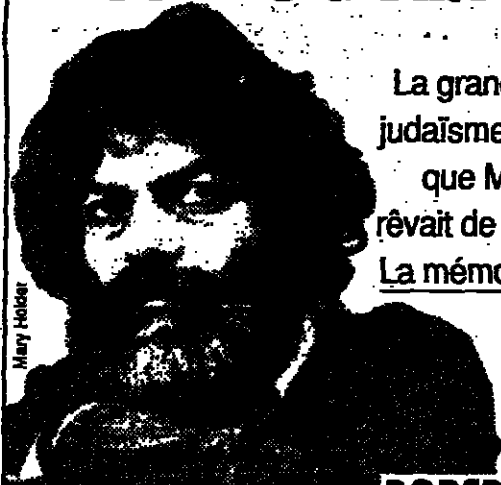
Maroc

Le mensuel « Kalima » se saborde

Revue socioculturelle indépendante, tirant à plus de dix mille exemplaires, *Kalima* a annoncé mardi 25 avril, dans un communiqué, qu'il arrêterait sa publication après que son dernier numéro consacré essentiellement à la presse écrite au Maroc eut été retenu à la distribution par la censure. La direction et la rédaction rappellent que depuis la création de la revue en février 1986, elles « avaient pour ambition de montrer, avec bonne foi, autant de zones d'ombre que de lumière ». « L'esprit de cet effort, ajoutent-elles, a été perçu comme une insolence par les autorités. C'est pourquoi plusieurs mesures administratives — plus précisément une suspension et trois saisies en une seule année — sont venues sanctionner notre démarche. » — (AFP.)

MAREK HALTER

Les fils d'Abraham



La grande fresque du judaïsme contemporain que Marek Halter rêvait de peindre depuis La mémoire d'Abraham

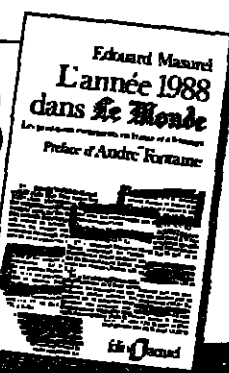
ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

LA COLLECTION S'AGRANDIT
1986
1987 et 1988

Pour revivre les principaux événements en France et à l'étranger

Le Monde Élio Jacoud

EN VENTE EN LIBRAIRIE



IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE
UNE GRANDE COMPAGNIE À L'HEURE DE L'EUROPE

Enquête

Drogue, blanchiment d'argent sale, ventes d'armes, affairisme, etc.

Trafics en tout genre à Panama

Les sanctions décidées en 1988 par les États-Unis à l'encontre de Panama n'ont pas ébranlé l'économie de ce petit pays. Elles ont eu revanche accru la malmise du « narco-dollar » sur Panama et encouragé toutes sortes de trafics.

PANAMA
de notre envoyé spécial

COMMENT cerner ce pays en forme de « S » parsemé, coupé par l'oblique d'un canal, qui fait saliver deux océans et des milliers d'hommes d'affaires pêchant en eaux profondes ? En 1988, les États-Unis ont voulu déposer le général Manuel Antonio Noriega, l'homme fort du Panama, impliqué de façon trop voyante dans le trafic de drogue. Il fallait chasser cet « ami » désormais encombrant, éviter toute confusion entre la Maison Blanche et le blanchiment d'argent sale...

Les sanctions économiques auraient dû embraser Panama. La Compagnie du canal, sous administration américaine, ne verse plus ses redevances. Les sociétés yankees refusent d'acquiescer l'impôt. La Bank of America a plié bagages, ajoutant à la crise de confiance du Centre bancaire panaméen. Le PIB (produit intérieur brut) a chuté de 22 % en un an, les capitaux flottants ont fui (il restait 8 milliards de dollars début 1989, contre 29 milliards fin 1987). Le chômage s'est aggravé (de 10 % à près de 30 % des actifs). Mais l'explosion attendue n'a pas eu lieu. Les Américains croyaient mettre un couvercle sur une casserole. Ils l'ont posé sur une passoire. Bien malin qui pourra en boucher les trous. La fermeture des banques pendant neuf semaines au printemps 1988 n'a pas empêché les liquidités de resurgir. « Les sanctions ont renforcé la malmise du narco-dollar sur Panama », affirme un observateur étranger, un autre estimant qu'« il n'a jamais été aussi facile de blanchir l'argent de la drogue ».

Chef de file de la démocratie chrétienne et candidat à la prochaine élection présidentielle du 7 mai, M. Ricardo Arias Calderon n'explique pas autrement le maintien à flot artificiel de l'économie panaméenne. « Notre dette extérieure, rapportée au nombre d'habitants, est l'une des plus fortes du monde; le gouvernement central a occupé en sa faveur les aides internationales. L'activité a autant reculé au Panama qu'au Nicaragua ravagé par la guerre civile. La seule façon de tenir était d'accroître le blanchiment... »

Des gratte-ciel payés cash

A l'époque de la fermeture des banques, les pouvoirs publics ont émis des chèques au nom du gouvernement pour payer les fonctionnaires. Les commerçants les ont d'abord refusés, craignant la banqueroute de l'État. « Mais nous les avons convaincus en leur assurant qu'ils pouvaient payer l'impôt avec ces chèques », témoigne Eduardo Dudley, un responsable du ministère de la planification. Une telle garantie signifiait que des sommes d'argent frais venaient d'entrer dans les caisses. « On a vu se multiplier des petites maisons de change qui reprenaient les chèques du gouvernement avec une décote de 14 %. Il y avait des queues interminables, reprend Eduardo Dudley. La concurrence entre ces maisons est si forte que la décote est tombée à 2 %. On ignore la source de leurs fonds, mais elles ont aidé le gouvernement à régler la crise des liquidités... »

Au cours des années fastes, l'argent de la drogue s'investissait dans des gratte-ciel payés cash, qui ont donné à Panama-City la silhouette d'un « Manhattan sur l'eau ». Les sanctions américaines, c'est un comble, ont brouillé les pistes. Le narco-dollar est le furet de Panama. C'est peut-être le billet froissé et « scotché », avec l'effigie ramollie de Washington, qui termine dans la poche du chauffeur de taxi. C'est sûrement la contrepartie monétaire d'activités honnêtes et légales qui peuvent se déployer avec le support de cet argent sans odeur. La communauté finan-

cière, souvent montrée du doigt, se retrace facilement derrière les lois en vigueur. « On ne peut à la fois vouloir la liberté et le contrôle », explique un banquier. Les grands établissements étrangers (BNP, Dresdner Bank, Union des banques suisses) ont pour règle de refuser les dépôts en liquide supérieurs à 100 000 dollars. Les « malleteros » aux ressources obscures sont priés de s'en retourner. Au-delà de cette précaution, chaque banquier reconnaît être un « Monsieur Jourdain » du blanchiment, dès lors qu'il a pignon sur rue dans un pays-réceptacle du narco-dollar. « Certains blanchissent en connaissance de cause, d'autres non », résume un fondé de pouvoir.

Les traces de la « blanche »

Selon un document américain, une dizaine de banques installées à Panama sont spécialisées dans le lavage d'argent provenant pour l'essentiel de ventes de drogue colombienne. Coïncidence curieuse, la filiale panaméenne de la banque luxembourgeoise BCCI (Banque internationale de com-

merce et de crédit), poursuivie pour blanchiment, gère les comptes des Fuerzas de defensa du général Noriega. Les militaires se sont dépêchés de changer leur fusil d'épaule en créant leur propre banque, le Banco institucional Patria. On n'est jamais si bien servi... Les États-Unis ont dans leur collimateur un autre établissement, la Tower Bank. Dirigée par un Néerlandais mais détenue par des Panaméens, elle a gonflé ses effectifs au moment où des concurrents licencièrent, recrutant au passage des cadres étrangers de haut niveau. Elle s'est empressée de changer les chèques du gouvernement et tous les autres instruments apparus avec la crise des liquidités. Mais comment dépasser les présomptions dans un pays qui, à l'inverse des Bahamas ou des îles Caïmans, refuse de s'insérer sur la question du secret bancaire ?

Les traces de la « blanche » se perdent dans un écheveau de trafics, petits ou grands, qui ont depuis toujours fait de Panama une capitale des services en tous genres, *pro mundi beneficio*. Les pavillons de complaisance et les sociétés paravents achetées pour 285 dollars, dans le cabinet aveugle d'un avocat, sont les faces

millé fois explorées de l'édifice. « On doit tout dire à son avocat, comme à son confesseur. Il faut lui expliquer qu'on veut échapper au fisc, ou déshériter quelqu'un... », précise un particulier. Il crée alors une société ad hoc dont les statuts sortent sur traitement de texte. La main-d'œuvre est bien rodée. Tous les documents officiels sont rédigés et expédiés dans les délais prévus. Le téléx et la télécopie fonctionnent parfaitement. Le téléphone est gratuit... On ne ferait pas ça au Mali... »

On parle d'écrivains américains à succès qui versent leurs droits d'auteur à une société panaméenne dont ils se rendent au préalable propriétaires. Selon le même principe, des Français possédant des appartements dans les beaux quartiers de Paris les auraient vendus à des sociétés panaméennes en 1981, pour se soustraire à l'impôt sur les grandes fortunes. C'est encore sous couvert d'une firme potiche que le sultan de Brunei a acheté le yacht de l'homme d'affaires saoudien Adnan Khashoggi. Chaque semaine, le vol en provenance d'Amsterdam est bondé de Chinois de Hongkong qui restent

seulement quelques heures dans la capitale, le temps d'obtenir un passeport panaméen. La nationalité de complaisance est le dernier gadget à la mode. Dès le retour du « petit tigre » sous l'influence de Pékin, en 1997, ces nouveaux Panaméens pourront s'installer à Colon, sur la façade atlantique, la première zone libre du monde après Hongkong.

Colon, le « poumon de la Colombie »

Colon est d'abord une ville, jadis prospère, à présent ravagée par le chômage, la délinquance et le passage des hordes tropicales sur les immeubles décrépis. Encerclée de hauts murs, en prise directe avec le port de San Cristobal, la zone libre est un furoncle de richesse. Centre d'importation et de réexportation, elle a enregistré en 1988 une activité record de 4 milliards de dollars. Le plus gros trou de la passoire. « Colon est le poumon de la Colombie. Il était impossible de bloquer les liquidités d'un pays qui capte tous les dollars de l'Amérique latine », explique un exportateur de la zone libre. « Notre économie est si ouverte que notre monnaie est le dollar... », semble déplorer Ricardo Arias Calderon. Aucun billet de banque n'a jamais imprimé les traits de Vasco Nunez Balboa, le héros national qui mourut décapité en 1517. Curiosité supplémentaire, on retrouve sa tête sur les pièces de monnaie de Panama. Mais pour les affaires, le dollar est roi, et les États-Unis n'y peuvent rien. Colon éponge tous les excès de liquidités. L'argent de la drogue, mélangé à celui, licite, du pétrole ou du café, se transforme en produits hi-fi, vêtements et parfums. Dans le port de Coco Solo, à proximité de Colon, plusieurs dizaines de petits chalutiers sont à quai. Ils battent pavillon panaméen, mais aussi cubain, colombien, jamaïcain, dominicain.

« On ne meurt pas pour une idée »

En retrait de la zone surveillée du canal, Coco Solo est considéré comme le lieu de passage de la contrebande. « Chaque mois, le port est fermé pendant trois ou quatre jours. Impossible d'y accéder. Les camions des forces de défense sont garés devant les bateaux. Les militaires passent leur temps à charger et à décharger de la marchandise », confie un commerçant de la zone libre. Drogue, armes, produits de luxe. On ne connaît pas de limite aux trafics possibles. « Très souvent, on apprend que trois cents camions Bétacam ont brutalement disparu, ajoute le même témoin. Mais personne ne se plaint... » Troublante, encore, la fonction de Carlos Duque, le candidat du général à l'élection présidentielle, qui dirige la firme privée Transito SA. Cette société de rêve prélève une dîme sur l'essentiel des marchandises déchargées à Colon, et principalement à Coco Solo. La rumeur publique veut que Carlos Duque soit le grand argentier de M. Noriega. Une autre rumeur dit que l'inverse est vrai aussi. Le Panaméen a l'esprit large. Comme le képi du général qui abrite avec bonheur la raison d'État et les intérêts privés.

« L'argent de la drogue n'est pas tout. Le régime a aussi favorisé le trafic des armes en leur donnant une destination « acceptable » pour la communauté internationale, avant de les diriger vers des lieux moins avouables », accuse Ricardo Arias Calderon. En 1988, un bateau est-allemand a été arraisonné dans la zone du canal, les cales pleines de matériel officiellement destiné à la marine péruvienne. En fait, la marchandise devait rejoindre la Contra du Nicaragua après une étape au Salvador. « Noriega défend n'importe quelle cause pour de l'argent, estime un entrepreneur panaméen. En 1979, il a aidé les sandinistes à renverser Somoza. Récemment, il a appuyé les opérations du général North en faveur des contras... » A Panama, on a accueilli le cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak comme une mauvaise nouvelle. La guerre faisait ici les bons comptes des maquilleurs capables, avec un bon sang d'encre, de transformer sur

papier un mortier en boîtes de petits pois.

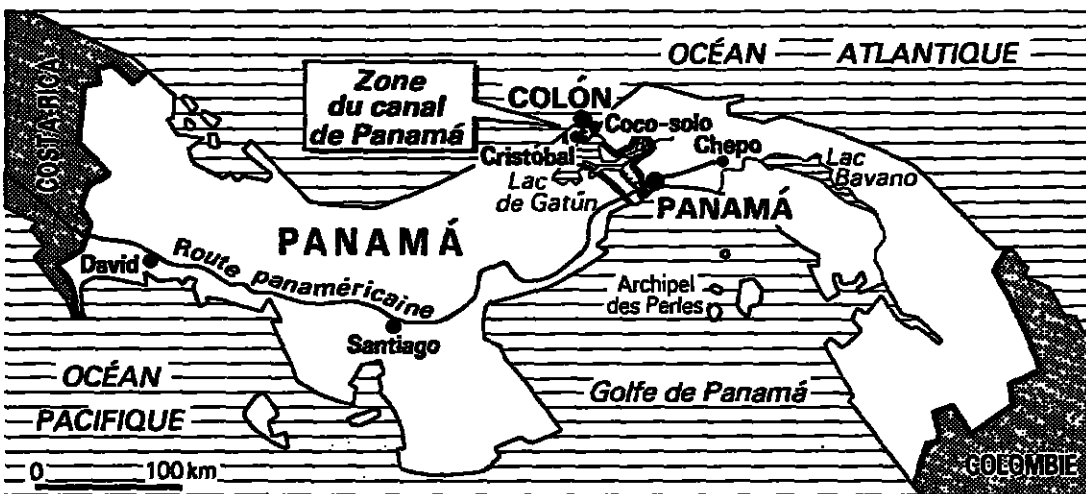
Dès avant l'époque où Panama organisait les plaisirs des GI combattant dans le Pacifique, les habitants de l'isthme se sont forgés une identité « en creux » dessinée par les interventions extérieures. Les Panaméens ont un tempérament passif et pacifique, prompt à s'accommoder des situations les plus délicates. « On ne meurt surtout pas pour une idée à Panama », ironise un observateur étranger. Cet art de transiger a favorisé les commerces, les plus inattendus, mettant en échec la stratégie américaine d'étranglement. Au Venezuela, la hausse subite des prix alimentaires a provoqué des émeutes et la mort de plus de cinq cents personnes. A Panama, la crise a entraîné une baisse des prix de la viande de 10 %, due à une diminution de la consommation. Les employés ont accepté des retards de paiement, des amputations de salaire. Termes de ne pas payer l'impôt, les sociétés américaines et leurs salariés n'ont pu obtenir le passe salvo, un document administratif renouvelable chaque année, sans lequel on ne peut ni conduire sa voiture ni quitter le pays. Les entreprises concernées ont souvent connoté le passe salvo auprès des sociétés panaméennes intermédiaires qui payaient l'impôt à leur place.

Les bénéfices qui ne pouvaient plus être rapatriés aux États-Unis ont aussi alimenté des trafics ou des chefs locaux. « Les cabinets d'avocats travaillent avec l'argent des impôts non payés », observe un homme d'affaires. Les États-Unis ont bien tenté de rattrapper à Panama sa préférence bancaire en développant le centre de Miami. « Mais les investisseurs sont revenus, car, à Miami, on ne s'arrange pas avec le Bon Dieu », précise un financier. S'il est vrai que les fonds « offshore » sont partis vers d'autres lieux — les Bahamas, les îles Caïmans, — ils ne sont pas perdus pour Panama, qui reste leur centre de gestion. Les sanctions américaines ont représenté en 1988 un manque à gagner d'un demi-milliard de dollars pour l'État panaméen. Mais par ricochet, celui-ci a cessé le remboursement de sa dette, qui représentait tous les ans 600 millions de dollars, sur un train de vie estimé à 1,3 milliard de dollars.

« Un paradis bien caché »

La crise aurait-elle remuée l'économie de l'isthme ? Gare aux apparences ! « Panama est un paradis bien caché », prévient un commerçant. Difficile de comprendre comment deux mondes peuvent se superposer dans un pays qui n'est pas tout à fait un pays. L'activité internationale, tournée vers l'extérieur, reste florissante. L'économie domestique continue, en revanche, de se dégrader. « Mais la faillite a commencé bien avant le conflit avec les États-Unis », précise Ricardo Arias Calderon, qui fustige le modèle en vigueur bâti sur un endettement croissant du pays. Panama a fait l'impasse sur l'agriculture et l'industrie. Dans les milieux gouvernementaux, on admet la nécessité d'une diversification. Sur les 150 millions de dollars d'avoirs panaméens gelés en Amérique, il ne restait, aujourd'hui, que 5 millions de dollars. L'ex-président Delvalle, chassé du pouvoir l'an passé, a dit-on, utilisé ces fonds pour la campagne de l'opposition. Vrai ou faux ? Le moulin à rumeurs s'emballe à l'approche de l'élection présidentielle du 7 mai.

Sur la façade du Théâtre national, dans le Panama colonial, se découpent les moulages de Molière et de Shakespeare, de Wagner et de Rossini. On chercherait en vain le vrai visage de Panama, tant sont nombreux les faux-semblants. Que peut-on attendre d'un pays où le canal n'est pas au niveau de la mer, où les meilleurs chapeaux viennent de l'équateur, où le soleil se lève à l'ouest ? Mieux vaut se convaincre une bonne fois que Panama épouse les formes d'un dollar grandeur nature. Voilà pourquoi cet État charnière d'Amérique centrale tire son nom d'un dialecte indien signifiant « abondance de poissons », gros et gourmands de préférence...
ERIC FOTTORINO.



La Légion d'honneur du général

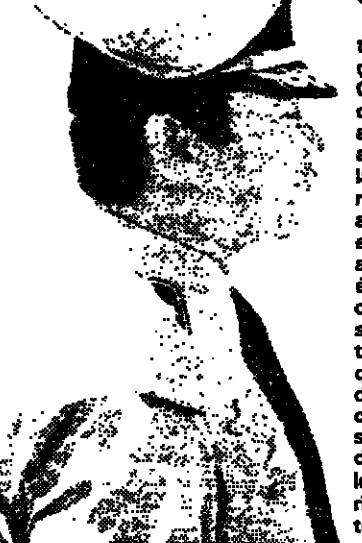
PANAMA
de notre envoyé spécial

« J'AMAIS, dans aucun pays du monde, un si petit morceau de terre n'a gardé autant d'âmes françaises, d'âmes françaises innombrables. Le soleil tapait déjà fort, ce mardi matin de mars, quand le général Noriega commença sur une estrade acroïse son discours à la mémoire des vingt mille ressortissants de l'Hexagone morts il y a tout juste un siècle, lors du creusement du canal de Panama. Sur la colline du cimetière de Paraiso — le Paradis I, — où reposent les oustages français défaits par un moustique porteur de malaria, il régnait une atmosphère digne des « polars » de Graham Greene, un familier de Panama. Les Döbermann de Noriega, militaires à bedaine, au cou épais, se tenaient immobiles aux côtés des marins du navire de guerre Jeanne-d'Arc, retour d'Acapulco, cabre au clair ou introuvable au pied. Grand et droit dans son costume bleu, coiffé d'un panama crème à ruban noir, l'ambassadeur de France, M. Jacques Rummelhardt, écoutait. « L'histoire de la construction du canal est faite de beaucoup de sang, de sueur et de larmes », poursuivait le chef des forces de défense, évoquant Ferdinand de Lesseps, « la figure tragique », ou le lieutenant Napoléon Bonaparte, premier explorateur de la route du canal. La Corruption du siècle (!) fut « blanche », elle aussi, en quelques mots.

Un instant plus tôt, le général n'avait pas bronché en entendant l'ambassadeur de France évoquer « nos amis et alliés américains ». Son visage ovale et grêlé, qui lui vaut le surnom de « tête d'ananas », était resté impassible. Car Manuel Antonio Noriega reconnaît en la France une nation amie. A preuve la petite tache rouge qui égale son uniforme, une Légion d'honneur accrochée à sa poitrine par Paris le 7 février 1987, quelques mois seulement avant que les États-Unis accusent le général d'être impliqué dans le trafic de drogue. Celui-ci arbore avec fierté cette distinction ines-

pérée. « C'est même la seule décoration qu'il porte », assure-t-on à Panama. La colonie française de l'isthme, pour sa part, porte cette Légion comme une croix. « Une Légion d'honneur ! Mais en quel honneur ? », interroge de son côté Ricardo Arias Calderon, le chef de file de la démocratie chrétienne.

Officiellement, la France présente cette affaire comme un banal échange de bons procédés. En 1986, le général Jean Saurier, alors chef d'état-major de la présidence de la République, fit une halte à Panama, au cours



d'un voyage le menant de Papéete à Washington. Son avion n'avait pas l'autonomie suffisante pour effectuer un vol direct. Admetteur de l'armée française, — il possède des fusils du « beau légionnaire » qu'il ne manque pas, à l'occasion, d'exposer, — le général Noriega s'empressa de décorer à M. Saurier la plus haute décoration militaire de Panama. Le chef des forces de défense était encore, plus pour longtemps, l'homme des Américains dont il avait durant toute la décennie 70 sous-traité les ren-

seignements de la CIA en Amérique centrale, au moment où les services secrets des États-Unis étaient dirigés par M. George Bush. La machine administrative française, dans un élan de réciprocité, programma l'attribution d'une Légion d'honneur à Manuel Antonio...

« Il faut se demander quels sont les intérêts de la France à Panama », suggère Ricardo Arias Calderon, qui voit dans l'explication officielle un bel échantillon de l'esprit cartésien français, capable de trouver réponse à tout. Une fois encore, la « bola » — version panaméenne de la rumeur — va bon train. Paris a vendu aux forces de défense un hélicoptère Super-Puma et un avion Fal-

Panama a pu servir de couverture à des ventes d'armes françaises destinées au Proche-Orient. Une certitude existe cependant : depuis plus de vingt ans, les États-Unis interdisent aux avions tricolores transportant de la matière radioactive pour Murores de survoler leur territoire. Les avions de combat qui ont fait exploser la bombe lors d'essais aériens « grandeur nature » ont été eux aussi bannis du ciel américain. La France se refuse pourtant sur un trajet Antilles-Murores de treize heures. Une durée « limite » qui interdit aux appareils de se détourner si le temps se gâte. Le canal de Panama, lui, offre la sécurité et la rapidité. Et le pays du général ferme les yeux quand les navires transportant du matériel nucléaire français se présentent à l'écluse de Gatun pour gravir les marches de l'eau jusqu'au Pacifique. Les bateaux sont seuls. Mais l'honneur ?

E. F.

(1) Titre du récit de François Sureau paru en 1988 chez Gallimard (156 pages, 76 F). Ce livre évoque le scandale de Panama qui éclata en 1989, sous la III^e République, après la mise en liquidation de la Compagnie universelle du canal interocéanique fondée par Ferdinand de Lesseps. Accusé d'avoir corrompu des parlementaires pour faciliter son financement, Lesseps fut condamné à la prison, tout comme Gustave Eiffel, administrateur de la compagnie.

Chap. 11/15

Politique

Le Monde • Jeudi 27 avril 1989 13

L'opposition face à ses « rénovateurs »

MM. Millon et Séguin paraissent décidés à reprendre l'offensive

L'opposition se livre à une singulière mascarade. Le RPR qui n'a toujours rêvé que de faire imploser l'UDF joue à présent les grands seigneurs de l'union, multipliant à l'envi les initiatives d'apaisement et - un comble - paraît disposé à pardonner toutes les offenses centristes. Réputé d'ordinaire moins conciliant, M. Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, militait activement depuis une semaine pour la constitution d'un intergroupe RPR-UDF et UDC. Officiellement pour consolider les liens de l'opposition, en réalité pour couper l'herbe sous le pied des « rénovateurs » et donner une leçon d'union aux turbulents de l'UDF.

Pour formelle que soit cette démarche, le président du groupe UDC, M. Pierre Méhaignerie, trop désireux de donner aux siens des gages de son ancrage dans l'opposition, était prêt à y répondre favorablement. C'était suffisant pour que l'UDF s'y oppose ! Depuis juin 1988, le président de ce groupe, M. Jean-Claude Gaudin, s'était pourtant déclaré à plusieurs reprises favorable à cette idée. A la tête d'un groupe lésé par le PR et placé sous le téléguidage de M. Giscard

d'Estaing, M. Gaudin ne paraît plus avoir les moyens de sa présidence. MM. Giscard d'Estaing et Léo-Léonard n'ont pas voulu que la constitution de cet intergroupe puisse être interprétée comme un « dédoublage » rapide et trop commode des centristes, au surcroît de leur décision de présenter une liste autonome. (Ses premiers candidats devraient être connus jeudi.) Même si leur comportement actuel les amène à dériver sur la droite (au point que le RPR, dit-on, s'en inquiète) tous deux se sont ligés pour instruire, devant l'opinion le procès en trahison des centristes.

Devant une telle situation, les « rénovateurs » semblent partagés entre l'annexion et l'écoulement. Amusement de voir les appareils tirer sur tous les bords de ficelle pour contrecarrer leurs initiatives. Ecoulement de voir certains libéraux revenir au galop vers leurs penchants naturels.

Se considérant au « carrefour » de l'histoire de l'opposition, les « rénovateurs » veulent selon leur mot d'ordre et pour plagier dans un clin d'œil le slogan d'une grande surface, « postiver ». MM. Charles Millon et

Philippe Séguin ont eu un long tête-à-tête mardi après-midi suivi d'un dîner des dix « rénovateurs » de base (MM. Noir et de Villiers étaient excusés) à la Maison de l'Amérique latine. Pressé de se blanchir des accusations de faiblesse portées contre lui, M. Séguin fait preuve d'un nouvel allant. « La rénovation est un mouvement irréversible », a-t-il déclaré mardi sur RTL. Ayant prévu de déjeuner avec M. Chirac avant la fin de cette semaine, il est prêt d'attendre le dessert pour juger du sérieux de cette bonne résolution.

Ces « rénovateurs » semblent en tout cas décidés, malgré les obstacles, à avancer. Ils devaient se retrouver en réunion élargie mercredi dans les locaux de l'Assemblée nationale. Quarante-deux députés sont dans leur bâtiment. Il en faut cinquante-huit pour le dépôt d'une motion de censure sur la politique européenne du gouvernement, qu'ils comptent toujours déposer malgré l'hostilité centriste.

La rénovation gagne aussi le Sénat : vingt-trois sénateurs ont répondu favorablement. D'autres parlementaires à l'exemple de M. Jean-Pierre Fourcade, attendent prudemment de passer le cap du 18 juin avant de se plonger dans ces eaux nouvelles. Les petites formations de l'UDF, les adhérents directs, le PSD et le Parti radical pris en tenaille entre les blocs PR et CDS semblent être également contrainsts au double jeu. Rester tranquilles, de l'immobilité, afin de garantir leurs places sur la liste Giscard pour épouser de plus belle le mouvement après le scrutin européen. Mercredi soir, les « rénovateurs » devaient présenter leur programme, confirmer leur projet de constitution d'un intergroupe « rénovateur » à l'Assemblée nationale, expliquer leur comportement sur le terrain durant la campagne européenne et annoncer le lancement d'un club d'intellectuels. A croire que pour eux l'adversité est devenue aussi l'épreuve du courage.

DANIEL CARTON.

MM. Léo-Léonard et Giscard d'Estaing refusent la constitution d'un intergroupe RPR-UDF-UDC

L'idée d'un intergroupe au sein de l'opposition à l'Assemblée nationale semble morte-née. Elle devait être le symbole d'une opposition unie ; elle ne fut que le révélateur d'une autre réalité déjà connue, celle d'une droite déchirée. Plusieurs fois évoquée, cette proposition a été faite à la fin de la semaine dernière par M. Bernard Pons, président du groupe RPR, à ses deux collègues de l'UDF et de l'UDC, MM. Jean-Claude Gaudin et Pierre Méhaignerie. M. Pons y voyait « la volonté du RPR de concrétiser à tous les niveaux l'union de l'opposition » et, accessoirement, l'occasion de reprendre l'initiative face à son groupe déstabilisé par ses propres « rénovateurs ». MM. Méhaignerie et Gaudin lui avaient alors donné leur accord de principe.

Mais, mardi 25 avril, tout a changé... sauf au RPR, qui, en réunion de groupe le matin, et en présence de M. Jacques Chirac, chargeait à l'unanimité moins trois abstentions son président de proposer la création d'un intergroupe. M. Gaudin lui faisait savoir en fin de matinée que, finalement, l'UDF « ne souhaitait pas reprendre de suite à cette proposition ».

L'après-midi, dans les couloirs du Palais-Bourbon, le président du groupe UDF usait toutefois très légèrement son propos. « A titre personnel, j'ai un point de vue, souligne-t-il en guise d'introduction, mais je suis là pour exprimer la volonté de mon groupe ». M. Gaudin enchaîna avec conviction sur un discours hostile à la proposition de M. Pons : « Pourquoi vouloir commencer aujourd'hui par un intergroupe à l'Assemblée alors que l'on a constaté ce week-end qu'il n'y a pas accord de l'opposition ». Pour lui le débat devra reprendre le 19 juin, au lendemain des élections européennes.

Il ne doit pas être facile, par les temps rénovateurs qui courent, de diriger le groupe UDF. Lundi, M. Gaudin avait reçu les appels téléphoniques de MM. Valéry Giscard d'Estaing et François Léo-Léonard, qui lui signifiaient leur désaccord sur cette proposition d'« union » à l'Assemblée au lendemain de l'annonce officielle de la constitution d'une liste de centre.

Mardi matin, en réunion de groupe, M. Gaudin renvoyait donc la discussion au 19 juin. Nouvelle réunion l'après-midi, nouvelle position. L'UDF, annonçait M. Gaudin, doit répondre favorablement et dès maintenant à la proposition du RPR. Cette déclaration lui valut une nouvelle intervention de M. Léo-Léonard, qui observa que « le CDS avait fait le choix d'une liste de division » et devait donc en assumer les conséquences à l'Assemblée.

« Les choses seraient plus claires »

Le président du Parti républicain ajouta, tablant sur un échec de la liste de centre, qu'au lendemain des élections « les choses seraient plus claires ».

Prenant acte de ce choix de l'UDF, M. Méhaignerie déclarait à son tour dans les couloirs : « Après

le 18 juin, il n'y aura plus de problèmes ». « L'intergroupe, c'est une question de forme puisque les trois présidents de l'opposition se rencontrent déjà toutes les semaines. Nous, c'est le fond qui nous intéresse ».

Plus mordant, en revanche, fut M. Bruno Durieux (UDC, Nord), signataire de l'appel des rénovateurs, qui raila « ceux qui à l'UDF ne veulent pas de l'intergroupe et qui crient union, union, union ». « L'union a ses fidèles et ses traîtres », lança M. Durieux, et ceux qui nous traitent de dissidents sont des pharisiens », lança-t-il à l'adresse de ses camarades giscardiens et léo-léonardiens.

A l'UDF, l'analyse est simple : le refus de l'intergroupe par une partie de l'UDF est calqué sur la stratégie de M. Giscard d'Estaing pour la campagne européenne, qui consiste à marginaliser les centristes et à les accuser de « copinage parlementaire » avec le gouvernement.

Un seul un député semblait observer ces armoiries avec sérénité. Se faufilant discrètement dans les couloirs, M. Charles Millon (UDF, Ain), l'un des chefs de file des « douze », se contentait de préciser que les rénovateurs annonceront, quant à eux, « dans les jours prochains » la constitution de leur propre intergroupe.

P. R.-D.

M. Edouard Balladur : « L'opposition doit se réorganiser mieux et réfléchir davantage »

Dans un article publié dans le Figaro du mercredi 26 avril, M. Edouard Balladur se plaint de « l'atonie » de l'opposition, et demande à l'opposition de « s'organiser mieux, réfléchir davantage, se montrer moins sensible aux modes ».

L'ancien ministre d'Etat demande : « Pourquoi continuer à laisser croire que nous nous pensons de même sur l'essentiel ? (...) Pourquoi l'opposition reste-t-elle quasi muette ? Aurait-elle mauvaise conscience ou redouterait-elle d'affirmer ses propres convictions ? »

M. Balladur affirme que « les socialistes (sont) désormais les conservateurs de la société française », et souhaite que « nous soyons, désormais, nous-mêmes des rénovateurs ». Il constate que « tout est fait pour donner au débat politique un caractère à la fois anecdotique et dérisoire », ajoutant, « quant à l'opposition qu'apparemment des expériences répétées et malheureuses n'arrivent pas à instruire, elle étale ses divisions, tend même à les aggraver et à les multiplier (...) Comment ne pas se sentir profondément concerné du spectacle offert depuis quelques semaines ? »

« Il ne faut pas se contenter de tenir sur l'union des discours abstraits qui, dans l'état présent des choses, risqueraient de sembler des rengaines. Il faut la traduire dans les faits, prendre acte de l'existence de deux listes aux élections européennes, et organiser la suite en étudiant toutes les possibilités de rapprochement ou de coopération entre des formations politiques que rien d'essentiel ne sépare », écrit aussi l'ancien numéro deux du gouvernement Chirac, ajoutant que soutenir la liste du RPR et de l'UDF, c'est soutenir celle qui « préserve le mieux pour l'avenir (les) chances » de l'union. L'ancien ministre fait aussi remarquer que « des mesures précises et concrètes de coopération entre les partis ne seront pas non plus suffisantes (...) ». Il faut savoir ce qu'on veut pour notre pays, vers quel destin le conduire (...). Si nous ne savons plus aujourd'hui ce que nous voulons faire de la France, comment les Français se tourneraient-ils vers nous ? La véritable bataille politique, c'est la bataille des idées, et les véritables victoires politiques sont celles des idées aussi. Il n'est que temps de commencer à s'en préoccuper. »

Les sénateurs « rénovateurs »

A MM. Charles Descours (RPR, Isère) ; Jean-François Le Grand (RPR, Manche) et Pierre Vellon (UDF-CDS, Rhône), déjà ralliés au mouvement rénovateur, sont venus se joindre MM. Roger Boileau (UDF-CDS, Meurthe-et-Moselle) ; Raymond Bouvier (UDF-CDS, Haute-Savoie) ; Jacques Boyer-Andrivet (attaché au groupe centriste, Gironde) ; Ernest Carigny (attaché au groupe du Rassemblement démocratique européen, Seine-Saint-Denis) ; Jacques Chénoumont (RPR, Sarthe) ; Jacques Descours Descours (Union des républicains indépendants, Calvados) ; Jacques Golliet (UDF-

CDS, Haute-Savoie) ; Rémi Harment (UDF-CDS, Moselle) ; Jean Huchon (UDF-CDS, Maine-et-Loire) ; Claude Huriet (UDF-CDS, Meurthe-et-Moselle) ; Louis Geoffroy Jung (UDF-CDS, Bas-Rhin) ; Bernard Laurent (UDF-CDS, Aube) ; Georges Lombard (UDF-CDS, Finistère) ; Jacques Machet (UDF-CDS, Marne) ; François Mathies (UDF-CDS, Loire) ; René Monory (UDF-CDS, Vienne) ; Jacques Mouton (UDF-CDS, Somme) ; Bernard Pellerin (attaché au groupe centriste, Haute-Savoie) ; Michel Souplet (UDF-CDS, Oise) ; Albert Vecten (UDF-CDS, Marne).

Le débat sur le X^e Plan

M. Michel Rocard devrait engager la responsabilité de son gouvernement

En début de discussion, le groupe UDF a déposé une question préalable, dont l'objet est de repousser le texte avant d'en débattre. Cette motion de procédure, défendue par M. Hervé de Charette (UDF, Gironde), a été rejetée par 278 voix contre 259 : les députés socialistes ont voté contre, les communistes n'ont pas participé au vote, tout comme quatre députés centristes, deux autres UDC (MM. Barre et Gerret) s'abstenant, deux députés UDF (MM. Lamassoure et Leguillier) et deux députés RPR (MM. Balleux et Sarkozy) sont également comptés comme non-votants.

Curieuse question préalable que celle défendue par M. Hervé de Charette ! Comment, en effet, défendre sérieusement l'idée qu'il ne faut pas discuter d'un sujet comme le Plan, alors qu'une quarantaine d'orateurs de tous les groupes manifestaient déjà, par leur inscription au débat, leur souhait ardent d'y participer ? M. Lionel Stoléru, tout comme M. Jean Le Garrec (PS, Nord) n'ont pas manqué de mettre le doigt sur cette contradiction, d'autant que l'ancien ministre giscardien n'a pas manqué lui-même, dans son propos, d'aborder le sujet au fond. « Si l'on vous écoutait, le Parlement ne pourrait pas discuter de la stratégie de la France pour les quatre années à venir », a protesté M. Le Garrec.

Quelques mauvais esprits se sont d'ailleurs demandés si M. de Charette n'avait pas surtout cherché à mettre dans l'embarras les députés centristes, peu disposés à voter une motion de procédure qu'ils jugeaient « absurde ». Mais, en ces temps de campagne électorale, où l'UDF semble vouloir mettre les centristes en porte-à-faux pour mieux les accuser de tiédeur oppositionnelle, les troupes de M. Méhaignerie ont préféré, dans leur ensemble, se plier, pour l'occasion, à la discipline de vote de l'opposition.

« Gauchissement » et « courage »

Mais à entendre, en séance de nuit, le député UDF apostropher, en termes très durs, son « ami Lionel », l'affaire a également pris le tour d'un règlement de comptes personnel. Visiblement, M. de Charette n'a guère apprécié que son successeur rue de Martignac, ministre de l'ouverture, ait dénoncé le vide trouvé en arrivant. « Alors

Les députés ont commencé, mardi 25 avril, l'examen du projet de loi approuvant le X^e Plan (1989-1992). Contrairement à ses prédécesseurs, le X^e Plan n'est pas quinquennal, mais il couvre la période qui s'étend jusqu'à la constitution du grand marché unique européen. Il ne comporte pas d'objectifs chiffrés et d'articles autour de deux priorités : l'emploi et l'Europe. La mouture initiale du projet de M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, avait suscité un mouvement de réprobation à l'Elysée et au Parti socialiste. « Il repose largement sur un credo économique libéral et individualiste », avaient protesté les amis de M. Jean-Pierre Chevènement. Le groupe socialiste a amendé en commission ce texte pour y introduire notamment la notion d'économie mixte, chère au chef de l'Etat.

Le groupe centriste de M. Pierre Méhaignerie a donc décidé de le repenser, compte tenu de ces amendements. M. Michel Rocard devrait donc être amené à engager la responsabilité du gouvernement (article 49-3) pour faire passer ce texte, malgré l'hostilité de la droite et du Parti communiste. De son côté, l'opposition de droite a finalement décidé de ne pas déposer de motion de censure, en riposte au 49-3.

que la loi imposait de préparer le plan dès l'été 1987, je découvrais avec consternation, un an plus tard, que le gouvernement n'avait rigoureusement rien fait au plan national. J'ai été obligé de préparer en six mois ce qui demande normalement trois fois plus de temps. (...) Ce que j'ai trouvé relevait plus de la chapelle ardente que de l'ardente obligation », avait expliqué M. Lionel Stoléru à la tribune.

Il n'en fallait pas plus pour provoquer l'ire de M. de Charette : « Entre 1986 et 1988, nous étions ensemble sur les mêmes bancs de l'UDF et du PR et je ne me souviens pas qu'en public ou en privé vous ayez contesté notre politique. Mon cher Lionel, je ne m'attendais pas à cela (...) M. le secrétaire d'Etat, est-ce que j'ai une tête d'ultra-libéral ? », a encore lancé M. de Charette, tandis que sur les bancs socialistes retentissaient des « oui ! oui ! ». « Avez-vous oublié le temps où nous étions ensemble et où nous étions, dans notre camp, peut-être bien suspects d'être social-démocrates ? (...) (rire dans l'hémicycle) Vous, mon ancien collègue, vous avez vu où était le vent, mais il faut beaucoup ramper pour y rester », a conclu le député UDF, en décochant sa dernière flèche.

Abordant le fond de son argumentation, l'ancien ministre UDF du Plan s'est attaché à démontrer qu'un « fossé » ne cessait de s'écarter entre l'opposition et la majorité à propos du Plan. Il n'est pas sûr que son argumentation ait totalement convaincu son propre camp.

Certes, les orateurs de l'UDF, du RPR et de l'UDC ont dénoncé le « gauchissement » du texte par les amendements socialistes, mais plusieurs d'entre eux ont jugé « courageux » les orientations de ce X^e Plan.

« Recul national et social »

Pour le RPR, M. Michel Barre (Savoie) a regretté que les amendements socialistes soient venus « corriger, compléter et sur certains points déformer » le projet de Plan : « Il a perdu de son côté raisonnable, de sa crédibilité. Il est devenu un peu plus socialiste et donc un peu moins réaliste. Mais votre projet comprend un certain nombre d'aspects positifs : il a le mérite d'exister et il y a eu une concertation avec les partenaires sociaux. Au total, votre document est globalement intéressant et comporte même quelques déclarations d'intention courageuses ». Un sentiment partagé par le député centriste M. Edmond Alphandéry : « Comment ne pas saluer le chemin parcouru depuis 1981 ? On ne retrouve plus cette idéologie qui a fait du mal à notre pays. Vous avez fait le choix de l'Europe et de l'économie de marché. C'est un soulagement. » Le député centriste, en avançant toutefois son inquiétude devant les « ambiguïtés » du texte, se demande si M. Stoléru trouverait une majorité pour voter par exemple les orientations qu'il préconise sur le recul de l'âge de la retraite. D'autre part, il s'est montré dubi-

tatif sur les hypothèses de croissance (3 %) sur lesquelles se fonde le Plan. Il a rappelé que le groupe centriste était prêt à voter le projet original du gouvernement, mais qu'il ne l'était plus après les amendements socialistes. Il a rappelé qu'il avait déposé un amendement destiné à coiffer par toutes l'opposition et destiné à permettre aux entreprises publiques d'émettre des actions auprès du public avec une limite à 49 %.

Pour le groupe communiste, M. Jean-Claude Gayssot (Seine-Saint-Denis) a vigoureusement dénoncé un projet qui « tourne le dos à une véritable planification (...) ». Il est saupoudré de phrases en trompe-l'œil et son ardente ambition tend à faire correspondre la politique de la France aux objectifs du marché unique des capitaux : tout cela débouche sur un formidable recul national et social.

En début d'après-midi, le premier ministre M. Michel Rocard était venu introduire le débat pour bien marquer son importance : « Notre démarche s'apparente à la planification d'entreprise qui suppose réflexion stratégique, choix des priorités, capacité de réaction pendant l'exécution. »

Le premier ministre a précisé que le gouvernement reste « ouvert à tous les amendements constructifs et compatibles avec ses propres choix, ouvert à la pensée de tous et fermé seulement aux arrière-pensées de chacun ».

M. Pierre Mauroy a attiré l'attention du gouvernement sur la nécessité d'un partage social qui n'oublie pas le pouvoir d'achat au profit des investissements. M. Lionel Stoléru a apporté la réponse du gouvernement à cette question très sensible pour les socialistes : « La France est convalescente et une fois guérie elle devra porter ses fruits : tant mieux ! Les travailleurs en demandent leur part : quoi de plus légitime ? Les syndicats réclament du grain à moudre : c'est naturel ! Mais s'il faut du grain à moudre, il faut aussi du grain à semer et le partage social doit faire une juste part à la préparation de l'avenir (recherche, éducation), une juste part à l'insertion des chômeurs et une juste part à la rémunération des travailleurs. » Les députés devaient reprendre la discussion avec l'examen des amendements mercredi.

PIERRE SERVENT.

Alain Lipietz

CHOISIR L'AUDACE

Une alternative économique pour le XXI^e siècle

Cinq ans après la publication de *L'Audace ou l'enlèvement*, Alain Lipietz réaffirme son choix de l'audace et développe sa conception d'une autre politique économique, écologique et sociale pour entrer dans le XXI^e siècle.

Avec un indéniable talent pédagogique, il analyse les rouages de notre économie en crise et démontre les fondements des politiques économiques depuis une dizaine d'années. Surtout, il démontre qu'il est possible non seulement de repenser ce qui ne va plus, mais de changer de chemin. C'est à ce nouvel et salutaire itinéraire qu'il nous convie.

85 F

LA DÉCOUVERTE

Politique

Le déclin municipal du PCF contredit la thèse officielle du «redressement»

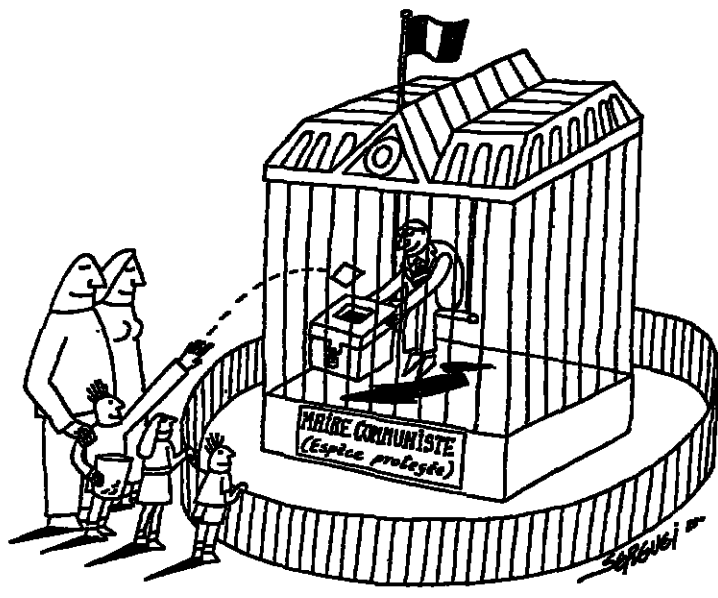
A l'occasion des élections municipales des 12 et 19 mars, le Parti communiste a perdu une commune sur quatre parmi les municipalités qu'il contrôlait. Aussi abrupt et sec qu'il soit, ce constat peut être dressé, un mois après la consultation, sur la base d'un document publié par le PCF : l'«Elu d'aujourd'hui», mensuel d'informations et d'échanges au service des élus des collectivités. Dans son numéro d'avril, cette publication (1) de l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR) donne la liste exhaustive des villes de toute taille dont le maire est communiste ou apparenté communiste. Cela va de la plus grande municipalité détentrice par le PCF, Le Havre (198 875 habitants), à la plus petite qui en compte 12, comme Majastres (Alpes-de-Provence), ou encore Rioms et Roussieux (Drôme). Au total ces municipalités sont au nombre de 1 098 depuis mars dernier. Ce chiffre est inférieur de 25 % à celui de mars 1983 (2).

Il y a six ans, le Parti communiste dirigeait 1 464 communes. Encore présent au gouvernement, il avait alors subi un grave revers électoral en perdant plusieurs dizaines de villes de plus de 30 000 habitants. En 1989, le PCF ne perd que sept villes de cette taille : il en gagne une (Saint-Quentin) mais en abandonne huit (La Ciotat, Albi, Saint-Dizier, La Mure, Sartroville, Les Mureaux, Amiens et Sainte-Geneviève-des-Bois). Encore faut-il remarquer qu'il laisse deux des trois dernières agglomérations de plus de 100 000 habitants qu'il conservait (Le Mans et Amiens), ne gardant donc que Le Havre dans les villes de cette catégorie. Tout en étant présent par le PCF, deux de ces villes (Le Mans et Sainte-Geneviève-des-Bois) ne changent pas de maire : le premier, M. Robert Jarry, a été exclu du parti, et le second, M. Jean Ooghe, l'a quitté.

Ce recul dans les grandes villes n'affecte, si l'on peut dire, que modérément le PCF car, en passant de cinquante-trois à quarante-six municipalités, il enregistre une baisse de 13,2 % soit grosso modo une perte d'une ville sur huit. Cette évolution dans les municipalités de cette taille, qui intéresse, prioritairement les dirigeants du parti et les observateurs, masque une chute beaucoup plus catastrophique pour les communistes dans les villes moyennes et petites. Ainsi le recul (tableau 1) est de 26 % dans les communes de 9 000 à 30 000 habitants de 25,3 % dans celles de moins de 3 000 habitants.

Il apparaît donc que, loin d'effortuer un «redressement» à la fois la thèse avancée par la direction du

Le comité central du PCF devait se réunir, mercredi 26 et jeudi 27 avril à Paris, pour ratifier la liste du parti conduite par M. Philippe Herzog aux élections européennes dans laquelle devraient figurer, notamment, M. Georges Séguy, ancien secrétaire général de la CGT, et Rachid Bakri, un jeune artiste beur. Les membres du «parlement» communiste devaient également adopter la plate-forme politique du parti pour cette consultation. Le rapport introductif devait être présenté par M. Georges Marchais, secrétaire général, déjà auteur de l'analyse des résultats des dernières élections municipales à la précédente session du comité central, fin mars. Selon lui, «la caractéristique essentielle» de ce scrutin, pour le PCF, était «la poursuite de sa remontée».



parti en se fondant sur les scores réalisés par le PS et par le PCF dans 764 communes (sur 36 443), soit un peu plus de cinq millions d'électeurs, comparés aux résultats des deux partis aux élections législatives. Le Parti communiste subit un cinquantenaire dans les villes dont la population est inférieure à 30 000 habitants. Ce phénomène tendrait à prouver que la dynamique de recul amorcée en 1983 au stade supérieur s'est prolongée au stade inférieur en 1989. En quelque sorte, cette fois le «petit communisme» est au centre du cyclone, après la secousse tellurique enregistrée par les «bastions».

Un parti français

Ces fameuses places fortes subissent une érosion continue en province, faisant apparaître de plus en plus le PCF comme un parti français : il détient 61 % de ses villes de plus de 30 000 habitants en Ile-de-

France, soit vingt-huit sur quarante-six (une dans l'Essonne, cinq dans les Hauts-de-Seine, treize en Seine-Saint-Denis, six dans le Val-de-Marne, deux dans le Val-d'Oise et une dans les Yvelines). Les dix-huit autres sont réparties dans douze départements dont la Seine-Maritime (trois), les Bouches-du-Rhône, le Cher, le Rhône et l'Hérault (deux).

Le PCF ne détient plus aucune municipalité dans six départements : l'Aveyron, l'Ille-et-Vilaine, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, le Tarn-et-Garonne et le Territoire de Belfort. Il reste très peu présent (une municipalité) dans dix départements dont ceux de l'Ouest. Il revendique une seule commune du Doubs (Montenois, 773 habitants), indiquant ainsi qu'il rejette les maires réélus d'Arcachon (17 580 habitants) et de Béthune (9 751 habitants) appartenant à la mouvance des «reconstructeurs» dont se réclame également la fédération, dissoute de fait, de ce département.

La «déconstruction» du PCF, selon l'expression de l'historien Stéphane Courtois (le Monde daté 11-12 septembre), entraîne une désagrégation continue de son influence, que la direction situe — arbitrairement — «autour de 15 %» depuis les municipales. Les instituts de sondage lui octroient ostensiblement 6 % des intentions de vote pour les élections européennes. Alors que le PCF dirigeait près d'une ville de plus de 30 000 habitants sur quatre en France après 1983, il en dirige une sur cinq en 1989. Il serait absurde de prétendre malgré tout que cette force n'est pas considérable. Il le serait tout autant de soutenir qu'elle n'est pas en déclin.

Ainsi qu'il a déjà été observé, cette diminution frappe durement les villes de 9 000 à 30 000 habitants (tableau 1) dont le taux passe de 19,5 % à 14,3 % dans l'ensemble des municipalités de cette taille. Enfin, il faut remarquer que, sur les 842 villes de moins de 3 000 habitants dirigées par un maire communiste ou apparenté (2,5 % de l'ensemble des communes françaises de cette catégorie), plus de 600 ont une population inférieure à mille habitants.

Ce noir bilan municipal est totalement confirmé par la baisse considérable du nombre de conseillers municipaux communistes élus ou réélus en mars dernier. En passant de près de 27 000 conseillers en 1983 à un peu plus de 21 000 en 1989, le PCF voit disparaître environ 5 500 élus locaux, ce qui est un signe patent de l'échec électoral de la direction. Le fait de comparer municipales et législatives dans le simple but militant, et quasi religieux, de démontrer l'indémontable «remontée» du PCF et la «baisse» du PS, en perdant de vue que les élections municipales sont faites pour élire des conseillers municipaux et diriger des villes, est tout à fait significatif des limites actuelles de la réflexion au PCF.

Les communistes de la Somme, de la Haute-Corse, de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône et de l'Ille-et-Vilaine, malheureusement pour eux, assez rapidement qu'on ne peut pas vivre longtemps sur le même pied fédéral quand on a perdu des communes à tour de bras. Chacun sait que les adhérents, même quand les effectifs sont considérablement gonflés, ne paient pas très lourd dans le financement de tous les partis.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) N° 125, avril 1989, 25 francs.
(2) Les données statistiques de la même brochure éditée après les élections municipales de 1983 tiennent compte des invalidations pour fraudes.

II. Répartition des municipalités dirigées par le PCF

Villes	1983	1989	Evolution
Plus de 30 000 hab.	23,3 %	20,3 %	- 3 points
De 9 000 à 30 000 hab.	19,5 %	14,3 %	- 5,2 points
De 3 000 à 9 000 hab.	11,2 %	8,3 %	- 2,9 points
Moins de 3 000 hab.	5,3 %	2,5 %	- 2,8 point

Selon la mise à jour du Dictionnaire des communes établi au 1^{er} septembre 1983, en fonction du recensement général de la population de 1982, il y a 36 443 communes en France métropolitaine. Parmi elles, 227 avaient plus de 30 000 habitants ; 658 communes avaient de 9 000 à 30 000 habitants ; 1 401 communes avaient de 3 000 à 9 000 habitants. Par déduction, celles qui avaient moins de 3 000 habitants étaient au nombre de 34 147.

I. Evolution du nombre de municipalités détenues par le PCF entre 1983 et 1989

Villes	1983	1989	Evolution	Gain	Perte	Saldo
Plus de 30 000 hab.	53	46	- 13,2 %	1	8	- 7
De 9 000 à 30 000 hab.	128	94	- 26,6 %	3	37	- 34
De 3 000 à 9 000 hab.	157	116	- 26,1 %	9	59	- 41
Moins de 3 000 hab.	1 126	842	- 25,3 %	154	438	- 284
TOTAL	1 464	1 098	- 25,0 %	167	533	- 366

Le RPR, l'UDF et le PS approuvent les 23 milliards de francs du contrat de plan d'Ile-de-France

Le conseil régional d'Ile-de-France, que préside M. Pierre-Charles Krieg (RPR), a approuvé le mardi 25 avril le contrat de plan conclu avec l'Etat pour la période 1989-1993, qui porte sur un total de crédits de 23 milliards de francs. Ont voté pour : les cinquante-huit conseillers RPR, les trente et un UDF, les trois non-inscrits et les soixante-cinq socialistes, tandis que le Front national et le PC, qui sont à égalité avec vingt élus chacun, se sont prononcés contre.

La première des vingt-deux régions de France métropolitaine, par son poids économique, son rôle culturel et international, sa population ou le revenu de ses habitants,

saura être la dernière à approuver le contrat de plan qui, de 1989 à 1993, va déterminer les grandes opérations conjuguées d'équipement entre l'Etat et le conseil régional. C'est le 25 avril, soit deux ans après le comité interministériel du 13 avril 1987, qui lançait le début de la procédure, que l'assemblée des cent quatre-vingt-dix-neuf élus d'Ile-de-France a adopté un programme de 23 milliards dont 8,5 à la charge de l'Etat et 14,5 pour la région.

Les discussions entre l'exécutif régional — d'abord M. Michel Giraud puis depuis octobre 1988 M. Pierre-Charles Krieg — et le préfet de région, M. Olivier Philip, ont été difficiles et même rudes avant d'aboutir à un compromis. Dans un souci d'aménagement du territoire, l'Etat ne voulait pas, à l'égard de la Bretagne ou de la Corse, trop bien

servir l'Ile-de-France, région réputée riche, et pourtant en besoin de cette «région-capitale», dans le domaine notamment de la circulation (qui fait l'apoplexie sans qu'aucun gouvernement se décide à prendre les mesures énergiques qui s'imposent), soit considérables. De plus, ni M. Michel Rocard ni M. Pierre Joxe ne souhaitaient signer le contrat avec une région dirigée par une personnalité RPR avant les élections municipales, les socialistes pensant avoir besoin, dans beaucoup de villes de la région parisienne, des voix communistes pour emporter des maires.

Sur les 23 milliards, la part du lion revient aux infrastructures de communication avec 18 milliards dont 12 sont imputés aux finances de la région. «Sur le chapitre des routes et des transports en commun, j'exprime ma satisfaction pour le résultat auquel nous sommes parvenus», a déclaré M. Krieg. Le problème est maintenant de bien utiliser ces fonds et de les affecter à des projets bien préparés.

En dépit de l'énormité de la somme qui doit faire rêver tous les présidents des régions de province, il est probable qu'elle se révélera insuffisante quand on sait que le trafic routier, notamment de poids lourds, s'accroît d'environ 10 % par an sur les grands axes de la région, qu'un kilomètre d'autoroute coûte, en milieu urbain autour de Paris, au moins 500 millions de francs et que la question de la surcharge quasi insupportable du RER entre Etoile

et Châtelet reste toujours sans solution sérieuse.

A part les transports, les autres priorités du contrat intéressent les flots sensibles et les quartiers dégradés, l'humanisation des hospices et l'emploi. Mais des secteurs entiers comme la culture, l'environnement, le sport, le tourisme et les loisirs, la recherche, ont été délibérément sacrifiés sur l'autel des transports.

Sans enthousiasme

En conséquence, si les conseillers UDF et RPR ont approuvé en fin de compte le contrat, ils l'ont fait — pour beaucoup d'entre eux — sans grand enthousiasme et même avec une certaine résignation souvent critique. M. Jean-Louis Giral, RPR, ancien président de la Fédération des travaux publics et conseiller de Paris, a même sérieusement envisagé de ne pas prendre part au vote, constatant qu'en francs constants l'effort de l'Etat sur la période 1989/1993 sera en définitive inférieur à ce qu'il était dans le premier contrat de plan entre 1984 et 1988.

Le Front national, par la voix de M. Jean-Yves Le Gallon, a jugé ce contrat mauvais «car il vise à faire remplacer l'Etat par la région et le gouvernement nous prend pour ses percepisseurs. Comme il est impossible d'apporter des amendements, nous ne marcherons pas». M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste, aurait préféré pour sa

La modification de la «loi Pasqua»

«On ne peut pas parler d'intégration avant de rassurer les étrangers vivant régulièrement en France» nous déclare M. Julien Dray (PS)

M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, a présenté mercredi 26 avril devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, présidée par M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier), son rapport sur l'insertion des immigrés en France. Elle depuis juin 1988, M. Dray, fut l'un des animateurs du mouvement de contestation étudiant de décembre 1986. Il fonda avec M. Harlem Désir l'association SOS-Racisme, dont il fut le vice-président jusqu'en 1988. Agé de trente-quatre ans, il s'entend avec le sénateur Jean-Pierre Mélenchon la Nouvelle Eclaire socialiste. Alors que le Parlement va être saisi, d'ici au mois de juin, du projet de loi abrogeant la «loi Pasqua» sur l'entrée et le séjour des immigrés en France, M. Dray formule plusieurs propositions pour une meilleure insertion des étrangers vivant sur le territoire et souhaite l'ouverture d'un vaste débat sur ce thème à l'Assemblée afin de clarifier les positions des différents partis politiques.

«L'abrogation de la «loi Pasqua» vous paraît-elle un préalable à tout débat sur l'insertion des immigrés en France ?

— Absolument. Les conséquences de la «loi Pasqua» ont été beaucoup plus importantes qu'on ne le croit. Elle a fragilisé l'ensemble des communautés et même les enfants d'immigrés nés sur le territoire, qui ont donc la nationalité française, car la menace d'expulsion pesait sur la tête de leurs parents. Sans compter les effets pervers du discours sécuritaire implicite de la «loi Pasqua», qui — étrange coïncidence — porte la même date que trois autres lois relatives respectivement à la lutte contre la criminalité et à la délinquance, à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat et enfin à l'application des peines. Ce discours sécuritaire a en effet incité certaines administrations à un comportement de rejet à l'égard des immigrés. On ne peut pas parler d'intégration avant de rassurer les étrangers vivant régulièrement en France.

— Vous souhaitez que le Parlement juge préalablement son rôle en matière d'immigration sur ce thème. Les élus peuvent-ils aujourd'hui parler «calmement» de l'insertion des immigrés ?

— Le risque du rejet par et simple, brutal, des populations immigrées n'existe plus aujourd'hui. Tout le monde a pris conscience que ce rejet était, au moins économiquement, impossible. Mais en revanche, le risque de «ghettoisation» est bien présent, d'autant plus que la décentralisation a eu des effets dangereux, notamment sur la politique du logement. Les immigrés pourraient bien devenir les pauvres de l'an 2000, à l'image de ce qui se passe en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis. La responsabilité du pouvoir politique est donc encore plus forte. Il n'y a que lui qui soit capable, par une incitation volontaire, voire directive de lutter contre cette «ghettoisation». Voilà pourquoi il est souhaitable qu'il y ait une discussion au Parlement qui puisse faire le point sur l'ensemble du dispositif d'insertion des immigrés. Ce débat devra obligatoirement inclure la question des droits civiques des immigrés.

— Souhaitiez-vous, sur ce point des droits civiques des immigrés — dont le droit de vote — que le groupe socialiste ou le gouvernement déposent un texte de loi ?

— Il faut tout d'abord dépassionner et clarifier le débat, voir comment chaque parti est prêt à aller dans le sens de l'insertion, pas seulement en paroles, mais concrètement. Mais il n'est pas nécessaire que cela débouche immédiatement sur un projet ou une proposition de loi. Il faut également, pour la sérénité des discussions, être dégagé de toutes contingences électorales. C'est pourquoi je propose que ce débat intervienne après les élections européennes.

Eviter les ghettos

— Chaque débat sur l'insertion des immigrés en appelle immédiatement un autre, celui de l'immigration clandestine.

— On vit dans la société française sur la base d'un fantasme : celui selon lequel dans tout le Maghreb et l'Afrique noire, les populations attendraient le signal pour envahir notre territoire. Or chaque fois que l'on s'est attaqué au problème de l'immigration clandestine, on s'est aperçu qu'il existait des filières «professionnelles» qui vont déboucher ces populations. La raison doit l'emporter sur le fantasme. Je propose dans mon rapport la création d'une commission d'enquête parlementaire à l'Assemblée nationale pour faire le point sur cette réalité de l'immigration clandestine. Il ne verra bien, on aura sans doute des surprises.

— Quelles mesures concrètes proposez-vous dans votre rapport pour l'insertion des immigrés ?

— Deux principes essentiels doivent être pris en compte, celui du logement et celui de l'éducation. Pour le logement, je propose la création de «bassins d'habitat social» comme on l'a fait pour les bassins d'emploi, afin d'éviter la constitution de ghettos en répartissant les populations étrangères sur les différentes communes. Avec la décentralisation, l'Etat a délégué de ses responsabilités en matière de logement social au profit des élus locaux qui, de droite comme de gauche, sont beaucoup plus tributaires de leur électoral. L'Etat doit intervenir pour organiser cette solidarité intercommunale, notamment par la répartition des charges. Il faudrait instituer une commission tripartite, Etat-élus-représentants d'associations, qui gèrerait le parc social et prendrait des mesures incitatives pour permettre aux immigrés d'acquiescer leur logement. C'est une des conditions de leur intégration. Les collectivités doivent également poursuivre et intensifier la rénovation de l'habitat, en y associant les habitants.

— Quant à l'éducation, il existe en France une multitude d'expériences extrêmement intéressantes, dues à l'énergie des enseignants. Mais elles restent méconnues car elles ne sont pas centralisées. Il faudrait permettre le recensement de ces expériences qui sont un fantastique outil pédagogique. Un effort particulier doit être fait sur le périodique, notamment la trousse de 16-20 heures, pour la préparation des devoirs. On pourrait généraliser le système du tuteurat, du «grand frère» en incitant les étudiants à venir assister les scolaires pendant cette trousse horaire, par l'attribution de bourses d'études par exemple. Il faut également mieux gérer les zones d'éducation prioritaire (ZEP) où l'on envoie généralement des enseignants jeunes, donc inexpérimentés, alors que l'on a au contraire besoin d'enseignants avec une large expérience pédagogique. Pour cela, on pourrait envisager une motivation financière ou de statut, par l'allègement des heures de cours. Il est urgent de rendre au système scolaire sa fonction initiale d'intégration par la connaissance.

Propos recueillis par PASCALLE ROBERT-DIARD.

ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RAPPEL DES DATES DU CONCOURS 1989 MERCREDI 31 MAI 1989

BACHELIERS A. S. C. D. E. = FORMATION EN 3 ANS (CSG)
BACHELIERS G3, G2, H. = FORMATION EN 2 ANS (CITE)
RESEIGNEMENTS TEL. : 43-20-08-82
ECOP 3, RUE ARMAND-MOISSANT 75015 PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Dr Julien Dray

Les difficultés de la programmation militaire

M. Rocard assure que « les principes de base » de la défense ne sont pas « remis en question »

Le premier ministre a tenu, mardi 25 avril, de désamorcer le différend qui l'oppose à M. Jean-Pierre Chevènement sur la révision de la programmation militaire, en expliquant qu'il n'avait jamais été question de réduire les crédits de la défense et que les discussions actuelles étaient normales au sein d'un gouvernement qui cherche à assainir les finances publiques. M. Michel Rocard considère que les principes de base de la défense nationale ne peuvent être remis en cause.

Voici le texte intégral du communiqué du premier ministre :

« Le premier ministre poursuit sa réflexion sur les moyens les plus appropriés de rendre les exigences budgétaires compatibles avec la possibilité pour l'Etat de continuer à assurer toutes ses missions de manière satisfaisante, en particulier pour la défense nationale dont nul ne saurait accepter que les principes de base, qui conditionnent l'indépendance de la France, puissent être remis en question.

« Aussi bien n'a-t-il jamais été envisagé de réduire les crédits militaires, mais seulement de reconstruire le rythme de leur progression, comme cela avait d'ailleurs été évoqué lors de la discussion sur la loi de programmation militaire en avril 1989.

« Dans ces conditions, s'agissant de décisions en cours d'études au niveau interministériel, il ne saurait être question d'un désaccord entre le ministre de l'économie, des finances et du budget et le ministre de la défense, moins encore d'un désaccord entre l'un ou l'autre et le premier ministre, mais seulement de discussions normales au sein du gouvernement, comme chaque année difficile, pour aboutir au meilleur équilibre possible, assurant la compatibilité entre la loi de programmation militaire et le loi de finances sans renoncer en rien aux impératifs de notre indépendance nationale ni aux besoins légitimes de nos armées pour assurer leur rôle, en poursuivant la politique d'assainissement des finances publiques engagée fermement par le gouvernement.

« En cherchant à minimiser le débat actuel dans les instances gouvernementales, M. Rocard se défend préventivement contre des attaques — qui ne lui ont à aucun moment été portées — de vouloir diminuer les

budgets militaires entre 1990 et 1993. Mais il ne l'écrit pas de lest pour autant, puisqu'il laisse planer le doute sur la réalité du taux de progression des crédits de la défense qui sera retenu lors de la révision de la programmation.

Une perte de pouvoir d'achat

Cette programmation militaire, qui fixe les dépenses d'équipement militaire et classique pour quatre ans, avait été à l'origine conçue en 1987 sur la base d'une croissance de 6 % cumulative chaque année. Sa révision promise pour 1989 aboutit à un engagement de dépenses de 470 milliards de francs, au total, entre 1990 et 1993.

La volonté du gouvernement de réduire le déficit budgétaire et d'assurer les priorités à l'éducation, à la recherche et à la santé a conduit le ministre de l'économie et des finances à proposer une « enveloppe » — sur la base d'une augmentation de 0,5 % en 1990, puis de 1 % pour chacune des trois années suivantes — de 400 milliards de francs, soit 3,3 % du produit intérieur brut (PIB), quand la part du prélèvement sur la richesse nationale en

faveur de la défense est, aujourd'hui, de l'ordre de 3,69 %.

Acceptant le principe de faire des économies, M. Chevènement a émis, en contrepartie, trois hypothèses. La première, avec une hausse de 6 % en 1990 et 1991, puis de 5 % en 1992 et 1993, aboutit à une dépense globale de 450 milliards de francs, soit un prélèvement stable du PIB, et donc la continuation des grands projets d'armement. La seconde, avec une augmentation uniforme de 5 % par an, conduit à une « enveloppe » de 443 milliards de francs, et un taux de 3,64 % du PIB. Il suffirait d'étaler les programmes en cours pour les maintenir. La dernière hypothèse, que rejette le ministre de la défense dès lors qu'elle entraîne l'abandon de systèmes d'armes complets, pose un accroissement uniforme de 4 % par an et aboutit à 432 milliards de francs, avec un taux de 3,56 % du PIB.

Pour l'instant, M. Rocard n'a exercé aucun arbitrage et, a fortiori, le chef de l'Etat n'a pas tranché. Mais seule la proposition des finances, si elle était retenue, implique une réelle perte du pouvoir d'achat des armées dès lors que la hausse annuelle des crédits est très nettement inférieure à l'inflation attendue.

J. I.

Une enquête des affaires sociales et des finances

Les mauvais comptes de la Croix-Rouge française

Depuis huit jours, la Croix-Rouge française fait l'objet d'une enquête menée conjointement par l'inspection générale des affaires sociales et l'inspection des finances. Demandée par le président du conseil d'administration de la Croix-Rouge, M. Louis Dange, cette enquête vise à chiffrer le déficit financier constaté dans la comptabilité des services centraux de l'association et à en déterminer les causes. D'ores et déjà, le directeur des services centraux, M. Eric Schmieder, a annoncé sa démission.

Créée il y a cent vingt-cinq ans, la Croix-Rouge française compte 100 000 bénévoles et 13 000 salariés répartis dans 2 000 unités décentralisées ayant chacune son budget propre. Le chiffre d'affaires annuel de l'association est de 2,4 milliards de francs. Des services centraux basés place Henri-Dunant, à Paris, coordonnent l'ensemble des activités. En 1988, afin de mieux faire connaître l'association, de vastes campagnes de publicité avaient été lancées. Et c'est alors, semble-t-il, que des problèmes comptables sont apparus. « A l'évidence, nous a déclaré M. Dange, nous avons commis des erreurs de prévision. Les dépenses occasionnées par ces campagnes ont été plus importantes que les rentrées d'argent. Peut-être même y a-t-il eu des erreurs de gestion. Mais, en aucun cas, il n'y a eu de malversation ».

Estimant cependant que ce déficit comptable soulignait la nécessité de changer les structures des services centraux, M. Dange décida de demander une enquête conjointe aux inspections des affaires sociales et des finances. Cette enquête est en cours et, selon de premières indications, elle ne révèle pas l'existence de malversations. De source bien

informée, on indique en revanche que les inspecteurs ont été frappés par l'atmosphère de règlement de comptes qui règne actuellement au siège central de la Croix-Rouge.

Dans son numéro du 26 avril, le *Canard enchaîné* affirme que, sur les 12 millions de francs environ adressés par des particuliers à la Croix-Rouge à l'issue de la coulée de boue provoquée, en novembre 1985, par le volcan Nevado del Ruiz, en Colombie, pas un centime n'est parvenu quatre ans plus tard aux victimes de la catastrophe. « C'est absolument faux », réplique M. Dange, sur les 11,5 millions de francs collectés à cette occasion, 4,5 millions ont été déjà dépensés, permettant en particulier la construction de deux centres médico-sociaux aux environs d'Armero et la construction de logements sociaux. D'autres projets sont actuellement en cours de réalisation.

Un conseil d'administration de la Croix-Rouge — où sont représentés pas moins de huit ministères — devait se réunir mercredi 26 avril. M. Dange n'a pas l'intention d'y annoncer sa démission. « Au contraire, je souhaite, avant l'expiration de mon mandat de président, fin 1989, préparer l'avenir et procéder à l'aggiornamento qui s'impose ».

Quant à l'enquête des affaires sociales et des finances, elle devrait durer encore un mois. On saura alors quel est le montant du trou : 60 millions de francs, comme croit pouvoir l'affirmer le *Canard enchaîné* ? Environ 20 millions de francs, comme on l'indique à la Croix-Rouge ? « En tout état de cause, commente M. Dange, que cette triste affaire ne vienne pas jeter le trouble sur la confiance que font les Français depuis cent vingt-cinq ans à la Croix-Rouge. Nous n'avons jamais démenti ».

FRANCK NOUCHI.

Les réactions

• M. BERNARD PONS, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale : « Le désaccord au sein du gouvernement sur la réduction des dépenses militaires est une manœuvre, montée de toutes pièces. Ce n'est qu'une manœuvre dont les socialistes sont complices. Le ministre des finances annonce une réduction énorme. M. Chevènement dit qu'il se battra des quatre fers. Tout cela est monté de toutes pièces. C'est du cinéma. Ça ira pour arbitrage à l'Elysée, et on nous dira que le président a arbitré sagement ».

• M. JEAN LECANUET, président (contraste) de la commission sénatoriale des affaires étrangères et de la défense : « L'effort consenti par la nation pour sa défense ne doit pas être fixé en fonction de considérations purement budgétaires, mais en fonction des nécessités de la défense pour maintenir une politique cohérente et un outil

militaire adapté aux exigences de la paix et de l'indépendance. Les réductions de crédits envisagées impliqueraient des coupes drastiques qui remettraient inévitablement en cause des systèmes d'armes entiers ».

• M. LOUIS MERMAZ, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale : « Nous avons voté la loi de programmation militaire quand nous étions dans l'opposition. Michel Rocard était alors intervenu pour dire que le suivi annuel de cette loi serait difficile. Il n'est pas question aujourd'hui pour nous de diminuer les crédits de la défense nationale. Personne ne remet en cause la dissuasion nucléaire, qui donne à la France le rang de troisième puissance nucléaire ; il y a un arbitrage du premier ministre et, si nécessaire, du président de la République à ce sujet ».

Selon Dassault

Tout retard dans le projet Rafale pénalise ses chances à l'exportation

Un retard de deux ans dans la réalisation du programme Rafale, qui devrait être prêt pour 1996, risque de se traduire par une perte, à l'exportation, de l'ordre d'une centaine d'exemplaires de cet avion de combat conçu par Dassault.

Cette mise en garde émane de M. Bruno Revellin-Falcoz, vice-président du groupe Dassault-Breguet et président du groupement d'intérêt économique GIE-Rafale, qui réunit les constructeurs associés dans ce projet d'un avion bi-réacteur destiné à l'armée de l'air et à l'aéronavale navale française. Elle a été lancée devant les députés membres de la commission de

la défense à l'Assemblée nationale, qui ont décidé récemment d'entendre les responsables de Dassault.

M. Revellin-Falcoz estime que, sur le marché mondial, les perspectives de vente du Rafale sont « prometteuses ». Les besoins de renouvellement du parc mondial d'avions de combat, qui compte dix mille cinq cents avions de combat (dont Etats-Unis et pays du pacte de Varsovie), sont de l'ordre de deux à trois cents par an. Le programme Rafale est sensible, a dit le président du GIE, au strict respect du calendrier, qui prévoit la mise en service à partir de 1996.

« Tout retard de deux ans dans la réalisation de ce programme », a ajouté M. Revellin-Falcoz, « risquerait de se traduire par une perte à l'exportation de l'ordre d'une centaine d'appareils ».

Ces considérations, destinées à mettre les décideurs devant leurs responsabilités, sont sans doute dictées par la crainte des dirigeants de Dassault-Breguet de voir le gouvernement, à l'occasion de la révision de la programmation militaire, retarder d'un à deux ans le projet Rafale dans l'espoir d'obtenir des économies budgétaires à terme.

M. Revellin-Falcoz a estimé, à ce propos, que la construction du Rafale est « à peine plus onéreuse » que ne l'aurait été la participation de la France au programme concurrent EFA conçu, en coopération, par la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Espagne. « Evaluée à l'origine à 30 %, a expliqué le président du GIE, cette participation aurait représenté une mise de fonds de 24 milliards de francs environ, alors que la part budgétaire du développement du Rafale s'élèverait à 26 milliards de francs, hors marine ». Le Rafale aura, en effet, une version destinée à l'aéronavale navale, qui n'est pas prévue pour l'EFA.

« Pour une dépense publique à peine supérieure », conclut M. Revellin-Falcoz, « le développement du Rafale confère les positions françaises dans les domaines de l'électronique de vol, avec l'apport de Thomson-CSF, et des réacteurs, avec celui de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation ». Avec l'EFA, ces apports auraient dû être partagés avec les constructeurs européens.

L'amiral Lanxade, les généraux Lebrun et Larigau reçoivent leur quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la Défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 26 avril a approuvé les promotions et nominations suivantes :

• MARINE. — Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Jacques Lanxade.

[Précédemment chef du cabinet militaire du ministre de la Défense, Jacques Lanxade a pris, le 24 avril, ses nouvelles fonctions de chef de l'état-major particulier à la présidence de la République. Il avait été promu vice-amiral en octobre 1987.]

• AIR. — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps aérien, les généraux de division aérienne Jean-Claude Lebrun et Claude Larigau (nommé commandant la Force aérienne tactique et la première région aérienne, à Metz).

Sont promus : général de brigade aérienne les colonels Bernard Albert et Francis Anglard.

Sont nommés : sous-chef d'état-major des armées, le général de brigade aérienne Pierre Warré ; sous-chef d'état-major de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Alain Dumas.

• TERRE. — Est nommé commandant la 1^{re} division blindée, le général de brigade Philippe Morillon.

• CONTROLE GÉNÉRAL DES ARMÉES. — Est nommé contrôleur général des armées en

ENVIRONNEMENT

La Savoie entre ses lignes électriques

En Savoie au moins, EDF va améliorer de manière substantielle l'intégration de ses lignes électriques dans le paysage. Sur les 700 millions de francs que coûtera la construction de la ligne à haute tension qui doit allonger la vallée de la Maurienne, 150 millions seront consacrés à l'environnement. En dépensant par ailleurs 500 000 F par an, EDF modifiera aussi les ouvrages existants.

Ainsi, une ligne moyenne tension qui départe actuellement le col du Mont-Cenis sera prochainement enterrée. Ces décisions découlent d'un protocole passé entre M. Michel Barmer, président du conseil général et député (RPR) de Savoie, d'une part, et la direction départementale d'EDF, d'autre part. L'accord constitue une « première » en France.

• Prison avec sursis pour un industriel pollueur. — Le PDG de la société Erre de Redon (Ille-et-Vilaine), M. Bernard Bianchi, a été condamné, le 24 avril, par la cour d'appel de Rennes à dix mois de prison avec sursis et 50 000 F d'amende pour avoir déversé des déchets liquides contenant du pyréthre dans un étang voisin de l'entreprise. La société Erre, qui reconstruit les transformateurs électriques, a été rachetée au mois de mars.

• Pollution du Var. — Plus d'une tonne de poissons morts a été retirée du lit du Var à la hauteur de l'aéroport de Nice-Côte d'Azur, depuis lundi 24 avril, à la suite d'une importante pollution due au déversement, près de la zone industrielle de Carros, d'un pesticide organophosphoré servant au traitement des arbres fruitiers. — *Corresp.*

SCIENCES

De nombreux physiciens tentent de renouveler l'expérience de Fleischmann et Pons

La fusion nucléaire à froid passée au crible

Un mois après l'annonce par les électrochimistes Martin Fleischmann, britannique, et Stanley Pons, américain, de la production de réactions de fusion nucléaire dans une éprouvette, le scepticisme commence à gagner les physiciens en dépit de l'annonce par quelques chercheurs de la reproduction réussie de l'expérience dans leurs laboratoires.

A la date du 21 avril, certaines déclarations laissent à penser que onze équipes auraient observé ce phénomène de fusion froide au cours d'une électrolyse de l'eau lourde (1) analogue à celle effectuée par le tandem américain-britannique. Mais ces observations ne semblent pas encore avoir donné lieu à publication scientifique.

Peut-être ce manque sera-t-il comblé. Et si c'est le cas, c'est-à-dire s'il est démontré, comme le note un chercheur, que « le phénomène est observable et qu'il est reproductible à l'infini dans n'importe quel laboratoire disposant du bon protocole d'expérience », alors seulement la communauté scientifique pourra proclamer qu'elle a mis le doigt sur une « grande affaire ».

De là à penser, comme l'avaient déclaré un peu vite Fleischmann et Pons, que leur découverte « peut mener facilement à une nouvelle technologie de production d'énergie », il y a un pas que beaucoup se refusent à franchir. Mais Martin Fleischmann est un électrochimiste reconnu. « C'est pourquoi », souligne Jean Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique, « il nous faut, comme il l'a fait, prendre nos responsabilités et regarder cela de près » jusqu'à ce que tous les doutes soient levés.

C'est ce que plusieurs laboratoires ont commencé de faire en axant leurs efforts sur ce qui paraissait être les points faibles de l'expérience électrochimique, en particulier la détection, l'identification et le comptage de ces particules — les neutrons d'une énergie égale à 2,5 millions d'électrons-volts — qui « signalent » l'existence d'une production de réactions de fusion nucléaire.

Il semble que sur ce point l'appareil de mesure utilisé par des deux chercheurs n'ait pas été des plus performants. C'est la raison pour laquelle nombre de laboratoires mieux équipés pour cela ont effec-

tués de nouvelles séries de mesures. En vain.

Des résultats négatifs ont été enregistrés aux Etats-Unis à Los Alamos, à Livermore, au Massachusetts Institute of Technology, à l'université d'Illinois, ainsi que dans les laboratoires d'IBM et d'ATT. De même en Europe, dans les laboratoires de Jülich (Allemagne) et de Harwell (Grande-Bretagne) dont Fleischmann est pourtant un des conseillers scientifiques.

Aller jusqu'au bout

Les Français se sont lancés dans l'aventure. Sans plus de succès d'ailleurs, bien qu'ils disposent, sur le site de la centrale nucléaire de Bugey, d'un exceptionnel détecteur de neutrons permettant de s'affranchir des phénomènes parasites (rayons cosmiques) pouvant perturber la mesure (*Le Monde* du 19 avril).

C'est ainsi que la première expérience conduite à Bugey par le Commissariat à l'énergie atomique et le Centre national de la recherche scientifique sur un système d'électrolyse préparé par l'université de Lausanne n'a rien donné. Pas plus d'ailleurs que celle en cours, depuis le 16 avril, menée par un laboratoire du CNRS (CREMGP) et par l'Institut national polytechnique de Grenoble sur le site de Bugey avec un bain d'électrolyse contenant de l'eau lourde et du sulfate de sodium.

Une autre expérience a donc été lancée avec de l'eau lourde très pure et de l'hydroxyde de lithium deutérié, et les scientifiques français s'apprêtent à commencer des mesures avec un dispositif analogue dans le tunnel routier de Fréjus qui leur permet de s'affranchir encore davantage du bruit de fond dû notamment aux rayons cosmiques.

Dans le même temps, à Paris, des équipes de Jussieu tentent de mettre en évidence et de mesurer le dégagement de chaleur que Fleischmann et Pons affirment avoir observé et qui leur faisait penser qu'il y avait peut-être là un moyen de produire de l'eau lourde. Reste qu'à ce jour, comme l'affirme un communiqué du CNRS, aucune des expériences menées avec les électrochimistes CNRS-INPG « n'a permis de mettre en évidence la présence de neutrons associés à l'électrolyse de l'eau lourde ». Pas plus qu'au CEA d'ailleurs.

Faut-il pour autant abandonner toutes recherches et affirmer que

Fleischmann et Pons se sont définitivement trompés ?

Certainement pas, car les hypothèses ne manquent pas pour expliquer l'absence de neutrons, mais aussi parce que l'on n'a pas encore épuisé les ressources offertes par la modification de tel ou de tel paramètre (électrode, température, courant, composition du milieu, etc.) de l'expérience de Fleischmann pour conclure dès maintenant de façon négative.

Car, si il n'y a pas de fusion nucléaire au sens énergétique du terme, il y a peut-être quelques fusions éphémères ou d'autres phénomènes, comme celui apparemment observé par les Italiens — fusion à froid dans des copeaux de titane — concernant le comportement du deutérium dans les mailles des cristaux de palladium, de titane ou de lanthane (*Le Monde* du 21 avril).

« Rien que cela justifie », souligne Jean Teillac, que l'on aille jusqu'au bout. Pour voir. Et nous prendrons notre temps. Nous ne sommes pas pressés ».

JEAN-FRANÇOIS AUGERAUD.

(1) Il s'agit d'une eau dont les atomes d'hydrogène ont été remplacés par de l'hydrogène lourd (deutérium).

Le premier ministre souhaite la transparence en matière d'information sur la radioactivité

Le premier ministre, M. Michel Rocard, souhaite une plus grande transparence en matière d'information sur la radioactivité. Dans une lettre adressée le 20 avril aux ministres de l'intérieur, de la santé, de l'industrie et de l'environnement, il écrit : « Le gouvernement entend que toute information en ce domaine soit accessible », qu'il s'agisse des mesures effectuées par les exploitants de centrales nucléaires, du Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) ou de l'Institut de protection et de sûreté nucléaires (IPSN).

Le premier ministre indique d'autre part que « la diversification des organismes réalisant des mesures de radioactivité est encouragée ». La commission chargée d'attribuer le label technique à ces organismes sera constituée « dans les plus brefs délais » auprès du ministre de la santé.

Société

Les nouvelles expressions du mécontentement policier

Des sous et une réforme !

Quelque dix mille policiers se sont rassemblés, mardi 25 avril, à l'appel de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) au Palais des sports de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) pour demander une revalorisation de leurs salaires et la mise en œuvre d'une loi plurianuelle d'orientation permettant de réformer en profondeur la police nationale.

Assis ou debout, sous un chapiteau de verre et de béton, les policiers ont écouté, deux heures durant, les différents orateurs, responsables syndicaux des gardiens de la paix, des inspecteurs, des officiers, des commissaires, des personnels administratifs et des retraités groupés au sein de la FASP. Souvent bruyamment interrompu par

des participants qui réclamaient sur l'air des lampions « des sous ! des sous ! », M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la FASP, a longuement évoqué les difficultés qu'avait son organisation à se faire entendre du ministre du budget, proclamant sa détermination à obtenir « 25 points d'indice pour tous », soit une augmentation d'environ 600 F par mois pour tous les policiers.

Le secrétaire général de la FASP a aussi condamné l'absence de « discours social du gouvernement », l'effacement de la modernisation de la police, exigeant du ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, qu'il s'attaque désormais « aux

fondations et pas seulement au décor et à l'apparence ». « Maintenant, il faut construire sur du solide et pas sur du sable », a encore déclaré M. Deleplace avant de proposer les grandes lignes de la loi d'orientation qu'il appelle de ses vœux, fondée sur l'unification des corps, la « territorialisation » des responsabilités et la transparence de l'institution.

Par son importance, ce meeting est comparable à celui tenu en 1977, à Paris, à la porte de Pantin, par plusieurs organisations syndicales de policiers groupées au sein d'une intersyndicale qui voulait protester contre les réformes introduites par M. Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur.

Le rassemblement de Saint-Ouen a montré un haut degré de sensibilité des policiers gagnés par la contagion des revendications salariales qui traverse toute la fonction publique, révélant un certain décalage entre les très matérielles aspirations de la base et la volonté des directions syndicales de mettre en avant des revendications professionnelles qui n'ont pas bénéficié d'une fermeté égale de la part des participants. Le même contraste est aussi apparu entre la province — qui avait envoyé quatre-vingt-cinq cars — et les policiers parisiens, moins enthousiastes à réclamer « des sous » et plus attentifs aux réformes de structures préconisées par M. Deleplace.

L'une des règles d'or d'un meeting de masse est de désigner l'adversaire. M. Deleplace avait choisi MM. Rocard et Chirac, le premier parce qu'il refusait de débiter les crédits nécessaires à une bonne réforme de la police, le second parce qu'il entend revenir sur des avantages concédés l'automne dernier. Mais les auditeurs de M. Deleplace en ont décidé autrement : c'est M. Joxe et, dans une moindre mesure, M. Mitterrand qu'ils ont hués lorsque, croyant les appeler au secours de sa démonstration, M. Deleplace s'est dit convaincu que le ministre de l'Intérieur partageait « nombre de nos analyses » et que le président de la République avait toujours « écrit dans le sens des intérêts d'une police démocratique, moderne et humaine ». Du coup, le nom de M. Rocard a été tout bonnement ignoré par la salle, tandis que celui de M. Chirac — dont les bêtises ont été évoquées avec insistance par l'orateur — n'était accompagné que de quelques sifflets.

Meeting contrasté, bruyant, dense. Rassemblés par régions sur

les gradins, les provinciaux se balançaient comme une houle, se levant et se rasant les uns après les autres, comme on le voit faire dans les grandes cérémonies sportives lorsque des milliers de participants simulent l'avancée de la vague. A la droite de l'hémicycle, les policiers du Tarn tentaient de couvrir de slogans encore plus sonores ceux que lançaient, en face, les policiers du Lot-et-Cher, tandis que les Bretons agitaient drapeaux et, parfois, chapeaux ronds. Au milieu, sur la piste, debout, plus retenus, les Parisiens, reconnaissables à leur badge vert — la province était étiquetée de bleu, les CRS d'orange et les autres de rouge — observaient leurs camarades. Pendant toute la réunion, on sentait cette différence, marquée encore un peu plus par les barrières disposées pour prévenir tout débordement dans la rue.

Il est 18 h 30 lorsque le meeting, présidé par M. Eugène Assencio, secrétaire général du Syndicat national des policiers en tenue (SNPT), est ouvert, avec une heure et demie

de retard. « Le ras-le-bol est général », déclare M. Assencio, fin de ter-giver : nous irons jusqu'au bout. Vivement applaudi par ses troupes, M. Assencio, les invite néanmoins à ne pas se laisser tenter par la provocation, le motif qu'il répète tout au long de la réunion.

« Affrontements corporatistes »

Tout à tour les responsables des syndicats prennent brièvement la parole. M. Jean-Louis Llorca, secrétaire général du Syndicat national unitaire des inspecteurs de police (SNUIP), stigmatise la police nationale, « malade des affrontements corporatistes catégoriels », tandis que la salle crie « des sous ! », applaudissant surtout lorsque l'orateur, enfin, réclame « une juste revalorisation indiciaire ». On entend encore M. Pierre Lascombes, responsable du Syndicat national des commissaires (SNC), adhérent de la FASP, bruyamment encouragé lorsqu'il exalte « les

valeurs de progrès et de la République où le commandement ne peut s'exercer sans le respect des hommes » ; ou encore M. Jean-Louis Yonnet, du Syndicat national des officiers (SNO), qui intervient dans le débat qui oppose M. Chirac à M. Rocard en déclarant que « les groupes militaires industriels méritent moins de faveurs que les véritables gardiens de la paix que nous sommes ».

M. Deleplace prend ensuite la parole, appelant à lui le souvenir de la Révolution, des cahiers de doléances et du serment du Jeu de Paume qui devaient « le serment de Saint-Ouen, de ne pas se séparer sans prendre l'engagement de vaincre ». Fréquentement coupé par les participants venus de province pour réclamer d'abord les vingt-cinq points d'indice, M. Deleplace développe les thèmes qui lui sont chers : l'unité de son organisation, son constant souci de moderniser la police, le destin commun de ses membres, par-delà leurs différences catégorielles, le sens des responsabilités de la FASP. « Policiers répu-

bléens nous sommes et le restons, jusque dans l'expression de notre colère », lance-t-il en guise de mise en garde à ceux qui envisageraient éventuellement d'entraîner les spectateurs en une manifestation de rue.

Place aux jeunes

Critiquant vertement « les spéculateurs, ceux qui font de l'argent avec de l'argent au lieu d'investir, au lieu de participer à l'effort de production, au lieu de prendre des risques en investissant », le secrétaire général de la FASP estime que « le discours sur l'assèchement ne passe plus (...), ne tient plus la route » et s'écrit, vient M. Rocard : « Bref, le discours du gouvernement ces derniers mois est décevant, le langage des indices économiques, ce n'est pas humain (...). Ras-le-bol des raisonnements technocratiques. »

Puis, non sans avoir dénoncé « les retards, les sabotages, les réticences » qui accompagnent les tenta-

tives de réformes, M. Deleplace développe les grandes lignes d'une loi d'orientation pour la police, articulée autour des thèmes de l'unification, de la « territorialisation » et de la transparence. Une telle loi, estime-t-il, devrait s'accompagner d'une loi de dégelage des cadres, permettant « à ceux qui ont peur de la nouveauté de passer la main, de passer le témoin, à des responsables plus jeunes, plus dynamiques, plus déterminés ». Enfin, les nouvelles responsabilités données aux policiers, dans le cadre de la réforme qu'il propose, doivent s'accompagner de « leur juste prix », c'est-à-dire d'augmentations indiciaires. Cette partie du discours sera particulièrement appréciée de la salle, qui se lève pour faire au responsable de la FASP une ovation. « La balle est dans le camp du gouvernement, lance, en conclusion, M. Deleplace : il a été prévenu à temps, à lui de nous entendre maintenant. » Quelques dizaines de policiers tenant alors, sans succès, d'entraîner leurs camarades dans la rue.

G. M.

Amers

(Suite de la première page.)

Un ministre novateur. M. Pierre Joxe, puissamment soutenu par la principale organisation syndicale, la FASP, leur a fait espérer un changement radical de leurs conditions de travail, des matériels nouveaux et performants, la construction de locaux décentes, l'abandon des tâches indues ou inutiles, la réorganisation administrative et la réforme des carrières.

C'était en 1985. Beaucoup a été fait et plus encore dépensé. Les résultats ne semblent pas à la hauteur des investissements. Pour les gardiens de la paix, les missions, notamment à Paris, n'ont pas radicalement changé et la « plante verte », c'est-à-dire le planton inutile, n'est toujours pas une espèce en voie de disparition.

L'introduction de l'informatique n'a pas apporté les effets escomptés : par manque de formation, beaucoup de matériels semblent être restés dans leurs cartons, inutilisés. A cela s'ajoute le blocage des carrières dû, notamment, à une gestion trop longtemps improvisée des multiples corps de la police nationale. Les millions déversés dans le plan de modernisation ont sans doute permis de rattraper quelques

retards trop criants, pas de changer la vie.

La machine est lourde à bouger. Toute innovation se heurte immédiatement à l'inertie naturelle de l'institution, et encore plus à la résistance que mènent quelques hiérarches frileux. Dernier exemple en date : sans autre explication, le Syndicat des commissaires, majoritaire dans la profession, vient de refuser de cautionner, lors de sa présentation devant le comité technique paritaire de la police nationale, le nouveau plan de formation des policiers mis au point par le ministère de l'Intérieur. La majorité des autres syndicats qui l'ont ratifié s'accrochaient pourtant à dire que le plan était à la fois nécessaire et de qualité.

Bref, pour le policier de base comme pour le dictionnaire, « plus ça change et plus ça perd ». Diagnostic excessif mais qui témoigne d'un découragement certain devant des changements si souvent annoncés et si rarement parvenus. De ce « ras-le-bol » largement partagé, émerge finalement le plus petit commun dénominateur, traduit par le vieux mais si normal slogan que scandaient les milliers de policiers réunis à Saint-Ouen : « Des sous ! »

GEORGES MARION.

Un séisme provoque une panique à Mexico

Mexico a connu plusieurs minutes d'intense panique, mardi 26 avril, à 8 h 25, lorsque le terre s'est mis à trembler. Quarante-quatre secondes qu'ont fait vibrer les planchers, provoqué quelques lézards et fait tomber des corniches. Moins de quatre ans après le terrible séisme du 19 septembre 1985, qui avait fait des milliers de morts, les habitants de la capitale mexicaine ont cru revivre le même enfer. En quelques minutes, les trottoirs de la ville étaient noirs de monde, envahis par la foule des employés de bureau jetés à la rue sous l'effet d'une peur panique.

Malgré sa magnitude, évaluée à 6,8 sur l'échelle de Richter (8,1 en 1985), le séisme de mardi a occasionné assez peu de dégâts matériels : bris de verre, fuites de gaz et quelques incendies. Un homme est cependant mort, électrocuté par la chute d'un câble à haute tension, et deux femmes ont péri en se jetant par la fenêtre d'un quatrième étage. « Une peur majeure avec des dégâts mineurs », a conclu le président mexicain, M. Carlos Salinas, dans un message télévisé destiné à rassurer la population.

Plusieurs services publics ont été paralysés pendant quelques heures, comme le métro, la distribution d'eau, l'électricité et le téléphone. Aucun dommage notable n'a été signalé en dehors de Mexico. — (AFP, Reuters.)

Les réactions au rapport Giraudet

Les constructeurs unanimes contre une limitation de la vitesse des véhicules dès la construction

Les constructeurs automobiles, unanimes, se déclarent hostiles à la limitation de la vitesse des véhicules dès la construction, mesure préconisée par le rapport Giraudet, remis le 25 avril, au premier ministre (le Monde du 26 avril).

Ils estiment que la vitesse de pointe élevée est un gage de sécurité, car elle permet des dépassements plus rapides dans des situations plus dangereuses. Ils font valoir qu'un véhicule stoppé à 2 kilomètres à l'heure peut se révéler mortel. Ils remarquent que les auto-écoles n'enseignent pas à piloter à plus de 90 km/h et qu'une action éducative serait indispensable dans ce domaine.

Renault déclare qu'une mesure de limitation de la vitesse de pointe à la fabrication ne pourrait intervenir qu'à condition que l'ensemble des constructeurs européens en soient d'accord... et demande que l'on oblige d'abord la RFA à limiter à 130 km/h la vitesse sur autoroute.

Huit ans de réclusion pour un amant violent

L'enfant martyr de « Madame Bovary »

La cour d'assises de Nanterre présidée par M. Bernard Desesclier, a condamné mercredi 26 avril à 1 heure du matin, Philippe Costes, trente-trois ans, à huit ans de réclusion criminelle pour les coups et blessures portés sur un enfant de huit mois, en 1986. L'avocat général M. Noël Minicucci avait requis douze ans.

Maryvonne Stékelbout est une jeune femme corpulente qui tient à la main un tout petit sac de cuir noir verni. En 1986, elle s'est jugée vainement trop emportée, jetant un regard méprisant sur sa vie de provinciale illoise. Alors, gorgée de grands renforts de coupe-faim, elle s'est détestée de vingt-cinq kilos. Et un avenir radieux s'est offert à elle, effaçant les mauvais souvenirs de son premier mariage et d'une petite Catherine remise à la garde de son père à l'âge de deux ans, rendant déjà caduque sa nouvelle union avec M. Stékelbout, un brave négociateur immobilier jugé par elle « trop pantouflard ».

Avec sa ligne ovale, Maryvonne a tout bonnement perdu la tête. Elle s'est installée devant son Minotal et a pianoté sur des écrans « roses » pour 4 000 francs à 5 000 francs par mois, le salaire fixe de son mari. « Je me suis prise pour une gamine de quinze ans », résume-t-elle à l'intention de la cour d'assises. Par la vertu de la seule intuition, elle avait choisi comme nom de code, « Madame Bovary », bien décidée à fuir avec sa fille Natacha, neuf ans, et son fils Morgan, vingt mois, à la première occasion favorable.

Ainsi « Madame Bovary » rencontre-t-elle « James », la modernité incarnée. « James » ne dissimule pas un quelconque exode de la société et de l'amour mais Philippe Costes, un bel homme, libre puisque divorcé d'une belle jeune femme, s'intéresse surtout à lui-même, à l'informatique et au tennis. Ce fut, pour Maryvonne, « un enlèvement », dira M. Charles Lherminier. Un prince charmant clé en main. Il vint à sa rencontre à Lille, en août 1986, apparemment pas trop déçu, lui prodiguant même quelques conseils pour obtenir le divorce d'avec son second mari et conserver, cette fois, la garde de ses enfants.

Il se revint à Courbevoie, chez lui. Ce furent probablement de drôles de week-end et l'on n'y décèle pas une passion partagée. « Madame Bovary » arrivait encombrée de sa

progréniture et « James » continuait à vaquer à ses occupations (rencontres sportives et amicales). Tout de même, cet homme, décrit par beaucoup comme un « macho », par les experts-psychiatres comme un égocentrique distant, rigide et maniaque, se met en tête de prendre en main l'éducation de Morgan, trop « capoté » à son goût, « capoté et pleurnicheur », accessoirement « pourri par sa mère ».

Philippe Costes s'étonne de ce que Morgan ne mange pas avec une fourchette et décide d'y porter remède. Le voilà qui se pique de pédagogie et entend « redresser la situation ». Et l'on ne comprend plus très bien, pour ne pas dire pas du tout, cet informaticien « sous pression », hanté par le rendement et l'efficacité, responsable d'une dizaine de pupitres à la société MC Dorrel Douglas, qui s'adonne soudain à l'éducation d'un petit garçon qui n'est pas le sien alors qu'il ne s'est jamais occupé de son propre fils de quatre ans.

Le « supertravailleur »

Les cours d'assises sont des lieux terribles. La femme dite « a divorcé par consentement mutuel » est venue raconter comment Philippe Costes, la seule fois où il a donné le biberon à son fils, fut pris de colère au moment d'une régurgitation, envoyant le biberon à travers la pièce et rendant le bébé à sa mère. Avec lui, il était plutôt laid, sans autorité selon certains témoins. « Je le laisserais faire pas mal de choses », reconnaît-il.

Au petit Morgan, il ne laisse malheureusement rien faire. Du 7 au 14 octobre 1986, alors que Maryvonne débarque dans son trois pièces avec ses enfants, il impose le silence à celui qu'il appelle plus que « le supertravailleur ». Aujourd'hui, il ne reconnaît pas même quelques petites tapes sur la nuque de l'enfant. Mais devant les policiers et le juge d'instruction, il avouait des corrections deux fois par jour en moyenne, précision d'informaticien.

Fascinée, Madame Bovary ne voit rien. Ni les bleus, ni le reste. Elle ne s'effarouche pas des principes d'éducation de son amant. Elle ne s'inquiète pas, le samedi, d'être interdite de salle de bains : c'est James qui lave le petit, change ses couches et le met en pyjama. Elle trouve normal, le samedi et le dimanche, de lui

laisser Morgan pour aller faire les courses avec sa fille, évident que ce soit lui qui préside seul au coucher, et encore que l'enfant ait hérité le carrelage près de la baignoire au cours d'une chute. Maryvonne-Stékelbout, durant toute l'instruction, fut inculpée de non-assistance à personne en danger avant de bénéficier d'un non-lieu. Passons.

Tableau clinique effrayant

Dimanche 12 octobre, sous la garde de sa sœur Natacha, Morgan tombe sur le balcon et se casse une clavicule. Le 13, un médecin généraliste constate la fracture mais assure que l'enfant marche normalement et ne présente pas d'autres symptômes. Le 14 au matin, Maryvonne appelle les pompiers. Elle s'est absentée de 7 heures à 9 heures pour accompagner sa fille à la gare du Nord. En partant, Morgan dormait paisiblement. A son retour, il râle, bave, le regard dans le vague. C'est là, le comble. L'enfant présente un tableau clinique effrayant et principalement une contusion au crâne, une hémorragie méningée, un œdème cérébral et deux fractures importantes aux tibias.

Maryvonne accuse d'abord son mari, croyant obtenir ainsi un divorce dans de « bonnes » conditions. Mais c'est une brave femme et l'arrivée à Paris de ce dernier la convainc de dire la vérité. Philippe Costes est alors arrêté sur les lieux de son travail et avoue, au terme de deux heures d'interrogatoire, avoir frappé Morgan. « Un coup à tabac », lance l'avocat général. Une correction d'une telle violence que l'enfant a les jambes complètement déformées. « Je voulais qu'il dorme à plat », explique l'inculpé durant l'instruction, confessant tout juste un accès d'énervement et de perte de contrôle.

Le petit Morgan, aujourd'hui, présente un retard du développement intellectuel de huit à neuf mois selon les experts, retard qui ne pourra que s'accroître. Les mêmes experts, qui constatent que l'enfant souffre d'une « déficience globale intellectuelle », d'un « handicap visuel majeur » et d'une sévère difficulté motrice, estiment qu'il « sera probablement incurable ».

LAURENT GRELSAMER.

SPORTS

● BASKET : Orthez en finale du championnat de France. — Les Éléphants d'Orthez joueront, samedi 29 avril, la finale du championnat de France de nationale 1 A contre Linoges, après avoir remporté, mardi 26 avril, la belle qui les a opposés à Cholet (73-69).

● TENNIS : Navratilova renonce à Roland-Garros. — L'Américaine Martina Navratilova a annoncé qu'elle ne participerait pas aux prochains Internationaux de France. A trente-deux ans, la deuxième joueuse mondiale a choisi de tirer un trait sur la terre battue afin de se réserver pour le tournoi sur gazon de Wimbledon, qu'elle a déjà remporté huit fois.

● Open de Monte-Carlo. — Guy Forget demeure le seul Français encore présent après l'élimination de

Thierry Tulasne par le Suédois Jones Svensson (6-7, 6-8, 7-5) et l'abandon d'Hervé Lecoq pour des problèmes de dos.

● CNOF : réélection de M. Nelson Pailhou. — Président sortant et seul candidat, M. Nelson Pailhou a été réélu mardi 25 avril, à l'unanimité, à la tête du Comité national olympique et sportif (CNOF). Ce troisième mandat devrait se terminer au jour olympique d'hiver d'Albertville en 1982, date à laquelle M. Pailhou a l'intention de « mettre fin à son activité dans le domaine du sport ».

FOOTBALL

Six mois de prison pour un supporter violent

Il y avait peu de spectateurs le 13 décembre 1987 autour du terrain de football d'Aix-les-Bains, où la formation locale accueillait les joueurs de Fontaines (Isère). Peu de monde pour un match du championnat de promotion, mais beaucoup de passion. Lorsque l'arbitre de la rencontre a accordé un penalty pour une faute que les « visiteurs » contestaient, la tension est encore montée. José Antunes, un supporter de vingt-huit ans, armé d'une massue en bois surmontée d'une boule de fer, s'en est pris aux footballeurs d'Aix. Avant d'être maîtrisé, il a réussi à blesser à la tête Patrick Hervau.

Le tribunal correctionnel de Chambéry vient de condamner le supporter violent à six mois de prison, dont deux fermes en régime de semi-liberté, et quatre avec sursis.

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, LM

100 rue de la République, 69001 Lyon, France. Tél. 078 21 11 11.

Education

Les états généraux des langues

Le multilinguisme fait partie des droits des Européens

Près de 1 300 spécialistes des langues venus de vingt-cinq pays participent du 26 au 29 avril aux états généraux des langues, à la Cité des sciences de La Villette à Paris. Ce symposium a été préparé depuis deux ans par une association d'enseignants et de formateurs d'enseignants de langues français et étrangers, présidée par M. Denis Girard, inspecteur général de l'éducation nationale. Celui-ci évoque l'enjeu que représente la connaissance des langues dans l'Europe et le monde actuel.

très ambitieux, baptisé « Lingua », pour développer notamment les échanges de professeurs et d'élèves. Qu'en pensez-vous ?

On peut s'en féliciter, d'autant plus que les sommes qui seront consacrées à cet effort seront importantes. Encore faut-il veiller à tirer le meilleur parti de ces échanges. Les parents savent qu'il ne suffit pas d'envoyer un enfant en séjour en Angleterre ou en Allemagne pour qu'il progresse spectaculairement. L'idéal serait, ainsi que le souhaite le Conseil de l'Europe, de s'attacher à la notion de pédagogie des échanges : c'est-à-dire, savoir les préparer, les vivre, puis en exploiter les résultats.

coincé des autres pays. En Allemagne, pays souvent cité en exemple, la situation est très diverse selon le type d'établissement. J'ai constaté des résultats éblouissants dans quelques gymnasiums réservés à l'élite, mais ailleurs les méthodes et les niveaux ne sont pas différents des nôtres. Les Communautés viennent d'établir le classement des douze pays d'Europe, selon le nombre de langues apprises et correctement maîtrisées. Pour le nombre de langues apprises, la France est au cinquième rang derrière le Luxembourg et la Belgique — des pays multilingues — les Pays-Bas et le Danemark, — des pays dont la langue est peu diffusée. Pour le nombre des langues bien maîtrisées, elle est sixième, donc dans la moyenne. Elle est devancée par l'Allemagne, mais les Allemands sont favorisés par rapport aux Français pour apprendre cette autre langue germanique qu'est l'anglais.

Dans ce domaine, il y a trente-cinq ans qu'on expérimente, mais dans une anarchie totale. Cette fois, il s'agit d'une expérimentation contrôlée, puisque, au bout de trois ans — CM 1, CM 2, 6^e — on pourra faire une véritable évaluation comparée avant d'envisager une extension. J'ai eu la satisfaction de constater qu'on avait exhumé un rapport que j'avais fait en 1974 pour le ministre de l'époque et qu'on a tenu compte d'un certain nombre de principes fondamentaux, comme l'horaire minimum, au-dessous duquel mieux vaut ne rien faire, la qualification des enseignants, l'évaluation de méthodes spécifiques, et surtout la continuité. Noyés dans une classe de sixième ordinaire, les élèves qui ont bénéficié d'un apprentissage précoce perdent vite leur avance.

Mais il ne faut pas attendre des miracles. Il s'agit au mieux d'un enseignement d'initiation. Les élèves ne gagneront pas deux ans. Ils pourront mieux profiter de l'enseignement dans le secondaire, à condition que le professeur sache leur éviter le sentiment de répétition. Dans la mesure où les parents pourront choisir parmi les langues enseignées au collège dont ils dépendent, ce préapprentissage ne devrait pas, contrairement à ce que craignent certains, renforcer la prééminence de l'anglais.

Propos recueillis par JEAN-JACQUES BOZONNET.

Association pour les états généraux des langues, 101, boulevard Raspail, 75006 Paris. Tél. : 45-44-38-28, Poste 239.

« Pourquoi des états généraux des langues en 1989 ? »

Pour affirmer, deux cents ans après la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, un droit nouveau aux langues, qu'elles soient maternelles, régionales ou étrangères. L'effort fait en 1789, en France puis dans d'autres pays, pour assurer la mise en place d'une instruction publique démocratique passait par une bonne maîtrise de la langue nationale. De même, les organisateurs du symposium ont été unanimes à penser que le citoyen qui se contenterait aujourd'hui de sa langue maternelle serait gravement défavorisé.

En faisant appel aux meilleurs spécialistes mondiaux, nos états généraux sont l'occasion de faire un état des lieux complet. Cinq grands thèmes sont débattus : l'enseignement et l'apprentissage des langues ; le rôle des médias et les nouvelles technologies ; les politiques linguistiques ; les langues et le droit au travail ; enfin, les langues et la coopération internationale. Nous ne prétendons pas résoudre les problèmes, mais au moins les poser pleinement et, pourquoi pas, ouvrir des voies de réflexion.

La langue reste l'obstacle majeur à l'Europe sans frontières de 1993. C'est pourquoi la Commission de la Communauté européenne s'apprête à proposer un programme

Le français est bien placé

« Vos états généraux feront vraisemblablement le constat de l'impérialisme de l'anglais. Les autres langues européennes sont-elles condamnées ? »

L'anglais est inévitable. Doit-on pour autant se résigner à une langue unique pour l'Europe ? Ce n'est pas la bonne solution. Un appauvrissement linguistique de l'Europe entraînerait *ipso facto* un appauvrissement culturel. La France a montré l'exemple en rendant obligatoire l'apprentissage de deux langues étrangères. Actuellement, l'anglais est choisi à 87 % en sixième. Quel serait le sort des autres langues sans cela ? Si tous les pays européens adoptaient la même politique, un grand pas serait fait vers le multilinguisme, qui est une richesse de l'Europe.

Et le français ?

Personne n'a le pouvoir de s'opposer au succès de l'anglais. Le bilinguisme certains veulent dresser contre l'invasion de cette langue est vain. La meilleure façon de défendre le français est de défendre le multilinguisme. Quand il y a le choix entre plusieurs langues, le français est bien placé.

L'enseignement des langues en France a souvent été critiqué.

Président pendant six ans du groupe de projet « langues vivantes » du Conseil de l'Europe, j'ai pu comparer notre système avec

CAMPUS

Une chaire créatrice d'entreprises

La chaire de création d'entreprise mise en place, en 1985, à l'Ecole supérieure de commerce de Lyon (ESCL) par la Lyonnaise de banque a permis à soixante-quatre entreprises de voir le jour. Cinquante-deux sont toujours en activité, ce qui représente un taux de réussite particulièrement élevé (80 %). D'autant plus qu'il s'agissait, pour la plupart, de projets innovants à risques. Elles ont engendré trois cents emplois directs.

L'établissement bancaire lyonnais a investi 4 millions de francs pour financer les travaux de huit professeurs.

Issus de disciplines diverses (droits, finances, gestion, marketing), ces enseignants ont élaboré plusieurs ouvrages de référence pour la création d'entreprise et mis au point trois types de formation adaptés à des publics différents (programme étudiant, séminaire pour scientifiques, appui à l'innovation...).

Leurs travaux ont permis de définir un nouveau métier : professeur-expert en création d'entreprise. Ils étudient maintenant de nouvelles méthodes d'évaluation des projets de création d'entreprise et mettent au point une banque de données qui permettra d'assurer leur suivi pendant sept ans.

La Lyonnaise de banque se déclare satisfaite de cette opération de mécénat éducatif, qu'elle a renouvelée, en 1987, avec la création d'une chaire de recherche scientifique à l'Ecole normale supérieure, et, tout récemment, d'une chaire de politique des relations internationales à l'université catholique de Lyon. (Voir le numéro spécial du Monde Campus du 25 avril.)

R. Ra.

Aux Mines d'Alès

Selon une enquête de l'école des Mines d'Alès, 35 % des élèves, sortis entre 1983 et 1987, ont trouvé un emploi dans la production (informatique, électronique, automatique et mécanique), 25 % dans le génie civil, travaux publics et bâtiment, 23 % dans le tertiaire, administration et services publics, 10 % dans l'enseignement, 10 % dans l'industrie, et 7 % dans les autres secteurs. L'école a reçu, en 1988, 1 235 propositions d'emploi, provenant essentiellement du génie civil, du bâtiment et des travaux publics et de la production.

Boris Vian à l'ESCE

L'association des élèves de l'Ecole supérieure du commerce

extérieur a décidé de consacrer son gala annuel du 3 mai à Boris Vian. Le prince des nuits de Saint-Germain-des-Près sera mis à l'honneur par diverses expositions et par un concours d'affiches.

(ESCE, 63, rue Ampère, 75017 Paris. Tél. : 45-22-68-74.)

Francophonie

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris organise, du 3 au 7 juillet, un séminaire de formation sur le thème : « Francophonie : réalité culturelle et perspectives économiques ».

CCIP, 42, rue du Louvre, 75001 Paris. Tél. : 45-08-37-34.

***** J.A.E. *****

VOULEZ-VOUS COMMUNIQUER EN ANGLAIS / AMERICAIN AUSSI BIEN QU'EN FRANCAIS ?

J.A.E.

Vous propose 5 jours pour vous débloquent définitivement en anglais : un stage résidentiel hyper intensif dans un ENVIRONNEMENT EXCLUSIVEMENT AMERICAIN : animateurs, télévision, journaux, ...

Vous assure une formation de haut niveau avec des résultats garantis : le coût du stage est remboursé si les résultats promis, lors du test gratuit de niveau, ne sont pas atteints.

Cette méthode spécifique vous permet de maîtriser définitivement votre communication en anglais/américain.

Demande de documentation ou téléphone : J.A.E., 47 rue Lemaître 75017 PARIS, Tél. : (1) 42.63.31.00

NOM _____ PRENOM _____
FONCTION _____ SOCIÉTÉ _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
VILLE _____ TEL _____

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles...
à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75006 PARIS — Tél. : 43-26-90-72

Maîtrise de Sciences et Techniques
Génie médical et instrumentation

EN FORMATION CONTINUE
I AM à temps plein.
Pour salariés et demandeurs d'emploi
ayant un DUT ou BTS

UNIVERSITÉ PARIS VAL DE MARNE
Service Multidisciplinaire d'Enseignement continu
Tél. 42 07 30 70 ou 45 98 91 44 poste 24 04

Cours de vacances par correspondance
du CP aux Terminales

CUF - H. BORDAS

Cours universitaires de France - Enseignement privé à distance
43, rue Boulevard - 75014 PARIS
45.39.37.00

UNIVERSITY OF HARTFORD IN PARIS

A LE DUTY ET LES PROFESSEURS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD VOUS PROPOSENT A PARIS UN MBA 100 % AMÉRICAIN

Master in Business Administration

Un environnement international.
Un programme intensif de 11 mois.
Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford situé entre New York et Boston.

Admission : Étudiants diplômés Grandes Ecoles ou 2^e cycle Universitaire.

Professionnels désireux d'acquiescer une maîtrise de la gestion au plus haut niveau.

Documentation sur simple demande.

15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

Le Monde CAMPUS

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

l'actualité sociale, culturelle et pratique

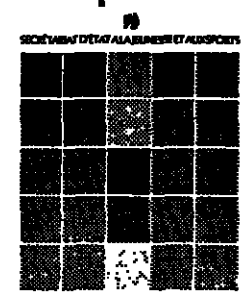
TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

NEW YORK - LONG ISLAND NEW JERSEY
Juillet
SEJOUR LINGUISTIQUE EN FAMILLE
1 semaine par famille
- 3 semaines
14/17 ans

• Vol régulier
• Cours/Activités ou Bain Linguistique ou Maths-Langues
• Excursions
• Assurance médicale
SLC 18022 Angoulême Cedex
Tél. (1) 45 95 83 56
Paris: Tél. (1) 45 48 58 98

VOUS AVEZ UN PROJET ? FAITES-EN UN SUCCES...

Guide des jeunes qui entreprennent



- CREATION D'ENTREPRISES
- PROJETS CULTURELS
- AVENTURE
- SPORT
- ACTION HUMANITAIRE

50 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

PRENABLES EN TEST 24 H - 24 JOURS

Maîtrise spécialisée en MANAGEMENT DU DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

Maîtrise accréditée par la Conférence des Grandes Ecoles, réalisée par Sup de Co Marseille (Groupe EIA), en collaboration avec l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs de Marseille et des entreprises partenaires (EdF, IBM, Total, Technicatome...).

Ce programme destiné aux gestionnaires comme aux scientifiques répond aux attentes des entreprises dans les domaines du marketing des nouvelles technologies et du management des ressources technologiques, de l'innovation, de la qualité.

Contact : Georges Truchet
SUP DE CO MARSEILLE
Tél. : 91 41 01 60

Maîtrise spécialisée en MANAGEMENT INTERNATIONAL DES RESSOURCES HUMAINES

Maîtrise accréditée par la Conférence des Grandes Ecoles, réalisée par Sup de Co Marseille (Groupe EIA), en collaboration avec son réseau de partenaires européens, américains, asiatiques et l'A.N.D.C.P.

Informations et inscriptions : Didier Cozart
SUP DE CO MARSEILLE
Tél. 91 41 01 60

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

Communication

Au conseil des ministres

Le gouvernement propose une présidence commune pour A 2 et FR 3

Le conseil des ministres du mercredi 26 avril a examiné au travers de deux communications les perspectives de développement de l'audiovisuel français. Le premier volet de la politique audiovisuelle concerne l'avenir du service public, sur lequel un débat doit s'engager au Parlement le 9 mai. Les ministères de la culture et de la communication, M. Jack Lang et M^{me} Catherine Tasca, ont exposé leurs orientations dans ce domaine, définies à partir des quatre rapports élaborés par des

groupes de travail (*le Monde* du 25 février). Pour redresser le service public, le gouvernement entend d'abord redéfinir ses missions. A 2 reste une chaîne généraliste grand public. FR 3 devient la chaîne de « la différence, l'innovation, la découverte », appuyée sur ses antennes régionales. Les deux chaînes tout en gardant leur autonomie, auront une présidence commune et sont invitées à coordonner leurs programmes, leurs régies publicitaires et leurs achats

dans une structure de groupe. Un projet de loi « technique » sera soumis au Parlement. Par ailleurs, le gouvernement entend clarifier les rapports entre ces chaînes et le pôle de production public constitué par la Société française de production et les unités de production de FR 3. Ces dernières seront séparées des stations régionales et regroupées en quelques centres régionaux.

Le gouvernement a aussi confirmé le financement mixte de l'audiovisuel public par la redevance et la publicité. M^{me} Tasca et M. Lang n'ont pas suivi l'appel de certaines personnalités de gauche qui souhaitaient supprimer la publicité sur les chaînes publiques et la remplacer par le produit d'une taxe sur les autres médias. La publicité restera contingente en nombre et en durée. La redevance sera augmentée en 1990 et ne financiera plus l'action audiovisuelle extérieure. Les diverses exonérations (en faveur des personnes âgées, notamment) seront progressivement supprimées. Enfin l'État a décidé une mise de fond importante dès 1990 pour la relance de la production.

Dans un deuxième volet, le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, a précisé la politique des pouvoirs publics sur l'avenir des technologies de l'image. Quelques jours après l'attribution à six opérateurs des canaux du satellite TDF 1, cette politique passe notamment par la confirmation du lancement, en février 1990, du satellite TDF 2, déjà construit, et qui assurera le remplacement de TDF 1 en cas de panne. Cette décision, réclamée par les opérateurs, devra s'accompagner d'une meilleure définition des relations entre France Telecom et TDF. L'ancienne direction générale des télécommunications, qui avait pris à l'automne dernier une participation de 49 % dans TDF, y devient majoritaire. TDF obtient l'exclusivité des relations commerciales avec les diffuseurs.

Le ministère des PTT entend aussi harmoniser à l'avenir la diffusion spatiale en rendant cohérents les programmes du type TDF 1 et les satellites de télécommunication de type Telecom 1. Une mission de réflexion sur les besoins du marché sera lancée avant toute décision législative.

M. C. L.

La RAI tourne à Paris avec des normes japonaises

Haute définition à l'italienne

Sous la Pyramide du Louvre, le cinéaste Louis Malle parle du cinéma, de l'Europe et de la télévision. Sur le plateau des deux caméras vidéo qui le filment, on peut distinguer les moindres gouttes de la pluie parisienne de ce mardi 25 avril. Normal : l'équipe de la télévision publique italienne qui enregistre ce reportage utilise du matériel de télévision haute définition. Mais ce matériel est japonais, ce qui est un peu surprenant dans une capitale qui s'est battue pour la promotion des normes européennes de télévision haute définition.

Ce reportage — une première dans une télévision européenne — sera diffusé (mais avec la simple qualité actuelle du PAL) lors d'un magazine d'actualité de la RAI 2 dans les semaines à venir. Dès le 16 mai, il sera projeté, cette fois en haute définition, aux responsables politiques réunis au congrès du Parti socialiste italien à Milan. En parallèle, ceux-ci pourront juger aussi des qualités du matériel haute définition européen avec lequel la RAI a déjà tourné une fiction, romancièrement plantée dans le décor de Florence.

C'est que la RAI, depuis plus de cinq ans, joue les pionnières dans l'utilisation des nouvelles techniques de production télévisée en haute définition (TVHD). Longtemps accusée de servir de cheval de Troie en Europe au matériel japonais

(qu'elle loue au constructeur Sony), la chaîne publique italienne se défend en s'affirmant prête à utiliser les matériels européens, avec lesquels elle a déjà mené des expériences.

Mais ceux-ci, mis au point par Bosch, Thomson ou Philips dans le cadre du programme Eurika, ne sont encore que des prototypes, essentiellement destinés à des tournages de plateau. Avec ses caméras et magnétoscopes japonais, la RAI produit déjà des fictions, des enregistrements d'opéra, et même des films industriels, par exemple sur l'usine robotisée de Cassino. Une usine du groupe Fiat, dont une filiale s'occupe justement d'équiper du même matériel pour ses propres besoins d'image.

Requies sans problème en Grande-Bretagne, l'équipe italienne a eu plus de mal à trouver des responsables français acceptant d'être filmés par des caméras japonaises. Sans doute les pouvoirs publics français souhaitent-ils un peu plus d'engagement européen des Italiens, soupçonnés de jouer sur plusieurs tableaux dans la bataille planétaire qui oppose industriels européens, japonais et américains autour de la télévision de haute définition.

Les Italiens affirment, pour leur part, vouloir travailler avec des matériels européens, et rejoindre le camp d'Eurika. Mais ils souhaitent voir Turin désigné comme centre pilote européen de production en TVHD.

Grève de vingt-quatre heures à France-Info

Une assemblée générale du personnel de France-Info a voté une grève de vingt-quatre heures à compter du mercredi 26 avril à 0 heure. Estimant que « son unique exigence, la réintégration de Jérôme Bellay dans ses fonctions de directeur de France-Info », a été méprisée, le personnel de la radio d'informations continues « exprime son désaccord le plus total avec les conditions du départ de Jérôme Bellay. Les autres syndicats de Radio-France (Syndicat national des journalistes, CFDT, CFTC) se sont désolidarisés du mot d'ordre de grève de FO lancé le 24 avril pour l'ensemble des rédactions de Radio-France et critiquent cet appel d'un syndicat « qui prend fait et cause pour un directeur, au lieu de défendre les salariés ». Enfin, M. Jean Mabieu, PDG de Radio-France, devrait être reçu par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), le 26 avril. Mais cette rencontre, prévue depuis plusieurs jours, n'a pas de bien spécifique avec le départ de Jérôme Bellay. Le CSA a, d'ailleurs, répondu à la Société des personnes de France-Info qu'il n'était pas compétent pour trancher un litige entre un PDG de société publique et son collaborateur.

Hausse du bénéfice de CEP-Communication

Le premier groupe français de presse professionnelle, CEP-Communication (dont Havas possède 35 %), affiche en 1988 un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de francs, soit une hausse de 32 % par rapport à 1987. Son bénéfice net est de 243 millions de francs (57 % de hausse). Ces bons résultats sont dus à la croissance des filiales information (groupes Usine nouvelle, Tests, Le Monde, etc.) et édition.

En 1988, CEP-Communication et la Générale occidentale (Compagnie générale d'électricité) se sont associés pour constituer le Groupe de la Cité, deuxième éditeur français, présidé par M. Christian Bréguet, également PDG de CEP-Communication. Le chiffre d'affaires 1988 du Groupe de la Cité est de 4,9 milliards de francs (8,7 % d'augmentation par rapport à 1987, après reconstitution *pro forma*) et son bénéfice net de 277 millions de francs. Le Groupe de la Cité rassemble Bordes, Larousse, Nathan, Dunod, les Presses de la Cité, etc., et possède la moitié du club de livres France-Loisirs, à parité avec Bertelsmann.

Mathilde Monnier s'inspire du

Le Marché international de la télévision à Cannes

Les acheteurs d'espaces publicitaires s'attaquent à la production

Là où s'exposent les images s'expose aussi la pub... La loi s'est vérifiée au MIP comme jamais. Coca-Cola était là, Procter et Gamble aussi, tandis que les grandes agences de publicité internationale bissaient pavillon haut : Mac Cann-Erickson, Leo Burnett, Young et Rubicam,

Dents, BBDO... C'est pourtant la centrale européenne d'achat d'espaces publicitaires — Carat Espaces, — dirigée par MM. Gilbert et Francis Gross, qui ravit la vedette. Sponsor officiel du MIP, elle se présente comme un nouveau partenaire de taille dans le monde de l'audiovisuel.

CANNES
de notre envoyée spéciale

Fort d'une implantation internationale (grâce à son partenaire britannique WCRS, qui possède 50 % du capital et de ses associations avec les leaders européens de l'achat d'espaces) et d'un chiffre d'affaires déclaré de 19 milliards de francs pour 1989, Carat Espaces a multiplié les services d'expertise. Carat TV, dirigée par Pascal Joseph, ancien bras droit d'Hervé Bourges à TF 1, existe depuis deux ans et dispose d'un arsenal d'instruments d'étude et de prospective sur l'audiovisuel français. Deux nouveaux services intéressent à la fois annonceurs et fabricants de programmes. D'abord Carat Laser : créée avec IPSOS, un panel permanent de mille téléspectateurs susceptibles d'être interrogés à tout instant, elle permet d'analyser les réactions du public instantanément et de tester les futurs programmes.

Puis TV Marketing International : lancée en partenariat avec l'INA et TELESCOOP Analyse, destinée, elle, à permettre aux producteurs d'anticiper les besoins des chaînes et de promouvoir leurs produits. Par ses études de marché, il permet de vérifier l'adéquation des projets par rapport aux lignes des chaînes, à leurs moyens financiers et à leurs stratégies. Une nouvelle filiale, CARAT Entertainment — basée à Londres, se spécialise, elle, dans la production et la distribution au niveau international. Elle permettra aux annonceurs de s'intégrer dans des opérations associant leurs marques et leurs campagnes de publicité à des productions ou coproductions audiovisuelles.

Une première opération a été réalisée sur la 5, par la voie d'un maga-

zine musical, « Perfecto », destiné aux jeunes, parrainé par Coca-Cola et coproduit par Carat. Un programme anticonceptif de fiction est également à l'étude.

Enfin, Francis Gross a annoncé au MIP la création de l'Académie CARAT. Placée sous la responsabilité de Pascal Joseph, elle sera ouverte chaque année à une trentaine de jeunes gens de la CEE, sélectionnés méticuleusement par

plusieurs jurys et à qui seront offertes toutes les possibilités de formation : rencontres, stages, recherches — pour s'initier au plus haut niveau aux métiers de l'audiovisuel.

« L'Académie Carat devra être à la télévision ce que la Villa Médicis est aux arts et la Silicon Valley à l'informatique... », affirment ses responsables.

A. Co.

M. Francis Gross : « Nous voulons être les meilleurs spécialistes de la télévision »

M. Francis Gross, dirigeant de Carat Espaces, justifie l'intérêt porté par son groupe à la télévision.

« Que fait donc un acheteur d'espaces dans le marché de programmes de télévision ?

« C'est une démarche naturelle et cohérente avec notre vocation et nos activités. Comment la société numéro un de l'achat d'espaces en Europe pourrait-elle se désintéresser du formidable bouleversement du marché mondial de l'audiovisuel ? La télévision est forcément devenue notre métier. Non seulement nos clients s'y intéressent, mais ils veulent tout savoir de ses programmes, de son impact, de son développement. Ils veulent connaître et tester toutes les nouvelles possibilités d'investissements publicitaires. Et leurs exigences nous imposent d'être constamment en situation de réponse. C'est donc un défi pour Carat et un tournant capital.

« Nous voulons être les meilleurs spécialistes de la télévision, connaître tous les secteurs, tous les métiers, devenir un opérateur important sur le marché européen.

« Vous affirmez souvent qu'il ne faut pas confondre les genres et les métiers et qu'il n'est pas sage qu'un

acheteur d'espaces soit par exemple diffuseur. N'allez-vous pas encore brouiller les pistes ?

« Au contraire. Notre spécialité est l'expertise. Or voilà que les télévisions se multiplient, que les audiences se fractionnent, que la diffusion de médias sur plusieurs pays accroît l'internationalisation des campagnes publicitaires. Voilà qu'apparaissent de nouvelles formes d'écrans publicitaires, de nouvelles méthodes d'association aux programmes. Ainsi le qualificatif devient aussi important que le quantitatif : un spot placé dans un programme de qualité subit beaucoup moins de déperdition que dans une émission bas de gamme. Les nouvelles chaînes font maître de nouveaux comportements, qu'il nous faut explorer. Par nos moyens, notre inventivité, notre indépendance, notre technologie, nous voulons donc être l'interface » des annonceurs, des publicitaires, des médias et des producteurs à l'échelle internationale. Nous serons un partenaire de tous ces professionnels, convaincus que c'est du bouillonnement des cultures qui naîtront des idées.

Propos recueillis par ANNICK COJEAN.

Culture

DANSE

Le Jeune Ballet de France

Le temps d'une java

Le système du Jeune Ballet de France est astucieux. Celui-ci se renouvelle chaque année, en engageant douze à quatorze danseurs de seize à vingt ans sortant des conservatoires et écoles de France ou d'étrangers. Ils leur offre un an d'expérience de la scène et de la vie de tournée ; ils sont ensuite engagés dans des compagnies professionnelles. Sur cinquante-neuf danseurs passés par le JBF depuis sa naissance en juillet 1983, cinquante-cinq sont aujourd'hui répartis un peu partout en Europe.

Pour alimenter leur répertoire, le JBF passe chaque saison commande d'une œuvre courte — dix à quinze minutes — à une brochette de chorégraphes.

Le cru 1989 (trois créations) est fruité, un peu court en bouche. Dans 1 2 3, Pierre Dardé, « sujet » dans le corps de ballet de l'Opéra de Paris, s'amuse à combiner trois énergies bien différenciées : une danseuse classique, un cosmonaute, un footballeur. Associés à trois figures géométriques : un cercle bleu, un triangle jaune, un carré rouge. Le footballeur fait des passes dans le vide ; le cosmonaute, tête dans sa bulle, marche au ralenti ; la danseuse enchaîne des exercices. Un autre trio fait des ballons avec son chewing-gum. On oublie vite.

Les *Catherinettes*, pas de deux d'Hervé Jourdet, est une jolie surprise. Un jeune homme en complet sombre marche sur place, de dos ; il a violemment des problèmes qu'il rumine. Voix angéliques (*Respiers* de Fauré) alternent avec des chansons populaires et des airs d'accordéon. Entre une jeune fille gaie, en robe à pois, qui entend de la séduire. Elle y réussira le temps d'une java, mais il semble repris par ses démons et la plaque. Elle ne souffrira pas : elle aime trop la danse. C'est sans prétention, plein de charme, d'humour et de fraîcheur.

Mathilde Monnier s'inspire du

quatorze Pour la fin du temps de Messiaen et oppose dans *Idee de Mars* deux couples (garçon-fille, deux garçons). Un certain mystère, assez prenant, s'installe. Puis trop de chutes et autres tics banalisent le propos. Dommage.

Côté reprises, le meilleur de la soirée est signé Nadine Hornu : c'est aussi un duo, *Feux interdits* (créé en 1987). Un frère et une sœur, enfants pauvres qui se cherchent, se fuient, s'aiment, se détestent. Ambigu, sensuel, troublant. On peut vivre sans *Stasis* de Jean-Marie Matos, *Querelles d'Harfangs* de Claude Brumachon et *Boch II* de Murray Louis ; on vit mieux sans *Tamias*, agaçants exercices répétitifs de Susan Buige.

SYLVIE DE NUSSAC.

★ Centre Pompidou, jusqu'au 30 avril.

Morts de l'écrivain Christian Chabanis...

Le journaliste et écrivain catholique Christian Chabanis est mort à Paris mardi 25 avril. Il était âgé de cinquante-deux ans.

[Né en août 1936 à Bourg-Saint-Andéol (Ardèche), Christian Chabanis est l'auteur de nombreux ouvrages et d'enquêtes sur la place de la foi et de l'Eglise catholiques dans le monde moderne. Clowns en particulier ses deux livres d'entretiens avec des prêtres : *Dieu existe-t-il ?* (Noy, 1975) — et avec des croyants — *Dieu existe-t-il ?* (Olivier, 1979).

Lauréat du grand prix catholique de littérature, ami personnel du pape Jean-Paul II, Christian Chabanis a également mené un long dialogue avec le philosophe Gustave Thibon, — *Gustave Thibon, témoin de la lumière* (Beauchesne, 1967).

Sous le titre *La Mort, un terme ou un commencement ?* (Fayard, 1982), Christian Chabanis proposait une série d'entretiens avec des écrivains, des scientifiques, des historiens sur leur perception de la mort. En 1987, enfin, il

VARIÉTÉS

Sinatra, Minnelli et Sammy Davis Jr à l'Opéra

Fantômes de la gloire

Depuis plus d'un an et demi, Frank Sinatra, Liza Minnelli et Sammy Davis Jr se réunissent régulièrement pour donner des concerts au bénéfice d'œuvres sociales ou de causes hospitalières dont certains, comme à Palm-Spring, portent le nom de la famille Sinatra. Une façon comme une autre de prouver au public, à soi-même et à son compte en banque — la prestation n'est évidemment pas gratuite — qu'on existe encore et que la légende de chacun reste vivante. A vrai dire, c'est Dean Martin qui, originellement, était à la place de Liza Minnelli, mais l'âge et les abus ont rendu sans limite la nonchalance du « crooner », et celui-ci oublait carrément de venir aux concerts.

A l'Opéra, dans la soirée organisée mardi 25 avril par l'Institut Weizmann des sciences (prix des places : entre 2000 et 10000 F),

publiait *Au nom de la passion* (SOS-Edizioni), nouveau livre d'entretiens avec des personnalités comme Jacques Barrot, Arrabal, l'astrophysicienne Agnès Acker ou le pianiste Alexis Weissenberg.]

... et de la décoratrice Suzanne Lallique

La décoratrice Suzanne Lallique est morte dimanche 16 avril. Elle était âgée de quatre-vingt-dix-sept ans.

[Suzanne Lallique était née en 1892 dans une famille d'artistes. Son père, René Lallique, fut baptisé le « verrier de l'art déco »... et son grand-père travailla avec Rodin. Elle avait commencé sa carrière dans la haute couture, puis dans la peinture, avant d'être appelée en 1936 à la Comédie-Française par le nouvel administrateur général, Edouard Bourdet. Elle signa son premier décor pour *Le chapeau de paille d'Italie*, mis en scène par Charles Dullin. Responsable des ateliers de décors de 1937 à 1971, elle a réalisé les décors et les costumes de plus de quarante spectacles à la salle Richelieu pour des mises en scène de Pierre Dux, de Fernand Ledoux, de Maurice Escande ou de Louis Seguer.]

c'est donc Liza Minnelli qui se trouve aux côtés des deux complices de quarante-cinq années que sont Sinatra et Sammy Davis Jr.

Sammy Davis Jr, accompagné par un orchestre de tréteaux musicaux, ouvre le spectacle, déployant sa science du micro, une veste technique de scène pour une demi-heure de ballades parfumées de jazz. Liza Minnelli enchaîne ensuite avec son emblématique, sa manière de chanter, de jouer, de danser sur des musiques qui ont la couleur des grandes années d'Hollywood — celle des années 30 et 40, quand la comédie musicale était à son zénith. Car, bien que la cadette de plusieurs décennies du trio, Liza Minnelli évolue curieusement dans le même univers musical suranné, les mêmes anachronismes qui n'ont plus cours à présent qu'entre Las Vegas et Atlantic-City. La vitalité de Liza Minnelli est éclatante parce que paradoxalement elle fait partie d'une race d'artistes en voie d'extinction : celle de femmes et d'hommes qui montaient en scène avant de fabriquer des disques dans les studios et dont la voix s'est frottée durant des dizaines d'années avec les meilleurs orchestres, souvent de jazz, avec lesquels ils ont travaillé, affiné leur beat.

Belle époque que raconte volontiers en privé Frank Sinatra. A l'Opéra de Paris, le roi du show-biz américain a paru fatigué, brusquement vieilli, accusant plus que de raison ses soixante-quatorze ans. Certes, il est toujours là en souverain sûr de son pouvoir, ne s'embarassant pas d'effets, sinon quelques commentaires plus ou moins malicieux, faisant lever de son fauteuil dans la salle sa femme Barbara afin de la saluer. Entouré de musiciens lui obéissant au doigt et à l'œil, il a conservé le fameux style cool et tranchant, la désinvolture encore un peu canaille. Mais la « voix » a perdu un peu de son habituel timbre plein, rond, si riche autrefois

d'expressions. Frank Sinatra a chanté avec un ralentisseur quelques-uns de ses classiques (*My Way, April in Paris, Stranger in the night*) avant de faire revenir ses deux acolytes, ou plutôt ses deux vassaux, et, ensemble, ils se sont lancés dans un pot-pourri d'un quart d'heure de leur répertoire avant de clore par un balbutiant *New-York, New-York*. Point final pathétique d'un concert de vieux monstres sacrés.

CLAUDE FLEOUTER.

Wendy et Lisa petites princesses

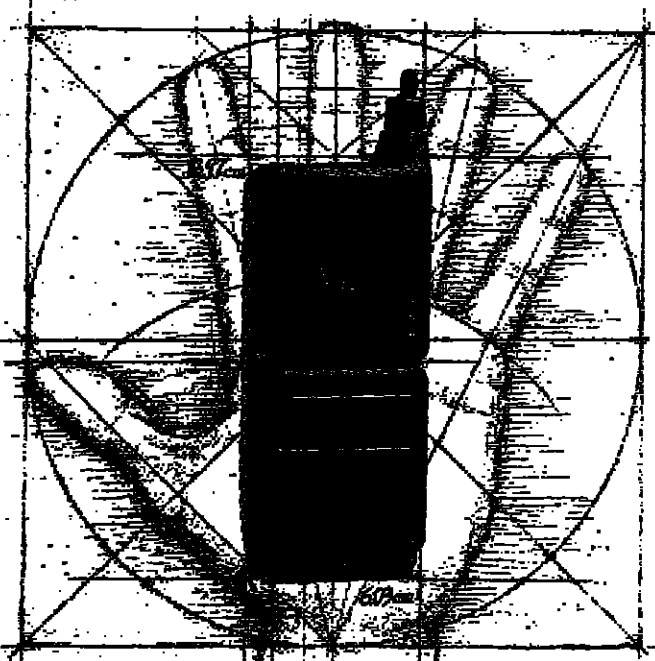
Y a-t-il une vie après Prince ? Wendy et Lisa ont quitté le miniroyaume de Minneapolis depuis trois ans, mais la réponse définitive n'est pas encore arrivée. Wendy Melvyn jouait des claviers et Lisa Coleman de la guitare au sein de *The Revolution*, le groupe qui accompagnait Prince jusqu'en 1986. Dans *Purple Rain*, le film qui lui a donné une célébrité en rapport avec son pseudonyme, elles réussissaient à lui voler quelques scènes. Quand elles ont quitté *The Revolution* (à mots car le patron ne les ait poliment remerciées), elles ont entamé une carrière en duo, présentée comme la conséquence logique de leur amitié d'enfance et de leur passage à l'âge adulte.

Trois ans et deux albums plus tard, Wendy et Lisa ne se sont toujours pas dégagées de l'ombre portée par l'altérité. Si cette référence constante les empêche de prendre leur envol, elle devrait être au moins une garantie de soirée agréable. Sur scène, elles sont accompagnées chacune de leur sœur, d'amis et de connaissances, gardant le côté tribal des spectacles de Prince. En attendant qu'elles fassent leur nuit du 4 août.

THOMAS SOTINEL.
★ Jeudi 26 avril, 20 h 30 à la Cité, 120 boulevard de Rochechouart, 16.

JP Minnelli 1950

TRENTE MILLE ANS DE COMMUNICATION POUR ABOUTIR A ÇA.



LE TÉLÉPHONE PERSONNEL

Voici le plus léger, le plus compact des téléphones cellulaires sur terre.

Le Micro TAC, Téléphone Cellulaire Personnel, est le cumulo de la recherche et du développement intensifs sur lesquels nous travaillons en permanence pour fournir au monde entier des produits de haute qualité utilisant les technologies à la pointe du progrès de l'ère de la communication. Le produit présenté dans cette annonce sera opérationnel plus tard cette année dans toutes les normes de systèmes de radiotéléphone cellulaire à travers le monde : AMPS (USA), TACS (Royaume Uni) et NMT 900 (Scandinavie).*

Le monde est soudain plus petit.



MOTOROLA

Storno

Division Radiotéléphone Cellulaire CE 30 - 92182 ANTONY Cédex

* Ces systèmes ne sont actuellement pas disponibles en France.

PARIS

ILE-DE-FRANCE

Aquaboulevard à Paris, Astérix à Plailly

Deux nouveaux parcs de loisirs sur le marché

Durant ce week-end, les habitants de l'Ile-de-France pourront découvrir les deux grands parcs de loisirs ouverts à leur porte. Beaucoup d'imagination ; un pari financier très calculé.

La France, après les pays d'Europe du Nord et les Etats-Unis, découvre l'exploitation à grande échelle des parcs de loisirs à thème. Déjà plusieurs petits parcs animaliers prospèrent en province. La période pionnière des espaces de loisirs a même déjà connu ses premiers échecs : Mirapolis, à Cergy-Pontoise, a des premiers comptes d'exploitation difficiles ; Nauti-Club, à Marquise-Barcelonnette, près de Lille, décide de se mettre au sec, peu de temps après son inauguration. Erreurs de jeunesse dont les promoteurs pensent tirer des leçons, sans avoir encore profité des conseils de prudence que vient de dispenser le comité régional de tourisme d'Ile-de-France (le Monde daté 26-27 février). Eurodisneyland, autoté et nourri aussi de tout le savoir-faire américain, sort de terre à l'est de la capitale : en 1992, ses portes ouvriront sur un gigantesque royaume de rêve et d'amusement. Et sans attendre l'arrivée de Mickey à Marne-la-Vallée, les réalisations se multiplient dans la région parisienne.

Deux d'entre elles seront inaugurées le week-end prochain : Aquaboulevard, sur une péninsule du quinzième arrondissement, au-delà du périphérique, et Astérix, à Plailly, dans l'Oise, hors des limites strictes de l'Ile-de-France mais à moins de 40 kilomètres de la capitale et à 10 kilomètres de Roissy.

Aquaboulevard, c'est le nouveau paquebot de Paris. La comparaison est voulue par ses promoteurs. Avec ses ponts, sa cale et ses hublots, ce bâtiment blanc de 380 mètres de la poupe se prépare à appareiller. Ancré sur les rives bordonnantes du

boulevard périphérique entre l'hôtel Sofitel et l'héliport d'Issy-les-Moulineaux, il attend près de trois millions de visiteurs annuels, des « pachas » nouveau style qui seront guidés par deux cent quatre-vingts « marins ».

A l'eau, donc ! Le pont Rivage (rez-de-chaussée) est un parc aquatique de 7 000 mètres carrés. Eau à 29 degrés : profondeur maximale, 1,70 mètre ; rivières en courbe plantées d'arbres tropicaux, bananiers, figes et palmiers, toboggans géants, champignons d'eau, rivières à vagues, baigns bouillonnants, îles élastiques, contre-courants, ont été étudiés pour varier les plaisirs. La zone Antilles est réservée aux enfants, la zone Réunion aux adultes, avec lagon à vagues, jacuzzis, canons à eau, bain turc et bassin froid. La Polynésie offre aux détenteurs de la carte Croisière bassin aquagym, yoga aquatique et piste de danse le soir. Dehors, 4 500 mètres carrés de plages, solariums et jeux, au bord d'une eau elle aussi à 29 degrés. Un centre de soins biomarins, des saunas, un espace de fitness, un rocher d'escalade, complètent l'équipement.

De l'eau pour toutes les soifs

Car l'eau n'est pas tout. Le patron d'Aquaboulevard de Paris, Michel Corbière, fondateur en 1976 de Forest Hill, dont il est le PDG, a eu l'occasion de méditer sur la philosophie des équipements de loisirs. L'échec de Nauti-Club, auquel sa société participait pour 25 %, a encore stimulé sa réflexion. « Les clubs mono-clientèle, basés sur une

activité, pour un public, vieillissent mal, dit-il. Aujourd'hui, à l'intérieur d'un centre de loisirs, les activités doivent être déclinables par une variété d'utilisateurs. »

Variété d'âges et de milieux sociaux. La quarantaine d'activités proposées ouvre large la palette des goûts et des envies : tennis (8 courts couverts et 3 à l'extérieur, une boutique et, sur demande, un encadrement spécialisé), squash (6 courts), golf (un practice semi-couvert sur le Pont Ciel, en terrasse, et un parcours de 3 trous près du lagon extérieur), 30 tables de bridge, 22 billards et 12 pistes de bowling. Un bouillonnement de 25 pistes reconstruites, immense, le décor de la place des Lices à Saint-Tropez. Les entrées du PMU peuvent assister aux courses retransmises sur grand écran, consulter les résultats des épreuves en Europe et jouer, bien sûr.

Pendant que les enfants de deux à six ans découvrent la halte garderie, les six à douze ans prennent possession de leur territoire. Dans « l'archipel des enfantaies », la bibliothèque du Cachalot met un millier de bandes dessinées entre leurs mains ; un parc de manèges et de jeux emprunte le thème de la jungle tandis que le Club-computer, les vidéo-games et les flippers approvisionnent les fantasmes électroniques.

Les restaurants manquaient à Nauti-Club et leur absence, selon Michel Corbière, explique en partie, avec l'éloignement d'un réservoir suffisant de population, l'échec du centre de loisirs de Marquise-Barcelonnette. Aquaboulevard de Paris en compte quatre, plus une bonne dizaine de bars.

Un étage entier est d'accès totalement gratuit. C'est le Pont Promenade, où sont implantées trente-sept boutiques dont les rayons invitent à la détente, et d'où la vue est permanente sur le parc aquatique.

Avec un ticket de 60 F (45 F pour les enfants jusqu'à douze

ans), les futurs chalands pourront fréquenter le parc aquatique un jour durant. En ajoutant 80 F, ils pourront profiter, en plus, du Centre de forme (4 salles de gymnastique, 90 postes de cardio-fitness, un sauna-parc...). Et s'ils sont décidés à revenir souvent à l'Aquaboulevard, ouvert 365 jours sur 365, de 7 h 30 à 2 heures du matin, ils pourront choisir la carte Croisière qui, pour 3 000 F, leur donnera à l'année d'autres possibilités (SOS Partenaires, pour trouver un adversaire au tennis ou au squash, par exemple).

Aux portes de Roissy

Aquaboulevard compte aussi sur une clientèle de « touristes d'affaires ». Le Club House (bar réservé, salons) et la grande salle modulable de 2 000 places sont prévus pour eux.

Le budget de fonctionnement annuel escompté approche les 150 millions de francs. Ce qui correspond à trois millions de « pachas » dont chacun dépenserait 50 F. Trois millions, c'est-à-dire plus de 8 000 par jour, en moyenne ; c'est beaucoup. Les investisseurs (les quatre premiers étant, outre Forest Hill, la Banque Indosuez, la Société auxiliaire d'entreprise SAE et la Lyonnaise des eaux) et les actionnaires (dont aucun ne possède plus de 10 %) sont confiants. Le terrain est loué par la Ville de Paris, qui percevra un pourcentage sur les recettes. Michel Corbière a vu avec satisfaction les curieux accourir aux journées de préouverture et a tendu l'oreille quand une jeune mère de famille, venue en voisine, a confié, sans vouloir offenser personne : « Après ça, les vacances en Bretagne, ce sera dur ! ».

L'optimisme aussi est de mise chez les pères fondateurs du Parc Astérix. Il est vrai que quelques piques de potin magique ont coulé sur l'imagination des architectes, scénaristes et autres concepteurs. Atout supplémentaire : le site. Tout le contraire de la table rase où d'autres ont élu domicile. Ici, le terrain de 155 hectares, dont 18 sont

occupés par les attractions et 22 par des parkings, est boisé d'origine. Sa proximité avec l'aéroport de Roissy, avec le tracé futur de tous les TGV, avec l'autoroute A-1 qui reliera l'Europe du Nord ainsi que la Grande-Bretagne à l'Europe du Sud, lui donne d'autres atouts de taille.

Aussi ses promoteurs visent-ils une « clientèle européenne ». Les albums d'Astérix vendus à 200 millions d'exemplaires dans le monde ne connaissent-ils pas un grand succès en République fédérale d'Allemagne notamment ? Pierre Tchernia, codirigeant du parc avec Albert Uderzo, le dessinateur des albums, voudrait créer un jour des animations sur le site avec les personnages de Guillaume Tell et de Robin des Bois qui sont, dit-il, « les cousins d'Astérix ». Mais déjà le Parc Astérix est inscrit au programme de 125 brochures de touristes en Europe. Un autocariste belge annonce même un service quotidien avec Bruxelles.

Bienvenue chez les Gaulois

Les panneaux Entrée portent l'inscription Intratum, la banque s'appelle Crédit latin, on trouvera dans la Via Antiqua la maison de l'architecte égyptien Numerobis, et une station-servir qui vend du foie super et du foie sans plomb...

Les architectes ont voulu, comme le souligne Michel Kalt, qu'un événement se passe à chaque coin de rue. Aussi les distractions se multiplient-elles, à mesure que l'on avance dans le parc, avec ou sans Astérix : un défilé de trois bassins où évoluent six dauphins, un « grand huit », Gondurix avec quatre loopings et trois virages à 75 kilomètres à l'heure, un village gaulois peuplé d'automates, et la rue de Paris qui reconstruit mille ans d'histoire, du pilori au cinématographe, sans oublier des spectacles-surprises dans l'arène des gladiateurs. 2 000 mètres carrés de shopping, et trente-quatre points, pas un de moins, de restauration.

Le Parc Astérix, qui a été conçu en tenant compte des caprices de la météo, fonctionnera du 30 avril au 31 octobre, tous les jours, de 10 à 18 heures (nocturne les veilles de fêtes et le samedi jusqu'à 22 heures). Des autobus le desserviront toutes les demi-heures, à partir du métro Auber-ville. Les visiteurs paieront 90 francs de trois à douze ans, 120 francs au-dessus.

Les patrons du parc en espèrent 2 millions dès la première année. Ils évaluent à 1 800 000 entrées le seuil d'équilibre financier, sans inclure l'amortissement. Le financement conduit par la Compagnie financière Barclay avec vingt autres investisseurs (ACCOR, Danes, Compagnie générale des eaux, MACIF, Paribas, etc.), a grimpé jusqu'à 850 millions, coût de la bretelle de raccordement à l'autoroute A-1 Paris-Lille compris. Après le choix de son site, le parc a réuni le maximum de chances : qualité des concepteurs et des constructeurs (le Village gaulois est l'œuvre des Compagnons du devoir de la région). Il a fait appel à des spécialistes américains qui ont modifié le tracé pour mieux tenir compte du mouvement des foules.

Il ouvrira ce week-end sur un premier succès, un succès de curiosité. Les 16 000 billets vendus en trois semaines par Canal Plus sont de bon augure. Les promoteurs aiment que les visiteurs reviennent chaque année : ils renouvelleront les activités à cet effet et les « réserves foncières » sont vastes. Pendant trois ans, Astérix sera le plus grand parc à thème d'Europe, jusqu'à l'ouverture, en 1992, d'Eurodisneyland.

« Nous ne craignons pas la concurrence », affirme Olivier de Boaredon, directeur général du Parc Astérix, qui dispose de trois ans pour faire connaître et apprécier les grands parcs à l'euro-péenne.

CHARLES VIAL

EN BREF

La Défense et le commerce international

Sur l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, membre de l'Association des World Trade Centers, et de la société d'exploitation du CNIT le World Trade Center Paris-La Défense vient d'être créé.

Installé dans le CNIT, il réunit sous un même toit les opérateurs, les intervenants publics du commerce extérieur, les sociétés prestataires impliquées dans les échanges internationaux.

Le World Trade Center Paris-La Défense est relié au réseau des 190 World Trade Centers répartis dans le monde. Il est à la disposition des entreprises françaises qui désirent se développer vers les marchés extérieurs, des entreprises de province qui souhaitent établir une antenne parisienne, des entreprises étrangères qui prévoient de s'implanter en France ou en Europe.

Le mouvement des World Trade Centers est né en 1968 à La Nouvelle-Orléans, lorsque des centres de commerce de Houston, de La Nouvelle-Orléans et de Tokyo se regroupèrent sous forme d'une association visant à développer le commerce international.

Aujourd'hui, la World Trade Centers Association compte 190 membres répartis dans une soixantaine de pays, 70 000 entreprises affiliées et 90 centres en opération dans les capitales du monde.

Créés sur l'initiative aussi bien de groupements privés de villes, de gouvernements que d'autorités portuaires ou de chambres de commerce, les World Trade Centers rapprochent entreprises privées et organismes publics concernés par le commerce international.

Siège de l'Association, le World Trade Center de New-York est le premier du monde en surface (1 million de mètres carrés répartis dans les deux célèbres tours jumelles qui font face au pont de Brooklyn), suivi de ceux de Taipei (850 000 mètres carrés), de Séoul et de Pékin (650 000 mètres carrés). Il autres World Trade Centers sont en construction ou en projet en Chine, d'Ici à 1992.

L'Oise en bateau à aubes

Faire un bond en arrière d'un siècle et découvrir à bord d'un bateau à roue à aubes les rives de l'impressionnisme en cette fin du dix-neuvième siècle, c'est ce qui sera désormais possible à partir du 29 avril grâce à Pascal Thoyer, ancien responsable du comité départemental du tourisme du Val-d'Oise et désormais PDG de la société Belle-Valle. Le Belle-Valle - c'est le son de ce premier bateau à roue à aubes français - proposera en effet à partir de la fin du mois d'avril promenades et croisières sur l'Oise, reliant des villes comme Pontoise, Auvers-sur-Oise et L'Isle-Adam à la recherche de Pissarro, de Cézanne et de Van Gogh, avec une digression du côté de Giverny sur la Seine, sur les traces de Claude Monet.

Pour l'histoire, le Belle-Valle - dont la construction, placée sous la direction de l'architecte naval Jean Foussat et du décorateur Gérard Brossier, aura duré presque un an et nécessité cinquante-sept entreprises - est fait d'une coque ancienne en tôles de fer rivetées à la main avec deux ponts pour passagers. Sur le pont principal, un bar en acajou de Cuba fabriqué en 1930. Partout des boiseries, des parquets de chêne, des luminaires en bronze fondus avec des moules créés en 1907 et des matériaux de l'époque, bronze, laiton, cuivre et vitrail en pâte de verre. Et surtout une roue à aubes de 5,80 mètres de diamètre, pesant 8 tonnes et permettant une vitesse de 12 kilomètres à l'heure.

Il n'aura fallu pas moins de 2 000 heures de travail sur les chantiers navals d'Achères (Yvelines) pour sa réalisation. Résultat : toute une architecture digne de la Belle Époque et de la construction navale à l'heure de la révolution industrielle, fondée sur de strictes références historiques. Long de 60 mètres et large de 7 mètres, comprenant deux coursives latérales, le Belle-Valle, d'une capacité de deux cent cinquante passagers en navigation, et de quatre cents à quai, sera proposé également pour des soirées jazz et autres réceptions.

J. M.

★ Pour tous renseignements sur les tarifs et les réservations : le Belle-Valle, 1, place de l'Hôtel-Dieu, 95300 Pontoise ; tél. : 30-30-40-27.

Dégradation

Il n'est pratiquement pas de jour où le Parisien ne se soit vu à la dégradation de sa ville, livrée au règne envahissant et destructeur de la voiture et de la publicité : places évacuées du passé évanouies et déplantées de leurs arbres pour y créer des parkings souterrains, jardins des Tuileries défigurés deux fois par an pendant plusieurs semaines par l'installation de barreaux foraines, rue de Rivoli et place de la Concorde transformées en permanence en parkings d'autocars étrangers, jardin de Bagatelle endommagé pendant plusieurs mois à l'occasion du lancement de la R 25, les exemples ne manquent pas.

Tout cela n'était toutefois pas suffisant : voici que depuis peu les péniches ancrées le long des berges de la rive gauche de la Seine sont devenues le support de gigantesques panneaux publicitaires choquant la vue aussi bien de jour que de nuit, où ils sont éclairés à giorno. Où la dégradation du paysage parisien s'arrêtera-t-elle ?

JEAN-PHILIPPE MÉRY
médecin des Hôpitaux
(Paris).

Moins d'emplois dans le tertiaire

Dans le secteur tertiaire (banques et assurances), la balance des créations et suppressions d'emplois, dans les cinq ans à venir, pourrait se traduire, pour l'Ile-de-France, par une diminution annuelle de 2 % dans la branche assurances (emplois salariés et non salariés confondus), soit environ 2 000 emplois, de 1,5 % dans la banque et les organismes financiers, soit environ 2 400 emplois. Ainsi l'ensemble banques-assurances pourrait perdre en Ile-de-France une vingtaine de milliers d'emplois, soit environ 8 % des effectifs actuels qui sont de l'ordre de 260 000 personnes.

Mais cette évolution, en soi relativement lente et modérée, doit être bien comprise comme un solide entre des créations et des suppressions qui ne s'accompliront pas de manière uniforme. Il est clair que certaines

sociétés seront plus touchées que d'autres, que la substitution ne s'opérera ni aux mêmes niveaux de qualification, ni sans déplacements à l'intérieur de la région.

La mise sur pied d'un « observatoire régional de l'emploi » décidée dans le projet de contrat de plan Etat-région pourra trouver dans ces secteurs un cas d'application particulièrement utile.

Telles sont les principales conclusions de la communication que vient de faire au comité économique et social de la région M. Jacques Troial.

Renault ira-t-il à Villoroy ?

Paul-Louis Tenaillon, président (CDS) du conseil général des Yvelines, est « hostile » à l'éventuelle implantation du centre de recherche de Renault sur la ZAC de Villoroy, près de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Tout en se félicitant de la décision de Renault de choisir les Yvelines pour y transférer une entreprise pouvant accueillir six mille cinq cents emplois sur une zone de 135 hectares, Paul-Louis Tenaillon rappelle « sa volonté d'utiliser la ZAC de Villoroy pour offrir aux habitants de la ville nouvelle une amélioration de leur cadre de vie ». Il a proposé que ce centre de recherche soit installé dans la vallée de la Seine, en « concertation » avec l'Etat, la Région, le département et les collectivités locales concernées.

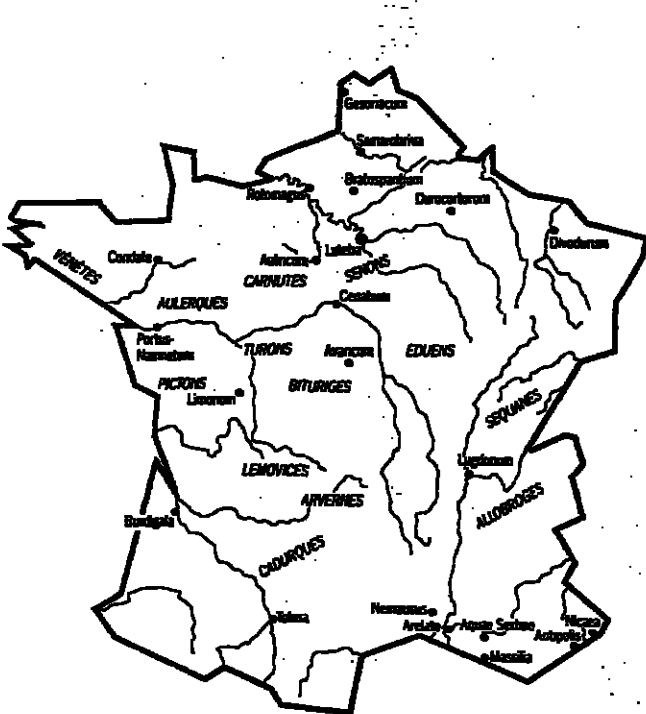
PICARD

Parade

La serrure automatique sans clé

Liste des installateurs agréés au 43-33-44-65

Tribus et villes de la Gaule



UN parc n'est ni une école ni un musée, mais d'abord un lieu de jeux. C'est entendu. Les responsables du parc Astérix savent cependant que les écoliers viendront nombreux en groupe. Trop en groupe parfois et l'on a vu des classes, un jour de préouverture, processionner en rang par deux... Mais l'agréable n'exclut pas l'utile et pour que les jeunes chalands repartent enrichis (culturellement), les dirigeants du parc ont confié à Monique Benoit la rédaction d'un « guide pédagogique » destiné aux enseignants.

La rigueur le dispute à l'humour. Les élèves pourront

préparer, compléter ou... rectifier leurs connaissances en Astérix grâce à des coloriages pour les plus petits et des jeux divers pour les plus grands comme cette carte des tribus et des villes gauloises au bas de laquelle il est demandé de mettre en face et retrouver, à la place des villes anciennes, l'emplacement des villes modernes suivantes : Rennes, Nantes, Poitiers, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Nice, Antibes, Aix, Lyon, Arles, Nîmes, Bourges, Rouen, Chartres, Boulogne, Paris, Reims, Amiens, Metz, Beauvais, Orléans.

(Publicité)

MÉDECINE - PHARMACIE

La seule prise qui, depuis 20 ans, vous offre ces garanties : professeurs, maîtres-assistants et chefs de travaux ; taux de réussite exceptionnelle. Sélection sur dossier. Stage pré-entrée septembre, soutien annuel, classe préparatoire.

CEPES

57, rue Charles-Laffitte, 92200 Neuilly
47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

Je m'inscris



Bicentenaire

Aux Etats-Unis

« Celebrating the French Revolution »

Il n'y a pas que la France pour célébrer, à partir du 2 mai à Paris, le bicentenaire de la Liberté de la presse. La Bibliothèque publique de New-York consacre pendant dix semaines à un thème voisin une exposition fort courue. Une des mille manifestations en l'honneur de 1789 aux Etats-Unis. Deux autres villes s'illustrent particulièrement : Chicago (Illinois) et Houston (Texas).

De notre envoyé spécial

New-York : l'insurrection de l'imprimé

On doit à M. Vartan Gregorian, alors président de la Bibliothèque publique de New-York, le plus flatteur des jugements portés aux Etats-Unis sur la Révolution française. Elle est de ces événements, écrit-il, qui ont affecté le destin de « tous les peuples de la Terre » et dont on peut dire qu'ils ont fondé l'« âge moderne ». On lui doit aussi la plus intelligente exposition organisée jusqu'ici outre-Atlantique pour célébrer le Bicentenaire. On lui doit surtout d'avoir donné carte blanche à M. Robert Darnton, professeur à l'université de Princeton, pour monter cette exposition consacrée au rôle de l'imprimé à la fin du dix-huitième siècle.

Revolution in Print fermait ses portes le 29 avril. Fort heureusement, une version itinérante de cette exposition, moins riche cependant que celle organisée dix semaines durant à la Bibliothèque publique de New-York, continuera de circuler jusqu'au mois de janvier 1990 dans les plus grandes villes des Etats-Unis.

Considéré comme l'un des meilleurs spécialistes américains de la Révolution française, M. Darnton a été, jeune homme, journaliste au *New York Times*. Il en a conçu une passion durable pour la presse révolutionnaire et est devenu intransigeant sur l'influence qu'a eue, ces années-là, la chose écrite.

La Révolution se fit par l'imprimé en même temps qu'elle révolutionnait l'imprimé. Cette constatation sert de fil conducteur à cette exposition qui joue sur l'ambiguïté de son appellation, Révolution in Print, difficilement traduisible en français, mais qui dit bien l'importance que cette insurrection de l'écrit eut sur le cours des événements.

Dans l'excellent ouvrage collectif qui accompagne cette exhibi-

tion (1), un universitaire français, M. Antoine de Baeque (Paris-1), explique le rôle que les pamphlets pornographiques, fort répandus, jouèrent de 1789 à 1792, pour ruiner la réputation de l'aristocratie et du clergé. Les titres de ces libelles parlent d'eux-mêmes : *les Amours de Charles et Toinette*, *l'Abbé Maury chez les filles* et ce *Bordel national sous les auspices de la reine* à l'usage des *Confédérés nationaux*, sorti de l'imprimerie de la Bibliothèque nationale française et présenté à New-York pour l'édification des *yuppies* de Midtown et des *tenagers* de Harlem, le public le plus incongru de cette exposition.

La curiosité avec laquelle des New-Yorkais de toutes conditions se pressent à une telle manifestation, étrangère à leur culture, est étonnante. Il fallait voir, cet après-midi, deux gamines rassembler leurs connaissances en français pour déchiffrer un *Catechisme républicain* tiré des réserves de la Bibliothèque publique de New-York et qui dit bien son époque :

« Q. — Est-il vrai que le peuple français n'a point de religion ?
R. — C'est une calomnie inventée et répétée par les malveillants, pour nous rendre odieux et méprisable. »

« Q. — Mais je ne vois plus d'églises, plus de processions, plus de prêtres ; je n'entends point sonner les cloches ?
R. — Il est vrai que toutes ces choses ont cessé ; le délire et l'imposture les avaient fait éclore pour l'intérêt de l'ambition et de la cupidité ; il était temps que les fables disparaissent devant la vérité et les folles devant la raison. »

La floraison de journaux — trois cent trente-cinq en 1790 à Paris seulement — alla de pair avec la publication de livres de toute sorte, une véritable explosion à la mesure de la censure royale qui avait régné jusqu'alors. Mais ces Cent Fleurs n'eurent qu'un temps. La Terreur, sous le 18-Brimaire abolirent la nouvelle liberté d'imprimer, pour longtemps. La liberté de la presse, nous rappelle par contraste les documents rassemblés par M. Darnton, ne s'est que si l'on ne se souvient pas de sa fragile existence.

Chicago : La Fayette nous revivra !

The Bastille Day sera célébré à Chicago avec pompe, grâce à la générosité d'un géant de l'agro-alimentaire, Sara Lee. Peu connu en France, ce conglomerat a racheté récemment les bas Dim et possède, entre autres, Aspro, Kiwi et la Mai-

son du Café. Le mécénat est une tradition aux Etats-Unis, particulièrement chez Sara Lee, que ses quelque 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel et son statut de premier employeur de ressortissants français dans l'Illinois destinent plus que d'autres à parrainer les manifestations du Bicentenaire.

Son patron, M. John Bryan, préside à ce titre le Comité des deux cents (deux cents comme deux cents ans), qui a conçu un vrai succès et rassemble aujourd'hui plus de deux cent quarante entreprises, fondations, personnes privées et associations diverses toutes enthousiastes à l'idée de célébrer la France et sa Révolution.

Sara Lee, qui a confié à un gros cabinet de relations publiques la tâche de mettre en musique cette mobilisation générale, n'en est plus que le chef d'orchestre. Chacun y va désormais de son parrainage ou de sa manifestation culturelle, toutes exemplaires « Bicentennial Event » même si, pour certaines, ces manifestations n'avaient pas été prévues pour cette occasion.

Le 14 juillet, il y aura, au pied de l'immense tour où la chaîne de télévision NBC finit de déménager ses quartiers, une kermesse de rue agrémentée d'une prise symbolique de la Bastille. La ville berceau de l'architecture moderne se devait d'organiser une exposition consacrée aux architectes français d'avant-garde. Elle aura lieu du 14 juillet au 17 septembre à l'Art Institute.

De 14 juillet aussi, au 6 août, on pourra voir au Terra Museum les toiles d'artistes américains peintes en France à la manière de Monet ou de Courbet, éclipées par la renommée de ces derniers et donc peu connues, injustement. Sans oublier les multiples célébrations, sous une forme ou une autre, de la cuisine française. Les chefs français sont nombreux à Chicago et fort recherchés. Celui du Ritz-Carlton, président du Vatel Club, mérite tous les éloges.

The Chicago Committee on the French Revolution parraine depuis le mois de mars une cinquantaine de manifestations de ce genre. Le consul général de France, M. Richard Narich, en est tout ébloui. Il a « vendu » le Bicentenaire au-delà de ses espérances et l'admet lui-même : sans la générosité de Sara Lee et de quelques autres, la célébration de la Révolution n'aurait probablement touché, faute de crédits français suffisants, que des cercles universitaires. Ce sont des Français qui ont fondé la Chicago moderne et les Américains savent se souvenir : La Fayette nous revivra !

Une guillotine avait été dressée au pied des tours vertigineuses qui hérissent le centre de Houston. La *Marseillaise* avait retenti, bientôt suivie de la *Star Spangled Banner* (l'hymne américain), une *Marseillaise* façon bel musette, avec accordéon, et il avait semblé que M. Emmanuel de Margerie, l'ambassadeur de France aux Etats-Unis, retenait une grimace.

Houston : guillotine et héraut basque

Houston allait célébrer pendant dix jours le Bicentenaire de la Révolution française, et cela rachetait bien cette *Marseillaise* iconoclaste. Surtout que les Texans n'y étaient pour rien. Le soir... d'exécuter l'hymne national français avait été confié au Théâtre de l'Unité, une troupe venue de Paris apporter au Festival international de Houston, qui débutait ce 13 avril, *the french touch*, un cachet bien de chez nous.

« Manifestation officielle » du Bicentenaire, « la plus importante », parait-il, de « la culture hors de France », le Festival de Houston, version 1989, offrait comme principale attraction l'animation quotidienne d'un square du centre-ville par les comédiens du Théâtre de l'Unité. Baptisé « la Petite France », ce square avait été endossé de guirlandes et de barrières où se tenaient en faction, la mine rigolarde, de faux douaniers français.

Un « héros heretius », statue de cire grandeur nature, trônait au milieu du parc, affublé d'un béret basque, d'une baguette de pain, d'un paquet de Gauloises et d'un litron de rouge. L'exécution simulée, sous la lame de la guillotine, d'un porcelet terrorisé constituait le clou du spectacle. Même appuyé de gros clics d'œil, ce simulacre de mise à mort laissait le public, nombreux, plus perplexe qu'hilaré.

Bien sûr, le Festival de Houston avait aussi à son programme les cours Labèque, le *Dialogue des comédiens*, de Francis Poulenc, et quelques autres manifestations moins franchouilles que la génie culturel hexagonal, mais c'était à la Petite France que les Houstoniens affluaient en famille respirer ce que le *Houston Post*, enthousiaste, devait présenter cette semaine-là, comme « un authentique parfum de France ».

BERTRAND LE GENDRE.

(1) *Revolution in Print, The Press in France, 1775-1800*, Robert Darnton éd., Delacorte, 1989, 352 pages, 24,95 dollars.

Le Front national dénonce le « mythe de la Révolution »

Au cours du premier colloque de son très officiel « conseil scientifique », le Front national s'est livré, samedi 21 avril, à un violent réquisitoire contre la commémoration de la Révolution française.

Sur le thème « 1789, et si c'était à refaire », les différents orateurs, en majorité des universitaires, ont tenté, dans la tradition contre-révolutionnaire, de démontrer que la Révolution et les droits de l'homme constituaient un mythe forgé et entretenu par des « pseudo-historiens et pseudo-philosophes » au service du pouvoir « social-marxiste ».

« Mythe de la Révolution », tout d'abord, en tant qu'acte fondateur de la nation. Résumant l'idée que la Révolution aurait été « le creuset d'une unité nationale qui n'existait pas avant elle », M. Bruno Goll-nisch considère que « ce n'est pas parce que la France vivait dans un régime de féodalité qu'elle n'avait pas conscience d'elle-même ». Refusant de voir dans la Révolution l'avènement de la démocratie moderne, les participants au colloque ne retiennent de « cet événement sanglant » que la Terreur. « Mythe de la Révolution », aussi en tant qu'acte fondateur des droits de l'homme. M. Claude Poin, professeur de philosophie à la Sorbonne, réfute cette notion qui n'existerait pas en droit, ainsi que le concept de nation : il lui préfère celui de « patrie », « condition de la vie sociale et du développement de l'individu », synonyme de « amour et de dévouement » et « inhérent à la religion, à la foi religieuse, c'est-à-dire au catholicisme ». Prétextant un manque de temps, l'orateur n'a pas jugé bon d'expliquer cette association entre patrie et catholicisme, mais il a pris soin de mettre en garde l'assistance contre le risque de « cosmopolitisme », « facteur de déracinement, porte ouverte au triomphe de l'égoïsme et au retour à l'état de nature ».

Ce mythe de la révolution serait né, selon M. Pierre Vial, sous la III^e République avec la création de la chaire d'histoire de la Révolution française ; ce fut l'occasion pour les membres du Front national de fustiger les historiens, tel M. François Furet, « ancien marxiste au service du pouvoir social-centriste », et les médias « qui leur assurent une tribune ».

Le point d'orgue de ce colloque aura été l'intervention de M. Bruno Mégret, député général du Front

national, qui s'est employé à dénoncer « l'imposture de la commémoration ». Imposture qui consisterait, selon lui, dans l'utilisation de la « mythologie de la Révolution par l'établissement pour accentuer sa pression idéologique » et dans la confiscation « des droits de l'homme par le pouvoir socialiste », celui-ci étant accusé de « bafouer le principe d'égalité en maintenant des privilèges et féodalités au bénéfice des syndicats, des médias et de l'administration », de « bafouer » le principe de souveraineté nationale « au profit des immigrés ».

Concluant les débats, M. Bruno Mégret, assurant 1789 et 1989, a pronostiqué « la fin proche du régime socialiste soumis à une crise de légitimité ».

En septembre Quatre jours de fête pour célébrer la bataille de Valmy

Le ministre de la défense prêterait son concours à la célébration du Bicentenaire de la Révolution française, en organisant des expositions à Paris et en province, un colloque international d'histoire militaire, en participant à la réalisation d'un film mis en scène par Robert Enrico et, surtout, en commémorant la bataille de Valmy.

M. Jean-Pierre Chevènement a, en effet, confié à Patrick Bouchain, ancien conseiller technique du ministre de la culture, M. Jack Lang, et architecte-constructeur de l'œuvre de Daniel Buren dans la cour d'honneur du Palais-Royal, le soin de mettre en œuvre, les 16, 17, 23 et 24 septembre prochains, une fête intitulée « Naissance d'une nation » sur les lieux mêmes, dans la Marne, de la bataille de Valmy de 1792 remportée par l'armée française, commandée par Dumouriez et Kellermann, sur la Prusse.

Le ministre de la défense entend plus spécialement célébrer, à cette occasion, l'union du peuple en armes avec l'armée de métier, qui tenait tête à l'ennemi au cri de « Vive la Nation ! ». Plusieurs artistes, Daniel Buren, Ange Leccia, Sarkis, Jean-Luc Villemont, Michel Portal et Barjavel, ont accepté de collaborer, selon leurs disciplines, à la fête pour faire comprendre au public « l'alliance entre l'armée et la nation ».

Le Carnet du Monde

Naissances

— Jan WICKISON et François ZANON

sont heureux d'annoncer la naissance de leur veuve

Mark Steeven WALLACE,

à Watford, Angleterre, le 24 avril 1989, à 20 h 50.

Mariages

— Natalee CONTE et Lac MARTY

ont la joie d'annoncer leur mariage, le 6 mai 1989, à Aix-en-Provence.

38 bis, rue des Entrepreneurs, 75015 Paris.

M^{me} et M. D. Conte, 7, avenue Marcel-Pagnol, 13090 Aix-en-Provence.

M^{me} H. Marty, 11 bis, rue Chausseclap-Laubat, 75015 Paris.

Décès

— M^{me} Guite Falardeau, Et sa fille M^{me}, Ses petits-enfants Antoine, Aude, Alexandre Motulsky, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Charles FALARDEAU, professeur titulaire des sciences sociales à l'université Laval (Québec), officier de l'Ordre du Canada, membre de l'Académie canadienne-française, professeur invité aux universités de Bordeaux, de Caen et de Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

4770, Saint-Félix, apt 339, Cap-Rouge, Québec G3A-1B1.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-95-03
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires .. 73 F
Communications diverses ... 86 F

(Publicité) —

COLLOQUE

La Fondation Drouot et Mecena, l'Association de l'ENA et du mécénat, organisent

les 2 et 3 mai 1989 de 16 h à 20 h, à DROUOT MONTAIGNE, 15, avenue Montaigne, Paris 8^e, un colloque consacré à

L'INVESTISSEMENT CULTUREL DES ENTREPRISES FRANÇAISES

Articulé autour de quatre tables rondes, ce colloque réunira de grandes signatures de l'entreprise, du conseil en stratégie, des Sciences Humaines et de la communication.

Les tables rondes :

1. La culture dans le projet de l'entreprise
2. Culture et citoyenneté de l'entreprise
3. La prise de décision de l'investisseur culturel
4. La richesse culturelle de la France peut-elle être une plus-value pour ses entreprises ?

Réservation au (1) 46 00 20 70

Ce colloque est réalisé avec le concours de La Caisse des Dépôts et Consignations

Le Groupe SEERI

La Banque Industrielle et Commerciale du Maroc

— Paul Lariville, président de l'université Paris-X-Nanterre.

Guy Lachenard, directeur de l'UFJR littéraires, langues, philosophie, Et l'ensemble des personnels de l'UFJR et de l'université, ont le regret de faire part du décès de

M. Alain LEROND, professeur de linguistique française, survenu le 19 avril 1989.

Université Paris-Nanterre, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex.

— Bernard, Danièle Scemama et leurs enfants, Nathalie, Olivier et Céline.

Mario-Louise Scemama et sa fille Hanna Ehrlich, Jean Scemama, Eber Haddad, M^{me} veuve Abramino Grego, ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, oncle et frère,

Charles, Nestine SCEMAMA, chevalier de l'Ordre national du Mérite, secrétaire général honoraire de l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, survenu à son domicile, le 24 avril 1989, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

18 bis, rue Henri-Heine, 75016 Paris.

— M^{me} Mira Stambak, Clara, Julien et Katia, ont la douleur de faire part du décès de

M. Disko STAMBAK, survenu à Paris, le 24 avril 1989, à l'âge de soixante-cinq ans.

La levée de corps aura lieu le jeudi 27 avril, à 9 h 30, au funérarium de Suresnes, 42, chemin des Cendres, à Nanterre (92000), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu en Yvelines.

— Tous ceux qui ont aimé profondément

Johany STARK,

Sa fille Vincence, Son gendre Pascal Royer, Ses petites-filles Clara et Margot, Sa sœur Monique Stark, M^{me} Mathias, Ses proches, Ses amis, Ses collaborateurs, ont la douleur de faire part de son décès survenu subitement le 24 avril 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 27 avril, à 10 heures, en l'église de la Madeleine à Paris.

(Le Monde du 26 avril 1989.)

— Prendre lecteur allemand nommé à la Sorbonne après la guerre, traducteur littéraire et promoteur des Collèges européens de la traduction,

Elmar TOPHOVEN est décédé le 23 avril 1989, à l'âge de soixante-cinq ans, dans sa ville natale, Struelan, après de longs mois de souffrance.

Elke Tophoven-Schöningh, Josef Tophoven et Nicole Bergmann, Philippe Tophoven, 55, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

Struelan, D-4172 Struelan.

— En ce dixième anniversaire de

décès de

Louis BARUCH,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé et estimé.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

LA FRANCE DES LIBERTÉS

40 ANS DE LIBERTÉ LE DROIT ET LE FAIT

REDÉCOUVREZ LA CITOYENNETÉ

NATHAN

Le Monde

— Lyon.

M^{me} Amick Levy, M^{me} Patrick Levy, Fabienne et leurs enfants, Beryl et Edouard, M. Pierre Levy, Les familles Wertheimer, Zorbin, ont la douleur de faire part du décès de leur grand-père, beau-père, oncle,

M. Jules WERTHEIMER,

Agé de quatre-vingt-neuf ans.

L'enterrement a eu lieu le mardi 25 avril, dans la plus stricte intimité.

Ils rappellent à votre souvenir sa femme

Betty WERTHEIMER,

Et sa fille, Edith LEVY.

Ni fleurs ni couronnes.

Anniversaires

— En ce dixième anniversaire de

décès de

Louis BARUCH,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont aimé et estimé.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

LA FRANCE DES LIBERTÉS

40 ANS DE LIBERTÉ LE DROIT ET LE FAIT

REDÉCOUVREZ LA CITOYENNETÉ

NATHAN

Le Monde

— Aujourd'hui 27 avril 1989,

Jeanne CHALUMEAU-NOIR

aurait cent ans.

Sa fille, ses petits-enfants, se souviennent.

Elle a trop pensé aux autres pour être elle-même jamais oubliée.

Familles Janin-Chalumeau, Bouar (AEF), Bourg ; Bouissin-Suran, Chambray ; Neuville, Villers-Bretonneux ; Villotte de Vienne ; Sédouy-Villages ; Harou-Breucq ; Longvic, Chalons ; Géloux, Casablanca, Lyon, Courbevoie.

— En ce jour anniversaire de la disparition de

Jean DESSALES,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu.

117, rue de Picpus, 75012 Paris.

— Il y a quarante-cinq ans, le 27 avril 1944, le

départ de son domicile.

Que tous ceux qui l'ont connu, estimé, aimé, se souviennent.

Micron - Thionville.

— Pour le troisième anniversaire de la mort de notre cher époux et père

M. JOEL PRASQUIER,

la famille se réunira le dimanche 30 avril 1989, à 12 heures, au cimetière de Bagneux (entrée principale) : —

M^{me} Deborah Prasquier, Docteur et M^{me} Richard Prasquier et leurs enfants.

Communications diverses

— Galerie des Orfèvres, 66, quai des Orfèvres, 23, place Dauphine, 43-26-81-30

YAN

du 25 avril au 13 mai 1989.

400 Mios 150

REPRODUCTION INTERDITE



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • *Le Monde* • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Major International Travel Marketing Opportunities

Marketing Executives

UK Base c£40,000+ Car

Our client is a prominent, well-backed, expanding European Organisation specialising in the development and marketing of computerised reservation and information systems. It has an established reputation and a strong market position.

These systems are at the leading edge of technology, developed to meet the needs of all European travel organisations today and in the future.

This organisation is developing its business to meet the needs of individual European markets providing access to the world's most comprehensive range of travel services.

Due to considerable expansion within Europe, they now need to appoint several Marketing Executives based at Group Head Office in the UK. The main task will be to identify and develop potential markets for travel related products and to formulate strategies to exploit them.

Reporting to a Vice President of Marketing, with responsibility for a number of staff your duties will include:-

- Formulation of product and marketing plans and their review on a regular basis.
- Maintenance of close relationships with key figures within the European travel industry.
- Making recommendations and providing advice on all matters relating to the marketing and sales of products and services.

Essentially this is an active role encompassing strategy, customer liaison and team management.

You will be a young marketing high-flyer, probably aged mid-thirties, with good academic qualifications and possibly an M.B.A. You will ideally have trained with a recognised "blue chip" corporate and had several years in a senior capacity with responsibility for the marketing function of a business, preferably in the travel related sector.

Internationally orientated, you must be fluent in English and have had experience of working with other European nationals.

Opportunities for further career advancement are outstanding.

Interested candidates should write, in confidence, to:
Nicholson International at
Vigilant House, 120 Wilton Road, Victoria,
London SW1V 1JZ, England, quoting reference H9032
or call on (44) 1 576 5870.

NICHOLSON INTERNATIONAL

Département Musical

L'Orchestre Philharmonique de la radio
(chef d'orchestre: Edo de Waart) recherche (m/f):

violon solo (75%)

Une audition aura lieu mi-juin 1989. Les œuvres devant être obligatoirement jouées sont:

- J.S. Bach, 1ère partie d'une sonate ou partita au choix
- W.A. Mozart, un concert pour violon
- un concert romantique, au choix.

L'Orchestre de chambre de la radio
(chef d'orchestre: Hans Zender) recherche (m/f):

1er basson 2ème remplaçant 1er alto soliste alto (50%) 1er violon 2ème violon (50%)

Audition: mi-juin 1989.

Rémunération: conformément au barème national et supplément de 5% tv.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à monsieur F. Vrijma, téléphone (bureau) 035 - 77 23 85.

Les intéressés sont priés d'écrire au Service du Personnel de NOB - Département Musical, Ampèrestraat 10, 1221 GJ Hilversum (Pays-Bas). La lettre doit être retournée au plus tard dans les deux semaines suivant la parution de ce journal, sous référence DM/189.

Le Département Musical du NOB (Pays-Bas) gère le Grand chœur de la radio, l'Orchestre Métropole, l'Orchestre Philharmonique de la radio, l'Orchestre de chambre de la radio et l'Orchestre Symphonique de la radio ainsi que trois ensembles vocaux et instrumentaux constitués à partir de ces formations.

N
O
B



Nederlands Omroepproductie Bedrijf nv

DOF DER DEUTSCH-FRANZÖSISCHE PERSONALBERATER

LE MARCHE FINANCIER FRANCO-ALLEMAND

Nous sommes un puissant groupe bancaire allemand. Venez nous rejoindre à Francfort.

JEUNE CAMBISTE

De préférence diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis les automatismes et les bons réflexes propres à la profession. Votre connaissance des marchés et votre sens des négociations vous permettent de saisir toutes les opportunités et de dominer la fonction.

Aujourd'hui, vous aspirez à un horizon plus large et souhaitez entreprendre une démarche à la fois hardie et prometteuse pour l'avenir. Nous vous proposons un environnement international au sein d'une équipe efficace et expérimentée de change et de trésorerie.

Bien évidemment, vous avez un bon niveau d'anglais et parlez peut-être français et allemand. Votre sens critique, votre imagination et vos ambitions vous permettront d'évoluer favorablement au sein de notre établissement.

Votre rémunération sera bien entendu liée à vos performances.

De plus, vous bénéficierez de tous les avantages sociaux offerts aux collaborateurs de notre groupe.

Adressez votre carte à notre conseil en précisant la référence F/ME/2704. Il prendra contact avec vous en toute confidentialité.

IMOOG CONSULT. S.A.
INTERNATIONAL MANAGEMENT F-67000 STRASBOURG - 24, PLACE KERNER

En tant qu'entreprise indépendante d'ingénierie, nous fournissons des services d'ingénieur-conseil dans les domaines de l'étude, de la planification, de l'élaboration des cahiers des charges ainsi que de la supervision de projets d'électrification et d'adduction d'eau. Nos activités sont essentiellement concentrées sur les pays du Tiers Monde.

Pour le département Transport et Distribution d'Energie / Lignes Aériennes H. T., M. T. et B. T. nous recherchons

UN INGENIEUR D'ETUDES

Notre candidat idéal dispose d'une formation d'ingénieur diplômé d'une Université ou Grande Ecole et a acquis une expérience professionnelle de trois à quatre ans dans le secteur des courants forts. De bonnes connaissances en anglais et en français sont indispensables et des déplacements réguliers à l'étranger feront partie de ses attributions.

Nous offrons un poste intéressant assurant une large autonomie opérationnelle et une chance de participer au succès de notre entreprise.

Les conditions de travail sont bonnes et nos salaires sont fonction du rendement individuel.

Veuillez nous adresser votre dossier de candidature complet avec C. V., photo d'identité et lettre manuscrite sous la référence IEP à



INFRA-CONSULT-MÜNCHEN GMBH

GUSTAV-HEINEMANN-RING 135 - D-8000 MÜNCHEN 83
FED. REP. OF GERMANY - REP. FED. D'ALLEMAGNE
TEL. 089/67822-02 - TX 5214907 icm d - FAX 089/67822-222

XIV
CONGRÈS
AEDP



EAPM
CONGRÈS
XIV

14^e Congrès Européen des Directeurs de la Fonction Personnel

26-28 JUIN
1989

PARIS

Palais des Congrès

14th European Congress of European Association Personnel Management

andcp

Comité d'organisation

J.-P. BOURGUIGNON, C. BONY et R.J. JOUFFRET

Renseignements et inscriptions:

Association Nationale des Directeurs et Cadres de la Fonction Personnel

29 avenue Hoche 75008 PARIS FRANCE

Tél. : (33-1) - 42.56.39.34 / (1) 40.74.04.80

Devon systems

Mathématicien : Devenez Consultant Financier sur le Marché Europe-Sud

A travers le monde, nous concevons, commercialisons et entretenons des logiciels qui apportent aux salles de marché un instrument complet de gestion des risques et de mesure des profits pour les opérations sur les nouveaux instruments financiers (options, futures, Swaps, FRAS...). L'excellente efficacité de nos produits a déjà convaincu les plus grandes firmes financières et les salles de marché les plus actives. Notre expansion implique aujourd'hui le recrutement d'un

CONSULTANT FINANCIER pour l'ESPAGNE et l'ITALIE.

Garant de l'image de qualité de notre société auprès de nos clients, vous les formerez à l'utilisation du système ainsi qu'à ses fondements mathématiques; vous interviendrez pour résoudre les problèmes générés par l'utilisation du système; enfin, votre mission consistera à proposer à nos laboratoires des axes de développement adaptés au marché européen.

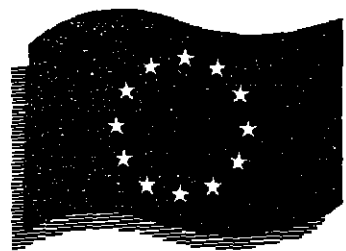
Vous possédez une formation mathématique de haut niveau (X, diplôme d'actuaire, 3^{ème} cycle universitaire...), et une ou deux années d'expérience dans le domaine de l'analyse mathématique des marchés financiers. Une parfaite maîtrise de l'espagnol et une bonne connaissance de l'anglais et de l'italien sont indispensables. Basé à Paris, des déplacements fréquents sont bien sûr à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 026 M à notre Conseil ORBE, 41, avenue George V - 75008 Paris.

ORBE

Cette annonce paraîtra également dans EL PAIS.

Le Monde INTERNATIONAL



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

organise trois concours généraux en vue de pourvoir à trois postes d'

ADMINISTRATEUR PRINCIPAL (grade A5) (m/f) auprès de la Direction générale «AGRICULTURE»

- pour l'accomplissement de tâches de conception, d'étude et de contrôle ayant trait :
- ☐ à l'hygiène des produits animaux et à la police sanitaire relative aux échanges d'animaux vivants (concours COM / A / 659);
 - ☐ au suivi du marché des divers composants des aliments du bétail et à l'élaboration de propositions de mesures de gestion ainsi que de textes réglementaires (concours COM / A / 660);
 - ☐ aux aspects techniques et scientifiques liés à l'organisation commune du marché de la viande bovine (concours COM / A / 661).

Conditions générales:
☐ être ressortissant d'un des Etats membres de la CEE; ☐ avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles de la Communauté Européenne et une connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues; ☐ être né après le 19-5-1938; ☐ avoir accompli des études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme; ☐ posséder une expérience professionnelle post-universitaire d'au moins 12 ans, dont 6 devront être en rapport avec les tâches telles que décrites.

Conditions particulières:

Réf. COM / A / 659:
☐ avoir un diplôme en médecine vétérinaire;
☐ connaissance approfondie des problèmes sanitaires et expérience dans l'élaboration de la législation vétérinaire.

Réf. COM / A / 660:
☐ connaissance approfondie de la politique agricole commune et des marchés des produits de substitution des céréales.

Réf. COM / A / 661:
☐ connaissances approfondies des aspects technologiques propres au secteur de la viande bovine; ☐ expérience étendue dans le domaine de l'abattage, de la préparation et de la transformation de la viande.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

L'avis du concours détaillé et le formulaire de candidature obligatoire, encartés dans le Journal Officiel des Communautés Européennes, peuvent être demandés, de préférence par carte postale, auprès de:

- ☐ Commission des Communautés européennes, Division Recrutement (COM / A / 659, COM / A / 660, COM / A / 661), rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES.
- ☐ Bureau de Presse et d'Information des Communautés européennes, rue des Belles-Feuilles 61, F-75782 PARIS CEDEX 16;
- C.M.C.I. / Bureau 320, rue Henri Barbusse 2, F-13241 MARSEILLE CEDEX 01.

Date limite pour l'envoi des candidatures: 19-5-1989.

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES à Bruxelles

organise un concours pour constituer une réserve de recrutement d'

ADMINISTRATEURS

(de sexe féminin ou masculin)

- On demande:**
- ☐ avoir accompli un cycle complet d'études universitaires sanctionné par un diplôme de fin de cycle ou posséder une expérience professionnelle d'un niveau équivalent;
 - ☐ avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais, portugais) et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues;
 - ☐ être né(e) après le 31 décembre 1958;
 - ☐ avoir une expérience professionnelle post-universitaire d'au moins un an.

Pour obtenir le texte de l'avis de concours, avec les conditions détaillées et le formulaire d'acte de candidature obligatoire, écrire, de préférence sur carte postale, au plus tard le 26 juin 1989 au: Service du Recrutement - Secrétariat Général du Conseil (Concours A/319/V) rue de la Loi 170 - 1048 Bruxelles (Belgique).

Attention: la date limite d'introduction de l'acte de candidature officiel est fixée au 14 juillet 1989.



Notre groupe international est spécialisé dans la collecte et la diffusion de l'information au niveau mondial, leader du marché business-to-business en Europe. Pour assister dans sa gestion journalière notre Directeur Général, qui assume des responsabilités au niveau européen, nous recherchons pour la France un(e)

Directeur Adjoint au Directeur Général

(m/f - réf. 365)

Véritable animateur, il est capable de motiver ses collaborateurs, d'intervenir "sur le terrain" pour favoriser la bonne marche de nos affaires.

Cette fonction s'adresse à un candidat (m/f), attentif à la qualité de ses relations humaines, de formation supérieure, universitaire ou non, âgé de 32 à 40 ans, s'exprimant couramment en anglais, ayant acquis une expérience de la gestion commerciale et administrative, de préférence dans une PME du secteur services.

Si vous êtes prêt à prendre cette responsabilité, notre conseiller en sélection vous donnera des détails sur notre groupe, sur cette nouvelle fonction et sur les avantages financiers qui y sont liés.

KOMPASS



Envoyez sans tarder votre candidature avec C.V. à: Jerry Rubin Consultants S.A. Bd Général Jacques 15, B-1050 Bruxelles. Les entretiens de sélection se dérouleront à Paris et tous les candidats recevront une réponse.



In connection with the expansion of its route system, the upcoming, dynamic regional airline CROSSAIR is seeking pilots for its fleet of Saab SF340 A/B aircraft.

If you are in possession of a corresponding or equivalent rating, and wish to enjoy the advantages of working for a renowned, forward-looking Swiss airline, please apply in writing or by telephone to

CROSSAIR

Limited Company for European
Regional Air Transportation
Mr. J.-C. von Passavant
P.O. Box
4030 BASEL-AIRPORT
Switzerland
Tél.: 061/57-35-62



Lycée Charles-Léopold
Avenue Duarte-Pacheco
1092 Lisbon - Capel Portugal
Tél.: 18 351 1 08 11 01
rech. pour sept. 1989 annuel
généralistes
- Institution
- Institution CAFRE
- 1 cert.-sup. Lett.-Mod. et
- 2 cert.-sup. Lett.-Mod. et
- 1 spéc. théâtre
- 1 cert.-sup. Sc.-Phys.
- 1 cert.-sup. Sc.-Nat.
- 1 PEGC IV
- 1 CP non logé
Salaire de Paris.
Env. CV avant 10 mai au
Professeur du lycée.

CAS INTERNATIONAL
dans le cadre de ses
missions en AFRIQUE
recherche
des CONSULTANTS
expérimentés
(5-10 ans d'expérience)
- Ressources humaines
- Systèmes éducatifs
et formation
- Organisation Informet.
- Economie Industrielle
- Maintenance Industrielle
Envoyer C.V. à:
M. DOS SANTOS Room
3, rue Fg-Saint-Honoré
75008 PARIS

Nous sommes le premier cabinet mondial de psychologues-consultants. Notre vocation est de favoriser l'efficacité de l'Organisation par des interventions au niveau des Stratégies, des Structures et des Systèmes dans leurs implications managériales. Nos contacts s'établissent au niveau des Directions générales, soit aux Etats-Unis, soit en Europe. En Europe, nous avons une équipe de 10 psychologues (Londres 4, Bruxelles 6) que nous désirons compléter avec d'autres

PSYCHOLOGUES-CONSULTANTS

Maîtrise ou doctorat
basés à Bruxelles

Ils seront chargés d'assumer avec professionnalisme rigoureux des Missions de Conseil spécifiques auprès d'une clientèle diversifiée et à développer. Une réelle compréhension de la pratique des affaires et du fonctionnement d'une entreprise est nécessaire. L'anglais est la langue commune de travail. Une troisième langue, de préférence latine, serait un atout supplémentaire. L'âge moyen d'entrée de nos consultants est de l'ordre de 35 ans. Nous offrons une formation continue au plan professionnel et une opportunité d'acquiescer un profil international.



Merci d'écrire à Gérard Beziat, directeur Rohrer, Hübner & Rapiogge Int'l (Europe), Co. 375, avenue Louise, Bte 2 B - 1050 Bruxelles, Belgique.

MOTOROLA est l'un des tout premiers constructeurs d'Équipements électroniques, de Systèmes et de Composants. Notre gamme de produits couvre les récepteurs d'appels de personnes, les émetteurs-récepteurs professionnels de radios, les Systèmes de Radiocommunications, les téléphones de voiture, les semi-conducteurs, les Systèmes de transmission de données, l'électronique automobile, l'électronique industrielle et l'électronique militaire. Dans notre approche globale du marché, l'Europe, en tant que région du Monde, joue un rôle majeur. L'acquisition récente de STORNO, société Européenne de Radiocommunications de premier plan, a encore renforcé notre position sur le Marché dans ce domaine. Pour notre Groupe Européen de Radiocommunications MOTOROLA STORNO, nous recherchons un:

DIRECTEUR EUROPÉEN DU SERVICE APRES-VENTES ET DES PIÈCES DE RECHANGE

responsable d'une unité importante présente dans les principaux pays d'Europe et forte de l'appui d'un réseau de sous-traitants de SAV et de plusieurs Centres Techniques de Formation. Le candidat devra concevoir des plans stratégiques et opérationnels, déterminer des normes et des politiques et les faire exécuter. L'accent sera mis sur la productivité, la rentabilité, la qualité et la SATISFACTION TOTALE DU CLIENT.

Le choix des établissements et leur équipement, la planification des installations, de l'activité de Service Après-Ventes et du soutien logistique en Pièces de Rechange pour les nouveaux produits sera également de son ressort, ainsi que la préparation des plans de maintenabilité des produits, de la documentation et des aides en Informatique. Une autre fonction sera la sélection, le training et le développement des cadres.

Nous attendons de notre futur Directeur Européen du Service et des Pièces de Rechange les compétences professionnelles et le leadership nécessaire pour faire de cette activité un Modèle en Europe. Les exigences du poste comportent en outre l'expérience d'un contexte multinational et la possibilité de déplacements en Europe. Le poste dépend directement du



Directeur Général du Groupe. Il comporte des conditions attrayantes et des possibilités de carrière dans un Secteur en forte croissance. Adresser votre C.V. en Anglais, sous pli confidentiel, au Service du Personnel de notre filiale française:

MOTOROLA

MOTOROLA S.A.
Part d'Activités d'Antony II

1, Rue Jacques Rueff
CE 28
92182 ANTONY CEDEX

150/11/150

CBI Une Ecole de Management et technologies nouvelles

Depuis 10 ans, nous formons de futurs professionnels de la gestion: du marketing, de l'informatique, au niveau notamment SAC + 2 (BTS), SAC + 3, SAC + 4. La forte progression du nombre de nos étudiants, le développement du nombre des technologies enseignées et de leurs spécialisations, nous conduisent à mettre en œuvre une structure particulièrement novatrice. Dans ce cadre, nous créons le poste de

Directeur CBI - PARIS

qui d'abord, en collaboration avec le Directeur Général, pousse de manière plus autonome:

- assure le bon déroulement de nos 800 élèves, en recherchant toutes informations dans ce sens, en coordonnant l'ensemble des programmes;
- Animateur l'équipe d'une quarantaine de professeurs vacataires et l'équipe administrative;
- Organisateur et gère le budget et la structure du Centre;
- Positionnera CBI de manière hautement représentative, par ses résultats, son sens du développement et les liens tissés avec les Entreprises.

De formation supérieure, homme d'action de très bon niveau, vous avez obligatoirement une expérience de direction soit dans le domaine de l'entreprise, soit dans le domaine de l'Enseignement Supérieur.

Envoyer candidature: CV + lettre manuscrite
+ photo sous référence 8898/CG
à CBIH - Chantal GUY
28, avenue de Montparnasse
75006 PARIS



EM MICROELECTRONIC - MARIN SA

Nous sommes le premier fabricant suisse de circuits intégrés CMOS et dans l'optique de notre future expansion nous cherchons un

TECHNICIEN DE MAINTENANCE

pour notre département Wafer Fabrication (Photolithographie).

Nous demandons:

- formation technique en électronique avec quelques années d'expérience dans une industrie de semi-conducteurs.

Nous vous invitons à adresser votre dossier complet à Madame M. Hess.

EM MICROELECTRONIC-MARIN S.A.

Suisse - 2074 Marin, Tél: (0941) 38 35 21 41

EM, une société de



A PARIS
ET EN
PROVINCE DES
POSTES EN:

NOUS RECHERCHONS
DES COMPETENCES
ET DES POTENTIELS

UNE SELECTION
ATTRAYANTE
ET RAPIDE POUR



JEUNES DIPLOMES

1^{ère} OU EXPERIENCE

CITRÖEN dans le cadre du développement Européen de son informatique vous propose:

Organisation et systèmes. Au contact des utilisateurs vous aurez à concevoir les nouveaux systèmes d'organisation dans différentes fonctions de l'entreprise. Etude, Production et Commerce. Etudes informatiques. Au sein de la Direction des Systèmes Informatiques vous prendrez à moyen terme des responsabilités de Chef de projet en informatique de gestion et industrielle. Système. Dans un environnement technologique de très haut niveau, vous prendrez des postes de responsables logiciels de base, réseau... MVSDA - VM/CMS. Bases de données hiérarchiques (IMS/CICS) et relationnelles (NOMAD/ORACLE).

Formations: - Généralistes diplômés Grandes Ecoles Ingénieur et commerce pour l'Organisation et les Systèmes et les Etudes informatiques. - Spécialistes diplômés DESS, DEA ou options informatiques pour les Etudes et le Système.

Personnalités: Leaders, entraîneurs, animateurs, forceurs, énergiques, dynamiques, créatifs, mobiles. Si vous vous retrouvez dans ces qualificatifs, vous correspondez à nos critères.

APPELEZ
JUSQU'AU 28 AVRIL
(SAUF SAMEDI ET DIMANCHE)
DE 9 HEURES A 18 HEURES
SANS INTERRUPTION

N° Vert 05 43 87 18

APPEL GRATUIT

Après un bref entretien téléphonique vous serez convoqués, si votre profil correspond à notre recherche, à une journée d'information en groupe suivie d'un brunch et d'entretiens individuels rapides le

10 MAI 1989.

Nous vous inviterons ensuite à approfondir votre projet et le poste que nous vous proposerons par des entretiens avec vos futurs patrons.

JEUNE COMMERCIAL

Au sein du département marketing direct d'un quotidien - La direction marketing direct de ce quotidien dont la notoriété est incontestée veut s'ouvrir de nouveaux marchés. Elle renforce ses équipes en recrutant un jeune commercial qui participera au développement de la publicité commerciale en s'appuyant sur les techniques du marketing direct. Apte à définir la méthodologie à adapter pour développer le chiffre d'affaires des sec-

teurs de consommation courante, le jeune commercial travaille de façon autonome. Ce poste conviendrait à une personne titulaire d'un BTS action commerciale (ou équivalent) possédant une première expérience du marketing direct. Ecrire à Sophie COHEN en précisant la référence A/D2045M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

DEVELOPPER LES EXPORTATIONS EUROPEENNES AU JAPON: UN PROGRAMME DE FORMATION DE LA CEE

La Commission des Communautés Européennes organise et finance un programme de formation au Japon pour de jeunes cadres, salariés d'entreprises qui désirent consolider ou développer des relations commerciales avec ce pays. La prochaine session se déroulera de mai 1990 à décembre 1991. Elle est destinée à aider les entreprises européennes, à améliorer leur connaissance du Japon, et à faciliter l'implantation des sociétés susceptibles d'y exporter. Pendant les 12 premiers mois consacrés à l'étude de la langue, des séminaires et des visites d'entreprises sont organisés afin de mieux intégrer la culture et le monde des affaires japonais. Un stage pratique de 6 mois, effectué dans une entreprise japonaise, vient ensuite compléter cet enseignement théorique.

- Agé d'au moins 25 ans et diplômé de l'enseignement supérieur, vous parlez couramment l'anglais. Vous avez une expérience professionnelle de 2 ans au moins, acquise dans l'environnement international d'une entreprise de la Communauté. Le Japon vous attire.
- Vous êtes une entreprise pour laquelle le Japon représente un enjeu stratégique réel.

La CEE vous permet de réaliser votre projet commun.

Prenez contact avec nous: • par téléphone au (1) 42.01.82.01 (8 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 10 h à 13 h). • par minitel 3616 code CYCOM • par courrier sous réf. 460/02 à: Sandrine FENOY - COFROR - 20 Place de l'Iris - La Défense 2 - 92400 COURBEVOIE

Cofror

PME Ingén. rdp. Aubagne (13) rect. Tech. Inform. BTS ou DUT), exp. OS 5-50000 sous Exp. CV + photo à: EUROSID 1110 38, rue de la République 13400 ALBAIGNE

Wanted. Code Spécialiste, spécialiste 1) System Level Code experience 2) Fluency in English and French 3) Knowledge of Fortran, Basic, Pascal, Modula 2, C, Assembly. Salary: 14,400 + car. White M.D., Rydin and Co. 1, Walsingham Green Drive, Crawley, RH10 3NU England.

PME Aubagne rect. pr son B.E. Ingénierie électronique dans secteur av. BTS Electron., min. 5 a. exp. B.E. Sal. motiv. 7 525 F brut + 15% mot. pr RV 42-03-53-20.

PME Aubagne rect. pr son B.E. Ingénierie électronique dans secteur av. BTS Electron., min. 5 a. exp. B.E. Sal. motiv. 7 525 F brut + 15% mot. pr RV 42-03-53-20.

SOCIETE ARCHITECTURE-INGENIERIE REGION LANGUEDOC recherche SON RESPONSABLE TRAVAUX (250 K€ +)

Coordonner et exécuter des projets à réaliser: du devis de construction, à la livraison et à l'entretien. Il gère les aspects techniques, économiques et humains de ces opérations.

Nous recherchons un ingénieur, 35/40 ans, possédant une expérience récente de la réalisation de travaux, des qualités d'ouverture, d'innovation et d'organisation lui permettant de valider pleinement ces fonctions.

Veuillez adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo) sous référence RT/MD à notre conseil: SOCIETE ALTA RTP Provisions 24, Grand-Rue Jean-Minelli, 34000 MONTPELLIER

PME Ingénierie rdp. Aubagne (13) rect. Tech. Inform. BTS ou DUT), exp. OS 5-50000 sous Exp. CV + photo à: EUROSID 1110 38, rue de la République 13400 ALBAIGNE

Éditeur (tout terrain mag., comp. par, le candidat + revue prof.) cherche

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Libre implication: préparer, copier, corriger sur écran, écrire (matériel) Lieu de travail: 94220 La Plaine-St-Denis Exp. CV et photo, à: Éditions, BP 379, 75008 Paris Cedex 18

ASSOCIATION CARITATIVE CATHOLIQUE

recherche COLLABORATEUR pour activité en France, d'analyse, audit et gestion de projets de développement en Asie.

Basé à Paris, quelques déplacements à l'étranger. ANGLAIS courant et expérience de terrain en ASE indispensables. Envoyer: lettre manuscrite, c.v., références et motivations au n° 8 321 La Mairie Pénitente 5, rue de Montmaury 75007 PARIS.

VELLE DE MAIRONS-ALFORT recrute

1 ATTACHÉ homme ou femme

Chargé de la direction du service affaires générales (Informations Civiles, Statistiques, affaires militaires). Formation juridique exigée. Salaire de début: 7 525 F brut + 15% mot. + prime de vacances.

Adm. s.v. + photo à: Mairie de Mairons-Alfort 118, av. du Général de Gaulle 94700 Mairons-Alfort.

DEMANDES D'EMPLOIS

Assistante de direction, quinze ans de secrétariat et cinq ans de gestion du personnel, maîtrise du traitement de texte, notions d'anglais et d'italien, éprouvée. Env. par: T. 34-11-74-01 (ap. 18 h)

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

maîtrisant tous les aspects de la fonction rech. à temps partiel, position de Conseil auprès chef d'entreprise pour tous les problèmes de structures, d'organisation, gestion et rémunération des ressources humaines (Paris ou province). Env. sous n° 582 M PARFRANCE Annonces, 4, rue Robert-Silvers, 75008 Paris qui transmet.

capitales propositions commerciales App. 5. 700 K€ en exp. com. dir. assoc. DG, ap. 18 h. Berlin, 38-74-08-32, soir.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX BRILLANTS

La plus formidable collection de bijoux exceptionnels dont le Guide Paris pas cher en allusion, brillants, solitaires, etc., bagues, robes, capes, émeraudes, bijoux, or, argent, etc.

PERRON OPIÉ angle bd des Italiens 4, rue Chausse-d'Antin Achetez bijoux ou échanges Autre magasin, sans pd choix

ACHAT OR 19, rue d'Anjou Paris-4, 43-54-00-23. FAITES PLACER.

Bijoux anciens bijoux romantiques ne choisissez que chez Gilet.

ACHAT OR 19, rue d'Anjou Paris-4, 43-54-00-23. FAITES PLACER.

Studio Pub HYPERBOLE

Ordonné - Studio - Publicité Edition. Scénario photographique. Début rapide, travail soigné. Paris centre. Contact: 44-08-02-14

Jeune fille au pair

Une jeune fille au pair anglaise pour préparer votre entrée à l'école. Venez la voir: 19 44 1 876 7028. Lundi à vendredi. Agence française, agréée à Londres. M^{me} Crane.

Travaux divers

ÉTUDES sur MONOCHROM 5087, carte Europe. Achetez: 4599 F (le 14 mars 1989) Vende: 5000 F. 46-45-49-94 (ap. 18 heures)

Vidéo disc

LECTEUR VIDÉO DISC Philippe CIVATY 4000 F (le 14 mars 1989) Vende: 5000 F. 46-45-49-94 (ap. 18 heures)

Cuisine

KITCHENETTE Lincol 1 m. 3.400 F: cabine de douche, 2.000 F. SAINT-DENIS, 21, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris 93. 43-22-44-44.

Vacances

Tourisme

Loisirs

DRISCOLL HOUSE-HOTEL. 500 chambres simples, 1000/1200, demi-pens. Paris: 172 New Kent Road London SE1 4YT G-2. 18-44-1-703-47-78.

LOUE MAISON BORD DE MER PRES DE LAZARIE (29) Possibilité de louer 6 pers. et 8 pers. 4000 F. 44-08-02-14

ILE D'OLÉRON A louer, juillet, maison, 12 pers., 100 m de la plage, cuisine équipée, séjour-salon, 2 chambres, s. de bains, douche, garage, jardin entretenu. 110 44-53-07-86.

SETE Bord de mer, 2 pers., 12 pers. + terrasse 40 m dans jardin, park, juillet-sept. Tél: 68-01-05-05.

Bateaux

Particulier vend BOMBARD 54, année 1979, moteur H.S. Yamaha 25 CV, commande à distance, remorque mise à l'eau, siège, etc. l'ensemble bon état, peu servi. Prix: 16.000 F. Tél: 43-04-42-41.

Stages

Muriel, 23 ans, diplômée scripte, anglais, souhaite: affec-tuer stages: SCRIPTE PRODUCTION MONTAGE (séjour USA 18 mois à Boston) Ecrire: Danielle, Carrou du Monde, 7, rue des Italiens 75009 Paris

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes		appartements ventes		appartements achats		maisons individuelles		propriétés																																																																																												
1^{er} arrdt BEAUBOURG 2 p. 50 m ² s/cour arborée. Pts: 1.060.000 F. TRANS OPRA, 46-22-80-43.	8^{er} arrdt ISA - 45-27-61-59 la maison, M. J. 3 p. 170 m ² et 200 m ² Pts: 1.060.000 F.	2^{er} arrdt RUE MONTMARTRE (2) APPT. 74 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	9^{er} arrdt RUE LAMARTINE 3 PIECES 55 m ² - rénové - meublé	3^{er} arrdt RUE DU TEMPLE (3) superbe duplex 118 m ² Pts: 3.500.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	17^{er} arrdt RUE GUTHRIE 2 p. 50 m ² , 1.060.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	4^{er} arrdt ALÉSIA Dans imm. récent, 4 p., 100 m ² + terrasse 28 m ² , 46.000 F. 3.150.000 F. TRANS OPRA, 46-22-80-43.	18^{er} arrdt LA FOURCHE 2 p. 50 m ² , 1.060.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	5^{er} arrdt RUE ST-JACQUES RARE SUP. MAISON INDEPEND. 5 JARDIN 170 m ² environ 7.200.000 F. FMOH - 43-37-80-52	19^{er} arrdt LES TERRASSES DE GRENELLE résidences de caractère, grand standing, 2 ou 6 pièces duplex, terrasse, jard. privatif livraison fin 90. ELMER DWIGHT EDUARD 46-22-80-43.	10^{er} arrdt RUE DE LA CHAPELLE 2 p. 50 m ² , 1.060.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	11^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	12^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	13^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	14^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	15^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	16^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	17^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	18^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	19^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	20^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	21^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	22^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	23^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	24^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	25^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	26^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	27^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	28^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	29^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	30^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	31^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	32^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	33^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	34^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	35^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	36^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	37^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	38^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	39^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	40^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	41^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	42^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	43^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	44^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	45^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	46^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	47^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	48^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	49^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	50^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	51^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	52^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	53^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	54^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	55^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	56^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	57^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	58^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	59^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	60^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	61^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	62^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	63^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	64^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	65^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	66^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	67^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	68^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	69^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	70^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	71^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	72^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	73^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	74^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	75^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	76^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	77^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	78^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	79^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	80^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	81^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	82^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	83^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	84^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	85^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	86^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	87^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	88^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	89^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	90^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	91^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	92^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	93^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	94^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	95^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	96^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	97^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	98^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	99^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.	100^{er} arrdt MAISON DE VILLE 130 m ² , 1.480.000 F. Cals. Doleac, 42-33-81-15.

ACHETER VENDRE LOUER

Si vous
avez mal
aux pieds
tapez du doigt
36.15
code FNAIM
ou téléphonez
au 42.27.44.44

FNAIM

La meilleure
vue sur
l'immobilier.

FNAIM

AGENDA IMMOBILIER

bureaux

Ventes

SQUARE MONCEY
 2.170 m² au 1^{er} et 2^e étages.
 C.F. FERN, 42-87-90-82.

SÉLECTION
RICHARD ELLIS
 45-63-08-08

VENTE
LEVALLOIS-PERRET
 1.400 m², inv. neuf, plus
 de 200 m² de terrain.

Locations
 BOUÏE : 130 m²
 ASSEMBLÉE : 410 m², part.
 LEVALLOIS : 480 m²
 GRANDE-ARMÉE : 460 m²
 SEXTIER : 90 m²
 bureaux : show-room

JM
JACQUES
DE MONCAN S.A.
 45-63-17-63

SÉLECTION
RICHARD ELLIS
 45-63-08-08

QUARTIERS
D'AFFAIRES
MADELEINE
 48 m², sup. inv. (jardin,
 piscine, etc.)

MONCEAU
 115 m², terrain récent,
 plus de 200 m² de terrain.
 2 P-CP-ELYSÉES
 1.250 m², inv. 1^{er} étage.
REMBOURSEMENT
 880 m², plus, rénovée,
 entrée, étage, jardin.
DE MAUBERGE
 391 m², ass. rénovée,
 plus jardin, terrain.
DE JEAN MERMOZ
 10 m², rénové, ass. terrain.

SÉLECTION
RICHARD ELLIS
 45-63-08-08

RUE MARBEUF
 180 m², rénovée,
 QUENTIN-BAUCHANT
 18 m², de l'opéra
 18 m², 9 bureaux, rénovés.
DE LA CONCORDE
 14 m², part. deux, idéal

bureaux

SÉLECTION
RICHARD ELLIS
 45-63-08-08

RUE DE PONTMIEU
 275 m², moderne, 12 bureaux.
 225 m², HAUSMANN
 20 m², indépendant, rénové.
RUE LA BOETIE
 300 m², ass. part.
RUE DE VILLIERS
 240 m², bassin, immédiat.
 80 DES BATHOLLES
 150 m², 7 bureaux rénovés.

SÉLECTION
RICHARD ELLIS
 45-63-08-08

RUE BRÉMONTIER
 432 m², idéal part., rénové.
RUE ANPÉRE
 407 m², idéal part., rénové.
R. FÉLICIEN-DAVID
 215 m², classe, fonctionnelle.
RUE D'HAUTPOUL
 400 m², moderne, plus,
 partiel, ass.

SÉLECTION
RICHARD ELLIS
 45-63-08-08

RIVE GAUCHE
TOUR MONTPARNAISE
 306 m², local commercial,
 2 étages, ass.
RUE GEORGES-PITARD
 plancher, 400 m², rénové.
RUE DE TOLBIAC
 1.458 m², div. plus,
 restaurant, entreprise.

SÉLECTION
RICHARD ELLIS
 45-63-08-08

BOULOGNE
MARCEL SEMBAT
 2.080 m², div. plus, inv.,
 ass. part.

STYLES MODERNES
 5.500 m², ass. part., ass.
 4 étages, 800 m², ass.
 100 m², ass. part.
 Vous adressez de devis au
SIEGE SOCIAL
 Services, restaurant, ass.
CONSTITUTION STES
 Prix compét. Délais rapides.
ASPEC 42-83-60-50 +
SIEGE SOCIAL
 Bureaux destinés à services,
 direction R. R. R.
BOUÏE SERVICES
 CH. ELYSÉES 42-23-25-47.

bureaux

Jean Turon
 43 59 06 06

PORTES OUVERTES
 Installez-vous dans
 des bureaux modernes,
 confortables et
 fonctionnels à
PARIFERIC
 PTE DE LA VILLETTE
 SUR PENFROVIERE
 Loy. annuel 750 F/H.T./m²
 Charges 300 F/H.T./m²
 Venez juger sur place
JEUDI 27 AVRIL
 10 h à 18 h
 8, RUE EMILE-REYNAUD
 Paris-19^e, M° Po de la Vi-
 lette. Parking assuré.

MONTPARNAISE
 1.880 m² + PARKS.
 Inv. indep., rénové.
BER PTE CLICHY
 5.880 m² + PARKS.
 Inv. indep., neuf.

MONCEAU
 H.P. 400 m²
 Rénové, très bon état.
GARE DE LYON
 500 m² NEUFS
 Immeuble indépendant.

NATION
 1.308 m² RENOVÉS
 Inv. indep., boutiques.
 Partage, vis. locat.
NANTERRE
 2.100 m² + PARKS
 Bure. + ass. + stock (HSP 50)
M° CHATILLON
VENTE-LOCATION
 Bureaux activité
 4.000 m² div. loc. 300 m².

Jean Turon
 43 59 06 06

Domiciliation depuis 80 F/m²
 PARIS 1^{er}, 8^e, 12^e, 15^e, 17^e,
 Créteil, Suresnes, 1.000 F/H.T.
 INTER DOM. 12^e, 42-83-01-81
 CROISSANT-17^e, 42-87-05-88.

VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
 Constitution de sociétés
 Démarches et tous services
 Permanence téléphonique
43-55-17-50.
8° COLISEE
DOMICILIATIONS
 CONSTITUTIONS STES
 BURE. DE TOUTES SERVICES
AFC 43-59-20-20
DOMICILIATION 8°
ARR. T. Tél. Tél. 44-95-28

VOTRE SIEGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
 MESSAGERIE, TELE. FAX.
 Permanence téléphonique.
 Création de sociétés
1 FORM : 48-05-40-06.

bureaux

CIDES
 des adresses de prestige
 pour votre siège ou
 votre entreprise à Paris
VOTRE SIEGE SOCIAL
 DANS NOS CENTRES
 D'AFFAIRES
 * AV. CHAMPS-ÉLYSÉES
 * AV. VICTOR-HUGO
 * R. DE PONTMIEU
 * ETIENNE-LENA-10
 * PASSY-TROCADERO
 Bure. 40, 1/2 l. secr. télex.
 Serv. fax, tél. central.
 DOMICIL : 180 1.500 F/m²
 CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS.
CIDES 47-23-82-10.

FEAU Hampton
VALORISEZ
VOTRE IMAGE
ET VOTRE PERSONNEL
 Installez-vous dans des
 bureaux mod. confortables
 et fonctionnels à :
PARIFERIC
 PTE DE LA VILLETTE
 SUR PENFROVIERE
 pour env. 1.500 F/H.T./m²
 plus

AGENDA IMMOBILIER

LE 1^{er} CONSTRUCTEUR REGIONAL
EN PROVENCE COTE D'AZUR

vous invite !

A LA FOIRE DE PARIS


VILLAS PRISME vous invite à découvrir à la
FOIRE DE PARIS toutes les prestations qui font un
environnement et un habitat. Particulièrement remarquable
sur les techniques disponibles au bout de mer ou dans
l'arrière-pays, nous vous aidons à trouver le cadre
idéal dans votre séjour. Le service minéral vous y
aide directement sur le terrain.

BOULEVARD DE LA MER
VILLAS PRISME
RAYONNEMENT 4
ALLEE 1
STAND N° 32

VILLAS PRISME
C'EST BEAU UNE PRISME

30 VILLAS RETAISES
au milieu des pins
devant la mer

*Charles
Gilles Jurey
Parisien*



47, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY S/SEINE

L'EUROPE DES RESIDENCES LOISIRS
à partir de 12 ans à partir de 12 ans à partir de 12 ans

16 111 46.47.48 10

Je désire recevoir votre documentation - ILE DE RE

NOM PRENOM

ADRESSE

Tél Dom Tél Bur.

CABOURG

Sur la promenade Marcel Proust, directement au bord de la plage, "Le Président", une résidence prestigieuse avec piscine privée. De très beaux appartements en front de mer avec cuisine indépendante et balcon.

Bureau de vente:
75 av. Marceau 75116 PARIS

Spic Loisirs

47.23.00.67

116 6 A

Envoyez votre documentation "Cabourg"

Nom: _____

Adresse: _____

Tél. (jour): _____

Tél. (nu): _____


LM 27 4 88

Les Belles Propriétés du Monde

CREIL

Belle maison de maître située face à l'église comprenant : hall d'entrée, cuis. équipée, séjour, salon, 6 chambres, 2 s.d.b., W.C., sur sy sol total, plus maison de gardiens sur 1.500 m² de terrain clos. PROX. JUSTICE.


Agences n° 1
CHANTILLY.
44-57-15-10.



Dans un cadre de verdure de 1.100 m² superbe chaumière édifiée sur sous-sol total comprenant : hall, cuisine aménagée, salon, salle à manger sur terrasse, 3 chambres, 2 salles de bains, 2 w.c., luxueuses prestations.

INCONTOURNABLE POUR SEULEMENT 1.475.000 F.

Agence n° 1.
SENJUS.
44-53-28-55.




EXCEPTIONNEL

Bel standing CHANTILLY PROCHE, à l'abri des regards indiscrets, superbe propriété sur 4 étcs, river s/val sensée, en récept. sur bay, salon av. acacia glac. conf. par balais decc., sauna, douche multi jets, toilet, chbra arde sur plaques glac., bar équipé, barbecue, coin salon, R.D.C. : entrée av. lavaboire, bur., salon carr. 70 m², acclé terrasses surplomb. glac., chbra bois, salle de coin 100 m² - 11 ft. s/mozz., billard, 2 gdes chébras, 2 s.d.b. 2^e ét. : 2 chébras. Terrain env. en roc, ex. closée 1.300 m². PRIX ELITE JUSTE.

Agence


AGENCE n° 1, LUZARCHE
30-35-03-50.



CHANTILLY PROCHE

Une belle villa contemporaine offrant 200 m² habitables, comprenant hall avec mezzanine, cuisine équipée, séjour, salon en deux cheminées : 60 m², 4 chambres dont 1 m. r.-de-ch., s. de b., w.c., garage intégré 2 voitures. Le tout sur 2.800 m² clos et paysagé. RARE. 1.780.000 F.

Agences n° 1, SEVILIS, 44-53-29-98.



LAMORLAYE

Proximité centre ville, ravissante maison en L sur sous-sol, total, aménagée, comprend : entrée, w.c. avec lave-mains, cuis. équipée, séjour dble av. cheminée, 5 chambres, 2 s.d.b., w.c., nœud pte, sur 780 m² de terrain clos. UNE AFFAIRE POUR 1.280.000 F.

Agences n°1

**AGENCE n° 1,
LUZARCHES,
30-35-03-50.**



LAMORLAYE

Proch. golf superbe villa comprenant :
hall sur salon et séjour avec cheminée
meubleable, carrelage ancien, cuis-
 équipées en chêne massif, a.s.u., w.c.,
1 chambre, à l'étage sur mezzanine avec
bibliothèque, 2 ou 3 chambres av. A.D.S.
et w.c., la tour en a-ciel total aménagé,
terrain clos de 1.900 m² paysagé.
A VOIR ABSOLUMENT. 1.980.000 F.

Agences

AGENCE n° 1,
CHARENTY,
44-57-15-10.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Chaque mercredi, *le Monde* consacre cette page à la publication d'une sélection d'appartements et de maisons individuelles mis à la location par les investisseurs institutionnels.

Mais qui sont donc ces institutionnels ?

Ce sont, en fait, des compagnies d'assurances, des sociétés immobilières d'investissement, des caisses de retraites qui, le plus souvent, sont statutairement amenées à investir 30 % de leurs bénéfices en placements immobiliers.

La vocation de ces investissements, c'est d'apporter un revenu financier.

Ces immeubles sont donc mis sur le marché locatif. Mais, appartenant à des institutionnels qui possèdent des parcs importants, ils sont gérés professionnellement sous l'œil attentif de l'administration. Ils garantissent donc

aux locataires utilisateurs, d'une part, une application rigoureuse de la législation régissant les relations entre locataires et propriétaires et, d'autre part, la garantie d'un entretien régulier conservant ainsi toute la valeur de ce patrimoine.

Tout cela explique que les investisseurs institutionnels qui, dans cette page, proposent des logements à la location se soient collectivement engagés à fournir des informations claires et précises : descriptif, adresse, loyer et charges présentés séparément et coordonnées du commercialisateur à contacter.

D'un commun accord entre *le Monde* et ces propriétaires, une présentation standardisée a été adoptée pour ces annonces afin de faciliter la recherche des futurs locataires.

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/charges	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
2 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 83 m², 7 ^e étage	64, rue Tiquetonne SAGGEL* 47-42-44-44	+ 7.500 527	Studio, park. 28 m², 2 ^e étage	60-62, av. Henri-Martin GCI 40-16-28-68	+ 4.200 893	2 pièces 63 m², 14 ^e étage	Courbevoie 12, place des Darniers SAGGEL* 47-78-15-85	+ 3.000 1.142
3 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces, park. 62 m², 5 ^e étage	7 bis, rue St-Gilles COFIMEG 43-21-63-21	+ 9.034 622	3/4 pièces 90 m², 2 ^e étage	4/6, rue C.-Dickens SAGGEL* 47-42-44-44	+ 7.500 1.672	3 pièces 76 m², 17 ^e étage	Courbevoie 12, place des Darniers SAGGEL* 47-78-15-85	+ 3.400 1.385
4 ^e ARRONDISSEMENT								
4 pièces 115 m², 4 ^e étage	97, bd Henri-IV CIGIMO 48-24-50-00	+ 7.500 950	17 ^e ARRONDISSEMENT			4 pièces 76 m², 8 ^e étage	Courbevoie 35, place des Darniers SAGGEL* 47-78-15-85	+ 3.700 1.277
2 pièces, park. 65 m², 1 ^e étage	43/45, rue V.-du-Temple CIGIMO 48-24-50-00	+ 6.250 620	5/6 pièces 142 m², 9 ^e étage	185/187, bd Malesherbes SAGGEL* 47-42-44-44	+ 14.900 2.861	3 pièces 76 m² + park. 500 F	Neuilly 223, av. Ch.-de-Gaulle CIGIMO 48-24-50-00	+ 6.900 1.160
6 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 50 m², 1 ^e étage	1, rue du Four CIGIMO 48-24-50-00	+ 5.000 600	20 ^e ARRONDISSEMENT			6 pièces 224 m², box	Neuilly 74, rue de Chzy GCI 40-16-28-68	+ 28.000 4.260
7 ^e ARRONDISSEMENT								
5 pièces 104 m², 2 ^e étage	195, rue de l'Université SAGGEL* 47-42-44-44	+ 12.000 918	3 pièces, park. 66 m², 2 ^e étage	7, rue St-Basile AGF 42-44-00-44	+ 4.060 910	3 pièces 106 m², r.-de-ch.	Neuilly 21, rue E.-Deloison SGI/CNP 47-42-17-61	+ 8.500 1.068
9 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces 58 m², 1 ^e étage	11, avenue de l'Opéra SAGGEL* 47-42-44-44	+ 5.220 582	3 pièces 79 m², 4 ^e étage	18, rue des Balkans SGI/CNP 47-42-17-61	+ 4.908 765	3/4 pièces 124 m², 2 ^e étage	Neuilly 165, bd Bineau SAGGEL* 47-42-44-44	+ 8.680 2.238
6 pièces 213 m², 4 ^e étage	5, rue Jules-Lefèvre SAGGEL* 47-42-44-44	+ 17.040 2.471	78 - YVELINES			4 pièces, park. 82 m², 2 ^e étage	Putteux 1, rue Voite AGF 42-44-00-44	+ 4.950 740
11 ^e ARRONDISSEMENT								
Studio, meublé 28 m², r.-de-ch.	74, rue Amelot HOME PLAZZA 47-00-80-00	+ 2.380 CC/SEM	3 pièces 103 m², parking + box	Versailles 1 à 13, av. du Gal-Pershing COFIMEG 43-21-63-21	+ 4.900 1.357	3 pièces, park. 78 m², 14 ^e étage	Putteux 12, sq. Léon-Stun AGF 42-44-00-44	+ 5.151 1.045
2 pièces, meublé 46 m², 5 ^e étage	74, rue Amelot HOME PLAZZA 47-00-80-00	+ 4.760 CC/SEM	91 - ESSONNE			5 pièces 72 m², 1 ^e étage	Vanves 7, rue Auguste-Conte SAGGEL* 47-42-44-44	+ 4.400 803
Studio, meublé 38 m², r.-de-ch.	74, rue Amelot HOME PLAZZA 47-00-80-00	+ 2.975 CC/SEM	6 pièces, maison 156 m², jardin	Gif-sur-Yvette Av. du Gal-Lacour COFIMEG 83-20-48-91	+ 8.600 400	94 - VAL-DE-MARNE		
Studio, park. 30 m², 4 ^e étage	5/7, rue St-Hubert AGF 42-44-00-44	+ 2.850 230	3 pièces 70 m²	Massy Avenue Nationale COFIMEG 83-20-48-91	+ 3.388 795	3 pièces 71 m², 2 ^e étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL* 42-66-61-05	+ 4.227 629
13 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces 76 m², 5 ^e étage	108, bd Blanqui AGF 42-44-00-44	+ 5.780 400	4 pièces, park. 80 m², 10 ^e étage	Massy 7, square Y.-du-Manoir AGF 42-44-00-44	+ 3.570 1.300	4 pièces 83 m², 4 ^e étage	Nogent-sur-Marne 31, rue du Port SAGGEL* 42-66-61-05	+ 5.208 762
14 ^e ARRONDISSEMENT								
3 pièces, park. 75 m², 6 ^e étage	47, rue Froidevaux AGF 42-44-00-44	+ 6.300 840	92 - HAUTS-DE-SEINE			95 - VAL-D'OISE		
15 ^e ARRONDISSEMENT								
3/4 pièces, park. 90 m²	85/89, bd Pasteur COFIMEG 43-21-63-21	+ 7.150 1.510	4 pièces, park. 102 m², 4 ^e étage	Bois-Colombes 11/17, av. Gal-Lacour AGF 42-44-00-44	+ 5.250 1.460	4 pièces, park. 82 m², 6 ^e étage	Sennois 21, rue Jules-Ferry AGF 42-44-00-44	+ 3.690 595
2/3 pièces 73 m², 1 ^e étage	4, avenue Emile-Zola SAGGEL* 47-42-44-44	+ 5.500 1.110	3 pièces, park. 102 m², 1 ^e étage	Boulogne 33/35, rue A.-Jacquin AGF 42-44-00-44	+ 9.000 2.020	PROVINCE		
16 ^e ARRONDISSEMENT								
2 pièces, park. 600 F 71 m², 5 ^e étage	27, av. Kléber CIGIMO 48-24-50-00	+ 8.160 840	3 pièces, park. 82 m², r.-de-ch.	Boulogne 33/35, rue A.-Jacquin AGF 42-44-00-44	+ 7.700 1.680	44 - LOIRE-ATLANTIQUE		
			2/3 pièces 51 m², 4 ^e étage	Boulogne 228, bd Jean-Jaurès GCI 40-16-27-00	+ 4.236 860	6 pièces, park. 131 m²	Nantes/Orvault Les Domaines d'Orvault NOUV. CONST. 40-94-98-28	+ 5.400
			5 pièces 177 m², 2 ^e étage	Boulogne 9, bd d'Autail SGI/CNP 47-42-17-61	+ 15.000 2.341	4 pièces, park. 96 m², 4 ^e étage	Nantes Les Terrasses de Monseigneur 68, bd Maignier-de-Querion NOUV. CONST. 40-78-03-81	+ 5.100 450

* Cet appartement, comme tous ceux proposés par cette société, fait l'objet d'une description complète accessible à tout moment sur minitel (3615 code LOCAT).



Dans cette grande réalisation, à l'entrée du quartier de la Défense, côté pont de Neuilly, certains appartements jouissent d'une vue exceptionnelle sur la Seine.

Un bail dans les règles de l'art

Vous avez enfin trouvé l'appartement de vos rêves et vous en avez débattu les conditions. Alors, comment va se concrétiser cet accord ?

Les futurs rapports entre vous (preneur ou locataire) et votre propriétaire (bailleur) seront régis par un bail écrit qui fixe les droits et devoirs des deux parties. C'est la loi du 23 décembre 1986 qui réglemente les contrats de location du secteur libre, exception faite des locations en meublé, des logements de fonction et des locations saisonnières. Pour la signature de ce dernier, vous pouvez très bien ne jamais rencontrer le propriétaire et n'avoir affaire qu'à son mandataire (agent immobilier titulaire d'une carte professionnelle ou organisme de gestion immobilière).

Le loyer initial sera fixé librement d'un commun accord entre votre bailleur et vous-même, son indexation doit faire l'objet d'une clause particulière. Celle-ci est obligatoirement basée sur la variation de l'indice trimestriel calculant le coût de la construction

publié au *Journal officiel* (indice INSEE).

Un dépôt de garantie fixé à deux mois de loyer en principal (hors charges) doit y être mentionné. Il ne peut faire l'objet d'aucune révision ni en cours de contrat ni lors du renouvellement de celui-ci.

Vous êtes en droit de récupérer cette caution deux mois après avoir rendu vos clés après l'état des lieux, étant bien entendu que les locaux doivent être rendus en bon état, sans dégradations, hormis l'usure d'usage.

Les contrats ont actuellement une durée de trois ans. Cependant, le bailleur peut introduire une clause dans laquelle il énumère clairement les événements qui peuvent le conduire à récupérer son logement. De toute façon, il ne peut proposer un contrat inférieur à un an. Dans ce cas, le congé doit être signifié au locataire au moins deux mois avant son terme.

Pour un bail normal de trois ans, le preneur est tenu, en cas de

congé, à donner son préavis trois mois à l'avance. Le propriétaire, quant à lui, doit s'y prendre six mois à l'avance. Soyez également vigilant lors de l'établissement de l'état des lieux. Celui-ci doit être contradictoirement établi par les parties lors de la remise des clés au locataire comme lors de leur restitution. C'est ce document qui, en cas de litige, vous permettra de faire valoir vos droits pour la récupération de votre caution comme il a été évoqué plus haut.

La loi stipule également que les lieux doivent être délivrés en bon état de réparations de toute sorte et que les charges récupérables doivent être mentionnées dans votre bail. Elles devront être justifiées annuellement.

Après avoir signé ce contrat, vous devez immédiatement prévoir le paiement de certaines sommes comme le loyer d'avance, le dépôt de garantie, une commission d'agence éventuelle. A ne pas oublier : la commission d'agence est supportée à part égale par le bailleur et par le locataire.

Les locations institutionnelles ne paraîtront pas le mercredi 3 mai 1989 (daté jeudi 4), et reprendront le mercredi 10 mai (daté jeudi 11).

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE :



Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

SOMMAIRE

■ Face à l'opposition des Britanniques à l'Union monétaire européenne, la France souhaite une adhésion totale de la livre au SME (lire page 33). ■ Menacés par le

déficit croissant de sa balance des paiements, l'Australie prend le risque d'alléger la fiscalité (lire page 31). ■ Pour lutter contre la surchauffe, la Suède relève de

deux points son taux de TVA (lire page 31). ■ Le chômage a de nouveau diminué en France, mais la menace d'un double marché du travail se précise (lire ci-dessous).

Fin de la grève sur le réseau de la banlieue nord à Paris

Spontanément apparue le samedi 22 avril à la suite de l'agression de deux agents SNCF en gare de Saint-Denis, la grève qui a paralysé le trafic banlieue du réseau de Paris-Nord a été suspendue mardi. Celle-ci pourrait reprendre vendredi, à partir de 19 h 30, si « des solutions constructives n'étaient pas trouvées », indique la CGT.

Réunis en assemblée générale, les conducteurs ont décidé d'interrompre leur mouvement mardi en fin de matinée. Les contrôleurs,

également rassemblés dans l'après-midi, choisissent de marquer une pause et de reprendre le travail à compter du mercredi à 3 heures. Selon la direction, le retour progressif à un service normal devrait être obtenu, en cours de journée, 90 % du trafic étant assuré au début de la matinée contre 10 % la veille.

A la suite de plusieurs réunions, il a été décidé de renforcer les effectifs de police dans les gares du Nord et de l'Est. La présence poli-

cière sera augmentée sur tous les trains de certaines lignes et dans diverses gares, le soir après 22 heures. La direction régionale de la SNCF propose d'accroître la présence d'équipes de la surveillance générale, un service de sécurité interne accompagné de chiens, et déjà fort de 50 personnes. Les syndicats considèrent ces propositions comme une provocation et réclament des effectifs supplémentaires de contrôleurs pour qu'il y ait deux par train à partir de 20 heures.

Il peut se produire n'importe quoi

Agent de conduite à Paris-Nord depuis seize ans, Denis Bel l'avoue lui-même : « Quand je vais à Paris en famille et que je prévois de rentrer après 22 heures, je prends ma voiture. » Cheminot habitué des trains de la banlieue nord par profession, il craint les agressions, l'insécurité, ce qui n'est pas sans conséquence sur son comportement. Depuis six ans maintenant, transmettant le moindre déplacement ferroviaire en cauchemar, passé 21 heures.

A l'entendre, lui et ses collègues qui ont fait grève pendant quatre jours, la situation est devenue insupportable. S'ils répugnent à évoquer les actes de violence « les rackets des voyageurs, les vols », ils sont intarissables quand il s'agit de raconter le cycle infernal qui mène de l'abandon à la domination des bandes de jeunes louards, maîtres la nuit des wagons désertés par les banlieusards et les conducteurs SNCF. « C'est bien simple, ça a coûté 15 millions de francs en dégradations sur le seul réseau de Paris-Nord, soit l'équivalent de six cents emplois », affirme Jean-Marie Vazquez, contrôleur depuis onze ans, la Vie du rail à l'appui.

Un engrenage sordide. Passée la gare du Nord où le commissariat est fermé pendant le week-end, toutes les stations sont fantomatiques après 21 heures. Il n'y a plus de personnel SNCF aux guichets ou sur les quais. Les usagers sont censés avoir la mon-

nade pour acheter le billet qu'ils présenteront ensuite au « péage automatique ». « Ce qui revient à dire que tout le monde peut circuler sans titre de transport », fait remarquer un de nos interlocuteurs. Dans les trains, c'est aussi le vide. Si le matériel est moderne, chaque rame comprend un conducteur. Sur les modèles plus anciens, le mécanicien est accompagné d'un unique contrôleur. Comme ils ne sont pas reliés l'un à l'autre « sauf par le signal d'alarme », il est fréquent qu'après 22 heures le second rejoigne le premier dans sa cabine.

Derrière, le terrain est libre et il peut se produire n'importe quoi, surtout en fin de semaine et pas seulement dans les derniers trains. Ceux du petit jour le dimanche deviennent à leur tour « crépuscules », disent les cheminots. Rares sont les gens de plus de vingt ans, les jeunes peuvent hurler, chanter, fumer, jacter les sièges, briser les vitres ou maculer le compartiment de « bombes ». L'arrivée du contrôleur peut être perçue comme une provocation, et il arrive, dit Jean-Marie Vazquez, qu'un cran d'arrêt sorte à la place du ticket. « Ils ne sont pas toujours agressifs », nuance Jean-Bernard Marchal, plutôt préoccupé du développement de ce qu'il attribue à un phénomène de société, le chômage aidant. « Mais c'est vrai que trente voyageurs isolés ou solitaires n'ont pas répliqué à un groupe de six louards organisés ».

Pour répliquer, la direction régionale de Paris-Nord a décidé il y a trois ans de monter des « opérations derniers trains », plus périodiques encore que le mal. Quatre fois par mois environ, une armée de CRS escortés de chiens et d'une brigade de contrôleurs fait impression de Paris à Saint-Denis, sans aller jusqu'au bout de la ligne, « parce qu'ils n'ont pas le droit d'intervenir en dehors des limites du département ». Le résultat ne se fait pas attendre. « Trois arrêts plus loin, les bandes se vengent sur les rames. Le train arrive à Pontoise sans banquette et sans réserves ».

Si le cycle de la répression accablée les excite, la politique suivie par la SNCF, affirme les agents, explique qu'on en soit arrivé là. « C'est une conséquence du contrat de plan et du programme de réduction d'effectifs », assure Jean-Bernard Marchal, par ailleurs secrétaire de l'union professionnelle régionale CFDT. En deux ans, quatre-vingt-neuf postes de contrôleurs ont été supprimés sur le réseau banlieue Paris-Nord, alors qu'il y a eu quatre-vingt-dix agents agressés l'an dernier. Il y a un moment maintenant que la direction régionale a abandonné le « service clients » en banlieue, sous le prétexte que la clientèle de la carte orange ne rapporte rien. « Du coup, explique Jean-Marie Vazquez, notre rôle est d'abord répressif. On ne pratique plus le barème guichet et on a

délaissé le contrôle. On nous impose de pratiquer les amendes forfaitaires et nous recevons des primes en fonction des procès-verbaux qui eux-mêmes déterminent l'échelon supplémentaire ».

Une mécanique de l'absurde est à l'œuvre qui ne veut plus s'arrêter. Mûge à leur poste de pilotage les conducteurs ne se sentent pas menacés. On vient leur voler les torches à flamme rouge et on retrouve des extincteurs sur la voie. Des « scolaires » voyagent sur les marchepieds et même sur les tampons. Des motards font du rodéo sur les rails. « Il y a de plus en plus d'agressivité », constate Denis Bel. Quand il y a des vacances scolaires on sait qu'on va être emmené par des jeunes livrés à eux-mêmes. Pas des voyous pourtant ».

A ses yeux, ce qui se passe sur Paris-Nord peut préfigurer une dégradation dans d'autres banlieues. Les TAG qui ont commencé ici il y a deux ans sont amplifiés et se sont répandus ailleurs, depuis six mois. Même les rames flamboyantes ne sont pas épargnées, et il a fallu nettoyer trois jours de suite le VMI de Montigny avant qu'il ne soit inauguré par le ministre des transports, M. Delebarre. « On ne s'en sortira que par une présence accrue », concluent les cheminots, qui ne sont pas décidés à répliquer à la violence par la violence.

ALAIN LEBLAIS

Le chômage a légèrement diminué en mars

La menace d'un double marché du travail se précise

Encore en baisse à la fin mars, selon les chiffres publiés le 25 avril par le ministère du travail, le chômage ne diminue plus au même rythme que les mois précédents. En données brutes, 254 690 demandeurs d'emploi étaient inscrits à l'ANPE, soit 1,9 % de moins qu'en février, mais autant que l'an passé. En

données corrigées, le nombre était estimé à 252 190, en recul de 0,2 % sur un mois comme sur un an. Avec 54 000 chômeurs de moins, le taux de chômage par rapport à la population active se maintient au niveau des 10 % de mars 1988, et la menace d'un double marché du travail se précise.

Le fort mouvement de création de postes supplémentaires de travail, qui ne paraît pas se démentir au premier trimestre après les excellents résultats de 1988, agit favorablement. Les entrées au chômage ralentissent et sont inférieures en volume aux sorties, qui s'accroissent.

Toutefois, l'ampleur de ce double flux a faibli. En données brutes comme en données corrigées, les nouvelles inscriptions à l'ANPE augmentent respectivement de 2,3 % et de 6,6 % en un an. Les départs se font moins massifs avec une baisse de 7,3 % et de 3,5 % respectivement, toujours sur un an. On pourrait en déduire que le soutien apporté par le marché du travail se confond avec un chichement, même si le nombre de

retours dans un emploi ne cesse de progresser. Il y en a eu en mars 199 000 en brut, en données brutes, soit 10,4 % de plus en un mois et 3,1 % de plus en un an.

Plusieurs facteurs expliquent le phénomène. Parmi les arrivées au chômage, les demandes enregistrées en raison d'une première recherche d'emploi non satisfaite chez les jeunes restent à un niveau élevé (+1,9 % en un an), de même que celles dues à une reprise d'activité non concrétisée chez les femmes (+1,5 %). Les unes et les autres sont provoquées par un « effet d'appel » dû aux bonnes nouvelles à propos de l'emploi. Mais la dynamique est également fragile, le marché du travail se caractérisant par son instabilité et le développement de la

précarité. Près de la moitié des nouveaux chômeurs s'inscrivent à l'issue d'un contrat à durée déterminée (+2,6 % en un an) ou à la fin d'une mission d'interim (+8,6 % en un an). Or les trois quarts des embauches se font désormais en contrat à durée déterminée et le travail temporaire a accru son activité de 30 % en un an.

Parallèlement, la situation est rendue fragile par l'affaiblissement continu du traitement social et la moindre efficacité d'ensemble de la politique gouvernementale de lutte contre le chômage. Certes, comparées aux sommets atteints par le dispositif de M. Philippe Séguin, à la veille des élections, les entrées en stage de formation s'effondrent (de 77,6 % de moins en un an). D'autres mesures subissent le même sort, comme les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), presque à moitié moins nombreux qu'en mars 1988 et qui n'ont pas accueilli plus de 9 000 bénéficiaires en un mois, ou comme les travaux d'utilité collective (TUC), également en régression. Les stages seize-vingt-cinq ans ou ceux réservés aux chômeurs de longue durée s'enfoncent aussi.

Tout cela ne fait que précéder la menace d'un double marché du travail qui aggraverait les inégalités et dont M. Solon s'inquiète.

La part des licenciements économiques dans le chômage ne cesse de diminuer (-9,2 % en un an) et ne représente plus qu'une inscription sur dix à l'ANPE. Le chômage des jeunes diminue. En revanche, le nombre de bénéficiaires de la préretraite FNE continue d'augmenter (192 000 en février), ainsi que celui des chômeurs âgés dispensés d'une recherche d'emploi et rayés des fichiers (213 000 en février). Dernier signe, enfin, la proportion des chômeurs de longue durée n'est pas entamée par l'embellie ambiante (-0,4 % en un an). D'ailleurs, l'ancienneté moyenne s'est accrue de six jours en un mois et de dix jours en un an pour atteindre trois cent soixante-trois jours. Un nouveau record qui donne la mesure du prochain danger : celui de l'exclusion définitive dans un contexte de reprise.

A. L.

Depuis six ans

Les dépenses de personnel de l'Etat augmentent nettement moins vite

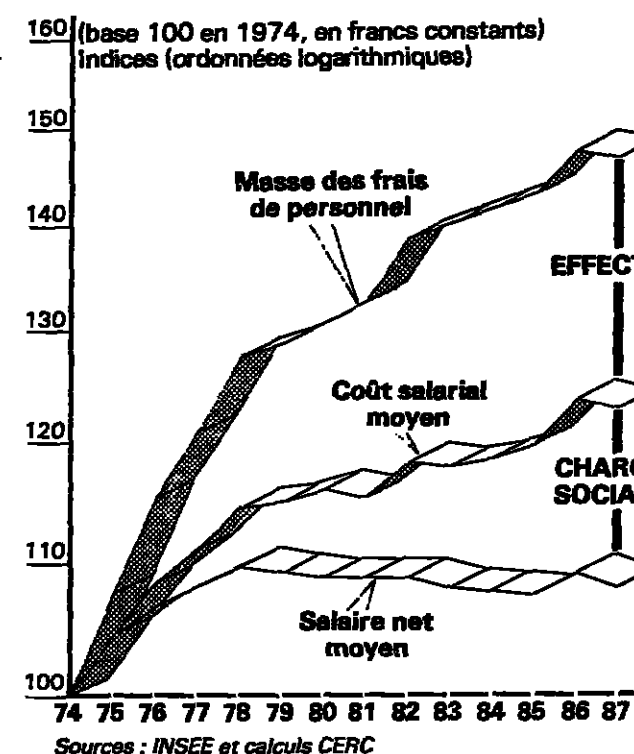
La progression des dépenses de personnel de l'Etat s'est fortement ralentie depuis 1983, selon une enquête du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC) (« Notes et graphiques », mars 1989). Le montant de ces dépenses, pour les fonctionnaires actifs et retraités, s'est élevé en 1987 à 509 milliards de francs, soit environ un neuvième du revenu national. De 1974 à 1987, l'accroissement des dépenses de personnel de l'Etat, exprimé en francs de 1987, est d'environ 160 milliards. Mais la progression est revenue de 24 milliards par an en moyenne entre 1974 et 1978 à 6 milliards par an depuis 1983.

En francs constants, note le CERC, la masse des dépenses de personnel de

moindre des personnels ont augmenté ainsi que le niveau moyen de compétence professionnelle.

Au total, le salaire net moyen est demeuré pratiquement stable en francs constants depuis 1978. L'indice des traitements nets établi par l'INSEE a été en baisse quasi continue depuis 1978 et a retrouvé en 1987 son niveau de 1974. En fait, observe le CERC, « pour chaque fonctionnaire considéré isolément, le maintien en francs constants de sa rémunération n'a pu être assuré depuis 1978 que si la baisse des barèmes de rémunération a été compensée par un avancement individuel obtenu au cours de sa carrière ».

« Globalement, ajoute le CERC, on



L'Etat a augmenté de 47 % depuis 1974 (voir graphique). L'élément principal de cette augmentation est la variation du nombre de fonctionnaires : +20 % en treize ans ; l'augmentation des contributions sociales et des retraites est responsable d'un accroissement d'environ 15 % alors que « la contribution de la croissance du salaire net moyen à la hausse de la masse salariale est inférieure à 10 % ».

Le CERC souligne aussi « les transformations qualitatives de la structure des effectifs ». Ainsi, « les recrutements tendent à porter sur des personnels de qualification supérieure à celle de ceux qui partent en retraite : la proportion de cadres (catégorie A) dans l'ensemble des effectifs est passée de 25 % en 1976 à 28 % en 1986 alors que celle des professions intermédiaires (catégorie B) diminuait ». L'âge et l'expérience professionnelle

constate que la rémunération nette des fonctionnaires en place a progressé un peu plus vite que les prix ». Mais, à « position de carrière identique », chaque fonctionnaire a un traitement inférieur, en francs constants, à celui de la génération qui l'a précédé.

En définitive, l'action sur le volume des effectifs — qui a cessé de peser depuis 1984 sur la croissance des dépenses — et la dévalorisation en francs constants des barèmes de rémunération expliquent le freinage des coûts salariaux. Si les rémunérations avaient évolué comme les prix depuis 1978, « les frais de personnel de l'Etat seraient aujourd'hui plus élevés d'environ 40 milliards de francs ». Deux facteurs continuent d'accroître le coût moyen : la hausse des charges sociales (+4 à 5 milliards par an) et principalement depuis 1983 l'élévation du niveau moyen de qualification.

(Publicité)

PREFECTURE DES HAUTES-SEINES
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT DES HAUTES-SEINES
AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE

Communes de RUEIL-MALMAISON (Hauts de Seine) et BOUGIVAL (Yvelines)
PROJET DE DEVIATION DE RUEIL-MALMAISON ENTRE LE CARREFOUR DE LA JONCHERE (raccordement à la RN 13) ET LA TETE RIVE GAUCHE DU PONT DE CHATOU (raccordement aux RN190 et 186)

Le public est informé que par arrêté interpréfectoral en date des 12 et 13 avril 1989, il a été prescrit une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de DEVIATION DE RUEIL-MALMAISON entre le carrefour de la Jonchère (raccordement à la RN 13) et la tête rive gauche du pont de Chatou (raccordement aux RN 190 et 186) sur les territoires de RUEIL-MALMAISON et BOUGIVAL à l'attribution du signe de route express à l'opération et à la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de RUEIL-MALMAISON.

Les pièces des dossiers seront déposées pendant deux jours consécutifs du 16 mai au 15 juin 1989 inclus en Préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement, 167, av. Joliot-Curie, 92000 NANTERRE, service des relations extérieures, vingt-troisième étage, où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 13h30 à 16h30.

Un dossier sera également déposé aux mêmes dates et aux heures suivantes :

- en Préfecture des Yvelines : Direction départementale des Yvelines, 65, rue de Noailles, 78000 VERSAILLES, bureau d'accueil - où le public pourra les consulter du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
- en Mairie de RUEIL-MALMAISON : Service de l'urbanisme, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h, du lundi au vendredi, le samedi de 8h30 à 12h.
- en Mairie de BOUGIVAL : Direction des services techniques, le lundi de 13h30 à 17h, du mardi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h, le samedi de 8h30 à 12h.

Les personnes désirant émettre un avis sur le projet pourront consigner leurs observations sur les registres ouverts dans les lieux et aux dates et heures susvisées; elles pourront de même les adresser pour être annexées au dossier :

- au Président de Commission d'Enquête M. André MONSARRAT, ingénieur général des ponts et chaussées honoraire, demeurant 44, av. Thiers, 93040 LE RAINCY, laquelle Commission est composée également par M. Pierre HENRY, inspecteur général de la construction honoraire, demeurant 51, bd Auguste-Blanqui, 75013 PARIS et M. Pierre CUISINIER, directeur départemental honoraire des PTT, demeurant 14, rue Mozart, 92700 COLOMBES.
- à MM. les Maires des communes de RUEIL-MALMAISON et BOUGIVAL.

Un membre de Commission d'Enquête siègera :

- en Préfecture des Hauts-de-Seine, direction départementale de l'équipement, vingt-troisième étage, service des relations extérieures, de 13h30 à 16h30 les 24 mai, 6 juin et 16 juin 1989.
- en Mairie de RUEIL-MALMAISON le 23 mai 1989, de 14h à 17h, le 10 juin 1989, de 9h à 12h et le 16 juin 1989, de 14h à 17h.
- en Mairie de BOUGIVAL, le 27 mai 1989, de 9h à 12h, les 6 et 15 juin 1989, de 14h à 17h.

A l'issue de l'enquête, les copies du rapport et des conclusions de la Commission d'Enquête seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête dans tous les lieux visés ci-dessus aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est faite en application de l'article R.11-14-7 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

LYON-ATHENES 850 F*
PARIS-MONTREAL 2 200 F*

* Prix A/R à partir de.

Vol direct.
Avec Air Charter,
filiale d'Air France
et d'Air Inter.

Jumbo SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6° : 46 34 19 79 / PARIS 14° : 45 42 03 87
LYON : 78 37 15 89 / 78 37 47 87 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDISUEZ

Le Conseil de Surveillance de Crédisuez, présidé par Bernard Eglhoff, a pris connaissance, le 17 avril 1989, du rapport du Directeur général par Philippe Pontet, concernant l'activité de la société ainsi que les comptes et les résultats de 1988.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Le total des crédits distribués s'élève à F 28.256 millions en progression de 25% par rapport à l'exercice précédent ; ces chiffres, qui ont été réalisés dans un climat de concurrence particulièrement vif, traduisent une amélioration de la part de marché des trois filiales de Crédisuez : la Banque La Hélin, spécialisée dans le crédit immobilier avec F 13.112 millions d'opérations nouvelles, a enregistré une augmentation de 23% de sa production ; par ailleurs, l'encours des OPCVM qu'elle distribue a progressé de 22% en 1988 ; la Banque Sofinco, spécialisée dans le crédit à la consommation, a réalisé une production de F 15.144 millions, soit une croissance de 27% sur l'exercice précédent ; quant à La Hélin Vie, compagnie d'assurance-vie et capitalisation, elle a encaissé des primes en hausse de 45% sur un an.

A fin 1988, le total de bilan consolidé s'élevait à F 65.554 millions.

RÉSULTATS ET FOND PROPRES

En 1988, pour le premier exercice de Crédisuez, le total des revenus du Groupe s'est élevé F 2.668 millions, le résultat brut d'exploitation à F 735 millions et le bénéfice net consolidé à F 288 millions pour un résultat net courant de F 192 millions, en progression de 23,5% sur le chiffre reconstruit de l'année précédente.

Le noyau dur des fonds propres consolidés, part du Groupe, s'élève à F 1.706 millions à fin 1988 auquel il convient d'ajouter F 770 millions de fonds propres complémentaires. Au total, les fonds propres consolidés, titres subordonnés et mise en réserve proposée compris, auront été augmentés de F 1.094 millions en 1988.

LAMBERT FRÈRES ET CIE

Les comptes de l'exercice 1988 ont été arrêtés par le conseil d'administration dans sa séance du 20 avril 1989 tenu sous la présidence de M. Alain Charon. Ces comptes confirment les indications données par la société lors de sa réunion d'analystes du 14 mars 1989.

Les chiffres consolidés d'activité et de résultats pour 1988, comparés à ceux de 1987, se présentent de la manière suivante :

	1987 (millions de francs)	1988
Chiffre d'affaires	2.590,2	3.394,4
Résultat courant	114,3	150,4
Résultat net	74,5	112,4
Capacité d'autofinancement	137	177

Le bénéfice net de la société mère LAMBERT FRÈRES ET CIE s'est élevé à 74 millions de francs, contre 55,2 millions de francs en 1987.

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 27 juin 1989 un dividende de 6 F (assuré d'un avoir fiscal de 3 F), contre 4 F l'année précédente (assuré d'un avoir fiscal de 2 F), soit une distribution totale de 23,35 millions de francs, contre 13 millions de francs en 1987.

dauphin

Le conseil d'administration, réuni le 18 avril 1989, sous la présidence de M. Jacques Dauphin, a arrêté les comptes de l'exercice 1988 et examiné les résultats consolidés du groupe.

Le chiffre d'affaires hors taxes non consolidé s'est élevé à 775 millions de francs, dégageant une augmentation globale de 16,2%.

Le résultat courant avant impôt atteint 143 millions de francs, en croissance de 29,2%.

Quant au résultat net après impôt, il s'élève pour 1988 à 75,8 millions de francs contre 57,6 millions de francs pour le résultat à l'issue de l'exercice précédent, soit une augmentation de 31,6%.

An niveau du groupe, le chiffre d'affaires consolidé atteint 804 millions de francs, et le bénéfice net consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition augmente de 25,7% pour atteindre 80,7 millions de francs. Après amortissement des écarts d'acquisition, le bénéfice net consolidé est de 79,8 millions de francs.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire annuelle, qui se tiendra le 21 juin prochain, de distribuer un dividende net de 14 francs par action, assuré d'un avoir fiscal de 7 francs, soit un revenu global de 21 francs par action contre 16,50 francs pour l'exercice précédent.

Il sera par ailleurs proposé d'augmenter le capital par incorporation de réserves, pour le porter de 10 millions de francs à 30 millions de francs, ce qui donnera lieu à l'attribution gratuite de deux actions nouvelles pour une action ancienne.

SAGEM

Le conseil d'administration de la SAGEM, réuni sous la présidence de M. Pierre Faure, a arrêté, le 21 avril 1989, les comptes de l'exercice 1988.

La société SAGEM a réalisé, en 1988, un chiffre d'affaires hors taxes de 4 761 000 000 francs, enregistrant une hausse de 3,32% sur 1987. Les prises de commandes sur l'exercice 1988, en progression d'environ 20%, entraîneront une reprise de croissance du chiffre d'affaires sur 1990-1991.

Le résultat net d'impôt a atteint 147 147 954,33 francs en hausse d'environ 15% par rapport à l'exercice précédent. Avec une croissance du chiffre d'affaires encore limitée sur l'exercice 1989, le niveau de rentabilité devrait être maintenu, compte tenu de diverses mesures d'allègement de charges.

L'exercice 1989 bénéficiera par ailleurs d'une plus-value exceptionnelle supérieure à 100 MF résultant de la cession d'un bien immobilier remplacé par l'acquisition d'un autre de plus grande dimension et mieux approprié.

La SAGEM a renforcé sa participation dans la SAT en le portant à 56,7% au 31 décembre 1988. Les comptes consolidés du groupe SAGEM font ressortir un résultat global net d'impôts de 182 622 000 francs contre 192 897 000 francs en 1987 (part groupe : 130 200 000 francs contre 139 500 000 francs).

Le conseil a décidé de convoquer les actionnaires en assemblée générale ordinaire pour le mercredi 14 juin 1989 à 16 heures au 10, avenue d'Iéna - Paris - XVI^e. A cette assemblée, il sera notamment proposé de distribuer en 1989 un dividende de :

- 25 francs pour les actions ordinaires contre 22 francs en 1988 (+ 13,6%) ;

- 35 francs pour les actions à dividende prioritaire sans droit de vote contre 32 francs en 1988 (+ 9,4%) ; ces dividendes étant à majorer de l'avoir fiscal correspondant.

Le conseil d'administration.

NB : Les bilans, compte de résultat, annexe de l'exercice 1988 ainsi que les comptes consolidés sont transmis au Balo pour publication et peuvent être consultés au siège de la SAGEM - 6, avenue d'Iéna, Paris-XVI^e.

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

Le conseil d'administration de la Société de la Tour Eiffel, réuni le 17 avril 1989, en lendemain du centenaire de la société, a arrêté les comptes de l'exercice 1988 qui seront soumis à l'assemblée générale, qui se tiendra le 15 juin 1989 à 11 heures au siège social.

Le bénéfice de l'exercice atteint 1 386 450 francs contre 1 648 339 F pour 1987, exercice au cours duquel avaient été cédés, dans des conditions favorables, deux participations.

Le conseil proposera à l'assemblée la distribution d'un dividende inchangé de 13 francs assuré d'un avoir fiscal de 6,50 francs.

NORD EST

EXERCICE 1988

Au cours de sa réunion du 21 avril 1989, le Conseil d'Administration a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

1. NORD EST (comptes sociaux)

(en millions F)	1988	1987	Variation %
Résultat Global	140,5	128	+ 10
dont Résultat courant	92,1	111,5	
Résultat s/tires km. et except.	54,4	16,5	

2. GROUPE NORD EST (comptes consolidés)

(en millions F)	1988	1987	Variation %
Bénéfice	228	167	+ 36
Part des minoritaires	43,3	24,8	
Part de NORD EST	184,7	142,2	+ 30
F/par action	14	10,9	

Contribution par secteur

	1988	1987	Variation %
• Chauffage	72	67	+ 7,5
• Emballage	48	33	+ 45
• Mécanique	16	2	(n.s.)
• NORD EST et autres secteurs	47	40	+ 17

Magnesia a fait appel du jugement rendu en première instance en mars 1988 en faveur de Nord Est. Le jugement en appel pourrait intervenir avant la fin de l'année 1989. Conformément aux principes annoncés lors de la dernière Assemblée, le résultat consolidé de NORD EST (part du Groupe) ne comprend pas en 1988 de contribution du groupe Magnesia.

3. DIVIDENDE

Distribution d'un dividende de F 4,50 par action (+ avoir fiscal de F 2,25), soit une progression de 12,5%.

L'ORÉAL

CHIFFRE D'AFFAIRES + 21,6 %
BÉNÉFICE NET COMPTABLE + 23,6 %

Sous la présidence de M. Lindsay OWEN-JONES, Président-Directeur Général, L'ORÉAL a tenu sa réunion d'information annuelle au cours de laquelle M. Marc LADREIT de LACHARRIERE, Vice-Président-Directeur Général Adjoint, a présenté les résultats pour l'année 1988.

Le total des ventes consolidées hors taxes s'est élevé à 24,4 milliards de francs. La progression est de 21,6% par rapport au chiffre d'affaires de 1987. A structure et taux de change identiques, la progression est de 18,7%.

Par ailleurs, le chiffre d'affaires géré par L'ORÉAL, c'est-à-dire en y intégrant les ventes des agents américain et canadien, s'est élevé à 30 milliards de francs français.

Le résultat d'exploitation du groupe est passé de 2,029 milliards à 2,499 milliards de francs en augmentation de 23,2%. Le bénéfice avant impôt et participation s'est accru de 24,6%. L'impôt sur les bénéfices ayant augmenté de + 32%, le résultat net comptable s'est accru de 23,6%. Le Bénéfice Net dilué par Action et Certificat d'Investissement a été de 212,4 F en 1988, contre 182,6 F en 1987.

Progression des résultats consolidés de L'ORÉAL

MF = millions de francs français	1988	% de croissance par rapport à 1987
Chiffre d'affaires consolidé	24 445 MF	+ 21,6 %
Résultat d'exploitation	2 499 MF	+ 23,2 %
Bénéfice avant impôt et Participation	2 316 MF	+ 24,6 %
Résultat net comptable	1 315 MF	+ 23,6 %

M. Lindsay OWEN-JONES a commenté le développement international de L'ORÉAL en soulignant que les performances du groupe étaient liées à la poursuite des efforts dans les domaines de la qualité et l'innovation. 1988 a vu notamment se développer les investissements de recherche de L'ORÉAL dans le domaine cosmétologique.

M. Lindsay OWEN-JONES a rappelé que c'est à travers le lancement de nombreux produits nouveaux et la rénovation constante des produits actuels que L'ORÉAL a poursuivi sa conquête des marchés internationaux. Cette politique a toujours été la base de la dynamique et de la performance de la société. Dans un contexte d'expansion modérée du marché mondial, L'ORÉAL a poursuivi sa croissance en volume en améliorant ses parts de marché.

L'internationalisation de ses divers produits a continué d'être, à L'ORÉAL, une motivation fondamentale pour tous ses collaborateurs et dans toutes ses affaires. L'activité internationale du groupe a permis un apport net de devises à la France de plus de 4 milliards de francs en 1988 contre 3,3 milliards l'année précédente.

M. Lindsay OWEN-JONES a par ailleurs souligné la volonté du groupe de préparer l'avenir à travers des investissements dans des secteurs nouveaux : il souhaite notamment renforcer la présence de L'ORÉAL dans le domaine des produits de luxe grâce à l'acquisition d'Hélène RUBINSTEIN et des parfums Giorgio ARMANI. Il a également rappelé la création de PARAVISION INTERNATIONAL, filiale de L'ORÉAL spécialisée dans la communication audiovisuelle. M. Lindsay OWEN-JONES a aussi annoncé des accords techniques avec le CLUB DES CRÉATEURS DE BEAUTÉ (Service de vente de cosmétiques par correspondance) et la prise de contrôle des Laboratoires ROCHE-POSAY, spécialisés dans les produits de traitement de la peau.

M. Lindsay OWEN-JONES a encore réaffirmé la détermination du groupe L'ORÉAL à faire de sa filiale SYNTHELABO, une affaire industrielle internationale. M. Marc LADREIT de LACHARRIERE a aussi indiqué que la participation de L'ORÉAL dans SYNTHELABO s'élevait à fin 1988 à 64,2%.

Enfin, M. Lindsay OWEN-JONES a annoncé que le Conseil d'Administration de L'ORÉAL avait décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires, convoquée pour le vendredi 23 juin 1989, la distribution d'un dividende net de 50 F, en augmentation de 35% par rapport à celui de l'année précédente. Ce dividende est destiné à rémunérer à la fois les actions ordinaires et les certificats d'investissements.

BANQUE FRANCO-PORTUGAISE

Augmentation du capital
Renforcement du partenariat
avec le 1^{er} groupe bancaire du Portugal

Les actionnaires de la Banque Franco-Portugaise, Court-nigh Investment Company et Banco Nacional Ultramarino, ont décidé de réaliser dans l'immédiat une augmentation de capital ayant pour objectif le renforcement et le développement de la banque.

La Banco Nacional Ultramarino est une banque portugaise à capitaux publics ayant comme actionnaire majoritaire la Caixa Geral de Depósitos, qui est le plus important établissement bancaire portugais, l'autre actionnaire étant l'Etat portugais.

Ces deux établissements bancaires ont ensemble plus de 500 guichets couvrant l'ensemble du territoire portugais, constituant avec la compagnie d'assurances Fidelidade le principal groupe financier au Portugal.

Les actionnaires considèrent que les conditions sont réunies pour que la BFP puisse renforcer sa présence sur le marché bancaire français et intensifier son action en tant qu'instrument privilégié de liaison avec le système bancaire portugais.

La Banque Franco-Portugaise a doublé son réseau commercial depuis 1980 avec 42 agences en France et à Monaco et l'a doté d'un outil informatique particulièrement performant. Forte d'une expérience internationale de 70 ans, elle se situe aujourd'hui au tout premier plan des banques étrangères installées en France.

BANQUE FRANCO PORTUGAISE

8, rue du Helder, 75009 Paris.
Tél. : 45-23-30-40

150/150

Économie

ETRANGER

Sur fond d'inflation et de déficit

Le gouvernement australien prend le risque d'alléger la fiscalité

Le déficit croissant de la balance australienne des comptes courants risque de provoquer prochainement une crise financière, estime, dans un rapport publié lundi 24 avril, la banque ANZ Banking Group. Pour fléchir le crédit, les réductions d'impôts accordées par le gouvernement pourraient provoquer une hausse de la consommation et, par là même, des importations. Et les auteurs du rapport de prédire la conjonction d'une hausse des taux d'intérêt et d'une chute du dollar australien.

SYDNEY
de notre envoyé spécial

Comment Paul Keating, ministre des finances d'un gouvernement travailliste, pourrait-il se faire pardonner, par les marchés financiers, le choix d'une politique de relâchement fiscal ? Lui, le « trésorier » aux allures de golden boy, enfant chéri des milieux d'affaires, offre des cadeaux fiscaux au risque d'aggraver la surchauffe ! Cette question, tout ce que Sydney compte d'éditorialistes, d'économistes et de banquiers se la pose. Les uns spéculent sur le plus gros pari d'une jeune et prometteuse carrière : tandis que d'autres annoncent : « une récession » avant la fin de l'année. Mais tous s'accordent à rappeler que des expériences similaires, en 1973 et en 1981, ont fait chuter les gouvernements d'Alton, ceux du travailliste Gough Whitlam, puis du libéral Malcolm Fraser.

Il est vrai que, à quelques mois d'élections générales (dont la date n'a pas encore été fixée), Paul Keating

et le premier ministre Bob Hawke viennent de jouer leur va-tout en annonçant, le 12 avril, de substantielles concessions à la Confédération des syndicats australiens (ACTU). Cette dernière obtient des réductions d'impôts pour les plus bas revenus d'un montant de 4,9 milliards de dollars australiens (24,5 milliards de francs) ; auxquels s'ajoutent 710 millions de dollars (3,55 milliards de francs) d'augmentation des allocations familiales et des retraites. En échange de cette bonne volonté — ce sont les clauses du contrat, — l'ACTU s'engage à ne pas réclamer des hausses salariales supérieures à 6,5 % pour l'année fiscale 1989-1990 commençant le 30 juin prochain.

Scénario catastrophe

Le gouvernement n'a pas le choix, plaide Paul Keating : c'est la voie « du compromis et de la coopération avec le monde du travail ». Les travaillistes sont en effet conscients que les syndicats, qui ont avalé sans trop broncher la pilule amère de la démondation et du recul du pouvoir d'achat des salariés (4,5 % entre 1984 et 1988), n'étaient plus en 1984 et 1988, n'étaient plus des partenaires très longtemps des principes de libre entreprise. D'autant que les entreprises affichent une belle santé financière, avec des profits qui ont progressé de 23 % en 1988. Mieux vaut donc prévenir que guérir... et flatter son électeur traditionnel, à quelques mois d'un scrutin.

Si Paul Keating assure que de nouvelles coupes dans les dépenses publiques vont permettre de sau-

garder l'équilibre budgétaire prévu pour 1989-1990 — une « cagnotte » de 5,5 milliards de dollars (27,5 milliards de francs) construite après quatre ans de care libéral, — il reste qu'une telle injection de pouvoir d'achat intervient au plus mauvais moment : celui d'une recrudescence mondiale de l'inflation, à laquelle l'Australie n'échappe pas. La hausse des prix s'établira cette année à 7,3 % contre les 5,5 % annoncés dans le budget.

Mais c'est surtout la dégradation brutale du commerce extérieur qui place aujourd'hui les travaillistes au pouvoir dans l'œil du cyclone. Les commentateurs n'ont jamais tant fait référence à la frénésie prophétique de Paul Keating en 1986, selon laquelle l'Australie risquait, si elle ne se ressaisissait pas, de devenir « une république bananière ». Chaque mois, les statistiques tombent comme des bombes. Le bilan des opérations courantes devrait accusé cette année un déficit de 15 milliards de dollars (75 milliards de francs), soit une progression de près de 10 % par rapport à l'année dernière. La dette extérieure, elle, a franchi le seuil des 30 % du PIB.

La pression des taux

Face à un affaiblissement aussi préoccupant des finances extérieures australiennes, le gouvernement a réagi d'une manière extrêmement vigoureuse en relevant les taux d'intérêt, dans l'espoir de juguler la demande en pleine expansion, en particulier dans le secteur de la construction. Les taux d'intérêt à court terme (quatre-vingt dix jours)

ont grimpé de 11 % à 18 % en l'espace d'un an, ce qui fait dire à John Howard, le leader de l'opposition libérale, que les réductions fiscales récemment promises « vous foudroyeront au soleil » sous l'effet du loyer de l'argent. L'état n'est en tout cas pas près de se desserrer. « Les taux d'intérêt ne bougeront pas tant que le déficit commercial demeure au niveau où il se trouve », a averti Paul Keating, qui se condamne de plus en plus réduit.

Les médias prêtent régulièrement au gouvernement l'intention de laisser filer le dollar à la baisse afin de doper les exportations. Mais comment faire avec de tels taux d'intérêt ? Bob Hawke et Paul Keating n'envisagent finalement qu'une seule porte de sortie : un retournement de conjoncture, sous forme d'un « atterrissage en douceur ». Les indices de ce refroidissement, relèvent-ils, sont de plus en plus manifestes : la croissance des importations s'est tassée en fin d'année ; le boom de l'immobilier s'essouffie, comme en témoigne la réduction de 2,5 % du nombre des permis de construire début 1989. Si cette décourbe se confirme, mais à cette seule condition, le gouvernement consentira alors à soulager les taux d'intérêt, dont la charge symbolique reste forte dans une société dominée par le mythe de l'accession à la propriété d'un pavillon de banlieue. Restera ensuite une dernière formalité à régler : fixer la date des élections. Mais c'est déjà une autre affaire...

FREDERIC BOBIN.

Pour lutter contre la surchauffe de son économie

La Suède va relever son taux de TVA

STOCKHOLM
de notre correspondant

La carotte et le bâton : telle est la tactique du ministre suédois des finances, M. Kjell-Olof Feldt, pour amener ses concitoyens à prendre conscience des gros problèmes qui menacent l'économie nationale. Grèves prolongées si les Suédois ne réduisent pas leur consommation et s'ils ne travaillent pas davantage pour remettre le pays sur les rails de la croissance.

En janvier dernier, le ministre des finances annonçait, en présentant un projet de loi de finances, excédentaire pour la première fois depuis trente ans, le cadre d'une réforme fiscale de grande envergure devant entrer en vigueur en 1991, pour assainir un système « pourri de part en part », selon son expression. L'élément le plus spectaculaire de cette réforme était la promesse de la suppression de l'impôt sur le revenu pour les salariés inférieurs à 160 000 couronnes par an (soit à peu près la même somme en francs), qui n'aurait plus à payer, entre autres choses, que quelque 30 % d'impôts locaux.

Trois mois plus tard, mardi 25 avril, M. Feldt allait montrer l'envers de la médaille en annonçant des mesures de rigueur rendues nécessaires par la « gravité de la situation dans laquelle se trouve la Suède » : hausse du taux de la TVA de 2 points (qui passe ainsi officiellement de 19 % à 21 % mais réellement de 23,46 % à 25,46 %) et relèvement de la taxe patronale de deux points qui passera de 35 % à 37 %. A Stockholm, où les salaires flambent, la taxe sera même relevée de cinq points. Tout cela pour dissuader les chefs d'entreprise de continuer à augmenter trop rapidement les salaires, ce qui alourdirait les coûts de production et dégraderait les exportations.

Des mesures impopulaires

Ces mesures sont présentées comme « provisoires » et ne touchent que la période du 1^{er} juillet 1989, pour la TVA, et du 1^{er} septembre, pour la taxe patronale, au 31 décembre 1990. Elles permettent, pense M. Feldt, de rétablir l'équilibre souhaité pour la mise en application de sa réforme fiscale en 1991, année électorale. Les raisons invoquées par le ministre ont du mal à passer après toutes ses promesses récentes et il en reconnaît lui-même l'impopularité. Mais, affirme-t-il, « la situation actuelle rappelle sous bien des aspects celle que la Suède a vécue en 1975-1976 : même surchauffe, mêmes tendances dans l'évolution des coûts, des salaires et des prix qui ont conduit à la crise. Pour éviter cela qui nous menace maintenant, il faut agir rapidement et, devant l'urgence, le

choix des mesures à prendre est limité ».

Aggravation du déficit de la balance des paiements, manque de main-d'œuvre (on songe à donner des emplois aux demandeurs d'asile politique et on attire des Norvégiens et des Danois), mollesse de la production industrielle et faible croissance du PNB (1,5 % prévu pour 1989), progression des salaires qui sera, compte tenu des accords de ces dernières semaines entre les partenaires sociaux, supérieure à ce qu'avait prévu le gouvernement (8 % au lieu de 6 %) et bien sûr progression également du taux d'inflation dont M. Feldt estime qu'il atteindra 8 % cette année : autant de raisons qui imposent un effort et des décisions énergiques. « Un vrai gouvernement, déclare-t-il, ne peut rester les bras croisés devant la poussée de l'inflation et la détérioration du commerce extérieur. Un vrai gouvernement se doit d'agir ».

De vives critiques

Ces mesures — si elles sont avalées par le Parlement, ce qui reste à voir, devraient toucher en premier chef les petits salariés. « On ne peut pas faire d'omelette sans casser d'œufs », est en substance la réponse du ministre qui a toutefois tenu à « compenser » pour les familles aux revenus limités en augmentant, dès le 1^{er} juillet 1989, les allocations familiales de 65 couronnes par enfant et par mois, les subventions aux produits laitiers devant être supprimées... Le prix du lait, encore un élément de base de l'alimentation, va donc augmenter, ainsi d'ailleurs que ceux du tabac (10 %) et de l'alcool (5 %), ce qui permettra au ministre des finances, avec les relèvements de la TVA et de la taxe patronale, de faire rentrer 20 milliards de couronnes supplémentaires dans les caisses de l'Etat.

L'annonce de ce projet de loi de finances complémentaires a été accueillie avec un grand scepticisme par les économistes qui estiment que l'augmentation de la TVA, au lieu d'enrayer l'inflation, risque fort de l'accroître. Non, dit le ministre, qui affirme que la TVA réduit la demande et refroidit ainsi la tentation des entreprises de faire payer aux consommateurs l'augmentation des coûts. Du côté de l'opposition politique, la réaction est unanimement négative : « Il fallait prendre des mesures mais celles-ci sont franchement mauvaises » ; « Solution de panique » ; « Impossible d'augmenter la TVA ». Le patronat, il fallait s'y attendre, est extrêmement critique, ainsi d'ailleurs que LO — la centrale syndicale ouvrière. « Je sais que nous sommes minoritaires au Parlement », reconnaît M. Feldt. Les jours qui viennent s'annoncent difficiles et des compromis inévitables.

FRANÇOISE NIÉTO.

La Banque centrale des Pays-Bas s'inquiète des risques inflationnistes

AMSTERDAM
de notre correspondant

Si les banques néerlandaises continuent de distribuer les crédits avec autant de générosité que l'an dernier, marqué par une augmentation de la masse monétaire de 14 %, la Banque centrale des Pays-Bas (DNB) n'hésitera pas à prendre d'ici à l'été des mesures de restriction. Telle est la mise en garde adressée par M. Wim Duisenberg, président de la DNB, lors de la présentation du rapport 1988 de son institution, mardi 25 avril, à Amsterdam.

Le gouverneur n'a ainsi pas failli à la tradition instaurée par ses soins qui veut que l'annonce des résultats de la Banque centrale soit un subit mélange de bonnes notes et d'avertissements. C'est en effet le dynamisme presque exubérant dont ont fait preuve les entreprises en 1988, c'est-à-dire au lendemain du krach, qui est en grande partie à l'origine du gonflement de la monnaie en circulation. Leurs emprunts ont fortement augmenté, permettant une hausse de 7,5 % des investissements et, au bout du compte, une progression de 11 % des exportations.

L'excédent de la balance des paiements courants s'est inscrit à près de 33 milliards de francs, une amélioration de 12 milliards sur 1987. Quant à la croissance économique, elle a atteint 2,5 %.

Revers de la médaille : les risques de surchauffe en cas d'euphorie économique incontrôlée. Or « 1989 promet également d'être une bonne année », a annoncé M. Duisenberg, qui s'engage, pourtant, de la reprise de l'inflation constatée l'an dernier : 1,5 %.

Un taux modeste, certes, inférieur même à celui de l'Allemagne fédérale — le principal partenaire des Pays-Bas — mais qui contraste fortement avec la baisse des prix (moins 1 %) enregistrée en 1987. « Un petit peu d'inflation n'est pas grave mais ne reste jamais un petit peu », a prévenu le président de la DNB. Outre l'appel à l'autodiscipline qu'il a lancé aux banques, M. Duisenberg a clairement préconisé un maintien de la modification salariale.

Rappelant que la dépréciation monétaire et la hausse des taux d'intérêt avaient masqué dans l'ombre de l'inflation, il a également insisté sur les difficultés croissantes qu'aurait l'Etat à financer son déficit budgétaire si les pressions inflationnistes devaient s'accroître : l'an dernier le Trésor néerlandais a eu besoin de 132 milliards de francs et il doit trouver cette année une somme sensiblement équivalente.

CHRISTIAN CHARTIER.

AFFAIRES

Le Trésor examine l'accord entre Chaffoteaux et Maury et Novicelli

Le protocole d'accord scellant le rachat du fabricant de chaudières et chaudières français Chaffoteaux et Maury par l'italien Novicelli était, le 25 avril, « en cours d'instruction auprès du Trésor », a-t-on appris mardi de source gouvernementale. Si cet accord, qui porte sur une transaction de l'ordre de 100 millions de francs, met en jeu

deux membres de la CEE, certaines clauses « notamment fiscales » doivent être examinées par le Trésor. L'examen devrait prendre quelques jours.

Annulé le 21 avril par le groupe italien, cet accord portait sur la totalité des activités de Chaffoteaux et Maury. Fortement endettée, à hauteur de 91 millions de francs, l'entreprise de Saint-Brieuc avait été reprise en 1985, au bord du dépôt de bilan, par le Gimmo (groupe d'investissement du Maghreb et du Moyen-Orient) dirigé par M. Djilali Mehri. En février et mars 1989, Chaffoteaux avait été paralysé par une grève des 1 400 salariés qui réclamaient l'assimilation d'un plan triennal de restructuration prévoyant 600 licenciements.

LOGEMENT

La réforme de la loi Méhaignerie

Le groupe socialiste voudrait contenir les hausses de loyers en région parisienne

À l'occasion de son point de presse hebdomadaire le mardi 25 avril, M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, s'est félicité du « très bon travail mené par le groupe en concertation avec M. Jean-Pierre Soisson » sur le projet de loi relatif aux licenciements économiques. Ce texte, qui sera examiné en conseil des ministres le 3 mai, viendra en discussion à l'Assemblée le 24 mai. M. Mermaz a ajouté que ce travail a abouti à « un texte équilibré qui donne satisfaction au groupe ».

M. Mermaz a également présenté les grandes lignes de la proposition de loi réformant la loi Méhaignerie qui devrait être soumise à la mi-mai au Parlement. Le texte adopté par le groupe rend les commissions de conciliation « permanentes et obligatoires » et réintroduit pour le congé donné aux locataires par le propriétaire la nécessité d'une motivation. Afin de contenir les hausses de loyers relevées en particulier à Paris et dans la région parisienne, le texte du groupe socialiste introduit une « clause de sauvegarde » qui permettra au gouvernement d'intervenir ponctuellement dans certains secteurs sur la fixation des tarifs de loyers. Les loyers resteront libres pour les logements neufs ou les logements vacants ayant fait l'objet de travaux approfondis alors que pour

les logements vacants sans travaux les loyers devraient être fixés en référence au voisinage. Le locataire disposera, en cas de contestation, de quatre mois pour déposer un recours. Le texte prévoit également que des hausses exceptionnelles ne pourraient pas intervenir lors du renouvellement du bail, sauf en cas de réelle sous-évaluation du loyer. Un observatoire des loyers serait créé dans chaque département et pas seulement dans la région parisienne, comme c'est le cas actuellement. Enfin, et sur proposition du ministre des finances, l'indice du coût de la construction pourrait être remplacé par un indice de prévision économique inscrit dans la loi de finances votée chaque année.

Ce compte rendu de l'activité du groupe socialiste a enfin offert à M. Mermaz l'occasion de réagir aux propos de M. Jean-Michel Bolegey (PS, Alsace), président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, qui, dans un entretien accordé mardi à Libération (Le Monde du 26 avril), estimait que le Parlement ne « légifère plus », mais « torchait » et observait que « le ministre conseiller technique de ministère » était « plus puissant qu'un député ». Pour M. Mermaz, ces déclarations sont « excessives » et « injustes ».

Eastern n'est plus à vendre

Manœuvre de son PDG, M. Frank Lorenzo, pour faire monter les prix ? Désir réel de transformer Eastern Airlines en compagnie rénovée et pratiquant des bas tarifs ? Toujours est-il que M. Lorenzo est revenu sur la décision qu'il avait annoncée le 6 avril de vendre Eastern à l'organisateur des Jeux olympiques de Los Angeles, M. Peter Ueberroth (Le Monde du 8 avril).

Un plan de redressement va être soumis au juge des faillites, qui devra dire si la compagnie peut vivre avec des effectifs réduits de moitié et amputée pour 1,8 milliard de dollars (11 milliards de francs) d'actifs. M. Lorenzo prévoit de vendre une centaine d'avions sur deux cent cinquante-cinq, un terminal à l'aéroport de Philadelphie et des portes d'embarquement dans d'autres aéroports.

Les huit mille cinq cents mécaniciens et les quatre mille cinq cents pilotes demeurent en grève depuis le 4 mars. C'est notamment pour se débarrasser des organisations syndicales, qui lui sont très hostiles, que M. Lorenzo a décidé de placer la compagnie sous la protection de la loi sur les faillites.

AGRICULTURE

Baisse du revenu de 4 % en 1988

Selon les comptes provisoires de l'agriculture publiés le 25 avril par l'INSEE, le revenu brut agricole par exploitation a baissé de 4 % en francs constants en 1988, alors que la France dégageait par ailleurs un excédent agro-alimentaire de 39,1 milliards de francs.

Si la baisse de revenu touche toutes les catégories d'exploitations, elle a surtout frappé les élevages hors sol et l'horticulture qui ont essuyé des diminutions respectives de 18,8 % et 16,9 % de leur revenu.

Les revenus ont encore reculé de 10,4 % dans la viticulture de qualité, et de 7,1 % dans l'élevage bovin. La céréaliculture et l'agriculture générale ont le mieux tiré leur épingle du jeu avec des baisses respectives de 3,5 % et 1,2 %, « grâce au développement de la production », selon l'INSEE. Aussi, malgré les quotas et plafonds imposés, il reste préférable pour les agriculteurs d'accroître leur activité en volume, en contradiction avec les nouvelles règles du jeu européennes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE LIAISONS ÉLECTRIQUES SILEC

Le chiffre d'affaires HT de l'exercice 1988 s'est élevé à 1 488 millions, au lieu de 1 292 millions en 1987, soit un accroissement de 15 % résultant pour partie de la hausse des cours des matières, pour partie d'une augmentation du volume d'activité.

Le bénéfice net ressort à 60,3 millions, au lieu de 43,3 millions en 1987, et la MBE à 140,5 millions au lieu de 113,8 millions des coûts, des salaires et des prix qui ont conduit à la crise. Pour éviter cela qui nous menace maintenant, il faut agir rapidement et, devant l'urgence, le

En outre, Satecables se trouve consolidée en 1988 par intégration globale, alors qu'elle était encore par intégration proportionnelle en 1987.

Le conseil proposera à l'assemblée générale annuelle, qui se réunira le 13 juin, de porter le dividende net de 4,50 F (plus avoir fiscal 2,25 F) l'an dernier à 5,80 F (plus avoir fiscal 2,90 F). Ce dividende sera mis en paiement le 1^{er} septembre 1989.

En ce qui concerne les comptes consolidés, le résultat net, part du Groupe, s'élève à 97,8 millions contre 53,3 millions en 1987, cette progression étant due notamment aux résultats favorables des filiales Ateliers de Normandie et Satecables.

Le Conseil d'Administration d'Avenir, réuni sous la présidence de M. Philippe Sautai, le 18 avril 1989, a arrêté les bilans et comptes de la société pour l'exercice 1988.

Au niveau du groupe, le chiffre d'affaires net consolidé (part de la France uniquement) est passé de 1 030 millions de francs, en 1987, à 1 099 millions de francs en 1988, soit une progression de 10,66 %.

Le résultat net global part du groupe s'élève à 79,7 millions de francs en 1988, le développement en Europe d'Avenir contribuant à ce résultat à hauteur de 13,3 MF (pour une période de six mois).

Parallèlement, le chiffre d'affaires hors taxes de la société s'est élevé à 1 013 millions de francs, en progression de 10,33 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net après impôt s'élève à 61,3 millions de francs, en augmentation de près de 30 % par rapport au résultat de l'exercice 1987.

Le Conseil d'Administration proposera à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 19 juin 1989, de distribuer un dividende net de 17,30 F, assorti d'un avoir fiscal de 8,65 F, représentant ainsi un revenu global de 25,95 F. En 1987, le dividende s'était élevé à 14,30 F net. Le dividende 1988 sera donc en augmentation de 21 % par rapport à celui versé au titre de 1987.

Rappelons que la société Mills & Allen Ltd, entrée dans le capital d'Avenir au début du second semestre 1988, ne percevra au titre de cet exercice qu'un demi-dividende.

Les comptes sociaux et consolidés peuvent être consultés au siège social.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Ces avis sont publiés à titre d'information seulement

Avril 1989

USINOR SACILOR

FRF 1.350.000.000

Facilité de Crédit à Options Multiples

Donc une option Lettres de Crédit destinée à garantir un Programme de Papier Commercial aux Etats-Unis

Arrangements
BNP Capital Markets Limited

Crédit Lyonnais

Co-Arrangements
Banque ParibasLettres de Crédit
Banque Nationale de Paris
Banque Paribas
Banque de l'Union Européenne
Deutsche Bank AGCrédit Lyonnais
Banco Central S.A.
Caisse Centrale des Banques Populaires
The Mitsui Bank, Ltd.Managers
Crédit Commercial de France
The Fuji Bank, Limited
Lloyds Bank (France) Limited
National Westminster Bank s.a.Crédit Suisse
Groupe CIC
The National Bank of Kuwait (France) S.A.
The Sumitomo Bank, Ltd.Co-Managers
Banco Bilbao Vizcaya S.A.
Banco di Sicilia International S.A.
Banque Française du Commerce Extérieur
Crédit du Nord
Union de Crédit pour le Développement
Régional - UnicreditBanco di Roma (France) S.A.
Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet
Bayerische Vereinsbank S.A.
NMB Bank (France)
Via BanqueAutres Membres des Syndicats d'Enchéances
Kleinwort Benson Limited

Westpac Banking Corporation

Agent de la Faculté
Crédit LyonnaisAgents des Syndicats d'Enchéances
Francis Frères Domestiques
Banque ParibasDeutsche Marks Domestiques
Deutsche Bank AGEurodollars
Crédit LyonnaisÉmetteur des Lettres de Crédit
Banque Nationale de Paris

S.N.I.

Société
Nationale
d'Investissement

La Sicav diversifiée

Comptes de l'exercice clos le 30.12.1988

Actif net au 13.04.1989 : F 1.209.649.088,77

Performance 1988 : + 16,5 % dividende réintégré

Performance au 13.04.1989 : + 5,5 %

Dividende : F 40,00 + F 5,03 de crédit d'impôt

qui sera mis en paiement le 20 avril 1989.

Remplacement du coupon global sans droit d'entrée

jusqu'au 20 juillet 1989.

Consultation des cours

quotidiennement sur Minitel :

composant le 36.15

code ASSOCI.



Banques CIC. En intelligence avec vous.

Le Président M. Henri Parent a déclaré :

Le comportement satisfaisant de la plupart des grands marchés depuis le début de l'exercice a permis une progression de 5,5 % de la valeur liquidative au 13 avril 1989.

Depuis le 1^{er} janvier, nos opérations ont concerné essentiellement le marché japonais dont la fermeté a permis de réaliser de très appréciables profits, la part de ce pays dans l'actif global étant ramené de 12 à 9 %. Les perspectives de l'économie française demeurent favorables et jusqu'en 1989 le plus souvent très brillant, les résultats des sociétés devaient encore progresser. L'ambiance internationale reste, par contre, incertaine, et le maintien de taux d'intérêt très élevés se conjugue avec le retour de pressions inflationnistes, tandis que les premiers signes de ralentissement de la conjoncture aux États-Unis peuvent faire craindre une période de stagnation.

Une grande prudence, caractérisée par une large répartition des risques, continuera donc de guider notre action dans les mois qui viennent.

(AGO du 14 avril 1989)

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 11 % décembre 1976

Les intérêts courus du 25 mai 1988 au 24 mai 1989 seront payables, à partir du 25 mai 1989, à raison de 99,00 F par titre de 1 000 F, contre détachement du coupon n° 13 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11,00 F (montant brut : 110,00 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 16,49 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,20 F faisant ressortir un net de 80,81 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II - loi du 30 décembre 1981 et décret du 2 mai 1982) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 10,20 % novembre 1978

Les intérêts courus du 9 mai 1988 au 8 mai 1989 seront payables, à partir du 9 mai 1989, à raison de 183,60 F par titre de 2 000 F, contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,40 F (montant brut : 204,00 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 30,58 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,32 F faisant ressortir un net de 148,94 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 52 148 obligations comprises dans les séries de numéros 380 812 à 410 613 et 459 956 à 482 301, sortis au tirage du 7 mars 1989, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000,00 F, coupon n° 12 au 9 mai 1990 attaché.

Ces titres sont rappelés les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :
1982 : 489 942 à 504 172 - 1985 : 489 739 à 489 941 et 504 173 à 532 477 ;
1983 : 697 550 à 712 108 - 1986 : 712 395 à 744 500 ; 1984 : 110 786 à 130 849 -
1987 : 1 à 37 077 et 744 501 à 750 000 ; 1988 : 410 614 à 459 955.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 10,80 % mai 1978

Les intérêts courus du 12 mai 1988 au 11 mai 1989 seront payables, à partir du 12 mai 1989, à raison de 194,00 F par titre de 2 000 F, contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 21,60 F (montant brut : 216,00 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 32,38 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,32 F faisant ressortir un net de 157,70 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 54 301 obligations comprises dans les séries de numéros 282 064 à 316 147 et 401 858 à 431 171, sortis au tirage du 10 mars 1989, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000,00 F, coupon n° 12 au 12 mai 1990 attaché.

Ces titres sont rappelés les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :
1979 : 581 171 à 600 642 ; 1980 : 724 370 à 735 159 ; 1981 : 318 587 à 330 570 ; 1982 : 502 078 à 515 547 ; 1983 : 676 355 à 695 066 ; 1984 : 447 637 à 465 909 ; 1985 : 370 289 à 390 014 ; 1986 : 55 448 à 79 443 ; 1987 : 316 148 à 318 586, 330 571 à 370 288 et 390 015 à 401 857 ; 1988 : 16 588 à 55 447 et 79 444 à 103 703.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 9,70 % mai 1979

Les intérêts courus du 25 mai 1988 au 24 mai 1989 seront payables, à partir du 25 mai 1989, à raison de 174,60 F par titre de 2 000 F, contre détachement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,40 F (montant brut : 194,00 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 29,08 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,88 F faisant ressortir un net de 141,64 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 79 527 obligations comprises dans les séries de numéros 68 349 à 149 440 et 172 316 à 316, sortis au tirage du 14 mars 1989, cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 2 000,00 F, coupon n° 11 au 25 mai 1990 attaché.

Ces titres sont rappelés les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :
1982 : 360 641 à 381 439 ; 1983 : 149 461 à 172 356 ; 1984 : 352 247 à 360 640 et 381 440 à 399 637 ; 1985 : 15 840 à 68 348 ; 1986 : 960 716 à 995 836 ; 1987 : 350 053 à 352 246 et 399 638 à 468 918 ; 1988 : 753 218 à 832 802.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE - Obligations 14,50 % mai 1980

Les intérêts courus du 29 mai 1988 au 28 mai 1989 seront payables, à partir du 29 mai 1989, à raison de 652,50 F par titre de 5 000 F, contre détachement du coupon n° 9 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 72,50 F (montant brut : 725,00 F).

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 108,70 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,50 F, faisant ressortir un net de 529,30 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A compter de la même date, les 41 666 obligations comprises dans la série de numéros 228 887 à 274 666 sortis au tirage du 28 mars 1989 cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000,00 F, coupon n° 10 au 25 mai 1990 attaché.

Ces titres sont rappelés les séries de numéros d'obligations sortis aux tirages antérieurs :
1981 : 187 221 à 228 886 ; 1982 : 1 à 26 224 et 493 392 à 500 000 ; 1983 : 400 216 à 425 335 ; 1984 : 26 225 à 70 890 ; 1985 : 395 774 à 400 215 et 425 336 à 464 564 ; 1986 : 70 891 à 83 734 et 464 565 à 493 391 ; 1987 : 83 735 à 133 400 ; 1988 : 133 401 à 158 401 et 379 109 à 395 773.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - Obligations 9,10 % avril 1988

Les intérêts courus du 9 mai 1988 au 8 mai 1989 seront payables, à partir du 9 mai 1989, à raison de 455,00 F par titre de 5 000 F.

En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 113,75 F, auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,10 F, faisant ressortir un net de 332,15 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

Ces titres sont pas créés (article 94 - 2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CREDIT
COOPÉRATIF

Restructuration et adaptation au nouveau paysage bancaire

Le conseil d'administration de la Caisse Centrale de Crédit Coopératif (C.C.C.C.) s'est réuni le 30 mars 1989 et a été suivi du conseil de la Banque Française de Crédit Coopératif (B.F.C.C.). Avant d'arrêter les comptes de 1988, ils ont fait le point des actions engagées pour la restructuration du groupe et pour son adaptation au nouveau paysage bancaire.

Restructuration

Lancée en 1988, la restructuration du groupe doit s'achever lors des assemblées générales extraordinaires du 30 juin 1989, par la fusion de quatre établissements affiliés (BFCC, CEC, Habitat-Crédit et UCEL).

Seront ainsi clarifiés les rôles respectifs des établissements du groupe. La Caisse Centrale remplira son rôle d'organe central, de centrale financière et de centrale de services à l'égard des affiliés, dont la nouvelle BFCC, mais aussi 23 sociétés financières et le Crédit Maritime (13 établissements).

Adaptation

Entreprise en 1985, la politique d'adaptation s'est poursuivie activement en 1988. Elle a conduit à mettre en place un important schéma directeur informatique, et à accomplir un gros effort de formation (en 1988, 6,75 % de la masse salariale).

Des nouveaux services ont été créés, ou fortement développés en 1988 : l'ingénierie financière et l'apport en fonds propres (Crédit Coopératif Investissements) ; le département international : les prestations de services, notamment télématiques : les OPCVM dont la gamme et les objectifs ont été redéfinis ; les prêts aux particuliers. Des projets sont en cours en matière de collaboration internationale. La coopération avec le SMACI s'est renforcée.

L'exercice 1988

En dépit des charges occasionnées par ces investissements, l'exercice 1988 a pu, après une année 1987 marquée par des points atypiques, retrouver un rythme de progression satisfaisant par rapport à 1986 et aux années précédentes, tandis que la croissance des frais généraux était contenue (+ 2,3 % par rapport à 1987).

L'encours total des crédits en fin d'année s'est accru de 6,5 % en dépit du volume des remboursements anticipés et d'une réduction volontaire du financement du logement. La forte progression des crédits aux coopératives et aux entreprises adhérentes a compensé l'évolution moins favorable des concours au secteur social.

Les financements se sont diversifiés : croissance sensible des prêts à moyen terme ; croissance des prêts à taux variables ; progression significative des crédits en devises.

Les dépôts reçus du public ont progressé de 6,4 % en moyenne annuelle.

Dans ce contexte, le résultat brut de la C.C.C.C. en 1988 s'est accru de 10 % par rapport à 1987. Du fait des provisions pour risque et des frais d'émission, le résultat net s'est établi à 14.842.000 francs, soit un chiffre inférieur à celui de 1987, mais supérieur à celui des années antérieures.

Le résultat brut de la B.F.C.C. est supérieur de près de 40 % à celui de 1987. Le résultat net est de 2,7 millions de francs, en raison d'une politique prudente de provisionnement.

Après retraitement selon les règles de la commission bancaire, les comptes du groupe font apparaître un résultat total de 28.738.000 francs. Calculés sur les mêmes bases, les fonds propres du groupe se sont accrus de 32 % (F 1.051 millions contre F 795).

Il est prévu de verser aux porteurs de titres participatifs une rémunération égale à 108,76 % du TMO, soit 9,925 %.

cofineg



Le Conseil d'Administration s'est réuni le 19 avril 1989 sous la présidence de M. Jean Weil.

Il a arrêté les comptes de l'exercice 1988. Ceux-ci font notamment ressortir une augmentation sensible des produits localisés - 186,3 millions de francs contre 171,5 - qui résulte à la fois des opérations de location et des recettes additionnelles provenant des nouveaux programmes.

En dépit de la diminution des produits financiers, consécutive à l'investissement des disponibilités, et grâce à la stabilisation des charges, le bénéfice net comptable atteint 136,9 millions de francs contre 134 en 1987.

Le Conseil a d'autre part constaté que la politique d'arbitrage patrimonial de grande ampleur entreprise il y a quelques années était aujourd'hui menée à bonne fin, singulièrement en Lorraine et dans la Vallée de la Rhône et que, conformément à l'objectif recherché, elle préservait les capacités de croissance à terme de la Société. C'est ainsi que les prévisions pour l'exercice 1989 et les suivants permettent d'accumuler, sous les réserves d'usage, une nouvelle progression des résultats.

Dans cette perspective, le Conseil a estimé qu'il convenait de poursuivre l'augmentation régulière du dividende. Il propose donc à la prochaine Assemblée générale ordinaire de fixer celui de l'exercice 1988 à 18,50 F par action contre 18 F en 1987 et d'offrir aux actionnaires la possibilité de le percevoir sous forme d'actions de la société.

Ces Assemblées sont convoquées pour le 22 juin 1989, à 10 h 30, dans les Salons Hoche - 9 avenue Hoche à Paris 8^e. Elle sera suivie immédiatement d'une Assemblée générale extraordinaire appelée à se prononcer sur diverses modifications statutaires de caractère formel, sur l'ouverture de l'actionnariat aux salariés de l'entreprise ainsi que sur la possibilité de procéder, le moment venu, à l'augmentation du capital de la Société dans la limite de 200 millions de francs.

BANQUE DE L'UNION MARITIME ET FINANCIÈRE

L'Assemblée générale des actionnaires de la Banque de l'Union maritime et financière qui s'est réunie le 26 avril 1989, sous la présidence de M. Jean-Maxime Levêque, a approuvé les comptes de l'exercice 1988.

Le bénéfice net s'est établi à 9,25 millions de francs en forte augmentation sur celui de 1987 qui avait atteint 7,25 millions de francs. Ce résultat a été obtenu malgré une progression importante de la dotation aux provisions pour créances douteuses, portée de 2 millions de francs à 4,5 millions de francs, qui a permis à la Banque de provisionner largement, puis de céder intégralement ses créances sur les pays en voie de développement fortement endettés.

Il est rappelé que l'année 1988 a été marquée par les changements intervenus dans le capital de la Banque, qui est désormais détenue à hauteur de 70 % par la Banca Popolare di Novara et de 30 % par la Compagnie Financière Delmas-Vieljeux et a été portée de 20 millions de francs à 30 millions de francs en fin d'année. Compte tenu des réserves et du report à nouveau, les fonds propres de la Banque s'élevaient, après distribution du dividende, à 83 millions de francs.

L'HOMME
ET LA TERRE
EN PÉRILpar
MARIE FARGUES
écologiste
en 1971à découvrir
en 1989

278 pages - 81 FF

BEAUCHESNE
1 rue des Saints-Pères
75007 PARIS

Jp Min 150

Europe 1993

Après le rejet du rapport Delors par les Britanniques

La France souhaite une adhésion pleine et rapide de la Grande-Bretagne au système monétaire européen

Le rapport du « comité Delors » sur l'union monétaire européenne prévoyant trois étapes et contenant l'engagement politique d'élaborer un nouveau traité a été favorablement accueilli dans onze capitales sur douze. Les Britanniques, comme le confirme l'interview accordée au Monde par le chancelier de l'Échiquier Nigel Lawson (le Monde du 26 avril), sont les seuls à faire ouvertement état d'une hostilité totale à un tel engagement. Ici et là, on reconnaît à Paris que l'Europe des gouvernements ne doit à aucun moment être sacrifiée à l'Europe des technocrates. Mais nul ne

remet en cause le principe même du délicat exercice qui devrait débiter par la réunion d'une conférence intergouvernementale pour la rédaction d'un nouveau traité.

A ce stade, trois scénarios peuvent être envisagés.

1) La Grande-Bretagne, refusant l'isolement, s'allie, au moins provisoirement, au point de vue majoritaire et accepte d'engager les négociations sur un nouveau traité ;

2) M^{re} Thatcher, afin de défendre la souveraineté nationale, persiste à refuser une union économique et monétaire. Ses

onze partenaires s'engagent sans elle dans la voie tracée par le « comité Delors » ;

3) Le premier ministre britannique parvient à convaincre les autres États membres de s'écarter des propositions contenues dans le rapport et de renforcer leur coopération sans nouveau transfert de souveraineté ni révision du traité. L'enjeu du débat est au moins autant politique qu'économique. Bruxelles table néanmoins sur l'ouverture des négociations, ne serait-ce qu'à onze, alors que Paris souhaite, avant tout, que le livre sterling rejoigne le mécanisme de change du système européen.

tionnée au degré de participation des États membres.

C'est là, font valoir les Français, une porte ouverte à une progression vers l'union monétaire à plusieurs vitesses. Mais le compromis que suggère une telle formule implique que le Royaume-Uni se prête à l'opération, autrement dit s'engage à participer aux objectifs de l'union économique et monétaire mais refuse la participation en acceptant par là même - le texte le dit - de jouer les seconds rôles dans la Communauté.

La Grande-Bretagne se satisfait-elle d'une telle demi-mesure ? « Ce qui serait déterminant n'est que la livre sterling rejoigne le mécanisme de change du système monétaire européen », s'exclame notre interlocuteur parisien. Son raisonnement est simple : la participation aux disciplines de change du SME limite, au profit de la Bundesbank, qui, grâce à la puissance du deutschemark, détient un poids prépondérant, l'autonomie dont disposent les autres États membres dans la conduite de leur politique monétaire. Ils ont donc intérêt, pour équilibrer l'influence de Francofort, à ce que se développe une gestion aussi collective, aussi pluraliste que possible de la politique monétaire.

Bref, pensent les Français, la pleine adhésion de la livre au SME contribuerait à convaincre Londres de franchir le pas de l'union économique et monétaire.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Les entreprises ouest-allemandes sont confiantes

BONN
de notre correspondant

L'assemblée des chambres de commerce et d'industrie de la République fédérale vient de présenter les résultats d'une enquête effectuée auprès de quinze mille entreprises ouest-allemandes sur leur attitude face au marché unique du 1^{er} janvier 1993 : 25 % d'entre elles attendent de l'ouverture totale des frontières une augmentation de leur capacité concurrentielle et se sentent suffisamment fortes pour réagir rapidement et efficacement aux modifications du marché ; 58 % estiment qu'elles pourront se maintenir, pour autant que les conditions d'une compétition égale soient préservées ; 17 % des entreprises estiment, en revanche, que le marché unique aura des effets négatifs pour elles. Ce chiffre est en augmentation par rapport à l'an passé, où 10 % seulement des entreprises voyaient avec inquiétude s'approcher l'horizon 1993.

Les plus optimistes des industriels ouest-allemands se recrutent parmi les producteurs de biens d'investissement, d'électrotechnique, d'électronique et d'automobiles. Ces branches, dont l'essentiel de l'activité est déjà tournée vers l'exportation, voient dans le marché unique une chance supplémentaire de développement.

Les plus inquiets sont les industriels du bâtiment et des transports. Les premiers se sentent dans l'ensemble très peu concernés par le marché unique et craignent essentiellement les pertes consécutives à l'ouverture des marchés publics. Les transporteurs sont très inquiets de la concurrence des entreprises d'autres pays, notamment d'Europe du Sud, où les coûts liés aux rémunérations et les charges dues à la réglementation de cette activité sont moins lourds.

Pour faire face aux défis du marché unique, les entreprises d'outre-Rhin misent avant tout sur la rationalisation et l'abaissement des coûts de production (35 %), sur une amélioration des techniques de commercialisation (31 %) et, enfin, sur la création de nouveaux produits.

adaptés à la diversité du marché (23 %).

Enfin, une infime minorité d'entreprises (5 %) songe à profiter du marché unique pour transplanter ses lieux de production hors de la République fédérale. La qualité de la main-d'œuvre et des infrastructures est le principal argument avancé par les industriels pour ne pas faire le choix de l'exil.

L. R.

EN BREF

● Des stages pour les douaniers. - Mille sept cents douaniers de la CEE effectueront, dès l'an prochain, des stages dans d'autres pays du Marché commun, afin de se préparer à l'événement du marché unique (lire « Douaniers sans frontières », le Monde du 23 février). Cette opération-pilote leur permettra de se familiariser avec les méthodes de travail de leurs collègues européens, mais aussi « avec la langue et la civilisation » des pays voisins, a indiqué un porte-parole de la Commission de Bruxelles.

● « L'Europe 1993 » vue par des juristes. - Neuf professeurs de droit se sont penchés sur « L'Europe 1993 » dans le numéro 48 de la revue d'études constitutionnelles et politiques Pouvoirs. Parmi les sujets étudiés : « L'Europe, le chômage et 1992 », « Les États membres et l'insécurité des obligations communautaires », « Peut-on gouverner à Douze ? » (Pouvoirs, n° 48, 88 F). Département des revues, BP 90, 91003 Evry Cedex, tél. : 60-77-82-05.

● Table ronde sur l'environnement. - MM. Jacques Delors, Laurent Fabius et Brice Lalonde, M^{me} Simone Veil et Huguette Bouchardeau, participeront le jeudi 11 mai à une table ronde sur l'avenir de la politique européenne de l'environnement, dans le cadre d'un colloque organisé, les 10 et 11 mai, à l'Assemblée nationale, par l'Entente européenne pour l'environnement. Renseignements au 45-49-46-75 ou au 40-53-84-38.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

C'est avec une grande précision que le « comité Delors » a tracé la voie aux débats entre les Douze. Vu l'accueil favorable que les États membres, à l'exception du Royaume-Uni, ont réservé au rapport, il semble peu vraisemblable qu'ils acceptent de s'écarter de la logique proposée même si M^{re} Thatcher manœuvre pour les en détourner. Dans ces conditions le problème qui se pose aux Douze est de nature essentiellement politique. « La création d'une union économique et monétaire doit être envisagée comme un processus unique », souligne le rapport qui invite les gouvernements à souscrire à « un engagement politique clair à l'égard de l'étape finale », ajoutant que « l'engagement pris par les autorités politiques d'ouvrir des négociations pour un nouveau traité assurera la continuité du processus ».

Lors de la réunion des ministres des finances qui se tiendra les 19 et 20 mai à S'Agaró en Catalogne, puis au Conseil européen de Madrid les 26 et 27 juin, les Douze devraient donc indiquer « les sont disposés à engager la négociation d'un nouveau traité et à lancer la première étape du processus à compter du 1^{er} juillet 1990 ».

Donner le feu vert à la rédaction du nouveau traité devient donc l'acte symbolique et solennel à accomplir. Et chacun se demande si le rebelle anglais scellera au bout du compte l'acte d'alliance. Comme en témoignent les propos de M. Nigel Lawson, absolument rien ne permet de l'envisager pour le moment.

Paris veut « globaliser » sa position sur l'automobile

Lors d'une réunion interministérielle tenue à Matignon le 25 avril dans l'après-midi, le gouvernement a tracé, sans prendre de décision, les grandes lignes de la conduite à tenir face à Bruxelles en matière automobile. Il a notamment été envisagé d'adopter une position « globalisante » sur les problèmes de normes antipollution, de sécurité routière et d'ouverture du marché européen.

Sur la pollution, les principes retenus par la France sont connus. Le gouvernement accepterait une adoption de normes plus sévères inspirées des États-Unis, à condition que les règles américaines soient adaptées à la spécificité européenne : qu'une fois adoptées, ces normes soient stables pour permettre aux industriels de s'adapter ; qu'elles s'appliquent de façon uniforme à l'ensemble du territoire européen. En matière de sécurité, la France pourrait proposer une limitation de vitesse pour l'ensemble des autoroutes européennes, ce qui aurait l'avantage à ses yeux de réduire les émissions des grosses voitures.

C. B.

Création d'un groupe interministériel de préparation au grand marché

A l'initiative du président de la République et du premier ministre, un groupe interministériel de préparation au grand marché européen vient de voir le jour. Réuni pour la première fois mardi 25 avril, sous la présidence de M. Michel Rocard, ce groupe, dont la création avait été annoncée à l'issue du conseil des ministres du 29 mars, réunit les ministres des affaires européennes, de l'économie, des finances et du budget, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Les autres ministères seront appelés, ainsi que les entreprises françaises et étrangères, à y collaborer au coup par coup.

Destiné à devenir une force de proposition auprès de la Commission de Bruxelles, en étudiant les dossiers avant qu'ils ne fassent l'objet de directives, ce groupe a aussi pour vocation de faire en sorte que la France parte d'une seule voix lors des rencontres entre les Douze.

même si, à Paris comme à Bruxelles, on ne semble pas désespérer de parvenir finalement à convaincre les Anglais. Cela dit, on y a apparemment peu réfléchi sur ce qu'il conviendrait de faire si le veto britannique à la négociation d'un nouveau traité n'est pas levé.

Un fonds de réserves

La France, comme la Commission, sera attentive à ce que le débat n'échappe pas à l'engrenage du rapport, à ce qu'il ne se perde pas dans des considérations techniques, par exemple dans l'examen de ce qui pourrait être fait pour renforcer la coopération dans le cadre de l'actuel traité.

Estimant qu'une des manières de concrétiser l'engagement politique était de faire franchir dès le départ un pas significatif à la coopération économique et monétaire, M. Jacques de Larosière, le gouverneur de la Banque de France, soutient par ailleurs ses collègues, avait proposé au sein du comité la création d'un fonds de réserves européen qui, doté de ressources provenant de la mise en commun d'une proportion des réserves des banques centrales participantes (par exemple 10 %), serait intervenu sur les marchés des changes en application de décisions prises collectivement par ses membres.

Mais la majorité du comité a estimé que, pour des motifs institutionnels (la création de ce fonds aurait été un nouveau « traité »), mais aussi en raison de l'insuffisance de la convergence des politiques économiques, l'opération n'était pas jouable.

« Nous avons alors compris que, puisque l'on n'entreprendait pas quelque chose de très novateur, de très fort, dès la première étape, la crédibilité de l'exercice ne pouvait reposer que sur un engagement politique global », raconte un fonctionnaire français. C'est cet engagement qui est maintenant requis. Au Conseil européen de Madrid, les chefs d'État et de gouvernement devront se prononcer sur l'opportunité de réviser le traité. Cependant, ils préféreront peut-être se donner le temps de la réflexion c'est-à-dire reporter la décision au Conseil européen de Paris, en décembre. Ils pourraient alors décider de créer un nouveau groupe de travail ou de charger les ministres des finances d'étudier plus en détail tel ou tel aspect du rapport, par exemple les dispositions concernant la première étape.

Une telle éventualité, bien que relevant du pur habillage, ne choquerait pas. L'opinion générale est en effet que, même s'il vaut mieux faire vite, l'échéance pour les premières décisions politiques peut, sans gravité, être repoussée jusqu'à la fin de l'année. Approuver l'ouverture d'une conférence intergouvernementale pour les négociations d'un nouveau traité signifierait qu'un est d'accord pour aboutir en fin de parcours à quelque chose de très proche de ce qui est écrit dans le rapport. C'est du moins ce qu'on considère comme allant de soi à Paris, où l'on constate, sans d'ailleurs le déplorer, que sous ses apparences prudentes le texte rédigé par M. Delors et son équipe est passablement « directif » et qu'on en traitait vite l'esprit dès lors qu'on s'écarterait d'une manière ou d'autre soit peu sensible, de la démarche proposée.

Des abandons de souveraineté

Si le feu vert politique est donné, les travaux préparatoires à la négociation seront immédiatement engagés. Celle-ci promet d'être longue, pense-t-on à Paris, même si le rapport dessine assez bien l'architecture de l'union ainsi que les étapes qui doivent y conduire. La conférence intergouvernementale qui avait abouti à la signature de l'Acte unique européen avait duré quatre mois (septembre-décembre 1985). Il faudra sensiblement plus. « C'est une affaire forcément complexe puisqu'elle comporte des abandons de souveraineté importants. Il n'est

pas évident que le nouveau traité doive aller dans l'extrême détail. Il faut préserver une certaine souplesse. Mais cependant il faudra qu'il indique les modalités de fonctionnement des nouvelles institutions monétaires », commente une personnalité parisienne.

Par ailleurs, selon les Français, le parallélisme entre le renforcement de la coopération monétaire et l'amélioration de la convergence des politiques économiques devra être soigneusement garanti par le traité. « Le système exige que le parallélisme soit une réalité. Il importe que le conseil des ministres des finances de la CEE se réunisse suffisamment d'autorité et de contraintes pour qu'on arrive à une vraie politique commune. Le traité devra donc comporter des clauses sur la communautarisation des politiques économiques », souligne-t-on, en faisant remarquer que cette exigence figure dans le rapport du « comité Delors ». « Un nouveau traité serait nécessaire pour assurer des progrès parallèles dans les domaines économiques et monétaires. Les arrangements appropriés sur le plan des institutions et des procédures devraient être également indiqués dans le traité ».

Les délais nécessaires à la rédaction du nouveau traité n'empêcheront pas les Douze de renforcer sans attendre leur coopération économique et monétaire. Au reste, le rapport du « comité Delors » propose de réviser le 1^{er} juillet 1990 comme date de départ de la première étape. On relève à Paris que la formule proposée par le comité pour aller de l'avant, sans être spectaculaire, pourrait permettre des progrès réels. Ainsi est-il suggéré que le comité des gouvernements des banques centrales des Douze soit dorénavant consulté sur la politique monétaire, notamment sur les objectifs annuels de la masse monétaire ou sur ceux de croissance du crédit non plus a posteriori comme aujourd'hui mais « avant que les autorités nationales ne prennent des décisions... » Les Français attachent de l'importance à cette réforme.

« Il n'y a qu'une communauté »

Que se passera-t-il si le Royaume-Uni maintient son opposition au projet d'union économique et monétaire et ne parvient pas à convaincre un nombre suffisant de pays partenaires que des solutions moins radicales permettraient de consolider l'Europe et son marché unique ? « Il faudrait réfléchir à un nouveau traité à onze, créer une union économique et monétaire à côté de la communauté existante », indique sans hésiter un haut fonctionnaire de la Commission, en admettant toutefois que l'exercice serait périlleux. La réponse, d'une inspiration voisine, est exprimée avec plus de prudence à Paris, où l'on est incité à méditer le paragraphe 44 du rapport.

« Il n'y a qu'une Communauté, y compris tous ses membres n'ont pas participé pleinement à tous ses aspects depuis le début. Un consensus sur les objectifs finaux de la Communauté ainsi qu'une participation aux mêmes institutions devrait être maintenu, sous réserve toutefois d'une certaine flexibilité quant à la date et aux conditions auxquelles certains pays membres adhèrent à certains arrangements. En attendant la pleine participation de tous les pays membres - qui est capitale - l'influence sur la gestion de chaque catégorie d'arrangement devrait être propor-

Lire aussi

● Pour faciliter la mobilité des étudiants en Europe, les crédits du programme Erasmus seraient doublés d'ici à 1993... page 4

● Le multilinguisme fait partie des droits des Européens... page 17

Le Monde la revanche de Gutenberg



LA RÉVOLUTION DES MÉTIERS DE L'IMPRIMERIE

LE MONDE

vous ouvre les portes de sa nouvelle imprimerie d'Ivry-sur-Seine.

L'IMPRESSION

Les nouvelles techniques. Les nouveaux métiers.

L'ÉCRIT

L'évolution des systèmes rédactionnels. L'utilisation des banques de données.

LE PAPIER

De l'exploitation forestière au journal. Les enjeux technologiques et financiers de l'industrie papetière.

SUPPLÉMENT EN COULEURS LARGEMENT ILLUSTRÉ - 24 pages

jeudi 27 avril (numéro daté vendredi 28)

gratuit avec

Le Monde

BOURSE DU 26 AVRIL

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

25/4

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Marché libre de l'or

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : la purge du comité central du PCUS. 4 Liban : dans l'attente des décisions de la Ligue arabe. 9 M. Rocard à Nairobi. 10 La Chine malade de ses réformes (III). 11 Japon : le suicide de l'ancien secrétaire particulier de M. Takeshita.	13 L'opposition face à ses « rénovateurs ». — Le débat sur le X ^e Plan. 14 Le déclin municipal du PCF. — « Loi Pasqua » : un entretien avec M. Julien Dray (PS).	15 Le débat sur la programmation militaire. — Les mauvais comptes de la Croix-Rouge française. — La fusion nucléaire à froid passée au crible. 16 Le mécontentement des policiers.	18 Frank Sinatra, Liza Minelli et Sammy Davis Jr. à l'Opéra. — COMMUNICATION : le gouvernement veut intensifier la coordination entre A 2 et FR 3. 22 BICENTENAIRE : « Celebrating the french revolution » aux Etats-Unis.	29 Fin de la grève sur le réseau banlieue nord de Paris. — La légère diminution du chômage au mois de mars. 31 Le gouvernement australien allège la fiscalité. 33 Europe 1993 : après le rejet du rapport Delors par les Britanniques. 34-35 Marchés financiers.	Abonnements 2 Camet 22 Météorologie 21 Mots croisés 21 Radio-télévision 21 Annonces classées 23 à 28	● URSS : M. Gorbatchev rejoint ses caches. Vos réactions JOUR ● Consultez votre portefeuille, la Bourse en direct : BOURSE ● Abonnez-vous au « Monde » 3615 tapez LEMONDE ● Commandez vos livres LIVES 3615 tapez LIM

Selon « le Canard enchaîné »

La gestion de la caisse régionale d'assurance-maladie d'Ile-de-France serait mise en cause par la Cour des comptes

La Cour des comptes poursuit ses investigations dans la gestion du personnel des organismes sociaux. Après l'ASSEDIC de Paris, sérieusement mise en cause en début de 1988 (le Monde du 7 avril), c'est, cette année, la caisse régionale d'assurance-maladie de l'Ile-de-France (CRAMIF) qui fait l'objet de ses critiques, notamment sur les excédents de personnel et sa gestion du matériel, dans un référé adressé en février au ministre de la solidarité et dont le Canard enchaîné du 26 avril révèle le contenu : un référé dont on ne conteste pas l'existence ni la substance au ministre de la solidarité comme à la Caisse nationale d'assurance-maladie.

La CRAMIF, selon le rapport, entretient un « personnel pléthorique » : le nombre de postes « superflus » est évalué par les enquêteurs à un millier au total. Sur un nombre de 7 927 personnes, l'administration générale (gestion du personnel et du matériel, préparation des budgets) en occuperait 1 600. Au service social, il y aurait sur 1 009 personnes, 426 administratifs. Surout, le rapport de la Cour s'en prend à la « multiplication des postes d'encadrement aux compétences imprécises » dissimulant des « nomina-

tions de pure complaisance et parfois même fictives ». Ainsi la CRAMIF rémunère-t-elle pour ordre, selon le rapport, « des agents détachés au siège d'organisations syndicales ainsi que d'anciens directeurs de caisses de province qui n'exercent aucune fonction ».

Cette pléthore de personnel, génère l'absentéisme, qui atteindrait 24 % en moyenne, et même 28 % au centre de santé (chiffre qui avait été aussi donné pour l'ASSEDIC de Paris), et 30 % au centre d'appareillage. D'autre part au service social il permet une multiplication des réunions qui auraient été de... 15 330 en 1987.

Des fraudes caractérisées

En revanche, le service serait défaillant, puisque par exemple, au dispensaire et à la clinique dentaire de la caisse, les heures d'ouverture auraient été ramenées de 72 en 1965 à 52 en 1987. Le contrôle financier serait insuffisant, la Cour ayant relevé des « fraudes caractérisées, dont l'une aurait depuis au moins quatre ans et portait sur plus d'un million de francs ». De même la CRAMIF aurait attendu avril 1988 pour dénoncer une convention avec une clinique chirurgicale ayant fait depuis 1985 l'objet d'observations pour « manquements graves aux règles d'hygiène et de sécurité ».

Les sureffectifs que souligne le référé de la Cour des comptes ne sont pas étrangers à la réorganisation des caisses d'assurance-maladie de la région parisienne, dont les excédents de personnel avaient déjà été signalés par un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales en 1986. Leur réduction a commencé trop lente au gré de la Cour. La répartition des compétences entre les différentes caisses (la régionale et les « primaires » des départements) n'est pas encore réglée. Les CPAM ont récupéré une partie des problèmes touchant à l'invalidité. La gestion des établissements médico-sociaux reste en discussion — la CRAMIF ayant comme les autres caisses régionales la tâche des relations avec les cliniques privées comme la tarification des accidents de travail et la prévention (dans ce dernier domaine elle jouit d'une bonne réputation).

Au ministère de la solidarité comme à la Caisse nationale d'assurance-maladie, on se refuse à répondre sur le fond, les réponses, dit-on, devant, comme d'habitude, être publiées avec le rapport public de la Cour. A la CNAM, on fait simplement observer que si la situation mérite correction, on ne peut à la fois demander un meilleur contrôle et vouloir une politique de « productivité ». Quant aux « détachements » de personnel de la CRAMIF à la Caisse nationale, il s'agit d'une demi-douzaine de personnes, dont plusieurs médecins-conseils.

G. H.

Au conseil des ministres

M. Mitterrand rend hommage à l'action de la France au Liban

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 26 avril au palais de l'Élysée. Après que M. Roland-Médiateur pour toutes les affaires qui leur seront soumises si les parties en sont d'accord, les résultats de la médiation devant eux aussi être acceptés par les parties présentes.

Le conseil a adopté un projet de loi modifiant les dispositions du code de la santé sur les produits cosmétiques afin de tenir compte d'une

directive de la Communauté européenne de juillet 1976.

Il a aussi décidé la création d'un comité national d'évaluation de la recherche qui, dans un rapport annuel au président de la République, procédera à l'évaluation des organismes, des programmes et des procédures de recherche.

Nominations

M. Philippe Jurgensen, inspecteur général des finances, a été nommé directeur général de la Caisse centrale de coopération économique. M. Hubert Fournier, administrateur civil, a été nommé directeur de la sécurité civile, et le général de division aérienne Claude Lartigue, élevé au rang et appellation de général de corps aérien, a été nommé commandant de la force aérienne tactique et de la 1^{re} région aérienne.

La gauche perd le district urbain de Montbéliard. — M. Louis Souvet, sénateur RPR du Doubs, a été élu, lundi 24 avril, président du district urbain du pays de Montbéliard par 37 voix contre 26 voix au candidat du PS, qui perd ainsi la présidence de cet organisme.

(Corresp.)

Enquête au Cercle républicain après l'arrestation d'un trafiquant de drogue

Une information judiciaire ouverte à l'origine au tribunal de Nanterre après l'interpellation dans les Hauts-de-Seine de deux adolescents fumeurs de hashish a entraîné l'inculpation et la mise sous mandat de dépôt par M. Dominique Marro, juge d'instruction, de Pascal Campana, considéré comme l'instigateur d'un trafic de drogue et soupçonné d'être membre du « consortium » du Cercle républicain, de Pascal Campana, considéré comme l'instigateur d'un trafic de drogue et soupçonné d'être membre du « consortium » du Cercle républicain, de Pascal Campana, considéré comme l'instigateur d'un trafic de drogue et soupçonné d'être membre du « consortium » du Cercle républicain.

Les enquêteurs ont estimé utile, agissant sur commission rogatoire du juge d'instruction, de placer en garde à vue onze personnes appartenant à la direction du Cercle républicain, à commencer par son président, M. Marcel Martin, âgé de soixante-trois ans, conseiller d'Etat honoraire, ancien sénateur de Meurthe-et-Moselle et ancien maire de Nancy, de tendance modérée, et son secrétaire général, M. Robert Parenti, âgé de soixante-six ans. Cependant, toutes ces personnes ont été remises en liberté au bout de vingt-quatre heures, aucun lien concret n'ayant été établi entre ces personnes et Pascal Campana, dont le passé, en revanche, est particulièrement chargé.

Pasquiers fois condamné, Pascal Campana avait été, la dernière fois, à deux ans de prison pour port d'arme, en l'occurrence un pistolet P 38. Il avait profité d'un régime de semi-liberté pour ne pas représenter un jour de 1984 à la prison de Fleury-Mérogis où il était détenu.

Dans l'affaire d'aujourd'hui, des faits précis ont déjà pu être reconstitués. Après l'interpellation au début de l'année des mineurs fumeurs de hashish, les policiers avaient pu situer le fournisseur de la drogue, propriétaire d'un café dans le 18^e arrondissement de Paris, où furent saisis plusieurs kilogrammes de kilos de hashish provenant du Liban.

C'est le propriétaire de ce café, « semi-grossiste » dans cette chaîne, qui mit en cause Pascal Campana. Ce dernier fut retrouvé sans mal dès le mois de février et interpellé au siège d'une agence de voyages proche du Cercle républicain. Une perquisition opérée à son domicile, place du Général-Koenig, près de la porte Maillot, amena la saisie d'armes diverses, dont une mitrailleuse et un fusil à pompe.

Mais ce sur quoi s'interrogèrent les policiers, ce sont les liens qui pourraient être établis entre Campana et le Cercle républicain. Les services de renseignements généraux, qui ont dans leurs attributions le contrôle des établissements de jeux, se sont montrés intrigués par la présence de Campana dans les locaux du Cercle, qui comporte quatre salles de jeux, en plus de son restaurant et de ses salons renommés dans le monde des affaires et de la politique. Ils se demandent donc si le repris de justice ne ferait pas partie de ce qu'on appelle, dans les cercles de jeux, le « consortium », c'est-à-dire un groupe de personnes, association de joueurs, qui « tiennent la banque », et, surtout, si l'argent provenant des trafics de drogue de Campana n'aurait pas été « blanchi » de la sorte.

Sur le vif

Les O.S. de la sécurité

Il nous manquait plus que ça ! Voilà que la police menace de se tordre en grève, elle aussi. Et ça, au moment précis où la SNCF vient de débayer parce que justement ça manque de flics gare du Nord. Moi, quand j'ai vu ça ce matin, je me suis catapultée comme un boulet de canon sur infos géométriques :

Où ils sont, Planel et Marion ? Ah ! vous voilà, vous ! qu'est-ce que c'est encore que cette histoire de fous ? Vous pouvez m'expliquer !

— Ecoutez, ma grande, c'est une histoire qu'on raconte, jour après jour, depuis des mois, dans « le Monde », alors si tu peux t'arracher plus de trente secondes à la contemplation extasiée de tes ongles et te reporter à nos articles, ça t'apprendra tout, tout, sur la vague à l'âme des plantes vertes.

— Quelles plantes vertes ?
— Celles à qui on colle un légal et qu'on met en pot — innommable de bouger, si vous avez envie de pisser, prenez cette bouteille — devant les palais ministériels, les domiciles de nos princes, de leurs invités et des intellos menacés par l'ayatollah rapport à Rushdie. Ça, ils aiment pas trop, les flics. C'est plutôt la veuve et l'orphelin qu'ils per-

saient protéger, en serpentant, en pilotant les rues, quand ils ont choisi ce métier.

— Ça c'est pas mal ! C'est précisément ce qu'on leur reproche, de jamais être là quand on a besoin d'eux, quand on se fait aggraver, molester, dévaliser.

— Ils peuvent pas être à la fois gardiens d'immuable et gardiens de la paix, désolé ! En plus, ils ont pas passé le bac + 2 pour être les O.S. de la sécurité et jouer les briseurs de grève en faisant le haie autour des nettoyeurs du métro attaqués par les durs de la COMATEC.

— Je comprends pas, la grève des trains, on leur demande pas de la briser, on leur demande de l'arrêter en collectant les leudeards qui dévalisent les lignes de banlieue. De les collecter, hein, pas de les massacrer, attention, parce que ça, question bavures, ils sont champions.

— Les bavures, c'est forcé. Tant qu'ils se sentent sous-payés, sous-employés, ils se paieront sur la tête en mettant la tête du client au carré. Faut savoir ce qu'on veut : les gendarmes en cage et les voleurs en liberté. Ou le contraire. C'est l'un ou l'autre. On peut pas avoir de tout un peu.

CLAUDE SARRAUTE.

Avant la sortie du livre en France

Des associations musulmanes assignent l'éditeur des « Versets sataniques »

La Fédération nationale des musulmans de France, l'Union des organisations islamiques, le Groupement islamique, l'Association des étudiants islamiques, le mouvement des Mourides d'Europe et Intégrité ont assigné, mardi 25 avril devant le tribunal de grande instance de Paris, les Editions Christian Bourgois, qui se sont engagées à publier les versets sataniques de Salman Rushdie. La sortie du livre est prévue au cours de l'été prochain. Les plaignants demandent à l'éditeur de leur remettre, avant diffusion, un exemplaire du livre en français, ainsi que la nomination d'un expert qui sera chargé de « prendre connaissance de la teneur complète de l'ouvrage et d'éclaircir l'opinion sur ses caractères blasphématoires, racistes et profanatoires ».

Cette démarche était préalable depuis la publication, le 2 mars dernier, d'un communiqué du Comité de coordination des musulmans de

France, qui « s'est donné pour mission de tout mettre en œuvre, par les moyens légaux, pour éviter la diffusion de cet ouvrage en France ».

Ce comité de coordination regroupait alors les organisations musulmanes précitées, mais aussi la Mosquée de Paris. Celle-ci vient cependant de se désolidariser de l'action judiciaire entreprise. Dans un communiqué du mercredi 26 avril, le cheik Abbas, recteur de la Grande Mosquée déclare : « Soient les musulmans de France, de l'Islam, tout en prenant en considération le principe de la liberté d'opinion, la Mosquée de Paris se réserve le droit d'inventer toute action judiciaire appropriée contre toutes les atteintes aux convictions des musulmans contenues dans les Versets sataniques. La Mosquée de Paris a chargé M. Francis Lamant de défendre ses intérêts dans cette affaire ».

La situation en Corse

La grève réduite à un « noyau dur »

AJACCIO de notre envoyé spécial

Le bureau de poste est ouvert, mais il ne faut pas le dire ! Le soir, la recouverte à repa des menaces téléphoniques des grévistes : « Si vous ouvrez, on occupe ! ». Alors, au matin, elle a ouvert mais sans afficher les horaires sur la porte. En milieu d'après-midi le guichet est déjà refermé. « Repassez demain ».

explique-t-elle à un usager qui se présente. « A quelle heure ? ». Coup d'œil circulaire pour s'assurer que l'ennemi n'est pas en vue. « Plutôt en fin de matinée ».

Plus ou moins discrètement, mais inéluctablement, les administrations reviennent dans les deux départements corses les uns après les autres. Si l'équipement et les impôts ne veulent rien savoir à Ajaccio, ces deux services reviennent lentement à Bastia. Sur douze mille fonctionnaires d'Etat dans l'île, la préfecture n'estime plus qu'à mille le nombre des grévistes.

Paradoxalement, cette reprise progressive ne semble entraver rien la détermination des grévistes du « noyau dur », qui continuent de rejeter, en bloc, les propositions du gouvernement, sans que l'on voie bien ce qui pourrait faire évoluer la situation. Par exemple, un fonctionnaire de la Direction départementale de l'équipement (DDE) en grève ne perçoit certes pas son salaire, mais il ne doit payer ni ses factures d'électricité et de téléphone, ni ses impôts, les trois services chargés de les recouvrer étant encore en grève. Dans ces conditions, expliquent certains, « on peut tenir des mois ». Ces grévistes déterminés ont reçu, le mardi 25 avril, le soutien de M. François Duteil, secrétaire confédéral de la CGT.

Le même jour, sur ordre exprès, semble-t-il, de M. Charrasse, ministre délégué au budget, la police a fait descendre les portes de la trésorerie générale d'Ajaccio. Ainsi les fonctionnaires qui le souhaitent pourront reprendre le travail. Le trésorier-payeur ne se fait guère d'illusions : « On sera quatre à travailler ».

DANIEL SCHNEIDERMAN.

Le numéro du « Monde » daté 26 avril 1989 a été tiré à 517 643 exemplaires

LOCATIONS
1.400 LOCATIONS
PARIS ET REGION
PARISIENNE

7 jours / 7
24 Heures sur / 24

36.15 LOCAT

89^F

SALADIER
AVEC COUVERTS

Cerdé revêtement argent fin

REGALI CERMAM & MULLER
LE SPECIALISTE DE L'HALOGENE

A C D E F G H

Au colloque du « Monde » et de la « Revue française de finances publiques »

M. Vedel plaide pour une gestion décentralisée des universités

Le colloque sur le financement de l'enseignement supérieur organisé par la Revue française de finances publiques et le Monde, avec le soutien de la Commission des Communautés européennes, a été ouvert mercredi 26 avril à l'université Paris IX-Dauphine, par MM. Georges Vedel, doyen honoraire de la faculté de droit de Paris, et André Fontaine, directeur de notre journal.

M. Vedel a estimé que l'amélioration du budget de l'enseignement supérieur est une évidence nécessaire, à la fois pour remédier aux déficiences actuelles et pour préparer une augmentation prévisible du nombre des étudiants dans les prochaines années. Mais il a multiplié les mises en garde. « Avoir de l'argent n'est pas la garantie d'une bonne gestion »,

a-t-il dit, surtout quand on connaît « la centralisation quantitative, cette maladie qui a perverti la plupart de nos réformes universitaires ». Il est donc nécessaire, à ses yeux, d'attribuer les budgets de façon « moins simpliste », en assouplissant notamment les règles de la comptabilité publique. Mais il ne s'agit là que d'un remède de fortune.

« La décentralisation universitaire ne peut pas vivre dans le cadre qu'elle s'est donné, avec une tutelle de l'Etat aussi serrée », a ajouté M. Vedel, qui est favorable à un système de gestion totalement décentralisé au niveau des régions avec un arbitrage national réalisé par un haut commissariat à l'enseignement supérieur.

"UNE RÉPONSE AUX ENJEUX DE DEMAIN : L'ENSEIGNEMENT INTERNATIONAL DE LA MATERNELLE À LA TERMINALE"

COLLOQUE DE SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
26/27 MAI 1989

avec le parrainage de nombreuses hautes personnalités françaises et étrangères

Pour vous, enseignants, responsables du monde éducatif, parents.

Exposés et Tables rondes sur l'Enseignement International multilingue et multiculturel, ses enjeux et ses implications.

Participation aux frais : 400 F par personne
Enseignants : 200 F; Étudiants : 100 F
Date limite d'inscription : 16 Mai 1989

Pour tout renseignement, s'adresser au :
Secrétariat du Colloque "Enseignement International",
B.P. 12 - 78750 Mareil-Marly Tel. (1) 39 58 49 97

1500 مائة

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



CINÉMA

STÉPHANE KÖRBER/ANA

Les expériences atomiques britanniques en terre aborigène dans «Terre interdite»

Les damnés de Maralinga

Ils sont en short, les chaussettes soigneusement tirées ; ils embrassent les enfants ; ils sont gais, anglais. Quand s'élève le champignon noir, les braves n'ont pas cessé. L'explosion est une réussite complète.

Nous sommes entre 1952 et 1957, à quelques kilomètres de Maralinga, non ignoré sur les cartes australiennes : il se situe en territoire aborigène. La météo de l'armée britannique (d'accord pour ces essais avec le gouvernement australien) s'était, dans l'euphorie

atomique, un peu relâchée. Le vent soufflait dans le mauvais sens ce jour-là.

Premier film de deux réalisateurs australiens, *Terre interdite* n'est pas un film subversif. Le temps n'est plus où, comme dans *Hiroshima mon amour*, d'Alain Resnais, la façon de filmer devait déranger, à égalité avec le sujet traité. Il y a du *Mad Max*, il y a du western, il y a du *Blow up* aussi, dans cette lutte d'un individu contre l'imbécillité collective, dans ce rappel du

pouvoir de l'image filmée quand toute une nation veut oublier. *Terre interdite* est, accessoirement, un plaidoyer pour le cinéma. Il fallait le choc des images d'actualité avec les dialogues de Marguerite Duras pour provoquer une conscience sensible de l'horreur d'Hiroshima. Il aura fallu un film et sa sincérité pour rappeler au monde l'existence des damnés de Maralinga.

ANNE REY.

DANSE

VII

1789 et Béjart au Grand Palais



Le chorégraphe à la barbe pointue rend hommage à Robespierre, ce «génie méconnu des Français», par une de ces grandes messes théâtrales et dansées dont il a le secret. Le Radeau de la Méduse sera reconstitué sur des fragments de symphonies de Beethoven : on parlera de capitalisme, d'écologie et, bien sûr, de liberté. 1789... et nous, sous les feux de quatre cents projecteurs, illuminera à partir du 2 mai le Grand Palais.

MUSIQUES

IX

Trois joyeux bruiteurs débarquent au Mans



Birgé, Vitet, Gorgé : «Un drame musical instantané», trio de bruiteurs inclassables et souvent inspirés, ouvre le 27 avril le deuxième Festival Europa Jazz au Mans. A leur manière, ils racontent des histoires, de petits drames où la voix se mêle ou non aux instruments traditionnels et aux synthés. Ils voudraient qu'on parle d'eux comme de «contemporains populaires». La joie est avec eux.

ARTS

XI

L'Afrique avec ou sans béquilles



Comment doit-on exposer l'art primitif ? Comme une bouillie ou comme une cuisine élaborée ? Trois expositions, aux Fondations Maeght et Deyper et au Musée des arts africains, reflètent les difficultés d'approcher ces objets. Mise en scène insouciante de toute chronologie ? Apports de la pédagogie ? Pourquoi faudrait-il à l'admiration pour l'art africain les béquilles de l'ethnologie ?

CINÉMA

« TERRE INTERDITE », DE MICHAEL PATTINSON ET BRUCE HYLES

Le pire contre-attaque

Un premier film réalisé par deux cinéastes australiens venus du théâtre. Une fiction-documentaire qui flirte avec les traditions de la science-fiction, du western, du thriller, du plaidoyer social, sans renoncer aux images coup de poing du style *Mad Max*. Une sérieuse entaille au mythe du nucléaire propre.

UN fils qui cherche à découvrir la vérité sur l'assassinat de son père, plus de trente ans après : voilà un thème qui relève du film policier ou de l'analyse psychologique. Que ce fils soit lui-même le papa d'un petit garçon dont il est, à son grand regret, séparé n'ajoute à cela que quelques fioritures oedipiennes. Que des services secrets s'en mêlent et empêchent la vérité d'éclater corse l'intrigue de quelques zestes d'espionnage. Ajoutons que, grâce à la presse, l'affaire ne peut être étouffée et nous aurons une réflexion à la Watergate sur le pouvoir des médias. C'est déjà beaucoup pour un seul film. Mais ce n'est pas tout.

Ce meurtre a été commis pour supprimer un témoin de « bavures » nucléaires, un témoin gênant. Nous abordons là un thème cher à la science-fiction des années 50. Mais si l'on sait que les victimes de cette bavure sont, en grande partie, des aborigènes d'Australie, on retrouve là, en filigrane, une thématique chère au western : l'extermination d'un peuple autochtone. Résumons : policier, espionnage, science-fiction, western, pouvoir de l'image, travail sur la mémoire, individuelle – un fils et son père – et collective – un peuple et ses « indiens ». Cela pour le contenu. Quant à la forme, si elle emprunte volontiers au clinquant du clip (musique funèbre et fascination de l'arsenal chromé de l'audiovisuel), elle donne aussi souvent dans les travellings sur grands espaces – désert oblige – avec fond de soleil couchant, style *Mad Max*.

Terre interdite, un film australien de Michael Pattinson et Bruce Myles, est tout cela à la fois mais quelque chose d'autre. On pourrait le regarder comme un habile cocktail si ce cocktail ne se révélait explosif et ne faisait voler en éclats – une nouvelle fois – le mythe du nucléaire propre. Il accomplit le paradoxe d'harmoniser quatre éléments qui vont rarement ensemble : il raconte – et fort bien – une histoire ; il dit l'Histoire (les faits sont retracés ci-dessous par Marius Benson) ; il s'inscrit dans l'histoire du cinéma australien ; il reprend et renouvelle, enfin, une thématique chère à la science-fiction, celle du péril atomique.

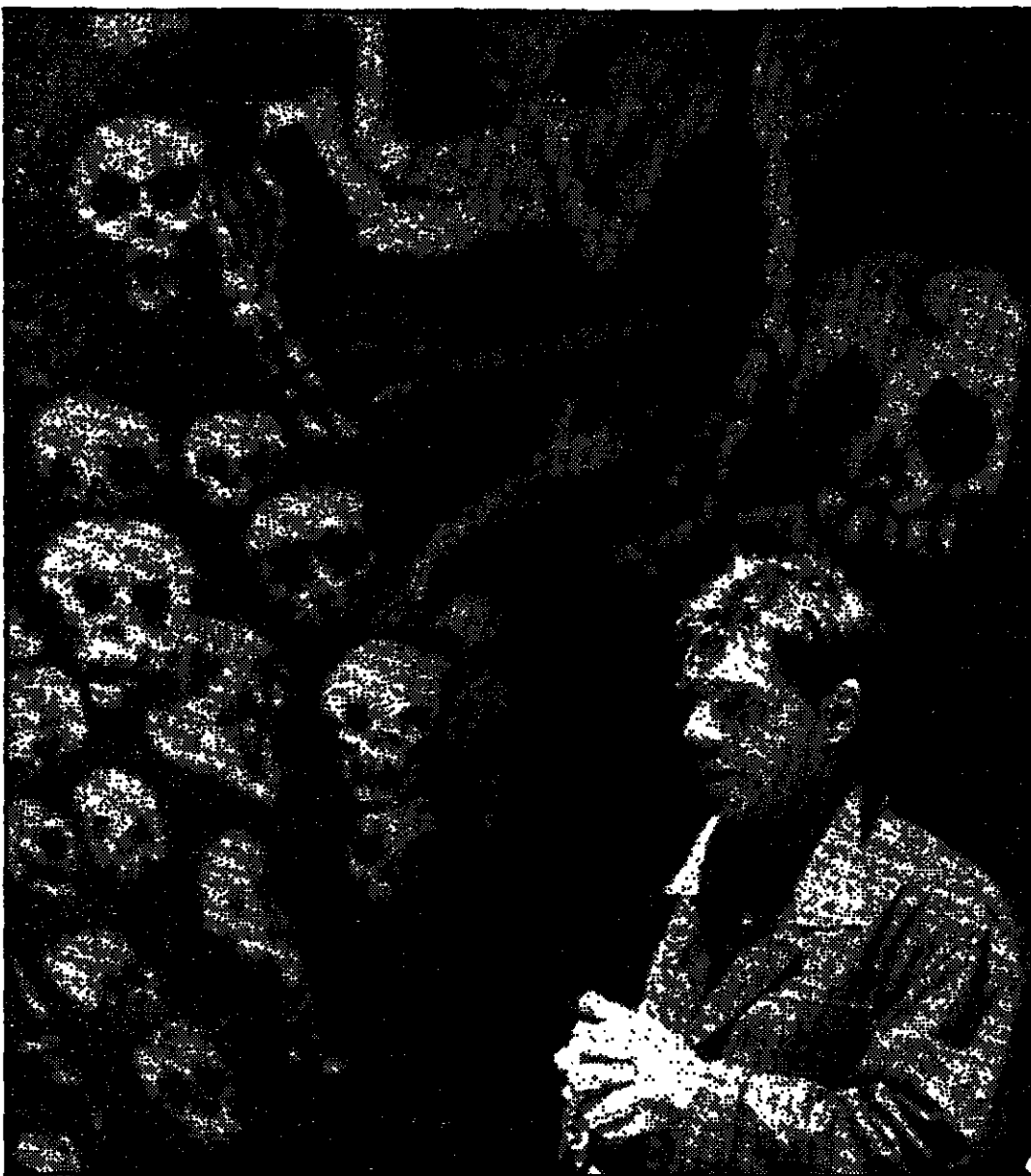
LA MÉMOIRE ASSASSINÉE

Harvey, le héros, tourne des films de publicité ; sa femme (dont il est séparé) est reporter à la télé ; il vit au milieu de gadgets électroniques et d'appareils sophistiqués. Cette passion, il l'a sans doute héritée de son père, documentariste pour l'armée. De vieux films familiaux, qu'il repique en vidéo, montrent en effet le père et le fils appareil de photo à la main. Cette passion de filmer a perdu le père : il a vu quelque chose qu'il ne devait pas voir, l'a filmé, a déposé le film quelque part, puis a été assassiné.

Première quête d'Harvey : la recherche de la fatale bobine. Elle va le mener de son propre passé (le film familial) au passé de son pays (le film disparu). Plongée au-delà de la redécouverte paternelle, dans la mémoire de son peuple, mémoire que réactive en même temps, d'une façon officielle, une commission d'enquête. C'est ce double itinéraire que retrace *Terre interdite* : celui d'un homme dont la femme est partie parce qu'elle le jugeait immature (« je n'ai pas besoin de deux enfants à la maison ») et qui devient adulte, peu à peu, en marchant sur les traces de son père. Mais – surtout – le cheminement d'une conscience collective qui découvre, difficilement, péniblement, l'horreur que l'on veut celer.

Car, si le héros est resté enfant, l'Australie, elle, est restée longtemps sous la dépendance de la Grande-Bretagne, dont elle s'est arrachée peu à peu, comme d'une mère abusive. A qui elle a domé des gages de sa docilité en lui sacrifiant un peu de sa chair (la terre) et de son sang (les soldats australiens et les aborigènes). Un homme enfin adulte dans une Australie indépendante, tel pourrait être le sens du film, s'il ne le dépassait largement de par son sujet même.

Car ce que cette bobine si recherchée donne à voir, ce sont des images que la fin de la seconde guerre mondiale ont rendues tristement familières : des baraquements vides, un camp désert ou désert, une porte cadenassée dont l'ouverture donne sur un grand trou noir. Il manque à l'horreur les derniers mètres de pellicule, disparus, enfouis ailleurs, comme ces images que la mémoire refuse de prendre en compte ou qu'on lui dénie – révisionnisme oblige – le droit d'assimiler. On aura vu là, en un raccourci saisissant, deux thèmes



Le héros (Colin Friels) découvre la terre interdite.

chers à Resnais : celui de *Je t'aime, je t'aime* et celui de *Nuit et Brouillard*.

Mais, ce qu'il y a de plus étonnant peut-être, dans *Terre interdite*, c'est son insertion harmonieuse dans un courant que l'on connaît mal ici, celui du cinéma australien. Insertion à plusieurs niveaux. Rappelons, avant tout, la force et la variété de la tradition du document dans ce cinéma : depuis *The Melbourne Cup* (Maurice Sestier) qui inaugure le genre dès 1896, en passant par l'importante production qui va de 1940 à 1954, jusqu'au *Newsfront* de Phil Noyce (1978), réflexion sur la période qui va de 1948 à 1956, sous la forme d'un mélange d'actualité et de fiction. On retrouve la trace de cette hybridation à la fois dans le thème et dans le personnage du père qui se rattachent ainsi à une tradition bien établie.

Par ailleurs, dès les années 1900, Sir Richard Baldwin avait filmé les aborigènes. L'auteur du premier film de fiction qui leur ait été consacré (*Jedda*, 1955)



La peur atomique au cinéma : « Le jour où la Terre s'arrête », 1951.



« En quatrième vitesse », 1955.

était comme par hasard l'apôtre d'un cinéma australien indépendant. Il faudra attendre cependant 1978 et le film de Fred Schepisi : *The Chant of Jimmie Blacksmith* pour voir poindre au cinéma un sentiment de culpabilité envers les aborigènes. Là encore, *Terre interdite* reprend un thème d'actualité. Ajoutons que les sentiments anti-britanniques du film se sont déjà exprimés à travers, par exemple, *Héros ou Salopards* de Bruce Beresford (1980) et nous aurons fait le tour de quelques-unes des influences nationales.

Restent, bien sûr, la reprise et le renouvellement d'une thématique chère aux studios d'Hollywood des années 1950 et sur laquelle on a brodé à l'envi. La peur de la bombe, les réflexions sur les suites d'une catastrophe nucléaire, les radiations, tout a été filmé, depuis Hiroshima, pour ne pas remonter plus haut et évoquer l'anticipation des années 1930. Dès 1951, Robert Wise, par la bouche d'un extra-terrestre (*Le jour où la Terre s'arrête*), mettait la Terre en garde contre le péril atomique. Quatre ans plus tard, en un

thriller saisissant (*En quatrième vitesse*), Robert Aldrich comparait l'atome à cette fameuse boîte de Pandore d'où pouvaient sortir tous les maux. Comparaison que reprendra, en 1967, Michael Cacoyannis, dans *Le Jour où les poissons...* Mais les deux avertissements les plus terrifiants restent, dans le registre burlesque, le *Docteur Folamour* de Stanley Kubrick (1963) et surtout, dans le registre horrifique, le documentaire de science-fiction que l'Anglais Peter Watkins produisit pour la BBC, *La Bombe* (1965). Jugé trop réaliste, il n'est jamais passé à la télévision. Il montrait avec une précision tranquille toutes les conséquences d'une explosion atomique.

D'autres se réfugièrent dans le post-nucléaire. Arch Oboler, en 1951, signa le premier film d'une longue série, *Cinq survivants*, qui mettait en scène les échappés de l'explosion. *Panique année zéro* (Ray Milland, 1962) montrait que les agneaux pouvaient se transformer en loups dans un monde détruit par l'atome ; quant au *Dernier Rivage* (Stanley Kramer, 1959), qui se passait justement sur les côtes australiennes, il démontait l'inverse : des militaires philosophaient dans un sous-marin en attendant la mort.

CRÉATURES NÉES DE L'ATOME

Arrivèrent ensuite les mutants et les irradiés. Dans la seule année 1957, les hommes se transformèrent en vampires, en loups-garous, en géants ou en êtres minuscules ! Les insectes devinrent monstrueux et les Japonais – qui n'avaient pas oublié – créèrent en 1955 Godzilla, la créature née de l'atome.

On pourrait multiplier les exemples. Pourtant, entre tous ces films et *Terre interdite* il y a une différence énorme. Ces films sont des films de science-fiction, c'est-à-dire qu'ils extrapolaient dans les années 50 sur un événement dont on espérait bien qu'il n'aurait jamais lieu. Leur discours disait en substance : « Attention, voilà ce qui peut se passer dans trente ans, le pire peut advenir. »

Or, *Terre interdite* inaugure un genre nouveau, qu'on pourrait appeler : *rétro-science-fiction*. Il s'appuie sur un événement qui a bien eu lieu (le pire est arrivé) et que l'on raconte trente ans après. Ce n'est plus une imagerie fictionnelle – engendrée, il est vrai, par Hiroshima – mais un documentaire réaliste, où la fiction n'occupe en somme qu'un rôle mineur.

En ce sens, *Terre interdite* précède des films comme le *Syndrôme chinois* (James Bridges, 1979) où l'hypothèse de base (un accident dans une centrale nucléaire) se trouve confirmée peu de temps après (incendie de la centrale de Harrisburg, à Three Miles Island, en Pennsylvanie), voire à plus long terme dans une actualité toute récente. Ici, le pire n'a pu, par incompetence, sottise, ignorance, folie (on choisira le terme le plus adéquat), être évité. Et la seule chose dont on puisse se réjouir – triste consolation – c'est qu'il ait resurgi dans la mémoire des hommes, tel un sinistre avertissement pour un futur déjà bien obéré par le passé et que le présent continue de détruire.

CLAUDE AZIZA.

LES ABORIGÈNES VICTIMES

Ils n'ont rien vu

MARALINGA est un mot utilisé par les aborigènes. Il signifie « la Terre du tonnerre ». Pendant des dizaines de milliers d'années, ce désert rouge, isolé au fin fond du centre de l'Australie, fut considéré comme un lieu sacré par les aborigènes qui l'habitaient. Il n'intéressait que très peu les colons blancs d'Australie, et les aborigènes de cette région n'étaient pratiquement pas concernés par l'invasion européenne du continent.

Cette situation d'isolement changea au début des années 50 lorsque les Britanniques commencèrent à rechercher des sites pour procéder à leurs premiers essais nucléaires. Les Britanniques avaient joué un rôle de pionniers dans le développement de la bombe atomique, mais dans les premières années de l'après-guerre, ils n'étaient pas encore en mesure de faire exploser une bombe comme l'avaient déjà fait les États-Unis et l'Union soviétique. Le premier ministre de l'époque, Winston Churchill, était un partisan enthousiaste du programme militaire atomique, et ses conseillers l'encourageaient à maintenir la Grande-Bretagne à l'écart des nations européennes qui ne possédaient que des armes conventionnelles.

An départ, la Grande-Bretagne souhaitait utiliser les sites d'essai américains du Nevada et des îles Marshall. Mais la rivalité entre les deux alliés ne permit pas d'aboutir à un accord.

Résolu à ne pas faire exploser les armes à l'intérieur de leur frontière nationale, les Britanniques cherchèrent plus loin et découvrirent que l'Australie constituait le site idéal. L'avantage principal était que le dirigeant du pays, le premier ministre Robert Menzies, était un anglophile se vantant lui-même d'être « britannique jusqu'à la dernière de [ses] bottes ». Quand Londres demanda la permission d'utiliser l'Australie pour ses essais, M. Menzies accepta sans hésitation.

A l'époque, il n'y avait pratiquement aucune connaissance publique, aucune compréhension de ce que ces tests pouvaient signifier pour l'Australie ; la décision de les autoriser ne rencontra à peu près aucune opposition, ne fit l'objet d'aucun débat. Le moindre murmure de désaccord était rejeté par le premier ministre Menzies. En réponse à l'une des rares enquêtes sur la question au Parlement, il répondit carrément : « Aucune sorte d'atteinte à la vie ou aux biens ne peut découler des tests qui seront effectués dans les vastes espaces du centre de l'Australie. »

C'est ainsi, dans une ambiance d'enthousiasme irréfléchi, qu'on procéda aux premiers essais le 3 octobre 1952. Pendant les quatorze années qui suivirent, on fit exploser une douzaine de bombes de diverses puissances, principalement dans la zone de Maralinga. En

JP 11/10/1950

LA PRODUCTION AUSTRALIENNE A L'OMBRE D'HOLLYWOOD

Un continent prêt à l'offensive

Que connaît-on du cinéma australien ? Les yeux bleus de Mel Gibson et le chapeau de Crocodile Dundee. « Un cri dans la nuit », de Fred Schepisi, sera à Cannes en compétition officielle. Mais rien là de suffisant pour donner une idée de la vitalité de la production cinématographique « aussie ». En voici quelques instantanés, enregistrés là-bas.

Le cinéma australien a connu dans le monde entier des triomphes commerciaux, tels *Mad Max* et *Crocodile Dundee*. Il nous a proposé conjointement de purs chefs-d'œuvre, dont certains sont passés quasiment inaperçus en France, comme *Picnic at Hanging Rock*, de Peter Weir, ou ne sont même pas sortis, comme *Don's Party*, de Bruce Beresford. Il plonge ses racines dans une tradition ancienne et attachante : autochtone jusqu'à l'arrivée du blanc (qui manqua le détruire), il a été dominé ensuite (tantôt écrasé, tantôt sauvé) par Hollywood. Quoi qu'il en soit, même s'il y a des exceptions heureuses comme *Terre interdite* et bientôt *Un cri dans la nuit*, de Fred Schepisi, c'est un fait que nous n'avons pas encore accès au cinéma *aussie*. Il est pourtant beaucoup plus proche de nous qu'on ne le croirait : sa langue est l'anglais, pas le bengali ni le chinois ; ses valeurs, ses thèmes relèvent d'un univers occidental familier ; le dépaysement qu'il procure séduit plus qu'il n'effraie. Arrachés ou non à leurs cultes divers, les cinéphiles devraient être à même d'en juger et tout autant, le grand public.

SYDNEY, FÉVRIER 1989

Daniel Rowland est le nouveau président de l'*Australian Film Commission*, l'équivalent dans une certaine mesure de notre Centre national de la cinématographie... (Encore le contexte est-il très différent, dans un pays à double structure où le pouvoir fédéral et celui de chaque État ont chacun leurs attributions : la distribution relève du premier, l'exploitation est du ressort des seconds ; la production de longs métrages dépend tantôt de l'un, tantôt de l'autre. L'Australie du Sud, la Victoria et la Nouvelle-Galles du Sud en particulier ont créé des établissements publics à qui l'on doit bien des réussites.)

Daniel Rowland a l'air d'un jeune intellectuel un peu maigre, mais il a les pieds sur terre, fort d'une expérience déjà loquace de juriste. Il connaît notre bon vieux système de soutien financier proportionnel aux recettes des films antérieurs du producteur. En Australie, sans doute parce que les maisons américaines n'étaient pas d'humeur à contribuer comme c'est le cas chez nous, on lui a préféré des mesures de déduction fiscale (et nous venons d'en adopter de semblables). Les critiques de cette formule disent que l'argent des dentistes « investit un peu à l'aveuglette, et nécessairement avant une date limite chaque année, tendrait plutôt à favoriser la croissance des navets. Mais Daniel Rowland fait preuve d'un optimisme communicatif.

Il est vrai que nous dînons dans un coin charmant de Balmain, l'une de ces presqu'îles, l'un de ces pro-



Peter Weir, le box-office.



Paul Cox, la marge.

montoirs que Sydney, capitale océane, réunit en son nom. Le Riverview est un « hôtel », *down under* (aux antipodes) comme on dit, à la fois pub et restaurant, qui appartient à Dawn Fraser, la championne olympique de natation, et que Sue Carleton, amie des cinéastes et des écrivains, a rejoint.

On est tenté de voir là un symbole : d'un côté le sport, domaine dans lequel les réussites australiennes sont bien connues ; de l'autre, cette vie culturelle, si féconde, si chaleureuse, dont nous ignorons quasiment tout à Paris.

La lumière est belle. Les « extérieurs » sont superbes, qu'il s'agisse des plages, des rimbambelles de petites maisons côte à côte avec leurs balcons de dentelle, ou du *bush*... Les industries techniques (laboratoires, auditoriums) font un travail de qualité. Les bons acteurs sont foison (leur syndicat ne laisse personne l'oublier)... Et les scénaristes, les metteurs en scène ? On se sent bien à Balmain, au Riverview,

quand dans la même soirée on rencontre Peter Carey (romancier), Booker Prize (scénariste du prochain film de Wim Wenders, qui doit être tourné en Australie), David Williamson (célèbre auteur dramatique, dont plusieurs pièces ont été portées à l'écran, adaptées par lui - *Don's Party*, entre autres), et Frank Moorhouse (romancier, scénariste de *Between Wars*, *Coca-Cola Kid* et *The Everlasting Secret Family*, qui restera sans doute secrète pour nous - les deux derniers titres sont tirés de ses propres œuvres). Trois grands noms, trois grands talents qui habitent tout bonnement dans le voisinage. Certes, il n'y a pas que le Riverview, il n'y a pas que Balmain, il n'y a pas que Sydney (ni Melbourne) ! Il y a des villages comme Braidwood (Nouvelle-Galles du Sud), où John Dugan a tourné *The Year My Voice Broke*, des villes industrielles comme Newcastle...

NEWCASTLE, FÉVRIER 1989

Newcastle a les plus grandes aciéries de l'hémisphère sud, les cargos japonais font la queue à l'entrée



« Godzilla », créature née en 1957.



« Docteur Folamour », 1963.

du port pour venir chercher leur charbon, mais les entrepôts du chemin de fer ont cédé la place à une esplanade superbe en bord de mer ; à quelques centaines de mètres du centre-ville, on trouve déjà deux plages. La troisième est un peu plus loin. Et, à quelque distance vers l'intérieur des terres, sur 100 hectares d'eucalyptus, a été construite l'université, voilà quelque vingt ans. C'est dans les parages qu'en même temps - ou à peu de choses près - est né Greg Pead, autrement dit *Yahoo Serious*, metteur en scène et vedette de *Young Einstein* : nous ne nous doutons pas qu'Albert Einstein, né en Tasmanie, inventeur du rock and roll comme de la relativité, avait rencontré Marie Curie dans un train que les kangourous regardent passer avec une curiosité bien compréhensible. Il faut le voir pour le croire. Il faut aussi l'entendre, la musique jouant ici un rôle essentiel. A Newcastle, dans le grand cinéma de King Street, le public défilait. Il pourrait fort bien en être de même bientôt dans un circuit français, par les soins de la Warner.

GROS PLAN : PAUL COX

Il refuse toutes les étiquettes et se considère seulement comme « un cinéaste ». Son œuvre la plus remarquable est sans doute *Cactus* où, par miracle (et grâce à Robert Menzies et Isabelle Huppert) la sensibilité exacerbée des non-voyants est recréée, très loin de la *Symphonie pastorale*. Si des affinités se dégagent, ce serait plutôt avec les *Contes moraux* d'Eric Rohmer, par l'esprit du moins.

Ce Hollandais d'origine sait admirablement évoquer Melbourne et l'État de Victoria. Il y a du peintre en lui ; il nous l'a dit, par le fait. Et il le démontre d'une manière splendide dans le long métrage qu'il a consacré à Van Gogh. Sans doute est-ce très bien que des files d'attente de 1 kilomètre de long s'enroulent autour du Grand Palais en l'honneur d'un grand peintre. Mais faudra-t-il aller jusqu'à Carlton (le Balmain de Melbourne) pour revoir Vincent ?

De Paul Cox, David Stratton pense qu'il est « l'auteur le plus intéressant du cinéma australien contemporain ». (Qui est David Stratton ? Mais voyons, le critique de *Variety* à Sydney, l'ancien directeur du Festival et le grand maître de la cinéphilie à la télévision...)

FLASHBACK, 1975

Sous la houlette de David Stratton, donc, le vingt-deuxième Festival cinématographique de Sydney s'est déroulé du 1^{er} au 16 juin, dans une ambiance de fête mêlée de nostalgie... Sans compétition ni palmarès, pour les délices des spectateurs et en signe d'ouverture sur le monde, soixante-dix films de vingt-deux pays ont été présentés... Mais l'événement qu'il convient de saluer et dont l'écho lointain doit parvenir à la diaspora des cinéphiles, c'est la rétrospective du cinéma australien dont nous avons eu la primeur. Soixante-six œuvres réparties sur soixante années, de 1911 à 1971, ont resurgi en force ! L'isolement, la prépondérance américaine, l'indifférence du public ou de ses manipulateurs, les avaient pour la plupart relégués au fin fond de l'oubli. D'irréparables destructions ont été commises autrefois. La cinéaste Joan Long raconte qu'en 1926, pour les besoins du tournage de *For the Term of His Natural Life* (1) (qui coûta 60 000 livres, somme énorme à l'époque), un incendie de navire spectaculaire fut réalisé en bournant un vieux rafiot de toute la pellicule impressionnée qui tombait sous la main et en y mettant le feu. Les efforts tentés aujourd'hui pour sauver ce qui peut l'être encore méritent un hommage fervent.

CANBERRA, FÉVRIER 1989

Graham Gilmour est directeur des *Film and Sound Archives* (autrement dit de la Cinémathèque). Ses services sont installés dans un bâtiment à la belle façade, avec une cour intérieure verdoyante, sur le campus de l'Australian National University. Ici, les noms de Charles Chauvel, Ken Hall ou Cecil Holmes sont entourés d'estime et d'affection. Ces réalisateurs des années 40 et 50, d'autres avec eux, en dépit des difficultés en tout genre auxquelles ils se sont heurtés, ont laissé une œuvre de qualité...

Peut-être la douceur de l'air en est-elle la cause : on se prend à rêver que Patrick Brion ou Claude-Jean Philippe fassent une infidélité passagère à la MGM ou à la Columbia... Qu'une douzaine au moins de « classiques » australiens passent en v.o. sous-titrée sur une de nos chaînes... Qu'un bus mot quatre millions de Français puissent découvrir et aimer les *Quarante mille cavaliers* du grand Charles (Chauvel)... Que l'on nous montre une partie, sinon la totalité de ces belles œuvres des années 70, dont la liste serait trop longue (on se ferait un plaisir de la fournir), et qui crouissent dans les oubliettes de notre société satisfaite d'elle-même, à peu de frais.

JEAN-PAUL DELAMOTTE.

(1) D'après le sublime roman de Marcus Clarke, traduit pour la première fois en français, cent treize ans après sa parution à Melbourne, sous le titre *La Justice des hommes* (aux Presses de la Renaissance).

DES ESSAIS NUCLÉAIRES BRITANNIQUES

à Maralinga

tout, quinze mille Australiens furent directement impliqués dans les douze essais, qui ne furent entourés que des précautions les plus élémentaires. Les observateurs étaient autorisés à s'approcher extraordinairement près de l'explosion et certaines de leurs mesures de sécurité, comme de s'envelopper la tête avec des serviettes mouillées, dramatiquement inappropriées.

Parmi tous ceux qui n'étaient pas préparés aux explosions atomiques, les plus exposés étaient les aborigènes. On ne sait pas combien d'entre eux vivaient dans la région parce qu'à cette date les aborigènes n'étaient pas comptabilisés dans le recensement national. Ils n'étaient d'ailleurs pas considérés comme des citoyens, et n'avaient pas le droit de vote. Certaines estimations avancent le chiffre d'un millier. On fit quelques tentatives très vagues pour les écarter du site des essais avant les explosions. Plus tard, il fut démontré que ces tentatives n'avaient pas été très sérieuses.

Les aborigènes qui étaient proches des explosions parlèrent plus tard d'« un grand bruit », suivi d'un « brouillard noir » qui envahit tout le paysage. Un témoin, Yami Lester, se souvient : « Le brouillard venait du sud, noir, comme de la fumée. Je pensais que ce pouvait être un orage de poussière, mais c'était calme, cela passait entre les arbres, au-dessus des arbres, cela bougeait et s'étendait doucement. »

Les aborigènes parlèrent aussi de la maladie qui suivit le brouillard et des morts. Des malades et des

morts, on en compte aussi parmi les observateurs blancs qui avaient assisté aux essais dans les années 50 avec un enthousiasme aussi innocent que puéril.

Il allait s'écouler des années avant qu'on ne fasse le lien entre ces maladies et les essais de Maralinga. Toute une série d'enquêtes allait être lancée pour déterminer ce qui se passa réellement lors des essais et sur la meilleure façon d'indemniser les victimes. La dernière enquête a invité le gouvernement britannique à payer des dédommagements et à entreprendre un nettoyage du site. On estime que ce nettoyage impliquerait le traitement et l'enfouissement de 480 000 tonnes de terre et coûterait 100 millions de livres (environ un milliard de francs). Jusqu'à présent, les Anglais ont accepté d'indemniser leurs propres victimes mais se font encore tirer l'oreille pour dédommager les Australiens. Les suites légales des essais de Maralinga ont déjà duré plus de trois décennies, et on pense qu'elles dureront de nombreuses années encore.

Les conséquences des essais sur le site lui-même dureront beaucoup plus longtemps. Les aborigènes de Maralinga ne pourront pas retourner en toute sécurité sur leur terre natale avant que le plutonium ne se soit dégradé jusqu'à un niveau supportable. Cela devrait prendre plus de vingt-quatre mille ans.

MARIUS BENSON.

REPRISE D'UN FILM-CULTE DE JOHN HUSTON

« Le Malin » sort du purgatoire

Portrait au vitriol d'une psychopathe, « Wise Blood » (traduit en français par « Le Malin ») sortit en 1979, fut alors incompris, passe néanmoins pour l'un des plus grands Huston. Le cinéaste devait mourir en 1987. Au moment de la sortie du film à Cannes, Henri Béhar l'avait rencontré.

« **P**ERSONNE n'a vu le film. Ni aux États-Unis ni ailleurs. Aucune major, aucun studio. Moi-même, je viens de le découvrir avec le son et la musique. »

C'était, à quelques jours près, il y a dix ans. Le Tout-Cannes-Festival sortait de la projection de presse du Malin de John Huston, tiré d'un roman de Flannery O'Connor, la Sagesse dans le sang, qui conte la révolte d'un jeune fanatique contre Dieu. L'accueil avait été mitigé, le film surprenait, certains étaient choqués.

« C'est une œuvre à la fois amusante et terrible ; on ne sait si on doit rire ou avoir froid dans le dos », disait John Huston de sa belle voix grave, déployant sa silhouette longiligne sur le sofa de sa suite d'hôtel à quelques heures de la présentation de gala. Au cours de la conférence de presse du matin, sans doute parce qu'il n'avait pas tourné depuis l'Homme qui voulait être roi, quatre ans auparavant, une journaliste avait tenté à toute force d'établir un rapport entre les deux films. « S'il y en a un, répondait Huston, il me paraît purement accidentel. » « L'homme qui voulait être le Christ ? », insistait la journaliste. « Cet homme est en rébellion contre le mythe chrétien, expliquait patiemment Huston. C'est un mordu du Christ, qui ne peut se remettre de cette morsure. Malgré un effort héroïque, il tombe naturellement victime de cette maladie. »

LE PASSION DES ÉCRIVAINS DU SUD

Tente-t-on par la suite, un rapprochement avec le Nazarin de Bunuel ? « Je ne l'ai pas vu mais je suis un grand admirateur de Bunuel. Je dois le dire d'entrée : je suis totalement athée, du moins en ce qui concerne toute foi orthodoxe, institutionnelle et organisée. Je suis plus fort sur les écrivains du Sud. »

Deux romanciers du sud des États-Unis l'ont inspiré : Carson McCullers pour Reflets dans un œil d'or et Flannery O'Connor. « J'admire énormément l'œuvre de Carson McCullers, et le personnage. Il en était de même pour Flannery O'Connor, bien que je n'aie jamais eu l'occasion de la rencontrer. »

A l'époque, Flannery O'Connor sortait en quelque sorte de l'oubli. « Il y a deux ans, [soit en 1977] elle était encore ignorée. Aujourd'hui, on demanderait à une douzaine de critiques : « Qui tenez-vous pour le premier auteur américain ? », au moins deux ou trois la désigneraient. Après la publication de sa correspondance — éditée d'ailleurs par la mère de son producteur, — elle a pris la place qui lui revient, au premier



Brad Dourif (à gauche) et Harry Dean Stanton

rang des écrivains américains... Bien entendu, elle est morte depuis quinze ans. »

Alors qu'il séjourne dans sa propriété mexicaine de Las Caletas, près de Puerto Vallarta, Huston reçoit un jour la Sagesse dans le sang que lui fait parvenir un certain Michael Fitzgerald. « Je ne connaissais de Flannery O'Connor que ses nouvelles parues dans le New Yorker et n'avais jamais lu le roman. » Ce qui le frappe d'emblée ? « Sa dimension grotesque, son sens du bizarre, l'unicité du sujet. Un mariage fascinant de l'horrible et du comique... » Il se reconnaît sur la même longueur d'onde que l'écrivain quand celle-ci affirme : « Tout ce que j'ai écrit de drôle est d'autant plus terrible que c'est drôle ; et d'autant plus drôle que c'est terrible ; ou terrible uniquement parce que c'est drôle. »

Quelques jours plus tard, par téléphone, Michael Fitzgerald dit à Huston son souhait de porter ce livre à l'écran et lui demande s'il accepterait de le mettre en scène. « L'idée m'intéressait. »

Fitzgerald est issu d'une famille d'universitaires, « certainement le producteur le plus lettré — il parle quatre langues, dont le chinois — avec qui je n'ai jamais eu l'occasion de travailler. » (Ils seront à nouveau réunis sur Au-dessous du volcan d'après Mal-

colm Lowry.) Son père, Robert Fitzgerald, fait autorité : on lui doit la traduction définitive de l'Illiade et de l'Odyssée d'Homère — il est de plus l'exécuteur testamentaire de Flannery O'Connor.

Celle-ci était une amie de la famille. Lorsque, à dix-neuf ans, elle entreprend la rédaction du Malin (elle le terminera quatre ans plus tard), elle vit chez les Fitzgerald dans le Connecticut. En relisant, adulte, la Sagesse dans le sang, Michael Fitzgerald découvre qu'il traite d'un aspect inconnu (à l'époque) de l'Amérique, « une chose que nous avons dans le sang, et dans la tête, et dont nous n'aimons pas beaucoup parler. » C'était avant les scandales évangélistes des années 80, mais la fin des années 70 en avait vu une première manifestation : le « suicide » à Guyana de sept cents fidèles sur l'injonction du révérend Jim Jones.

« M. Huston m'a tellement surpris en acceptant de le mettre en scène que j'ai passé les trois années suivantes sans parvenir à monter le projet », dit le producteur. Sachant qu'à la suite de sa récente hospitalisation, les compagnies d'assurances se font tirer l'oreille, sachant aussi le sujet « peu susceptible d'enthousiasmer les commanditaires », Huston se reproche d'avoir accepté. Enfin, Fitzgerald réussit à rassembler deux millions de dollars, « en devises terri-

blement étrangères ». Le quart du budget de l'Homme qui voulait être roi.

Pas de stars dans le Malin mais des comédiens solides. « Je « dirige » aussi peu que possible. La majeure partie de mon travail de réalisateur consiste à choisir les acteurs, et c'est le scénario qui guide votre choix. Je reste aussi près du sujet que possible ; aux acteurs de faire le reste du travail, le leur et par conséquent le mien... J'avais vu Brad Dourif dans Vol au-dessus d'un nid de coucou, je l'avais trouvé splendide. Je ne connaissais pas Harry Dean Stanton, il m'a suffi de le rencontrer pour savoir qu'il avait quelque chose dans le ventre. » Lui-même, dans les retours en arrière, incarne le grand-père terrifiant qui marquera le héros à jamais. « Mais je n'ai jamais pris ma carrière d'acteur particulièrement au sérieux. »

SOIXANTE-DIX TECHNICIENS SOUS LE SOLEIL

C'était la première fois que Huston tournait dans « le Sud d'aujourd'hui ». Tout Irlandais d'adoption qu'il fût, Huston était un homme du Sud : il était né dans le petit hameau de Nevada, dans le Mississippi. Wise Blood fut tourné — « en quarante-huit jours ! » — à Macon, en Géorgie, et dans le petit faubourg de Tombesboro, tout près de la ferme de Flannery O'Connor, à la sortie de Milledgeville.

« Je crois que l'on peut sans réserve nous taxer de népotisme, ajoute-t-il en riant. Les frères de Kathy et de Michael ont fait les décors et les costumes. Michael et son frère Benedict ont écrit le découpage. Mon fils Tony a travaillé comme assistant sur le film. Tommy Shaw, mon premier assistant et un vieil ami, avait trois enfants dans l'équipe — qui comptait en tout et pour tout vingt-cinq personnes. C'était la première fois que je tournais à moins de soixante-dix techniciens. Personne n'est tombé malade. Le ciel lui-même s'est mis de la partie : il a fait soleil quand il fallait, il a plu aux moments voulus. Un tournage sans aucune anicroche. »

« Chaque fois qu'il était question de prendre un raccourci pour faire une économie au risque de brider la qualité du film, leur choix s'orientait vers ce qui servirait le mieux le film. » Grâce à Tommy Shaw, affirme Huston, le Malin ne coûtera que les deux tiers du budget prévu. Le réalisateur fait des appels du pied au producteur : Ne conviendrait-il pas d'intéresser Tommy Shaw aux éventuelles recettes ? C'est déjà fait, lui répond simplement Fitzgerald. « Je lui tire mon chapeau, dit Huston. C'est, je crois, la première fois qu'un assistant aura touché un pourcentage sur les recettes d'un film. »

Dans son recueil de mémoires, A livre ouvert, publié en 1980, Huston écrit : « Rien ne me rendrait plus heureux que de voir le Malin être aimé et compris, et faire recette. Ça prouverait quelque chose. Je ne sais pas quoi au juste. Quelque chose. »

HENRI BÉHAR.

LA CRITIQUE DE MICHEL BRAUDEAU

Les bons sentiments

« Après la guerre », de Jean-Loup Hubert
« Au fil de la vie », de Garry Marshall

L'AFFICHE d'Après la guerre, le quatrième film de Jean-Loup Hubert, auteur du Grand Chemin — succès public prodigieux en 1987, — résume bien l'esprit et l'ambiance de son propos. Richard Bohringer, en uniforme allemand, porte un mouflet sur ses épaules à travers la campagne, les bras levés, tenu en joue par un autre bumbin travesti. C'est pittoresque, rural, tendre. Au moment de la débâcle allemande, dans un village français, tout le monde attend les Américains. Les vieux de la fanfare répètent dans une cave l'hymne des libérateurs, les jeunes filles fabriquent des bannières étoilées en écoutant In the Mood, les gamins filent dans les prés en avant-coureurs. Trois d'entre eux aperçoivent une colonne de blindés et courent annoncer la bonne nouvelle : ils arrivent. On déploie les banderoles en anglais, le maire coint son écharpe et se fait descendre d'une rafale. Ceux qui « arrivaient » étaient allemands.

Les enfants, eux, sont partis. Enfant au fond des bois, terrorisés à l'idée des châtiments que leur vaudra leur étourderie fatale. L'un se fait prendre en volant une poule, restent les deux autres, nos héros, qui sont frères (à la ville comme à l'écran, ce sont les fils du metteur en scène), Antoine, douze ans, et Julien, huit ans. Pour passer le pont qui est surveillé, ils adoptent

un chien errant et Antoine se déguise avec un tablier vert en fille, ce qui lui vaut les avances de quelques délégués. Puis ils rencontrent un blessé en uniforme allemand (Richard Bohringer) qui parle français, jure en alsacien, grande gueule et brave type. Avec lui, les enfants feront un long bout de chemin vers ce qu'ils espèrent être la liberté et découvriront, ô monde cruel, les horreurs de la guerre. Le récit est mené très linéairement dans un décor champêtre attendrissant. Si Bohringer en Alsacien déserteur et bonasse n'est pas trop convaincant, les deux frères sont charmants et excellents. Le chien aussi. Mais enfin, que l'enfance est innocente et sans pitié, que la guerre est ignoble et absurde, voilà des chromos dont on n'attend plus l'illustration de façon si gentiment appliquée. A trop cultiver le même sillon bucolique, l'auteur risque de ne pas retrouver les trois millions et plus de spectateurs du Grand Chemin.

Avec Au fil de la vie, de Garry Marshall, on passe aux petites filles, comme toujours nettement plus dégourdis que les garçons. En 1957 sur la plage d'Atlantic-City, la jeune Hillary Whitney, onze ans, orpheline riche et distinguée de San-Francisco, rencontre une roussie du même âge, C.C. Bloom, qui fume en cachette. Coup de foudre réciproque. C.C.

est une bombinette remontée à bloc, élevée dans le Bronx par une maman inénarrable et gaffeuse qui la pousse à devenir une star et lui fait passer des auditions. Une des vraies trouvailles de Gary Marshall, auteur de Young Doctors in Love et découvreur de Matt Dillon dans le Kid de la plage, est d'avoir choisi la jeune Mayim Bialik pour incarner Bette Midler enfant. Elle est fantastique d'énergie et de vulgarité chaleureuse, avec un culot et un abattage qui annoncent bien la chanteuse torride que l'on connaît. Elle a même, en scène, dans son maillot de paillettes, son bon miteux à la main, ce frémissement racleur du buste que la grande Bette immortalisera maintes fois à pleins corsages et que la science vulcanologique nomme pieusement « tremoussement midlerien ».

Les deux fillettes si dissemblables s'adorent donc, mais c'est la fin des vacances, on se sépare. Elles s'écriront des lettres durant, entre la côte Ouest et la côte Est, tenant ainsi leur journal intime par lettres jusqu'à l'âge adulte. Hillary étudie, manifeste contre la guerre, C.C. passe de club de jazz paumés en comédies musicales mort-nées, sans se décourager.

Un jour, Hillary plaque tout et rejoint sa copine à New-York. Barbara Hershey est une superbe Hillary (beaucoup plus sexy et jeune que la terrible mamma aux dents vertes du Bayou), distinguée, un peu froide, séduisante.

Bette Midler, trop peu employée à l'écran depuis sa mémorable création dans The Rose, est inouïe. Plus trop belle, une santé terrifiante, une gouaille bien crue et beaucoup d'humour, la bête de scène irrésistible qui broie tout, boulesse et réveille tout le monde, exténuante. Elle gagne sa vie en souhaitant bon anniversaire aux gens à domicile, déguisée en lapin. Elle aime un metteur en scène d'avant-garde, qui aime Hillary, qui ne l'aime pas. Ainsi va la vie et leur amitié avec ses explications oranges et ses jalousies, ses rancœurs qui montent, explosent dans l'amertume, les brouilles et les réconciliations (« Allons, Hill, je suis ta seule copine mâtèque, réponds-moi ! »), la gloire qui vient trop tard. Bref, c'est truffé de péripéties boulevardières, souvent prévisibles et assez drôles.

Au bout d'une heure et quart, le scénario opère un rude virage vers un torrent de larmes qui aurait aussi bien pu se répandre dans un autre film, mais soit, le réalisateur a voulu rattraper large. Le vrai malin américain, grand teint, est toujours médical et musical (un sommet lacrymal : Tu seras un homme, mon fils de George Sidney.) Et tandis que Barbara toussote en chaise-longue, Bette chante, gueule et lance des trilles sur de riches arrangements de Georges Delerue, ce qui est assez réjouissant pour l'œil et pour l'oreille ; les violons n'arrêtent plus, de petite fille en larmes en gros plans de lutte vibrante et couchers de soleil incendiaires. Merci, Bette, on croyait le genre éteint.

Je l'ai vu 150

CINÉMA

TOUS LES FILMS NOUVEAUX

« Ararat » de Pea Holmquist

avec Göran Gunner, Jim Downing, Suzanne Kherdaji.
Suédois (1 h 40).

Le mont Ararat est, pour les Arméniens, tout autant le signe géographique des territoires perdus, le symbole d'un retour possible. Le film réalisé pour la télévision suédoise, fruit d'un travail d'équipe considérable, est un document sur le génocide des Arméniens en 1915-1917 et l'exil.

Entre les souvenirs, souvent bouleversants, des rescapés (à présent des vieillards), les revendications d'une communauté new-yorkaise, les manifestations de lutte armée, la situation à Alep et Beyrouth, plus quelques scènes folkloriques, on perd un peu le fil de la pensée (généreuse et qui se veut objective) des auteurs. Le film est très intéressant, il aurait pu être passionnant.

J. S.

VO : Studio 43, hantecapée, 9° (47-70-83-40).

« Les Aventures d'Eddie Turley » de Gérard Courant

avec Philip Dubequoy, François Michard, Joël Berthout.
Français (1 h 25).

Sur un thème d'aventures de science-fiction, Gérard Courant compose un hommage à l'Alphaville de Jean-Luc Godard, aux détectives privés du cinéma américain, à David Goodis et à ses métropoles inhospitalières, etc. Ce n'est qu'un prétexte à une expérience de film entièrement faite d'images fixes.

Gérard Courant a parcouru le monde, réalisé sept mille clichés, retenu deux mille quatre cents photographies pour construire, au brio et au montage, un superbe univers imaginaire en noir et blanc. Des voix off donnent une sorte de vie parallèle à des ombres, à des silhouettes ou à des visages entrevus. Ce pourrait être de l'anti-cinéma, c'est du cinéma réinventé à la mesure des rêves.

J. S.

Épée de Bois, 9° (43-57-57-47).

« Le Café des Jules » de Paul Vecchiali

avec Jacques Nolot, Brigitte Rouan, Patrick Raynal.
Français (1 h 05).

C'est un texte écrit (par Jacques Nolot) comme une pièce de théâtre, mais on appelle cela du « cinéma de chambre ». Un samedi soir, dans un bistrot de banlieue, trois hommes traînent au comptoir leur médiocrité, leur bêtise et leurs frustrations. Les tournées de boisson aidant, Jeanmot, le plus hargneux des trois organise un « amusement » aux dépens de David — humilié, parce qu'il est juif — puis s'en prend à Christiane, tout juste bonne à être violée — parce qu'elle est femme.

D'accord, ces choses-là existent, mais le texte est sommaire et Paul Vecchiali s'est contenté d'un exercice de style, au reste brillant. Cela donne au bout du compte un spectacle triste, nauséux, auquel on ne s'intéresserait guère sans l'extraordinaire composition de Brigitte Rouan.

J. S.

Ciné Beaubourg, hantecapée, 9° (42-71-82-36) ; Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaubourg, 9° (42-22-57-23) ; Les Trois Brelas, 9° (45-51-10-40).

« Les Deux Fragonard » de Philippe Le Guay

avec Robin Remucci, Joachim de Almeida,
Philippe Leroy-Bonafant, Sandi Frey.
Français (1 h 52).

Au départ, une idée excellente : faire sortir de l'ombre le cousin du peintre Jean Honoré Fragonard, comme lui né en 1732 à Grasse et prénommé Honoré (on l'a rebaptisé Cyprien dans le film). Ce Fragonard-ci fut un grand anatomiste, directeur à l'école vétérinaire d'Alfort, où subsistent, assez menacées, quelques-unes de ses fameuses « préparations » (lire le Monde du 10 novembre 1988). Honoré, peintre de la lumière et de la chair heureuse, et Cyprien, explorateur nocturne des secrets de la mort, cela sonne un peu comme un sujet de dissertation, mais on pouvait espérer y échapper. Nullement.

La jolie Marianne (Philippe Leroy-Bonafant), modeste lavandière qui sert de trait d'union entre les cousins (Joachim de Almeida, le peintre, et Robin Remucci, l'anatomiste, mal dirigés l'un comme l'autre), a l'air un peu égaré, bien que charmante. Sami Frey, en aristocrate scabreux ricanant de toutes ses dents gâtées, n'est pas au mieux de son répertoire. Philippe Clément, en abbé trafiquant de cadavres, est décidément mauvais la bride sur le cou. On aurait



Des dessins de Topor, des animaux humains : « Marquis », de Henri Khonneur.

aimé plus d'histoire vraie et moins de badinage sanglant.

Le sujet des Fragonard est brillant, il reste à traiter, sans mignardises d'époque, escarpolettes forcées et petits marquis décadents.

M. B.

Forum Arc-en-Ciel, hantecapée, 1° (42-57-53-74) ; Pathé Impérial, hantecapée, 2° (47-42-72-52) ; Pathé Montparnasse, 9° (46-33-78-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 9° (43-59-52-32) ; Saint-Lazare-Panoptique, 9° (43-57-58-43) ; La Nouvelle Montparnasse, 9° (47-70-72-56) ; La Bastille, 11° (43-54-07-76) ; Funettes, 13° (43-31-55-58) ; Les Sept Permissons, 14° (43-20-32-23).

« J'ai épousé une extra-terrestre » de Richard Benjamin

avec Dan Aykroyd. Américain (1 h 48).

S'il ne l'avait pas épousée, le public n'aurait pas risqué de perdre deux heures et ses illusions sur le talent de Kim Basinger, l'extra-terrestre en question. Richard Benjamin commet ici une variation quinquillette sur la série Topper, dans laquelle Constance Bennett, fantôme en robe du soir et manteau de fourrure, enchantait les vivants. Hormis une écharde d'idée, d'ailleurs mal exploitée — des extraits de films enseignent à l'extra-terrestre les choses de la vie, — c'est le vide et, Basinger exceptée, d'une effroyable laideur.

H. B.

VO : Forum Horizon, hantecapée, Dolby, 1° (45-08-57-57) ; Pathé Montparnasse, hantecapée, 9° (46-33-78-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 9° (43-59-52-32) ; Les Sept Permissons, 14° (43-20-32-23).

VF : Saint-Lazare-Panoptique, 9° (43-57-58-43) ; Pathé Française, Dolby, 9° (47-70-72-56) ; Funettes, hantecapée, 13° (43-31-55-58) ; Gaumont Aléa, 14° (43-27-54-50) ; Pathé Montparnasse, 14° (43-20-32-23) ; Gaumont Convention, hantecapée, 15° (45-22-42-27) ; Pathé Clichy, 15° (45-22-42-27) ; La Gaubert, Dolby, 20° (46-36-10-88).

« Kinjite »

de Jack Lee Thompson

avec Charles Bronson. Américain (1 h 35).

Un Charles Bronson de plus. Son visage, à chaque film davantage sculpté, le destine à figurer à côté des effigies présidentielles du mont Rushmore. Charlie doit retrouver la fille, kidnappée à Los Angeles, d'un homme d'affaires nippon qui, le croirez-vous, a justement molesté la fille adolescente dudit Bronson.

Le vétéran Jack Lee Thompson tourne ça comme une série télé. Bronson se tourne mentalement les pouces. Seule la musique, bonne fille, essaie d'apporter un minimum d'énergie.

H. B.

VO : Forum Horizon, hantecapée, 1° (45-08-57-57) ; George V, THX, 9° (45-52-41-48) ; Les Trois Permissons, 14° (43-20-32-23).

VF : Rex, 2° (42-39-53-53) ; Paramount Opéra, 9° (47-42-72-56) ; Funettes, 13° (43-31-55-58) ; Miroir, hantecapée, 14° (46-33-78-38) ; Pathé Montparnasse, 14° (43-20-32-23) ; Convention Saint-Charles, hantecapée, 15° (45-22-42-27) ; Pathé Clichy, 15° (45-22-42-27) ; Pathé Wexler, 15° (45-22-42-27) ; La Gaubert, 20° (46-36-10-88).

« Marquis » d'Henri Khonneur

avec les voix de François Martineau, Valérie Kling.
Français (1 h 23).

En 1789, dans une cellule de la Bastille, Marquis, philosophe à tête de chien, cherche sa liberté dans l'écriture et discute avec Colin, son sexe à petite tête d'enfant et voix haut perchée. Colin ne pense qu'à la copulation, Marquis à la liberté d'expression, à la liberté individuelle.

S'inspirant de la vie et des idées du marquis de Sade, Roland Topor a dessiné des créatures animales à comportement humain. Il a écrit avec Henri Khonneur, le réalisateur, une fantaisie plus sérieuse qu'il n'y paraît sur la déliquescence de l'Ancien Régime, la fermentation révolutionnaire. Le plus souvent, les images représentent des situations pornographiques poétiques, agrémentées d'humour par l'animation des masques et des travestissements animaux portés par des comédiens qui ressemblent à des marionnettes. La technique, toute nouvelle, donne un aspect de merveilleux à cette fable pour adultes intellectuels.

J. S.

Forum Arc-en-Ciel, hantecapée, 1° (42-57-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 9° (43-25-32-33) ; George V, 9° (45-52-41-48) ; 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-50-51) ; Les Sept Permissons, 14° (43-20-32-23) ; 14 Juillet Beaugrenelle, Dolby, 15° (45-75-75-75).

« La Mouche 2 » de Chris Walas

avec Eric Stoltz, Daphné Zargu. Américain (1 h 45).

Responsable des effets spéciaux dans la Mouche de David Cronenberg, Chris Walas a décidé de tourner, seul, une suite. Le début est prometteur : neuf mois après le premier film, c'est la naissance, superbement choquante, du fils de Jeff Goldblum dans un cocon d'insecte. Il connaît une croissance accélérée et, à cinq ans, a le physique d'Eric Stoltz, qui voudra perfectionner l'invention de son père, rencontrera l'amour... Le final satisfait les fans au cœur bien accroché. Les effets spéciaux sont réussis, c'est tout ce que l'on peut dire.

H. B.

VO : Forum Horizon, hantecapée, THX, Dolby, 1° (45-08-57-57) ; UGC Danton, Dolby, 9° (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, Dolby, 9° (43-59-52-32) ; UGC Montparnasse, Dolby, 9° (45-52-16-16) ; Les Trois Permissons, 14° (43-20-32-23) ; Convention Saint-Charles, hantecapée, Dolby, 15° (45-75-75-75).

VF : Rex, 2° (42-39-53-53) ; UGC Montparnasse, Dolby, 9° (45-74-84-94) ; Paramount Opéra, Dolby, 9° (47-42-72-56) ; UGC Lyon Bastille, Dolby, 12° (43-43-01-53) ; UGC Gobelins, Dolby, 13° (43-39-22-44) ; Miroir, Dolby, 14° (46-33-78-38) ; UGC Convention, Dolby, 15° (45-74-84-94) ; Images, hantecapée, 15° (45-22-42-27) ; Trois Secrètes, Dolby, 15° (42-08-79-79) ; La Gaubert, 20° (46-36-10-88).

« Terre interdite » de M. Pattinson et B. Myles

avec Colin Friels, Donald Pleasence. Australien (1 h 40).

Lire notre dossier pages II et III.

VO : Gaumont Les Halles, 1° (40-25-12-12) ; Chury Palace, 9° (43-54-07-76) ; Pathé Clémence-Élysées, 9° (47-20-76-23) ; Gaumont Paris, 14° (43-35-30-40).

VF : Gaumont Aléa, 14° (43-27-54-50) ; Gaumont Convention, 15° (46-28-42-27).

« Stars in My Crown » de Jacques Tourneur

avec Joel McCrea, Ellen Drew, Dean Stockwell.
Américain, noir et blanc (1 h 20).

Réalisé en 1950, *Stars in My Crown* (Jacques Tourneur le considérait comme le meilleur de ses films) était resté jusqu'à présent inédit en France. Dans les salles tout au moins, puisqu'il a été diffusé sur FR3, au « Cinéma de minuit », en 1979. C'est la chronique d'une petite ville du sud des États-Unis où s'installe un pasteur, juste après l'assassinat d'Abraham Lincoln. La communauté le regarde comme un étranger. Il va transformer les habitudes et les consciences. L'histoire est filmée selon le point de vue de John Kenyon, jeune orphelin recueilli par le pasteur Josiah Doziah Gray. Vie quotidienne à partir d'anecdotes authentiques, série de « vignettes humaines » selon Jacques Tourneur. Il y a là un peu de l'esprit de Mark Twain et beaucoup de cet idéalisme qui a marqué l'ère rooseveltienne.

J. S.

VO : Action Christiane, 9° (43-29-11-50).

« The Last of England » de Derek Jarman

avec Spring, John Phillips, Matthew Hawkins.
Britannique, couleur et noir et blanc (1 h 27).

Avec des documents familiaux, plus quatre caméras super 8 tourbillonnantes, dont les films ont été transférés sur vidéo puis sur pellicule 35 mm (ce qui donne évidemment une étrange vision grillagée et décomposée des formes et des couleurs), Derek Jarman redonne vie au style « underground » le plus virulent. Il ne raconte rien, mais déverse des tonneaux d'images. Elles dansent, trébuchent, éclatent comme des sanglots qui sont aussi des rires.

D'abord quelques commentaires désenchantés se posent sur ces tableaux d'apocalypse, et bientôt la voix se tait. Inutile. Les formes parlent, disent une sorte de grande peur écologique, mais surtout l'ineffable regret des amours mortes. Comme tout intellectuel anglais mal remis du rêve des *swinging sixties*, Derek Jarman se révolte contre la famille royale et la société thatcherienne. Il se laisse fasciner par le romantisme de la violence, par le trouble anonyminé des terroristes en cagoule noire.

« La mer Morte du déclin post-industriel, dont les eaux stagnantes viennent corrompre les cités en ruine... », écrit Derek Jarman, mais il ne tombe pas dans le piège du moralisme. Il a trop peur, il a trop mal, mal à l'âme, oui, et au corps. A ces corps de jeunes gens qui ne sont plus que des souvenirs.

The Last of England n'évite pas toujours le maniérisme qui gâche un peu le cinéma de Derek Jarman. Mais, plus le film avance, plus il devient vrai, rude, pudique, émouvant. Il suffit d'une larme sur la joue d'une Noire ammitouillée qui protège un enfant et attend avec d'autres. Quoi ? Rien. Rien que l'attente des déportés, des expulsés, des bombardés qui ne savent plus ce qu'est la paix, qui ne souriront plus jamais. Désenchantés encore, d'une autre manière, sont ces images doucereuses et naïvement grotesques de mariage, et la femme, emberlificotée dans ses voiles, que le vent fait tourner autour d'elle, essaie en vain avec un couteau de s'en débarrasser... *The Last of England* de Derek Jarman est un superbe et majestueux requiem.

C. G.

VO : Accutone, Dolby, 9° (46-33-86-86).

« Les Yeux du désir » de Hans Christoph Blumenberg

avec Barbara Rudnik, Armin Mueller-Stahl,
Gudrun Landgrabe. Allemand (1 h 32).

L'histoire se passe à Hambourg. Gabriele, étudiante de bonne famille, quitte chaque soir son appartement cosu et, conduite par un chauffeur de taxi garde du corps, va s'exhiber dans un peep show. Elle fascine Arnold le portier, au grand malheur de sa patronne. Autre amoureux, Mehmet, jeune ouvrier turc qui dessine son portrait. Mais elle reste prisonnière de son obsession, elle veut seulement gagner de l'argent, pour aller en Australie retrouver l'homme de sa vie. Amour, désir, voyeurisme, surveillance occulte : ce film allemand, qui date de 1984, épingle l'insolite au cœur d'un univers naturaliste, peint en couleurs chaudes ou glauques les sortilles de la nuit, se réfère de façon évidente au fantastique social de Fritz Lang (*Mabuse*) et au réalisme poétique de Wim Wenders.

Le peep show cache un secret, et Gudrun Landgrabe, la « femme flambée » de Van Ackeren, habillée en homme, exerce un pouvoir maléfique. La caméra tisse un faisceau de regards pour un itinéraire entre illusion et réalité. La mise en scène entretient un suspense à ellipses. Barbara Rudnik passe avec des allures de princesse lointaine dans cette œuvre inattendue.

J. S.

VO : 14 Juillet Paris, 9° (43-28-58-00) ; Studio 43, hantecapée, 9° (47-70-83-40).

مكتبة النخيل

THÉÂTRE-DANSE

« 1789... ET NOUS », AU GRAND PALAIS

Béjart découvre Robespierre

Maurice Béjart n'en revient pas : le Grand Palais, à Paris, est le plus beau lieu dont il ait jamais disposé. Pour son hommage à la Révolution, 1789... et nous, il est peu de dire qu'il a investi la plus belle nef de la capitale : il s'en est emparé comme d'autres jadis ont pris la Bastille. Pour un ballet à grand, très grand spectacle.

« C'EST le plus beau lieu que j'ai jamais eu ! », exulte Maurice Béjart. C'est vrai qu'il est superbe, ce Grand Palais métamorphosé en lieu de théâtre par l'architecte Christian Germanaz : 4 172 places (des sièges coquilles rouges) en gradins dans la nef principale ; un plateau triangulaire de 650 mètres carrés et 36 mètres de côté, dont la pointe s'enfonce sous la galerie de la nef latérale. Des éclairages hyper-sophistiqués conçus par deux princes des lumières, André Diot et Jacques Rouveyrolis : 400 projecteurs dont, pour la première fois au monde, des Xenon, capables de dessiner sur le sol les plus étranges figures.

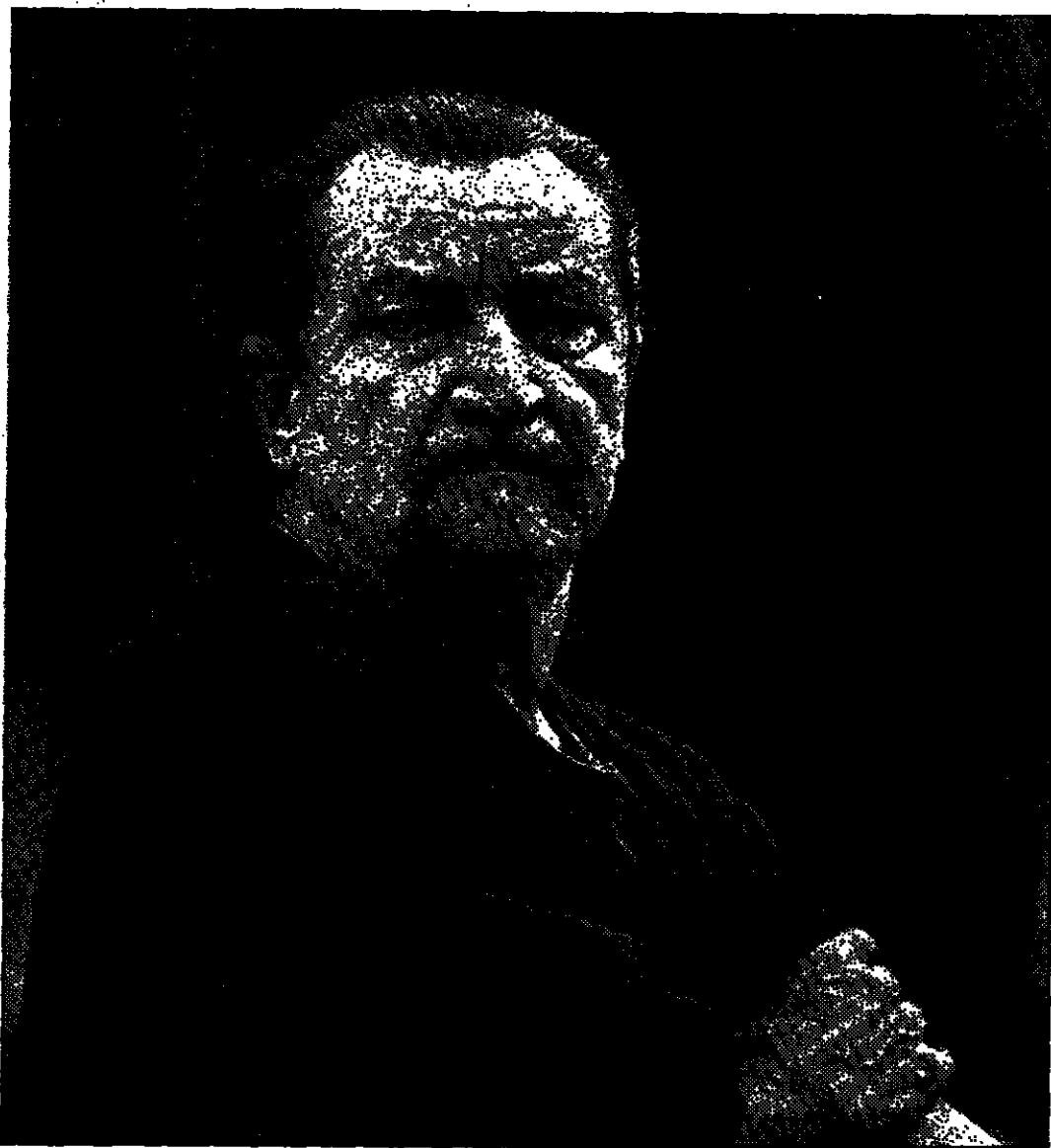
« Mon projet a beaucoup changé et ne cesse d'évoluer, raconte le chorégraphe à la barbe pointue. Il y a quinze jours, lors d'un filage à Lausanne, j'ai senti qu'il me manquait un acteur principal. On plus exactement le guide invisible qui menait jusque-là tout le spectacle... Ce n'est qu'en arrivant ici que je l'ai trouvé : Robespierre ! Un génie ! Méconnu des Français, méconnu de tout le monde. Tout ce que je disais sans le connaître, c'était ses idées. » Il montre les livres qui ne le quittent pas : le Robespierre de Jean Massin, le Robespierre d'Henri Guillemin, et il a chez lui les huit tomes des Discours.

« Je viens donc de rajouter un Robespierre, enchaine Béjart. Ce sera Jean Négroni, que j'ai trouvé extraordinaire dans le dernier spectacle de Robert Hossein, la Liberté ou la mort. Tous les tableaux de mon spectacle refléteront la pensée, toujours actuelle, de Robespierre. Il a prévu le capitalisme, c'est lui qui a eu l'idée de planter les arbres de la Liberté.

« Il y aura aussi tout au long du spectacle trente-cinq enfants, choisis dans les écoles primaires de Paris. Ils seront le peuple, ils raconteront la Révolution comme une bande dessinée. Un danseur représentera la Noblesse, un autre le Clergé, un autre le Tiers État. Jorge Dant sera un clown dansant et Michel Dussarat, le meneur de jeu de Cabaret de Jérôme Savary, sera Volange, très célèbre comédien de foire sous la Révolution, le Coluche de l'époque.

« La musique sera essentiellement constituée d'une partition originale d'Hugues Le Bars et des fragments des Symphonies n° 1, 7, 8 et 9 de Beethoven. Des musiques de vieux films américains, un quatuor à cordes et deux musiciens hindous compléteront l'ensemble.

« Au départ, lorsque l'on me l'a proposé comme thème, la Révolution ne m'intéressait pas. L'Histoire me rase quand elle n'a pas de prolongements dans notre époque. Quand je peux trouver un lien avec nous, ça me passionne. Quel sens ça a de célébrer 1789 ? Si ce n'est pas une prise de conscience de nos problèmes, c'est la fête à New-New ! Pour moi, le grand problème actuel n'est pas le sous-développement mais le sur-développement. Nous sommes des nations-poubelles, qui jetons et gaspillons à la folie. Il paraît que les Allemands viennent



Maurice Béjart chorégraphie le Bicentenaire

d'acheter trois villages français pour entermer leurs déchets ! Il y aura plein de poubelles en plastique dans le spectacle. Ça commence par des détritus, avec des hommes en combinaison plastique portant des masques à gaz - les hommes du futur ! - et ça finit par le Radeau de la Méduse. Mais c'est un spectacle très optimiste !

« Il parlera donc beaucoup d'écologie (il y aura des arbres, feuillus ou morts). Et de racisme. Des Blancs maquillés en Noirs seront fouettés par des Noirs portant des masques blancs... En fait, je ne raconte pas vraiment la Révolution, je fais des flashes. C'est comme un tableau constitué de collages. Des moments théâtraux alternent avec des moments de danse pure.

« Il y aura aussi sur scène vingt-cinq Chinois - vrais ou faux - dans un ballet de vélos. J'en rêvais, mais je n'avais jamais eu de scène assez grande ! Le premier figurant chinois m'a dit : « Je ne sais pas faire de vélo... », j'étais mort de rire. Il y aura aussi une révolutionnaire cubaine qui passera pendant la prise de la Bastille. Et une petite danseuse hindoue.

On verra également un cheval. Déjà célèbre : c'est le magnifique cheval noir du Spectre dans le Hamlet de Patrice Chéreau. Cette notoriété agace un peu Maurice Béjart : « On va le reconnaître... Je vais essayer d'en avoir un autre, un blanc ».

14 heures, la répétition commence. Eiji Mihara, une longue chaîne accrochée au cou, rampe vers Gra-

zia Galante, en femme du peuple. « Ouvrez un peu, Grazie ! » (ouvrir, ça veut dire s'écarter du centre du plateau). Un groupe se déchaîne : « C'est une catastrophe, les filles ! On reprend : tian pom-pom, tian pom-pom. Serge, tu pars en courant : ta gadagadagada. » Passe une fille en crinoline : Marie-Antoinette...

Après 1789... et nous, Béjart présente au Grand Palais deux programmes de répertoire. Le premier comprend A force de partir je suis resté chez moi, l'Oiseau de feu et le Sacre du printemps. Le second, Sept danses grecques, Patrice Chéreau (devenu danseur) règle la rencontre de Mishima et d'Eva Peron, Chaka (une création pour Eric Vi-An) et Boléro. Le chorégraphe a décidé que le Sacre du printemps et Boléro - ses best-sellers depuis plus d'un quart de siècle - seraient dansés là pour la dernière fois comme bientôt, peu à peu, dans le reste du monde. « Parce que j'aime voyager sans bagages. Je vis une histoire d'amour avec la danse, je n'aime pas la notion d'œuvres qui restent. »

Propos recueillis par SYLVIE DE NUSSAC.

★ 1789... et nous. Grand Palais, du 2 au 6 mai, du 8 au 13 mai, du 18 au 20 mai, du 24 au 27 mai, du 1er au 3 juin, du 8 au 10 juin et du 12 au 17 juin à 21 h 30. Tél. : 48-78-75-00. Durée non précisée. De 100 F à 250 F.

SPECTACLES NOUVEAUX

Les Nuits du hibou
d'après Hecatt de La Bretonne
et Louis-Sébastien Mercier,
mise en scène
de Christian Dente,
avec Marc Allgeyer,
Marc Gonsky,
Hervé Lantier
et trois musiciens.

Nouvelle adaptation et mise en scène de Christian Dente pour le centre dramatique de La Courneuve. Après Joyce, Babel et Maspesant, il s'attaque à Restif de la Bretonne et Louis-Sébastien Mercier pour une investigation dans le Paris de 1785.

Centre Jean Vaudremont, 23, rue de Général-Ledoux, 93000 La Courneuve. Du jeudi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-38-54-10. Durée : 2 heures. 40 F et 60 F.

avec André Pauwels,
Karen Rancourt,
Laurent Bouchou
et Frédéric Lecomte.

Nouveau texte et nouvelle mise en scène de l'un des piliers du Théâtre de l'Aquarium de la Cartoucherie de Vincennes - une bonne adresse ! - qui, Bicentenaire encore et toujours, s'interroge sur le destin public et privé du bon Monsieur Veto.

Cartouche de Vincennes, 32, rue des Cordons. Jusqu'au 29 avril, les 2 et 3 mai et du 9 au 13 mai. A 20 h 30 les mardi, vendredi et samedi, mercredi et jeudi à 19 h 30. Tél. : 31-67-38-00. Durée : 2 heures. 67 F et 87 F.

Marseille

Le Mariage de Figaro

de Beaumarchais,
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Holly Borguon,
Sabine Houdouin,
Jean-Paul Bordes
et Marcel Maréchal.

Décidément, la pièce emblématique du Bicentenaire tente bien des hommes de théâtre. Après Jean-Pierre Vincent et Antoine Vitez, Maréchal s'y attaque à son tour avec une distribution alléchante.

Le Crillon, théâtre national de Marseille, 30, quai de l'Observatoire. Du 28 avril au 17 juin, horaires variables. Tél. : 91-54-70-54. Durée : 3 h 30. De 75 F à 110 F.

Thomas II
de Jacques Krasmann,
mise en scène
de l'auteur,
avec Denis Mamel.

Denis Mamel seul en scène pour une tentative de « portualisation » du dramaturge autrichien Thomas Bernhard, disparu récemment.

Espace de Paris, 6, rue Pierre-au-Lard, 9. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-78-44-42. Durée : 1 h 05. De 80 F à 90 F.

Caen

Lois

de et mise en scène
par Jean-Louis Benoît.

SÉLECTION PARIS

Cats

de T.S. Eliot,
musique
Andrew Lloyd Webber,
mise en scène
chorégraphie de Gillian Lynne.

A Paris, après Londres il y a huit ans, New-York et Tokyo, avec le luxe, le professionnalisme - et les moyens - qui ont fait la légende de Broadway, voici Cats, une vraie comédie musicale sur des courtes histoires de chats adaptées de T.S. Eliot. Et la preuve, enfin, qu'on peut réunir en France des danseurs capables de chanter et des chanteurs capables de danser.

Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 9. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures, dimanche à 17 h 30. Tél. : 42-80-09-30. Durée : 3 heures. De 170 F à 280 F.

Le Cirque Aladin

Une joyeuse - très joyeuse troupe - venue de Suisse nous propose sous chapiteau un voyage en forme de Contes de la fable extraordinaire. Entre cirque traditionnel et music-hall, et avec un zeste de cabaret puisque l'on peut manger sur place, un grand et juste succès. Aladin et son chapiteau aux mille miroirs déambulent à la Cartoucherie de Vincennes.

Arènes de Lutèce, 48, rue Monge, 9. Jusqu'au 28 avril à 20 h 30. Tél. : 48-29-44-84. A partir du 5 mai à la Cartoucherie de Vincennes. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-08-36-20. Durée : 2 h 30. De 80 F à 180 F. Matinée samedi et dimanche à 15 heures avec un spectacle pour les enfants (60 F).

THEATRE 14
JEAN-MARIE SERREAU
en collaboration avec la revue
POUR LA DANSE
Association des auteurs de la
FONDACTION CREDIT NATIONAL
présente
**1989, HUIT CHORÉGRAPHES
DANSENT
POUR NIJINSKI**
Les 22, 23 et 24 mai 20 h 45
Daniel LARRIEU
Mathilde MONNIER
Hervé ROBBE
Mark TOMPKINS
Les 25, 26 et 27 mai 20 h 45
Andy DEGROAT
Odile DUBOC
Michel KELEMENIS
Karine SAPORTA
LOCATION OUVERTE
45.45.49.77

ATHENES
LOUIS JOUVET
NOMINATION
MEILLEUR SPECTACLE
DE LA DÉCENTRALISATION
QUARTETT
de HEINER MÜLLER
avec
EVELYNE DIDI et YANN COLLETTE
mise en scène
JEAN-LOUIS MARTINELLI
avec PAUL HICKIN
47.42.67.27 JOURNÉE PARIS 13.50.50.50
LOCATION OUVERTE : 47.42.67.27

LES EAUX ET FORÊTS
de Marguerite Duras
Mise en scène Claude YVES POIN
Théâtre de la Ville de Paris
du mardi au dimanche à 20 h 30
du mardi au dimanche à 15 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à 6 h 30
du mardi au dimanche à 5 h 30
du mardi au dimanche à 4 h 30
du mardi au dimanche à 3 h 30
du mardi au dimanche à 2 h 30
du mardi au dimanche à 1 h 30
du mardi au dimanche à 12 h 30
du mardi au dimanche à 11 h 30
du mardi au dimanche à 10 h 30
du mardi au dimanche à 9 h 30
du mardi au dimanche à 8 h 30
du mardi au dimanche à 7 h 30
du mardi au dimanche à

THÉÂTRE

D'Artagnan

de Jérôme Savary,
mise en scène
de Jérôme Savary,
avec Christophe Malavoy.

Machinerie à l'ancienne - plateaux tournant, trappes, tapis roulant, cintres, perches et glissières utilisées à plein - décors, costumes et lumières superbes, adaptation fidèle à la légende de Jean-Loup Dabadie, toute la fantaisie de Jérôme Savary, qui retrouve par instants la truculence du Magic Circus et Christophe Malavoy, qui, au vu du malin, a préféré le côté péquenaud charmeur du héros de Dumas. Quelques-uns des ingrédients d'une magie théâtrale.

Mogador, 25, rue de Mogador, 9^e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 48-78-75-00. Durée : 2 h 45. De 80 F à 240 F.

Dernière représentation le 29 avril.

Dom Juan

d'après Molière,
mise en scène
de Michel Tournier.

Le metteur en scène géorgien Mikhaïl Tumanichvili a rassemblé les jeunes comédiens et metteurs en scène qu'il avait lui-même formés à l'Institut théâtral de Rustaveli et créé une troupe, en 1978, dont voici la dernière production. Un classique français revisité par l'insolence, la modernité et la joie de ces « méridionaux ».

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mercredi au vendredi à 21 heures. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 2 h 20. 70 F et 95 F. Dernière représentation le 29 avril.

L'Ex-femme

de Jeanne Balasko,

mise en scène
de Jeanne Balasko,

avec Jeanne Balasko,
Richard Berry,
Daniel Berthou,
et Claude Andrieu.

Petit à petit, Balasko fait son apprentissage du théâtre. Là voilà sur une grande scène où elle reprend une pièce écrite avec succès l'automne dernier au Splendid-Saint-Martin par Jane Birkin et Thierry Lhermitte. Balasko prend des risques, de jeu et d'écriture plus que de mise en scène, et affine un style qui, avec cette nouvelle pièce, prend plus de relief. Du coup, une certaine gravité s'ajoute le rire qui tient bien sûr ici et toujours la vedette.

Gymnase Marie-Bell, 38, bd Bonne-Nouvelle, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-46-79-78. Durée : 1 h 45. De 60 F à 200 F.

Ivanov

d'Anton Tchekhov,

mise en scène
de Pierre Noiret,

avec Didier Sandre,
Nada Strancar
et Henri Virlogeux.

L'occasion est belle de retrouver une « troupe » qui avait enchanté les nuits du dernier Festival d'Avignon, avec Tchekhov déjà et un très beau montage de textes, chronique des fins d'après-midi imaginées par l'auteur. Elle est rejointe aujourd'hui par Didier Sandre, Henri Virlogeux et quelques autres pour un nouveau voyage dans la Russie de la fin du XIX^e siècle que nous ferons, une nouvelle fois et avec le même plaisir, aux côtés de la superbe Nada Strancar.

Théâtre des Américains, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-21-18-81. Durée : 3 heures. 80 F et 110 F.

Je me souviens

de Georges Perec,

mis en scène
par Sami Frey.

Dernières représentations à Paris de l'un des plus grands succès du dernier Festival d'Avignon. Sami Frey, seul sur scène, ou plutôt juché sur un « petit » vélo, évoluant magiquement entre plateau et cintres, fait sien

les souvenirs de Perec, et les nôtres. En mille mots cocasses, poignants, graves ou insignifiants de la vie de tous les jours assemblés en une épopée drôle et bouleversante. Génie de l'écriture, génie de l'interprète.

Opéra-Comique, 5, rue Favart, 2^e. Mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30. Matinée dimanche 15 heures. Tél. : 48-78-50-00. Durée : 1 h 10. De 110 F à 190 F.

Dernière représentation le 30 avril.

Je ne suis pas

Rapporteur

de Herb Gardner,

mise en scène
de Georges Wilson,

avec Jacques Dufré,
Georges Wilson.

Sur un banc de Central Park, Georges Wilson et Jacques Dufré fument des pétards et jouent les Zorro des temps modernes pour ne pas crever de vieillesse. En leur compagnie, on pardonne à la pièce ses complaisances parfois beuveries sur la société américaine. Ce spectacle fête ces jours-ci un an de « juste » succès.

Gare, 56, rue de Cléry, 9^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-36. Durée : 2 heures. De 25 F à 200 F.

Lorenzaccio

d'Alfred de Musset,

mise en scène
de Francis Huster,

avec Francis Huster,
Jacques Spierer,
et Miquel Mithénat.

Revoilà Francis Huster pour une nouvelle mise en scène à grand spectacle. Il s'empare du plus grand poète dramatique de notre répertoire, s'entoure de plusieurs dizaines de comédiens, et interprète lui-même, entre cynisme machinal et vilaine enfance, le personnage saisissant et ténébreux dessiné par Musset. Le public est ravi.

Théâtre Romain-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8^e. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-58-08-50. Durée : 3 h 45. De 80 F à 200 F.

Le Mariage

de Beaumarchais,

mise en scène
d'Antoine Vitez,

avec Catherine Samie,
Richard Fossion,
et Claude Malhès.

La première mise en scène d'Antoine Vitez à la tête de la Comédie-Française depuis essentiellement par les faiblesses de la distribution mais aussi par la distance prise par le metteur en scène avec une œuvre écrite pour tant avec beaucoup de simplicité. Dans le petit rôle de Marceline, Catherine Samie est excellente mais, hélas !, bien ensablée.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1^{er}. Le 30 avril, 14 heures ; le 2 mai, 20 h 30 (et les 7, 8, 10, 13 et 15 mai). Tél. : 40-16-00-15. Durée : 3 heures. De 40 F à 137 F.

Les Marionnettes

de Tiliel.

mise en scène
de Raza Gabrielsen.

Cinq marionnettistes des vieux quartiers de Tiliel, capitale de la Géorgie, emmenés par l'écrivain et scénariste soviétique Rezo Gabrielsen. Il a voulu casser toutes les conventions d'un art antique pour nous le rendre ici intact et beau.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Les mercredi, vendredi et samedi à 21 heures, le lundi à 17 heures. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 1 h 10. 70 F et 95 F. Dernière représentation le 1^{er} mai.

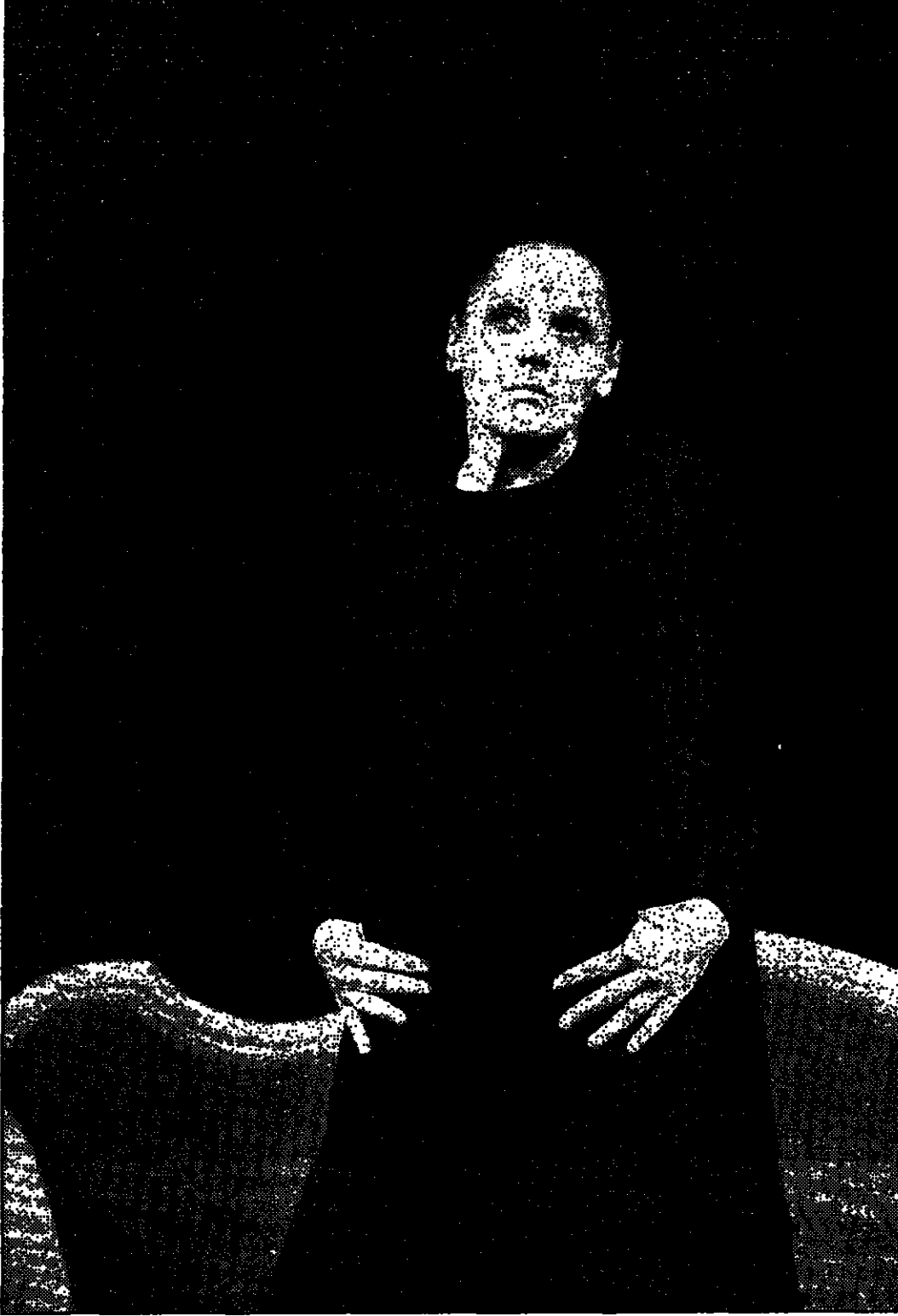
Moralités relatives

d'Alphonse Allais,

mise en scène
de Frédéric Mirovitch,

avec Andréa Retz-Rouyet
et Gérard Bourgeois.

Toute la drôlerie, toute la méchanceté, toute la poésie d'un observateur minuscule et impitoyable des mœurs



On ne badine pas

avec l'amour

d'Alfred de Musset,

mise en scène
de Jean-Pierre Vincent,

avec Alain Olivier,
Valérie Drévillon,
et Edouard Lefebvre.

Créé il y a plus d'un an à Sartrouville, ce spectacle de Jean-Pierre Vincent s'achève à Paris une tournée qui l'a conduit dans toute la France. Une vision de Musset, décidément à l'honneur, simple, que sert bien Valérie Drévillon.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 14 h 30. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 2 h 20. De 55 F à 110 F.

Savannah Bay

de Marguerite Duras,

mise en scène
de l'auteur,

avec Madeleine Renaud
et Bulle Ogier.

Nouvelle reprise d'une œuvre écrite par Marguerite Duras pour Madeleine Renaud. Savannah Bay est la méditation sublime d'une comédienne, appelée Madeleine, aux portes de la mort. Un auteur, deux actrices, trois femmes offrent en partage au spectateur tout ce

que la vérité et la poésie peuvent offrir de plus beau.

Théâtre Romain-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8^e. Les jeudi et vendredi à 20 h 30. Tél. : 42-58-08-50. De 80 F à 200 F.

St Venia Verbo

de Michel Deutsch,

mise en scène
de Michel Deutsch,

avec Michèle Fouchier,
Serge Merlin
et Grégoire Gesteira.

La nouvelle pièce de Michel Deutsch est une fable lyrique inspirée par le destin controversé de Heidegger, qui défiait aujourd'hui la chronique. Un homme, penseur et prisonnier, est confronté à son ancien disciple, qui le questionne et cherche à le comprendre sous le regard d'une femme chargée de la garde du vieux philosophe. Si Serge Merlin est bien le personnage qu'avait esquissé Michel Deutsch, l'un de nos dramaturges les plus passionnés, les insuffisances de ses deux partenaires déséquilibrent un ouvrage qui devient du coup difficile à comprendre.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Mala-Dra, 20^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-93. Durée : 1 h 40. De 50 F à 110 F.

Slastic

avec la compagnie El Tricicle.

Les trois copères d'El Tricicle reviennent à Paris et c'est tout mieux. Ces drôles - très drôles - de Catalans reprennent leur spectacle défilant sur le sport en quatre-vingt-dix minutes coup de poing, coup de cœur. Ils ont, dans toute l'Europe, esquissé un essai de l'humour dont il faut prendre d'urgence connaissance.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4^e. Du mardi au

mise en scène
des auteurs.

avec Régine Perry,
Luc Laffont,
Renard Houton.

Claude Dubois,
Mathieu Lhermitte,
Sébastien Lory,
Bruno Gérard,
Wanda
et Laurent Morla.

Tremplin d'une nouvelle génération de chanteurs à sa création en 1979 (France Gall nouvelle manière, Diane Dufré et Daniel Balavoine), Starmania, rejoint par ses auteurs, fresque naïve d'une civilisation futuriste où s'affrontent la déshumanisation et la quête - écologique - d'une nouvelle société, connaît le même succès et révèle une fois encore des talents prometteurs. En raison de son succès, Starmania est prolongé avec une nouvelle distribution.

Madrigal, carré Marigny, 8^e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 42-58-04-41. Durée : 2 h 20. De 100 F à 200 F.

La Tragédie

comédie

de Yves Hanolet,

mise en scène
de l'auteur,

avec Yves Hanolet.

Yves Hanolet est un jeune acteur belge qui n'était jamais venu ici. Le voici aux Bouffes du Nord, seul sur un plancher de bois. Courageux, donc. Et très drôle, disant, avec un accent exquis et en reconnaissant ses limites, beaucoup sur son art et beaucoup aussi sur la façon dont le public le regarde en prenant le regard. Bonne surprise que cette méditation drôle.

Bouffes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-30-34-50. Durée : 1 h 30. 70 F et 100 F.

RÉGIONS

La Rochelle

Combien de nuits
faudra-t-il marcher
dans la ville ?

de et mise en scène
par Catherine Anna,
avec Philippe Dumery,
Fabienne Luchet
et Marie Matheson.

Il est des mythes tannés, comme celui de la « robe » des auteurs et des metteurs en scène. Catherine Anna symbolise bien cette robe et son ingénuité : elle ne pensait pas faire un théâtre nouveau et pourtant elle l'a fait. Après Une année sans été, ce Combien de nuits... a surpris, et séduit. Une histoire d'amour à découvrir.

Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot. Du jeudi au samedi 28 avril à 19 h 30. Tél. : 46-50-57-57. Durée : 1 h 30. De 60 F à 75 F.

Villeneuve d'Ascq

Zouc : en scène,
en scène

Que dire encore sur les
talents de la dame en noir ?
Zouc est l'une de nos plus

grandes artistes, belle,
émouvante, captivante.
Zouc est unique et, pour
deux nuits, R uniquement
pour vous.

La Rose des vents, bd Van-Gogh. Le vendredi 28 et samedi 29 avril à 20 h 30. Tél. : 20-81-02-02. Durée : 2 h 15. De 70 F à 140 F.

Toulouse

Les grandes

jeunes

du Père

Duchenne

de Jean-Pierre Faye,

mise en scène
de Didier Carasso,

avec Jean-Jacques Morvan,
Didier Carasso,
Anne Kupfer,
Dominique Lagier
et Françoise Mayraux.

Trois tréteaux et neuf personnages pour servir un héros de théâtre qui fut, dès le début de la Révolution, souvent sur le ton de la farce, le porte-voix du peuple. Un spectacle drôle et féroce que l'on découvre avec curiosité.

Théâtre Daniel-Sorano. Jusqu'au samedi 29 avril. Les jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 18 h 30, matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 61-25-68-37. Durée : 1 h 40. De 50 F à 100 F.

DANSE

Jeune ballet

de France

Une nouvelle vague, chaque saison, de jeunes danseurs qui font au « JBF » leur première expérience de la scène. Dans des chorégraphies composées pour eux. Cette fois, elles sont signées Claude Brumachon, Susan Buirge, Pierre Darde, Nadine Horn, Hervé Jourdet, Murray Louis, Jean-Marc Matos et Mathilde Monnier.

Centre Georges-Pompidou. Jusqu'au 30 avril. Tous les jours à 20 h 30 sauf les mardi 28 et dimanche 30 avril. Matinée le samedi 29 à 14 h 30 et le dimanche 30 à 18 h 30. Tél. : 42-74-42-18. Durée non précisée. 70 F.

L et eux, la nuit

Un spectacle étrange de François Verret, avec la participation de deux monstres sacrés de la danse, Jean Babilée et Rosella Hightower.

Théâtre 14. Jusqu'au 30 avril. Tél. : 45-45-48-77. Durée : 1 h 15. 100 F.

Les Printemps

Une chorégraphie de Catherine Diverres, une des personnalités les plus fortes de la jeune danse française. Un spectacle plus proche du théâtre que de la danse.

Théâtre national de Chaillot, salle Gémier. Les 25, 27 et 28 avril à 20 h 30. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 heure. 80 F.

La sélection théâtre

a été établie par

Olivier Schmitt.

Dans :

Sylvie de Nassac.

18 avril au 13 mai

Nascimento

d'après
Clarice Lispector

avec
Françoise Coupat
Antonio Manso

Réalisation
Daniel Ponthier
LA CHRYSALIDE

Alpha Fnac

par le
THEATRE DE LA JACQUERIE

Mise en scène
ALAIN MOLLOT

17 AVRIL • 2 MAI

THEATRE VILLEJUIF
ROMAIN ROLLAND

M.P. Villejuif-Gaulier 47261502

du 19 avril au 21 mai

En Attendant Godot

de Samuel BECKETT • Mise en scène Claude YERGIN

avec Jean-Pierre BAGO, Thierry BOSC, Jacques BRYANT,
Jean-Claude FRISUNG

PRODUCTION NOUVEAU THEATRE D'ANGERS

JP Min 150

MUSIQUES

« UN DRAME MUSICAL INSTANTANÉ » AU X^e EUROPA JAZZ FESTIVAL

Brigade d'intervention légère

De sonorisations de films muets en expériences théâtrales, « Un drame musical instantané » (drôle de nom pour un groupe !) a su brouiller les pistes. Ni bruiteurs, ni jazzmen, ni marginaux, ces trois musiciens « anonymes » et facétieux jubilent : ils ont un bac pour eux seuls chez les disquaires.

ILS pensent leur musique et ils pensent celles des autres. Ils pensent à la musique. Ils ne pensent pas qu'à ça. Ils n'ont pas de noms, si, ensemble ils s'appellent « Un drame musical instantané ». Drôle de patronyme pour un orchestre : « Ce n'est pas pour nous une volonté de disparaître ou un souci d'anonymat. Encore que... C'est plutôt pour faire l'économie des egos. Pas d'égoïsme. Nous n'avons plus besoin que chacun place ses trucs. Notre méthode est simple : on se réunit autour d'une table. On parle de tout. Pas forcément de musique. On parle de ce dont parlent des amis. On est encore plus amis aujourd'hui qu'il y a treize ans. On s'engueule beaucoup, parfois gravement, mais les réconciliations sont fortes, claires. Jamais de concessions. En politique, par exemple, ça va loin. En revanche, tout un côté passionnel, névrotique, des discussions internes n'apparaît pas entre nous. Économie de ce fatras aussi. Si l'un des trois casse une idée — la part critique est très violente entre nous — il doit en proposer une autre, il doit convaincre les autres, plaines. Treize ans que ça dure. L'unité plus dure aujourd'hui qu'au début. »

Leur musique ? Ils l'ont d'abord nommée musique à programme, puis musique à propos : « Au pluriel, propos ! même si ça ne change rien. C'est une musique à propos de tout et de rien. Quand on faisait des musiques à programme, suggestives, ouvertes à la liberté et à l'invention de l'auditeur, car c'est lui qui était censé les découvrir en les écoutant, on restait encore trop directifs. »

« Maintenant, nous prétendons poser des questions, laisser aller la musique... au Mans, par exemple, nous allons jouer pour la quatrième fois de notre existence avec la Chute de la maison Husher, de Jean Epstein. C'est un concert avec écran. Un exercice d'autant plus exigeant que n'importe quel son, sur n'importe quelle image, produit, c'est bien connu, un effet de sens. La difficulté, c'est de contrôler ces effets de sens et leur aspect dramatique. C'est là le drame musical instantané... »

« Pour retrouver l'émotion de nos premières improvisations sur image, nous nous livrons maintenant à un autre type d'expérience : à Grenoble, le 12 juin, nous allons présenter Zappan Pompi 2. Nous zappons sur les images de la télé en direct. Nous les mélangeons avec celles d'une caméra miniature sur le spectacle. Sur scène, il y a également un chorégraphe et une danseuse. Nous cherchons à reconstituer un film muet contemporain. En prise directe sur ces images, nous jouons. Et nous tenons un discours critique qu'elles provoquent en nous. Nous jouons ce discours critique. C'est à la fois très acrobatique et très excitant. »

« Un drame musical instantané » fonctionne loin des modes et des marchands. Comme certains circuits de la poésie contemporaine (Banana Split), comme les fanzines ou les chercheurs. Pas de marginalité : d'autres réseaux. Ils correspondent (par échanges musicaux, de compositions, de partitions, de cassettes ou par participation à des compilations) avec le monde entier : États-Unis, Grande-Bretagne, Japon, Allemagne, Israël, Finlande, etc. Ils ne cherchent pas à produire de la musique pure. Ils cherchent à parler,



Jean-Jacques Birgé, Bernard Vitet, Francis Gorgé.

à échanger, à se convaincre : « Si nous sommes didactiques, c'est d'abord à notre endroit. Par exemple, notre pièce Pourquoi la nuit a été inspirée d'un débat autour du timbre. Nous ne trouvions pas la richesse de nos sons assez convaincante. Nous avons cherché à la développer à propos d'un thème particulier. Ce qui nous a gênés pendant longtemps, c'est d'être pris pour des bruiteurs, des incassables, des illustrateurs. Maintenant, dans les grands magasins, nous avons droit à notre bac pour nous tout seuls. C'est aussi bien ainsi. On voit le public — comme on le voit en concert. Nous n'avons pas de public type, il comprend aussi bien des punks coiffés à l'Éroquois, que des minettes, ou des pépés tranquilles. Ce mélange nous plaît beaucoup. »

« Les nouvelles techniques nous ont permis de réaliser des idées que nous avions en tête depuis le début : les synthétiseurs, les instruments de synthèse et surtout les échantillonneurs, dès que ce matériel fut arrivé à un prix abordable. Il a ouvert d'un coup notre champ : ce goût de la symphonie, du gigantisme et aussi bien des brusques changements de climat. »

« Nous voulons nous faire accepter comme des contemporains populaires. Tout simplement. Des

contemporains qui sont un miroir de l'époque. On a ce sentiment que les musiques populaires (jazz, rock, variétés, chanson) se sont digérées les unes les autres et que la musique dite « contemporaine » s'est usée à force de mariages consanguins. »

« C'est pourquoi nous continuons de travailler dans la fiction. Nous racontons des histoires pour les enfants. Dans une forme particulière de joie. »

FRANCIS MARMADE.

★ Dixième Europa Jazz Festival au Mans. Au palais des congrès : le 26, « Un drame musical instantané » ; le 27, TSF et Daniel Buck ; Patricia Caratini Omet ; le 28, Levallois Swing Strings, Eddy Louiss et Toots Thielemans ; le 29, Carlos Zingaro, Fortuna, Dennis Laro, Michel Dondès et Nink Le Quan, Aladar Pegg, Henri Texier. À l'abbaye de l'Épau : le 30, Arturi Gani, Leonbi Szarahu et Tim Naiso, John Surman et Joel Altonche, Hervé Bourde, Maarten Altena, Vienna Art Orchestra ; le 1^{er} mai, Trio Koch/Schitz/Kapell, René Bonthuis, Dan Jarka, Willem Breuker Kollektief, Trio Bravo, Louis Schavis. Renseignements horaires, tél. : (16) 43-21-90-82. Locations, tél. : 43-23-79-13.

★ Discographie. « L'Hallali » : un disque compact GRRR 2011. « Sous les mers » : un disque compact GRRR 2012. GRRR, 63, bd de Ménilmontant, 75011 Paris. Tél. : 43-57-57-75. Les disques GRRR sont distribués par Harmonia.

DÉCOUVERTES DE LA SEMAINE

Burgon Études pour deux pianos	Rameau Séto en si mineur
Eschich Sextuor à cordes	Comperin 13 ^e Ordre
Lazzano-Ortega Quatuor à cordes	Bach Concerto italien
Pauset Études lyriques	Haendel Chaconne en sol majeur
Xenakis Xas	Olivier Baumont, formé par Hugues Dreyfus, Gustav Leonhardt et Kenneth Gilbert, est l'un des clavecinistes français les plus écoutés. Il joue Comperin avec la délicatesse de toucher, la souplesse rythmique, qu'exige cette musique imagée. Rameau avec détermination et virtuosité, Bach avec une rigueur bien tempérée et Haendel avec imagination. Il vient d'enregistrer le premier volume d'une intégrale de l'œuvre pour clavier de Rameau (Adda). L'ayant appris, Hugues Dreyfus a repoussé à plus tard un projet semblable. Bel hommage du maître à son élève.
Le 26, Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. Entrée libre.	Le 29, Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-63-05-07. De 70 F à 150 F.

SÉLECTION PARIS

Mercredi 26 avril	Prokofiev
Mozart Sonate KV 310	Symphonie classique Concerto pour piano et orchestre n° 2 Roméo et Juliette, suites pour orchestre n° 1 et 2
Beethoven Sonate op. 110	Dimitri Alexiev (piano). Orchestre de Paris. Yuri Temirkanov (direction).
Schubert Moments musicaux Sonate en la mineur op. 143 D 794	Malgré les apparences, la Symphonie classique de Prokofiev est l'une des œuvres les plus terribles d'un orchestre (les pupitres les plus confirmés s'y cassent les dents). L'Orchestre de Paris n'a pas un quatuor à cordes irréprochable. En revanche, Temirkanov est un chef solide, précis. Attendez un miracle (il s'est déjà produit avec une mémorable Symphonie de Bizet dirigée par Bernard Haitink). Avec sa cadence, si longue, si difficile, le 2 ^e Concerto de Prokofiev a de quoi terrifier les pianistes les plus aguerris. Formé à la rude école soviétique, Dimitri Alexiev saura en surmonter les chausse-trappes.
Maria-Joao Pires (piano).	Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 27). Tél. : 45-63-07-96. De 48 F à 150 F.
Maria-Joao Pires est l'une des pianistes préférées des Français. Depuis son retour à la scène, après quatre années de repli, son jeu a gagné en profondeur ; elle n'est plus la gentille pianiste que l'on admirait dans Mozart, mais chez laquelle on pouvait parfois regretter une joliesse, certes attendrissante, mais parfois frustrante. Aujourd'hui, elle prend davantage de risques, elle va au fond des œuvres qu'elle a choisies de jouer. Cela ne va pas sans casse ; parfois on la sent nerveuse, instable. Mais lorsque toutes les conditions sont réunies, cette jeune femme à l'allure fière commande aux éléments, déclenche des tempêtes. L'une des plus étonnantes, des plus artistes pianistes de notre temps.	Jeudi 27 avril
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 250 F.	Meyerson Symphonie n° 29

Retenez vos places

Le 9 mai, Catherine Collard (piano) : œuvres de Haydn, Franck, Schumann (non précitées). Salle Gaveau, 20 h 30. Location aux caisses, renseignements : tél. : 49-63-05-06. De 90 F à 180 F.

Le 9 mai, Murray Perahia (piano) : Beethoven (Variations en si mineur, Sonate op. 2 n° 3), Bachmanov (quatre Études-Tableaux), Schumann (Carnaval de Vienne), Liszt (3^e Concerto), 12^e Rhapsodie hongroise. Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.

Le 11 mai, Michel Delbecq (piano) : Beethoven (Sonates op. 10 n° 1, 2, 3), Liszt (Sonnettes, Méditation de Dieu dans la solitude, Pastorales). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 250 F.

Le 12 mai, Boris Beldin (violin), Orchestre philharmonique de Radio-France, Hans Vlek (direction) : Grieg (En automne, Peer Gynt), Sibelius (Concerto pour violon). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 140 F.

Le 16 mai, Oscar Schatzky (violin), Orchestre national de France, Jean Lopez-Cabes (direction) : Rimski-Korsakov (la Grande Pêche russe), Prokofiev

(1^{er} Concerto pour violon), Dvorak (Symphonie n° 8). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 175 F.

Le 16 mai, Radu Lupu (piano) : Bach (1^{re} Partita), Mozart (Sonate KV 532, Schubert (Sonate D 960). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

Le 24 mai, Nelson Freire (piano), Orchestre de chambre de Lausanne, Luis Garcia Navarro (direction) : Turina (La Orquesta del Torero), Falla (Rituel dans les jardins d'Espagne, Les Tricoteuses de maître Pierre), salle Faurat, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. De 25 F à 150 F.

Le 25 mai, Maria Oren, Maria Rosa Ims, Manuel Gid (chant), Heinrich Schiff (violoncelle), Orchestre national d'Espagne, Christobal Haefliger (direction) : Falla (la Vie brève), Haefliger (Concerto pour violoncelle). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. De 40 F à 180 F.

Le 29 mai, Maurizio Pollini (piano) : Brahms (Klavierstücke op. 119), Schoenberg (Pièces pour piano op. 11), Stockhausen (Klavierstücke n° 1, 4, 5), Beethoven (Sonate Hammerklavier). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

Le 1^{er} juin, Trio de Barcelone : Brahms (Trio n° 1), Gounod (Passion Trio), Ravel (Trio). Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. De 40 F à 120 F.

Le 9 juin, Lucia Popp (soprano), Orchestre philharmonique de Radio-France, Marek Janowski (direction) : Richard Strauss (Don Juan, Intermezzo, Suite du Chevalier à la rose, Scène finale de Capriccio). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 140 F.

Les 9 et 10 juin, Murray Perahia (piano), Orchestre symphonique de Londres, Sir Georg Solti (direction) : Mozart (Concerto KV 467), Brahms (4^e Symphonie), Beethoven (4^e Concerto), Mahler (1^{re} Symphonie). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 120 F à 500 F.

Le 11 juin, Orchestre national de France, Wolfgang Sawallisch (direction) : Richard Strauss (Sinfonia domestica, le Bourgeois gentilhomme). Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 175 F.

Le 13 juin, Nikita Magaloff (piano) : Chopin (Berceuse, Mazurka op. 62, 3^e Sonate), Scriabine (Études op. 42), Stravinsky (Petrouchka). Salle Pleyel, 20 h 30.

Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.

Le 16 juin, Claudio Arretu (piano) sous réserve : œuvres de Beethoven, Brahms et Liszt (non précitées). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 250 F.

Le 19 juin, Alicia de Larrocha (piano) : Schubert (Impromptus op. 90 n° 1 et 4, Sonate op. 120, Albaniz (Evocación, Rondón, Triana), Granados (Los Requeijos, Quejas a la maja y el ruiseñor, El Polo), Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 40-27-82-25. De 40 F à 220 F.

Le 19 juin, Alfred Brendel (piano) : Haydn (Sonate Hob XVI 44), Brahms (Ballades op. 10), Weber (Sonate op. 39), Mendelssohn (Variations sérieuses), Beethoven (Sonate Appassionata). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

Le 23 juin, Vlado Perlemuter (piano) : Beethoven (les Adieux), Fauré (trois Nocturnes), Chopin (quatre Ballades). Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73, par Carte bleue uniquement. De 100 F à 280 F.

MUSIQUES

24

Bartok

Concerto pour violon et orchestre n° 1

Schumann

Symphonie n° 4

Gidon Kremer (violon), Orchestre national de France, Kurt Sanderling (direction).

Kurt Sanderling n'a pas le renom qu'il mérite. Formé à la grande école allemande de direction, il a passé la seconde guerre mondiale à Leningrad, où il s'était réfugié, auprès de Mravinski, avec lequel il partageait le prestigieux Philharmonique de la ville. Aujourd'hui, il mène une carrière de chef itinérant (il a laissé l'Orchestre symphonique de Berlin-Est à Claus Peter Flor) et se fait applaudir dans le monde entier. Hélas ! les maisons de disques ne « suivent pas », et ses disques se font rares. L'une des dernières fois qu'il est venu à Paris, il a dirigé la 9^e Symphonie de Schubert, à la tête de l'Orchestre de Paris et le même 1^{er} Concerto de Bartok (le soliste était Augustin Dumay). Cette fois-ci, Gidon Kremer (qui joue souvent à Paris ces temps-ci) « tiendra » le violon. Un concert à ne pas manquer.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 25 F à 175 F.

Schubert

Quintette D 703

Dvorak

Quatuor à cordes n° 11

Brahms

Quintette pour clarinette et quatuor à cordes

Dans n'importe quel autre pays que la France, Michel Portal aurait trouvé une maison de disques pour l'accueillir avec la déférence due à son rang. Il aurait pu ainsi enregistrer les concertos de Mozart et de Weber, ou les quintettes de Mozart et de Brahms avec des quatuors à sa mesure. Mais il paraît qu'il est difficile à manier, qu'il a l'humour versatile. Martha Argerich, Carlos Kleiber, Sviatoslav Richter ou Jessye Norman ne sont pas non plus des petits bouts. Portal est leur alter ego. Et personne ne joue le Quintette de Brahms comme lui.

Musée d'Orsay, 20 h 30. De 70 F à 100 F.

Brahms

Sonates pour piano et violon, intégrales

Marie-Annick Nicolas (violin), Patrick Dechorgnat (piano).

Très travaillées, avec leurs enchevêtrements harmoniques suffocants de beauté, leurs phrases longues, suspendues, leurs couleurs fondues - brun assourdi, mauves fanés - les sonates pour violon et piano de Brahms ont depuis longtemps retenu l'attention du public et des violonistes. Marie-Annick Nicolas est violon solo à l'Orchestre philharmonique de Radio-France, Patrick Dechorgnat a travaillé avec Vlado Perlemuter. Ils sont jeunes, travaillent d'arrache-pied. Leur concert devrait être une réussite.

Salle Gaveaux, 20 h 30. Tél. : 48-55-05-07. De 90 F à 160 F.

Bach

Partita n° 1

Ravel

Gaspard de la nuit

Schoenberg-Busoni

Pièces pour piano op. 11 n° 2

Chopin

Scherzo n° 3

Hocurama op. 9 n° 2

et op. 27 n° 2

Valse n° 1, 5 et 14

Ballade n° 4

Myriam Birger (piano).

Un prix au Concours Marguerite-Long, des cours avec Samson François, des tournées de concerts, la « une » des journaux, puis le doute, le repli dans le travail et l'approfondissement de son art. Le cheminement de Myriam Birger est respectable, son jeu sans chichis ni faux-semblants. Musical, avec un grand M.

Focalté d'Ames, Grand amphithéâtre, 20 h 30. Tél. : 48-06-56-46. 40 F.

Monteverdi

Cecilia

Scarletti

Haydn

Rossini

Strauss

Airs, mélodies et lieder

Lella Cuberti (soprano),

Robert Kertelson (clavessin,

piano-forte).

La nature a doté Lella

Cuberti d'un timbre naturel-

lement beau et étonnant ;

elle possède une technique

accomplie. Sa voix fraîche,

légère, la rend indispensable

dans certains rôles rossini-

ens. Au Châtelet, elle

donne un récital, accompa-

gnée au piano-forte et au

clavessin. Lella Cuberti n'

aura pas à lutter contre un

orchestre au grand complet.

Les amateurs de beau chant

s'en réjouiront.

Théâtre du Châtelet, 20 h 30.

Tél. : 40-20-28-40. De 45 F à

180 F.

Vendredi 28 avril

Ketonski

Trio, pour clavessin et

percussion

Andriessen

Ouverture pour Orphée, pour

clavessin

Michele

Phantasie, pour percussion

Aperçus

Cinq petits moments brevis

pour le clavessin

Ferrari

Conversation intime, pour clavi-

solin et percussion

Elizabeth Chojacka (clavessin),

Sylvio Gaudin (percussion).

Elizabeth Chojacka est-elle

une grande claveciniste qui

se dévoue corps et âme à la

musique contemporaine, ou

une claveciniste qui s'est

fait une réputation grâce à

la musique contemporaine ?

Réponse dans cinquante

ans. Pour le moment, de

nombreux compositeurs

écrivent pour son clavessin

et elle ne ménage pas sa

peine pour les présenter au

public, les faire adopter. Son

ardeur fait d'ailleurs plaisir à

voir et à entendre.

Maison de Radio-France,

18 h 30. Tél. : 42-30-15-16.

60 F.

Rossini

Ouverture de la Pie voleuse

Prokofiev

Concerto pour piano

et orchestre n° 3

Tchaïkovski



Symphonie n° 4

Nicolaï Petrov (piano),

Orchestre philharmonique

de Leningrad,

Marius Jansons (direction).

L'Union soviétique, qui pro-

duit quantité de violonistes

de haut vol, n'a qu'un

orchestre de la qualité des

meilleurs : l'Orchestre phi-

lharmonique de Leningrad.

A la mort d'Evguény Mrav-

inski (le créateur de tant

de symphonies de Chostako-

vitch, véritable statue du

commandeur de la direction

d'orchestre, artiste vénéré

par beaucoup de chefs, Her-

bert von Karajan en tête),

l'orchestre a été confié à

Yuri Temirkanov, Marius

Jansons et Emil Tchakarav.

Le Philharmonique de

Leningrad a une sonorité

tranchante, des cordes

impeccables, des vents tou-

ques qui le rendent recon-

naissable entre mille. Il a

enfin une sonorité d'ensem-

ble qui le rend aussi indis-

pensable dans le répertoire

russe que l'Orchestre natio-

nal dans Debussy ou Ravel.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. :

45-63-88-73. De 100 F à

360 F.

Cuniet

La Lise des nuits

Flacher

Préfaceaux Imaginaires

Debussy

Iberia

Armand Angster (clarinette),

Orchestre philharmonique

de Radio-France,

Michel Tchaïkovski (direction).

L'une des missions priori-

taires de l'Orchestre phi-

lharmonique de Radio-

France est de se consacrer

au répertoire contemporain.

Avant l'arrivée de Marek

Janowski, il remplissait sa

tâche avec conscience, mais

ses pupitres manquaient

d'homogénéité, et l'on ne se

pressait pas lorsqu'il pro-

grammait Mozart, Schu-

mann ou Brahms. Sa « dé-

fense et illustration » de

la musique d'aujourd'hui en

pâlisait. C'est parce que

Pollini s'est fait applaudir

pour ses interprétations de

Chopin, Beethoven et Schu-

mann que son Boulez est

sanctifié. Le « Philhar » est

devenu l'un de nos meilleurs

orchestres. Cela s'entend.

Maison de Radio-France,

20 h 30. Tél. : 42-30-15-16.

60 F.

Samedi 29 avril

Moussorgski

Ouverture

de la Khovantchina

Tchaïkovski

Concerto pour violon et

orchestre

Moussorgski-Ravel

Tableaux d'une exposition

Vladimir Spivakov (violon),

Orchestre philharmonique

de Leningrad,

Yuri Temirkanov (direction).

Live ci-contre.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. :

45-63-88-73. De 100 F à

360 F.

Mozart

Divertissement

Solal

Echanges, concerto pour

piano et orchestre, création

Marcel Solal (piano),

le Camerata de France,

Daniel Tsai (direction).

Pianiste de haute lignée

(Sviatoslav Richter aurait

aimé jouer la Sonate pour

deux pianos et percussions

de Bartok avec lui), im-

provisateur en état d'apocu-

se, Marcel Solal ne dédai-

gne pas emprunter les voies

de l'écrit. Il n'en est pas à

sa première collaboration

avec les « classiques », ni à

sa première œuvre concer-

tante. Sa musique « fixée »

est généralement le résultat

d'un travail méticuleux,

hautement compétent ; elle

s'inscrit dans la tradition

française (jusque dans cette

puanteur qui se cache derrière

des instrumentations miné-

rales, scintillantes).

Evry, Théâtre de l'Agora,

20 h 30. Tél. : 84-67-30-31.

De 55 F à 70 F.

Dimanche 30 avril

Schubert

Quatuor à cordes n° 1

Haydn

Quatuor à cordes op. 74 n° 2

Bartok

Quatuor à cordes n° 3

Quatuor de Tokyo.

Après des débuts frac-

sants, le Quatuor de Tokyo

s'est fait plus discret, au di-

que comme au concert. Il

revient, ce dimanche matin,

au Théâtre Renaud-Barrault

pour jouer Schubert, Haydn

et Bartok. On envisage de

manquer la messe.

Théâtre Renaud-Barrault,

11 heures. Tél. : 42-56-08-80.

70 F.

RÉGIONS

Marseille

Verdi

Don Carlo

Avec Dennis O'Neill,

Suzanna Meara,

José Van Dam,

Liliana Nejcova.

père. Ni romantique ni sec, le jeu de Jérémy Menhinio convient à merveille aux concertos de Mozart, comme aux trois premiers de Beethoven.

Le 27, Halle aux grains, 20 h 30. Tél. : (16) 87-22-80-22. De 80 F à 180 F. (+ le 28, au Parvis, à Turbès ; le 29, au Pia galant, à Bordeaux-Mérignac, pour ce dernier concert : Michel Plasson prendra la baguette et remplacera le Sr de Schoenberg par la Symphonie fantastique de Berlioz.)

Villeneuve-d'Ascq

Hommage à Henryk Szeryng

Vivaceli

Concerto pour quatre violons

et orchestre

Bach

Concerto pour deux violons et

orchestre

Brahms

Concerto pour violon et

orchestre

Gérard Poulet (violin),

solistes de l'Orchestre,

Orchestre national de Lille,

Hans Ormawitz (direction).

Après avoir travaillé sous la

direction de son père (Gas-

ton Poulet, le créateur de la

Sonate de Debussy, grand

chambrière et chef d'orchestre

renommé), Gérard Pou-

let a éprouvé le besoin

d'échapper à la tutelle

paternelle en travaillant

avec des maîtres venus

d'horizons différents.

Nathan Milstein, Yehudi

Menhinio, mais surtout Hen-

ryk Szeryng, lui indiquent

le chemin à emprunter pour

mieux mettre en place l'art

du violon et la musique.

Le 28, la Rive des saules,

20 h 30 (+ le 29, à Régennes

Saint-Vaast d'Hondschote ;

le 29, au CAC Jean-Ranc de

Dieppe). De 80 F à 100 F.

JAZZ

Claude Nougore

Son séjour à l'ombre de l'Empire State Building lui a permis de renouer avec le sommet des hit-parade. Pour la première fois depuis son départ pour New-York (Etat de New-York), le chanteur de Toulouse (département de la Haute-Garonne) revient sur Seine. Accompagné de musiciens américains inédits, il men-

ture très aiguë. Mais l'orchestre est l'âme de l'ouvrage, avec sa couleur originale et peut-être quel-

ques traces de Messiaen.

Le 27 avril, Opéra, 20 h à

Lyon, le 11 mai. Tél. : (16) 86-36-71-12. De 30 F à 170 F.

Toulouse

Eliem

ARTS

L'ART PRIMITIF EN TROIS EXPOSITIONS

Le cru, le cuit et la bouillie

Comment exposer l'art primitif ?
Une question secondaire en apparence, qui renvoie à des problèmes de fond. Les réponses de la Fondation Maeght, de la Fondation Dapper et du Musée des arts africains et océaniques reflètent les manières inégales d'approcher cet art.

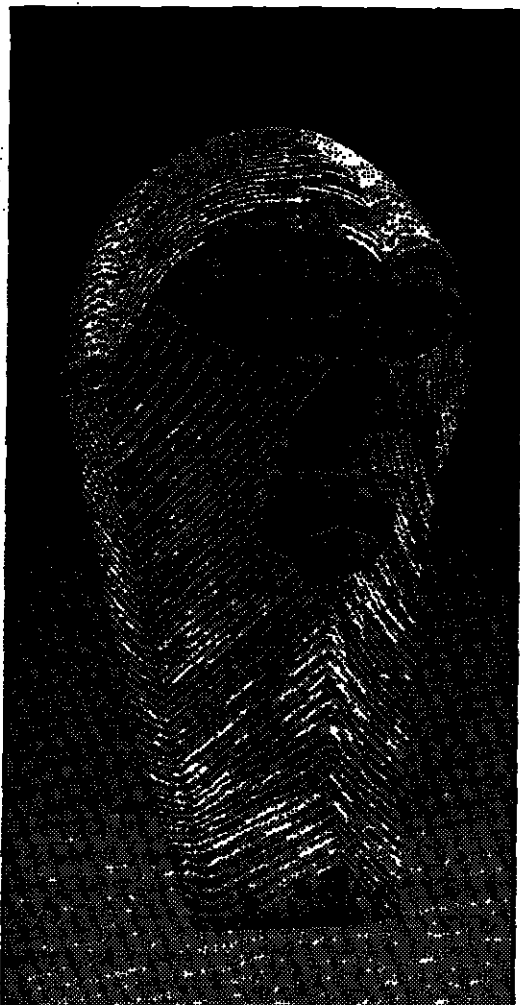
La Fondation Maeght s'ouvre à l'art primitif. Une première pour ce temple de l'art moderne qui accueille la collection Barthelemy-Müller. Joseph Maeght, citoyen de Soleure, en Suisse, commença à s'intéresser à l'art africain quand le krach boursier de 1929 lui eut interdit de continuer à acheter des œuvres occidentales. Il se mit à chiner sur les marchés aux puces et à acquérir, au hasard de ses trouvailles et de son humeur, masques, bijoux, statues et meubles. Les débris de sa fortune convergèrent largement ces achats qu'il entassait dans une sorte de remise, près de son domicile. Son gendre, Jean-Paul Barbier, épura et continua la collection de son beau-père. C'est aujourd'hui un ensemble considérable que l'on peut voir — difficilement — à Genève.

A Saint-Paul-de-Vence, la Fondation Maeght présente deux cents pièces. Le choix est rigoureux. Le classement géographique. Une courte notice indique les principales caractéristiques de l'éthnie où sont fabriqués ces objets. Le fond est uniformément blanc. La lumière naturelle. Certaines pièces, regroupées dans de vastes vitrines, souffrent de leur relatif éloignement, mais la plupart sont disposées de telle manière que l'on peut tourner autour d'elles. Tous les styles sont passés en revue, du naturalisme le plus sage à l'abstraction la plus totale, de ce paisible visage anang (Nigeria) à ce masque tché (Congo) maintes fois publié, à la symétrie rigoureuse, en passant par les volutes baroques du cimier de la confrérie de la nuit bangwa (Cameroun).

LES OBJETS ET LE VÊCU

L'amateur pourra admirer toutes les gammes de patines, brillantes ou mates, croûteuses ou moutonnées, et les mélanges de matières les plus diverses : bois, fibres, peaux, métal ou plumes. Il passera des poteries nok (septième siècle avant J.-C.) aux statuettes de Djenné (treizième siècle après J.-C.) avant d'aborder les bronzes du Bénin (dix-septième siècle après J.-C.) et les sculptures de notre siècle, dont les auteurs sont parfaitement identifiés. L'esthétique de tout le continent noir, depuis deux mille ans, tient ici dans quelques salles.

Cela ne va pas sans chagriner les esprits carrés. Que dirait-on si un musée africain ou asiatique exposait de « l'art blanc » en vrac : Vierge bourguignonne et fantôme Jacob, ostensoir baroque et lampe de Gallé, morceaux de frise grecque et fragments de décors art-déco ? Cela n'a visiblement préoccupé aucun des responsables de la Fondation Maeght, qui insistent — leur accrochage le prouve — sur la parenté de cette esthétique avec l'art moderne occidental, déjà soulignée par Jacqueline Frye : « Multidisciplinarité, importance de l'installation et de la performance, exploitation des matériaux les plus divers, pratique du collage et du montage, prééminence du signe, union du littéral et du métaphorique, exercice d'une esthétique communautaire. » Est-ce ainsi nier la spécificité de l'art africain ? Oui, répondent certains ethnologues. Vous le ravaliez à un simple avatar de l'art occidental. Les objets que l'on présente ici, nus, crus, sont, en réalité, au centre d'un environnement complexe qui les justifie et les assume. Les couper de ce vécu est une erreur.



Masque songyé, Zaïre



Masque de danse tsangui, Gabon

A la Fondation Dapper, qui fait toujours l'effort de montrer des pièces rassemblées autour d'un thème, dans un décor raffiné, la sophistication est encore plus grande. Les appuis-tête, objets de l'actuelle exposition, venus de toute l'Afrique, mais aussi du Pacifique, de la Chine, du Japon et de l'Égypte ancienne, sont uniquement classés par forme et par matière. Ellipses, torsades, courbes et contre-courbes, vides et pleins, bois durs et bois légers, céramiques et pierres, s'affrontent dans des vitrines inspirées, sous un éclairage encore un peu trop dramatique. Cet art mobilier touche, dans bien des cas, à la sculpture. Certaines pièces sont des chefs-d'œuvre d'élégance, voire des chefs-d'œuvre tout court. Ce « dialogue », qui aurait strictement plus à Malraux, recréerait un danger. « Les musées imaginaires, nous dit Jean Laude, énoncent les caractères originaux d'un art, ils réduisent les arts de tous les temps et de tous les pays à quelques dénominateurs communs mais fallacieux. » Et de dénoncer le « mirroir aux effets purement rétinien ».

Mais cette cuisine élaborée, trop cuite peut-être, ne vaut-elle pas mieux que l'habituelle bouillie qui nous est habituellement servie au musée des Arts africains et océaniques, qui donne volontiers dans le didactique ? La plus récente, consacrée aux « Arts de la vie et de la survie » à Madagascar, n'échappe pas à la règle. L'exposition hésite entre plusieurs parties, survole la vie quotidienne des Malgaches, aborde les différentes civilisations de la Grande Ile, évoque rapidement son habitat et ses rites funéraires sans dépasser le niveau moyen d'une conférence de la salle Pleyel. Quelques belles pièces émergent difficilement de ce four-tout.

NOUVELLES EXPOSITIONS

Croisement de signes

Du geste au signe, du signe à la calligraphie et ses résonances multiples : l'œuvre, on une partie de l'œuvre, de cinq artistes de qualité — Mahdjoub Ben Bella (Algérie), Jean Degottier (France), Brion Gysin (État-Unis), Shaker Hassan (Irak), Lee Ufan (Corée du Sud). Avec cette exposition, l'Institut du monde arabe remplit son rôle de lieu de rencontres et d'échanges comme il ne l'avait encore jamais fait dans le domaine des arts plastiques.

Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard, Paris 5^e. Tél : 40-51-38-38. Tous les jours, sauf lundi, de 13 h à 20 h. Du 24 avril au 18 août.

Le XVII^e siècle en Europe

Le pavillon Antoine-de-Navarre, qui fut construit sous Henri IV, accueille une vingtaine d'œuvres du XVII^e siècle prêtées par des collectionneurs privés. Parmi elles, des toiles florentines de Furini et de Pignoni, que l'on a vues récemment au Grand Palais, et un Gréco célèbre, le Saint François en extase.

Hôtel de ville, pavillon Antoine-de-Navarre, 48, rue de Paris, 75000 Charonne-le-Pont. Tél : 43-58-82-80. Tous les jours de 14 h à 18 h. Du 25 avril au 24 mai.

Frank Horvat

Soixante tirages en noir et blanc retracent la carrière d'un opérateur discret qui a travaillé avec William Klein le style « mode-reportage ». Aux conventions du studio, Horvat substitue de faux instantanés de la vie qui célèbrent une mode intemporelle. Au Comptoir de la photographie, ce père de famille nombreuse expose des arbres en couleurs et tourne les pages de son album intime.

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carpeaux - 4 à 8, Grande Galerie, Paris 1^{re}. Tél : 40-28-57-12. Tous les jours, sauf lundi, de 13 h à 18 h, samedi, dimanche jusqu'à 19 h. Du 25 avril au 2 juillet. 7 F.

Comptoir de la photographie, cour du Bat-Air - 55, rue de

Faubourg-Saint-Antoine, Paris, 12^e. Tél : 43-44-11-35. Tous les jours, sauf samedi et dimanche de 11 h à 19 h. Du 25 avril au 17 juin.

Miniatures de l'Inde impériale

On voit trop rarement en France les œuvres des artistes indiens du XVII^e siècle, époque bénie où l'empereur moghol Akbar encourageait peintres et illustrateurs. Ces miniaturistes ont créé une véritable école raffinée et inventive. Leur usage de la couleur et leur dessin conjugués harmonie et description de la nature et des hommes. On verra ainsi quelques-uns de ces portraits qui furent, plus tard, l'admiration de l'Europe et influèrent sur l'art de Manière.

Musée national des arts asiatiques - Galleries 6, 6a, d'Orsay, Paris 16^e. Tél : 47-52-81-85. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Du 25 avril au 10 juillet. 15 F.

Morceaux choisis du XIX^e siècle

Curieuse idée : les conservateurs d'Ile-de-France associent leurs collections pour composer un panorama du XIX^e siècle. Il sera — nécessairement — incomplet et imprévu. Au catalogue : Monet, Gauguin, Caillebotte, Carpeaux, Bourdelle, mais aussi Carotus Durand, Hemmer et Joseph Bernard.

Mairie du IX^e arrondissement, 8, rue Drouot, Paris 9^e. Tous les jours de 11 h à 18 h. Du 25 avril au 2 juillet.

Peintures flamandes XVI^e-XVII^e siècle

Autour d'un portrait remarquable, la « Dame à l'œillet » de 1530, chef-d'œuvre de Bartholomée Bruyn l'Ancien, une collection de peintures flamandes et hollandaises des XVI^e et XVII^e siècles. Parmi eux, de Heem, grand spécialiste de nature morte, un paysage fantastique de Savery et un autre de Brueghel d'Enfer.

Galerie d'art Saint-Honoré, 287, rue Saint-Honoré, Paris 1^{re}. Tél : 42-50-15-03. Tous les jours, sauf samedi et dimanche, de 10 h 30 à 13 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Du 25 avril au 13 juillet.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J.-H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS		RIVE DROITE
CAVEAU FRANÇOIS-VILLON 64, rue de l'Arbre-Sec, 1 ^{er} 42-56-10-92 JOHN JAMESON 19, rue des Capucines, 2 ^e 40-15-00-30/40-15-08-08 LE SARLADAIS F. sam. midi, dim. 2, rue de Vienne, 9 ^e 45-22-23-62 AU PETIT RECHE 47-70-68-58/47-70-36-50 25, rue Le Pelletier, 9 ^e LA PLANTATION 43-07-54-15 5, rue Jules-César, 12 ^e LE PRESSOIR 45-06-24-77 15 bis J ^e LE CORSAIRE 45-25-53-25 1, bd Exelmans, 16 ^e LE GOURMAND CANDIDE 43-50-01-41 6, pl. Marché-Juin, 17 ^e (pl. Pereire) LES CHANTS DU PIANO 10, rue Lambert, 18 ^e 42-62-02-14	LA VIGNE 42-60-13-55 30, rue de l'Arbre-Sec, 1 ^{er} LES ANTIILLES à côté de la Bastille. Cuisine créole traditionnelle et nouvelles. ACCUEIL NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table garnie, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Menu du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier, terr. déj. d'été. Menu à 92 F + carte. « LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE » Cuisine faite par le patron. Carte inventive. Menu à 95 F s.c. Fermé samedi. Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.l.j. sauf samedi midi et dimanche. COUPE D'OR DU BON GOUT FRANÇAIS - TROIS ÉTOILES Menu. Carte 130 F. Menu dégustation 210 F. CB AE acceptées.	CHEZ COLINET 45-67-46-42 1, rue Pierre-Leroux, 7 ^e LES ANTIILLES à côté de la Bastille. Cuisine créole traditionnelle et nouvelles. P.M.R. 200 F. ACCUEIL NON-STOP jusqu'à 1 h du matin. Une table garnie, avec vue sur l'Arc de triomphe, que tout Parisien se doit de découvrir. Menu du terroir, fruits de mer. Poissons fins. Langoustes et homards du vivier, terr. déj. d'été. Menu à 92 F + carte. « LE RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE » Cuisine faite par le patron. Carte inventive. Menu à 95 F s.c. Fermé samedi. Cuisine traditionnelle française personnalisée, menu bourgeois 195 F. Salon particulier de 8 à 45 personnes. T.l.j. sauf samedi midi et dimanche. COUPE D'OR DU BON GOUT FRANÇAIS - TROIS ÉTOILES Menu. Carte 130 F. Menu dégustation 210 F. CB AE acceptées.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT
 HUITRES TOUTE L'ANNÉE POISSONS DU MARCHÉ
 Plats traditionnels - Vins à découvrir - Décor : « Brasserie de Luxe »
 JARDIN D'HIVER au pied de l'Opéra-Bastille. T.l.j. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
 6, place de la Bastille, 43-42-30-32.

Galerie Beaubourg

Daniel Buren

c/o

Arianne & Pierre

Nahon

3 RUE PIERRE AU LARD - PARIS - 42 71 20 50

MUSÉE BOURDELLE

36, rue Antoine Bourdelle, M^e Montparnasse

LORIKO KOCH

Sculptures

tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

DU 22 MARS AU 21 MAI

XXXIV^e SALON DE MONTROUGE 26 AVRIL - 31 MAI

ART CONTEMPORAIN

peinture, sculpture, dessin, travaux sur papier, photo, etc.

LES PRIX DE MONTROUGE

de 1976 à 1988

2, av. Emile-Boutroux - MONTROUGE - 10/19 h - Tél. 47 46 19 32

GALERIE KATIA GRANOFF

MORENO-PINCAS

18 AVRIL - 13 MAI

92, faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e. 42 65 24 41

THEATRE GEORGIEN

ATTENTION!

La dernière représentation

de DON JUAN

aura lieu le jeudi 27

Salon de Mont rouge

Pour sa 34^e édition, cette institution de la vie artistique, le seul Salon où il faille vraiment aller, rend hommage à sa propre histoire en exposant les artistes primés depuis 1976. Il y en a en tout 80, si bien que le Salon aura cette année, plus encore que d'habitude, tout l'air d'un panorama de l'art français actuel.

Mairie, 2, avenue Emile-Boutroux, Montrouge, 92120. Tél : 47-46-19-32. Tous les jours, sauf dimanche, de 9 h à 19 h. Du 26 avril au 31 mai.

Ubu

Contes de royaume

Ubu, un morceau de roi, morceau de choix, en matière d'illustration de la cupidité et de la bêtise. Bonnard, Rouault, Zadkine, Matisse, Ernst, Miro, et bien d'autres artistes, s'en sont emparés pour catalyser leur vision critique du monde. Avant les grandes réincarnations du personnage de Jarry au théâtre, à la télévision, dans la vie courante...

Musée-galerie de la Seine, 12, rue Sarcouf, Paris 7^e. Tél : 45-56-80-17. Tous les jours, sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 18 h. Du 26 avril au 1^{er} juillet.

Lyon

Marcel Michaud

Lyon se penche sur son passé récent avec Marcel Michaud (1898-1958), un rassembleur de talents qui, dans l'entre-deux-guerres, encouragea la création artistique, théâtrale, architecturale. Et fut à l'origine du groupe Témoignage, dont ont fait notamment partie Bertholle, Le Moal, Etienne Martin, Stahly, Louis Thomas.

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Perrache, 69002. Tél : 78-42-27-38. De 10 heures à 20 heures. Entrée libre. Du 28 avril au 4 juin.

Roubaix

Alfred Courmes

Irrespectueux, iconoclaste, anarchiste, anticlérical, grivois de temps en temps, Courmes a mené sa vie durant une entreprise de démolition de la société, de ses mythes et de ses images. Par la juxtaposition incongrue, le pastiche et la parodie, il a fait de la peinture une machine à fabriquer du rire et du néant.

Salles des expositions du Musée de Roubaix, hôtel de ville, 59006. Tél : 20-73-92-05. De 13 heures à 19 heures, dimanche de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 19 heures, fermé le lundi. Du 29 avril au 11 juin.

SÉLECTION PARIS

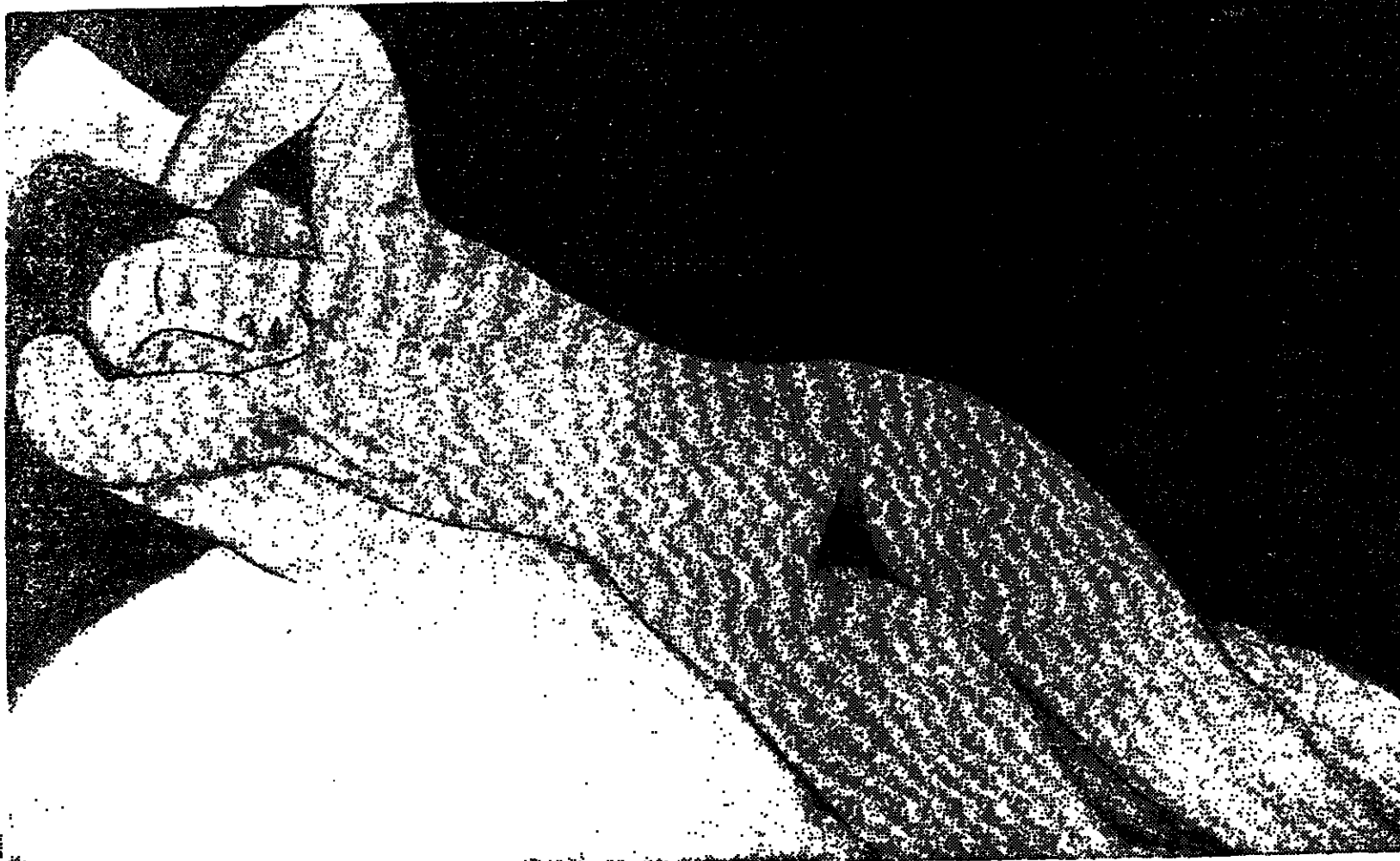
Dieter Appelt

Dans l'extraordinaire panoplie que déploie l'exploration du visage de la mort, Dieter Appelt est sans doute l'artiste qui est allé le plus loin. De manière exemplaire, il mène une entreprise de décomposition, puis de régénération et de révélation sans équivalent dans l'histoire de la photo.

Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél : 47-23-39-63. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 5 juin. 25 F (compréhension l'ensemble des expositions).

Culture de l'objet

Retrouvant en cela les vieux mythes interdisciplinaires qui firent la gloire originale du Centre Pompidou, le Musée d'art moderne et le Centre de création industrielle ont décidé d'associer leurs compétences et leurs collections pour réunir les charmes de l'architecture,



Amadeo Modigliani, « Nu », 1917. C'est l'une des trois cents œuvres de l'exposition « Art Italien 1900-1945 », une grande « mostra » historique et critique proposée par Pontus Hulten et Germano Celant, à Venise, au Palazzo Grassi, du 30 avril au 5 novembre.

un siècle avant la tour Eiffel, et nous fait faire une virée prolongée jusqu'en cette année du Bicentenaire. D'où un inévitable slogan : le fer, c'est révolutionnaire.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4^e. Tél : 42-76-33-97. Tous les jours, sauf lundi, de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

Jean-Gabriel Colinet, Pierre Savatier

Jean-Gabriel Colinet use de matériaux industriels qu'il découpe, tord et soude. C'est léger et monumental à la fois. En « complément de programme », Draho, Nils-Udo, Simonet, Savatier, qui tous méritent l'attention.

Centre d'art contemporain, 53, av. Georges-Gomel, Ivry-sur-Seine, 94000. Tél : 46-70-15-71. Tous les jours, sauf lundi, de 12 h à 19 h, dimanche de 11 h à 17 h. Jusqu'au 4 juin.

Maîtres français 1550 - 1800

Paul Mathias était reporter à Paris-Match et collectionneur de dessins. Il en a laissé 3 000 à l'Ecole des beaux-arts, qui en expose une sélection : Poussin, Fragonard, Boucher, Hubert Robert, Greuze...

Ecole nationale supérieure des beaux-arts, chapelle des Petits-Augustins - 14, rue Bonaparte, Paris 6^e. Tél : 42-60-34-57. Tous les jours, sauf mardi, et les 1^{er}, 14 et 15 mai de 13 h à 19 h. Jusqu'au 25 juin. 20 F.

Nadja Mahadji, Christophe Boutin, Pascal Kern

Trois artistes qui peignent, sculptent et photographient. Qu'ont-ils en commun ? A peu près rien, hors la jeunesse et un début de notoriété internationale. C'est ce qui a été fait à la salle Saint-Jean.

Hôtel de Ville de Paris, salle Saint-Jean, rue Lobau, proche côté Seine, Paris 4^e. Tous les jours, sauf lundi, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 28 mai.

La révolution française et l'Europe

De Voltaire pleurant sur les ruines de Lisbonne, à l'aventure russe de Napoléon, l'adoption et le rejet des idées françaises en Europe. Quelques centaines d'œuvres disparates, rassemblées au Grand Palais, témoignent de cette influence.

Grand Palais, galerie nationales, av. W.-Churchill, 81, Clemenceau, av. Gél-

linshower, Paris 8^e. Tél : 42-89-54-10. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h à 20 h. Nooturne mercredi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 26 juin. 32 F.

Temps sauvage et incertain

Sous ce titre de western, l'exposition de l'Institut français d'architecture part à la conquête d'un Eldorado de l'architecture qui serait dissimulé dans le développement des villes, plus généralement soumise aux aléas financiers de la construction. Vingt-cinq maquettes venues des quatre coins du monde sont les repères de cet ensemble où se retrouve tout ce que l'éclectisme, la mode et même le talent ont produit de modèle depuis deux ou trois ans.

Institut français d'architecture, 8 bis, rue de Tournay, Paris 9^e. Tél : 46-53-80-36. Tous les jours, sauf lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 3 juin.

Un collectionneur pendant la Révolution

Les trésors d'un collectionneur frénétique qui accumula, sous la Révolution et l'Empire, des milliers de dessins et d'estampes. Parmi ceux-ci, le célèbre portrait de Marie-Antoinette se rendant au supplice, croqué sur le vif par David.

Musée du Louvre, pavillon de Flora (2^e étage), entrée porte Joffroy - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél : 42-60-39-28. Tous les jours, sauf mardi, de 9 h à 18 h. Visites-conférences du 28 avril au 12 mai à 15 h 15, sauf dimanche et mardi, du 17 mai au 9 juin les mercredi et vendredi à 15 h 15. Jusqu'au 24 juillet. 25 F (ticket d'entrée du musée donnant droit à l'exposition).

Pierre Verger

Des Indiens zapotèques à la danse des Bobos de l'ex-Soudan français, la redécouverte d'un pionnier des années 30, créateur de l'agence Alliance-Photo. Inventeur du portrait ethnographique et colonial, Pierre Verger a réalisé au Roliflex quelque 60 000 clichés en cinquante ans.

Picco Bastille, 53 bis, rue de la Roquette, Paris 11^e. Tél : 47-00-28-28. Tous les jours, sauf samedi et dimanche, de 9 h à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain, Paris 7^e. Tél : 42-22-57-90. Tous les jours, sauf samedi et dimanche, de 10 h à 22 h. Jusqu'au 31 mai.

Daniel Buren

Notre grand décorateur public expose des pièces anciennes. Pas de surprises : rayures, drapage, mise en scène. Cela s'appelle « Sanction du Musée ». Et pourtant...

Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-et-Louis, Paris 4^e. Tél : 49-04-34-42. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 20 mai.

Jean-Baptiste Carpeaux

Rare et précieux : une collection de bronzes et de terres cuites de Carpeaux, sculpteur immense que l'on commence enfin à réévaluer et à étudier comme il le mérite.

Galerie Véronique Mazé, 33, av. Matignon, Paris, 78008. Tél : 47-42-02-52. Tous les jours sauf dimanche de 10 h 30 à 19 h. Jusqu'au 31 mai.

Christo

Après Denise René, Daniel Templeton et Liliane et Michel Durand-Dessert, Yvon Lambert est honoré à la Défense comme marchand et défenseur du contemporain. Il a choisi, pour l'occasion, de rendre hommage à Christo, l'universel emballer d'architectes et de ponts, dont on peut voir d'autres projets à la galerie Laage-Salomon.

Galerie La Défense Art 4, Parisiennes du monde, 15, pl. de La Défense, Paris 15^e. Tél : 48-00-00-00. Tél : 48-00-15-96. Tous les jours sauf mardi de 12 h à 19 h. Jusqu'au 11 mai.

Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris, 4^e. Tél : 42-78-11-71. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 19 h, samedi de 10 h 30 à 19 h. Jusqu'au 27 mai.

Jan Dibbets

Les œuvres récentes d'un conceptuel d'Amsterdam spécialisé dans la projection de roses et de pavements d'églises, qui s'affirme toujours un peu plus comme l'héritier fidèle de la peinture hollandaise froide et pure, de Saenredam à Mondrian.

Galerie Lalong, 14, rue de Valenciennes, Paris, 9^e. Tél : 46-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h, samedi de 14 h à 18 h. Jusqu'au 20 mai.

Julio Paolini

Élégant, subtil, cultivé, Paolini joue avec les signes de la mémoire et de l'histoire. Il

compose des rébus merveilleusement légers, et passablement déconcertants. Amateurs de simplicité, s'abstenir.

Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris, 9^e. Tél : 42-71-04-25. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h. Jusqu'au 18 mai.

RÉGIONS

Antibes

Kernmarrec

Objets, dessins et peintures de Joël Kernmarrec sont autant de reliquaires de notre temps, construits comme des aïe-aïe-aïe et des pièges à souvenirs. Un goût certain de la couleur qui chatouille et du matériau qui surprend ajoute à leur séduction. Cet hommage s'accompagne de la présentation de la donation d'André et Henriette Gombé, qui ont offert au musée des Picasso et des Balthus.

Château Grimaldi, Musée Picasso, 06800. Tél : 93-34-91-81. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 12 juin.

Arras

Aurélien Nemours

Aurélien Nemours on la rigueur d'une peinture abstraite, dépourvue de lignes, points, angles droits, carrés, et pourtant sensible et poétique. L'affaire d'une vie - le peintre aura bientôt quatre-vingt-dix ans - qui devrait intéresser les jeunes branchés du « néo-géo ».

Rocaille-Arras, 6/9 rue des Capucines, 62000. Tél : 21-71-30-12. De 15 heures à 19 heures, fermé le mardi. 12 F. Jusqu'au 25 juin.

Bourg-en-Bresse

Voss

Peintures, collages, tissés, tout est bon pour Jan Voss, grand spécialiste de l'abstraction chromatique. Ses compositions décoratives seront accrochées dans l'ancien monastère de Bron.

Musée de Bron, 63, bd de Bron, 01000. Tél : 74-22-22-31. Tous les jours, de 9 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. 8 F. Jusqu'au 18 juin.

Le Cateau-Cambrésis

Geneviève Cloisse

Sous le titre « Parcours 1959-1989 », le Musée

Matisse présente une rétrospective de Geneviève Cloisse, l'une des artistes marquantes de l'abstraction géométrique. Son travail, remarquable de rigueur, est à la conjonction d'une mathématique rigide et d'un chromatisme si fort qu'il domine de la vie à ces structures droites.

Musée Matisse, hôtel de ville, 59000. Tél : 27-84-13-15. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, le dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures, sauf le mardi. Jusqu'au 18 juin.

Le Havre

Bill Woodrow

Encore les Anglais, encore leurs chers sculpteurs ! Woodrow découpe la tôle, la tord, la soude, la colore, lui fait subir mille tourments et en tire des pièces immenses, alambiquées, à demi figuratives, à demi abstraites, et souvent teintées d'humour.

Musée des beaux-arts André-Matthieu, bd Kennedy, 76000. Tél : 35-42-33-97. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 30 juin.

Nîmes

Chaboud

On connaît encore mal ce carrien expressionniste méridional à la peinture très dure et aux couleurs stridentes. Ce fut pourtant l'une des figures les plus singulières des années 1910 et 1920.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foelix, 30000. Tél : 86-67-38-21. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures. 15 F. Jusqu'au 21 mai.

Patrick Faigenbaum

Ancien pensionnaire de la villa Médicis, Patrick Faigenbaum a entrepris en 1985 une série de portraits photographiques des familles illustres de l'aristocratie italienne. Ces tableaux de personnages, noyés dans la pénombre, composent l'image allégorique d'une société lointaine. À rapprocher de son travail exposé au château de Rochechouart.

Musée d'art contemporain, galerie des Arènes, bd des Arènes, 30000. Tél : 86-76-08-23. Tous les jours de 9 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures, sauf lundi matin. 20 F. Jusqu'au 13 juin.

Nantes

Martin Barré

Martin Barré, abstrait, géométrique, peintre du

dépeuplement, reçoit la consécration d'une rétrospective en solennité et une œuvre. De quoi se convaincre de la rigueur de cet homme discret.

Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000. Tél : 40-74-53-24. Tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 h 45, le dimanche de 11 heures à 17 heures, sauf mardi et jours fériés. 10 F. Jusqu'au 4 juin.

Strasbourg

Sarkis

Sarkis est un manipulateur d'images, de sons, d'objets et de souvenirs. Et l'un des plus éloquentes et mystérieux du moment. Il était temps de lui offrir une véritable exposition à la mesure de son inventivité. C'est fait.

Audience d'œuvre, 1, rue du Marché-aux-Poissons, 67000. Tél : 88-32-45-95. Tous les jours, de 11 heures à 18 heures, sauf mardi. 20 F. Du 16 avril au 2 juillet.

Valence

Hubert Robert et la Révolution

Après avoir peint la destruction de la Bastille, Hubert Robert faillit périr dans les prisons de la Terreur. Il en réchappa et continua de tenir sa chronique des événements sous forme de tableaux et de dessins pleins de lucidité.

Musée de Valence, 4, place des Ormesaux, 26000. Tél : 75-43-82-00. Tous les jours, de 14 heures à 18 heures, les mercredi, samedi et dimanche, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. 8 F. Jusqu'au 28 mai.

Villeneuve-d'Ascq

Pierre Merlier

Photographe, sculpteur, metteur en scène d'images, modèleur, bricoleur insaisissable, Merlier construit des formes et des objets mystérieux, à la beauté à la fois froide et provocante. Difficile de ne pas s'émouvoir au spectacle de ces sombres visions. Difficile de ne pas reconnaître dans ce travail hardi le signe d'un artiste capévin.

Musée d'art moderne, 1, rue du Musée, 59600. Tél : 20-05-42-46. De 10 heures à 18 heures, fermé le mardi. Jusqu'au 11 juin.

ÉTRANGER

Amsterdam

Molevitch

Kasimir Malevitch en une centaine de peintures et presque autant de dessins. C'est la première vraie rétrospective de cet avant-gardiste capital du début du vingtième siècle.

Stedelijk Museum, Polder Polderstraat 12, Amsterdam. Tél : 020-537-27-37. De 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 mai.

Bruxelles

Arts déco

Qu'est-ce que l'art déco ? A la négation du géométrisme et du Bauhaus répond une somptueuse exposition qui réunit des pièces jamais vues, venues de l'Europe entière, dans une mise en scène très forte.

Palais des beaux-arts, 23, rue Ravenstein, et 10, rue Royale. Tél : 512-15-53. De 10 heures à 18 heures, le mercredi de 18 heures à 22 heures, fermé le lundi. Jusqu'au 28 mai.

La sélection Arts a été établie par : Geneviève Breckette, Philippe Dagen, Frédéric Edelman, Patrick Rogiers et Emmanuel de Roux.

Jeudi 27 mai 1989